Michel Collon

Aurore Van Opstal • Abdellah Boudami

ISRAEL, PARLONS-EN!

20 entretiens avec

Chomsky, Sand, Gresh, Bricmont, Hassan, Ramadan, Morris, Delmotte, Warschawski, Halevi, Zakaria, Pappe, Sieffert, David, Aruri, Amin, Blanrue, Tilley, Botmeh

NOUVELLE EDITION ACTUALISEE

Israël face aux révoltes arabes

Investig'Action - Couleur livres

Michel Collon

Aurore Van Opstal – Abdellah Boudami

ISRAËL, PARLONS-EN !

Investig'Action

Couleur livres

Mise en page et couverture : D-ONE graphies

Correction : Cédric Rutter, Grégoire Lalieu et Magali Urbain

Édition : Investig'Action — Bruxelles - www.michelcollon.info

Couleur livres - Charleroi - www.couleurlivres.be

Diffusion : contact@michelcollon.info

Interviews, débats : contact@michelcollon.info

ISBN : 978-2-87003-567-2

Dépôt légal : D/2011/0029/12

Table des matières

Introduction : De quoi avons-nous besoin ?

Israël - Palestine : chronologie

1 Pourquoi Israël a été créé. Histoire du sionisme

2 L'exode du peuple juif : mythe ou réalité ?

3 La Palestine avant 48 : une terre sans peuple ?

4 La Nakba de 1948 : introuvable dans les médias

5 1967 : comment Israël a triplé son territoire

6 Israël mène-t-il une colonisation sans limites ?

7 Une société intoxiquée par la haine ?

8 Notre vie de Palestiniens

9 Les Palestiniens, terroristes ou résistants ?

10 Pas de partenaire pour la paix ?

11 Pourquoi les États-Unis protègent-ils Israël ?

12 Israël, flic du pétrole ?

13 L'Europe est-elle neutre ?

14 Israël et le droit international

15 « Pour eux, Gaza, ce ne sont pas des êtres humains »

16 Le lobby pro-israélien

17 Les médias sont-ils objectifs face à Israël ?

18 Critiquer l'État d'Israël, est-ce de l'antisémitisme ?

19 Un conflit sans solution ?

20 Peut-on boycotter Israël ?

21 Israël face aux révoltes arabes

22 Ce qu'ont dit les fondateurs et dirigeants d'Israël

23 Comment parler d'Israël ?

De quoi avons-nous besoin ?

Pourquoi parler d'Israël ? Pour tenter de mener un débat raisonné. Entre ceux qui crient à l'antisémitisme dès qu'on critique le gouvernement israélien et ceux qui croient en un grand et mystérieux complot juif.

Comment parler d'Israël ? En laissant de côté les préjugés et en découvrant tous les faits, les pages d'Histoire occultées, les intérêts stratégiques, les témoignages qu'on n'entend guère.

Comprendre pourquoi ceux qui regardent *TF1* et ceux qui regardent *Al-Jazeera* voient deux guerres complètement opposées.

Est-il possible d'y voir clair ? Pour répondre aux questions que chacun se pose, il fallait interroger ceux qui connaissent le mieux ce conflit en ses divers aspects.

Il existe de nombreux livres et articles éclairants. Mais peu de gens ont le temps d'étudier tout cela de près. J'ai donc entrepris de rassembler l'essentiel en un seul livre concis et accessible à tous. En y ajoutant quelques propositions concrètes pour favoriser la discussion.

Lever tous les tabous, c'est permettre à chacun de se faire son opinion librement. Et de débattre autour de soi. De plus en plus de citoyens souhaitent faire entendre leur voix.

Car ce conflit se joue aussi bien au Moyen-Orient qu'en

Europe. C'est de la discussion entre citoyens de tous horizons que surgiront les solutions pour la paix.

Michel Collon

Ce livre est aussi un appel pour que chacun citoyen, là où il est, participe aux discussions citoyennes. Ce débat se prolongera sur le site michelcollon.info où vous pouvez accéder à notre forum pour envoyer vos questions, expériences et commentaires.

Remerciements

Merci à Aurore Van Opstal et Abdellah Boudami qui se sont engagés dans ce livre avec motivation et enthousiasme.

Merci à Ihsane Hasrouf et Vinciane Cappelle pour leur aide précieuse dans la préparation des interviews.

Merci à AbdelMatine, qui a réalisé la mise en page et la couverture avec talent et disponibilité.

Merci à Emmanuel Balan qui a dessiné les belles cartes inédites illustrant ce livre.

Merci à Cédric, Grégoire et Maud qui ont travaillé jour et nuit pour corriger et améliorer le manuscrit.

Merci à Sylvie, Dimitri, Nora, Asma, Nizar, Youness, Majeed et Amel qui ont transcrit avec patience les enregistrements des interviews.

Merci à Magali Urbain, Joaquim Da Fonseca, Frank Barat, Nadia Farkh, Hamdan Aldamiri, Aurélia Pfend, Gaston Pellet, Myriam De Ly, Patrick Moens, Marie-France Van Wetter, Olivier Vilain, Roukaya El Houda, Jos Hennes, Isham et bien d'autres encore qui ont apporté de précieux conseils et coups de main.

Merci à Maité, Laetitia et Vanessa Stojilkovic qui nous aident avec tant de dévouement à diffuser nos livres.

Merci à Paul Delmotte, Shlomo Sand, Christina Zacharia, Benny Morris,

Ilan Halévi, Alain Gresh, Ilan Pappe, Ahmed Frassini, Hanan Wakeem, Saleem Albeik, Mohamed Al Hawajri, Mohamed Hassan, Naser Aruri, Noam Chomsky, Samir Amin, Jean Bricmont, Eric David, Michel Warschawski, Paul-Eric Blanrue, Denis Sieffert, Tariq Ramadan, Virginia Tîlley, Samia Botmeh qui ont bien voulu répondre à nos questions, malgré un emploi du temps souvent très chargé.

Merci à Véronique Vercheval, Anne Paq et Lucas Catherine pour leurs photographies si éloquentes.

Merci à tous ceux qui nous ont aidés et encouragés de toutes sortes de façons. Merci à ceux qui ont participé avec conviction et générosité à nos séminaires de réflexion, enquêtes de rue et autres activités préparatoires. Impossible de les citer tous tant ils sont nombreux,

Merci à Tina, dont le soutien m'a été si précieux dans les moments difficiles.

Michel Collon

Israël – Palestine

Chronologie

1897

Le Congrès de Bâle fonde le mouvement sioniste visant à créer un État juif.

1916

Accords Sykes-Picot : Grande-Bretagne et France se partagent le Proche-Orient.

1917

Déclaration Balfour : Londres promet un foyer national juif en Palestine.

1936-39

La résistance à la colonisation britannique et juive culmine en une grève de 6 mois.

1947

L'ONU partage la Palestine. Les Arabes refusent. Expulsions et massacres de Palestiniens.

1948

Création de l'État d'Israël. Guerre israélo-arabe : Israël occupe 76% de la Palestine. L'ONU proclame le droit au retour

des Palestiniens expulsés.

1956

En Egypte, Nasser nationalise le canal de Suez : Israël, France et Grande- Bretagne l'attaquent.

1967

Guerre des Six Jours : Israël triple son territoire en envahissant la bande de Gaza, Jérusalem-Est, le Golan, la Cisjordanie... Nouvelles expulsions de Palestiniens.

1964

Fondation de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP).

1968

Les Palestiniens proposent la cohabitation des juifs, musulmans et chrétiens en un seul État laïque.

1970

Septembre Noir : l'armée jordanienne écrase et expulse les résistants palestiniens.

1973

Guerre du Kippour. Égyptiens et Syriens tentent de récupérer leurs territoires.

1978

Accords de Camp David entre Egypte, Israël et États-Unis.

1982

Israël envahit le Liban. Massacres dans les camps palestiniens

de Sabra et Chatila.

1987-91

Première Intifada, résistance populaire fortement réprimée par l'armée israélienne.

1993

Accords d'Oslo entre l'OLP et le gouvernement d'Yitzhak Rabin.

2000

Deuxième Intifada due à la visite d'Ariel Sharon à l'esplanade des Mosquées.

2002

Le Sommet arabe promet la paix contre le retrait israélien de tous les territoires occupés. Israël construit un Mur de séparation.

2006

Le Hamas remporte les élections. USA et UE refusent les résultats. L'aide européenne est suspendue. Israël bombarde le Liban.

2008-09

Israël lance l'opération « Plomb Durci » contre la bande de Gaza. (1.300 morts)

1

Pourquoi Israël a-t-il été créé ?

« Israël a été créé en 1948 pour réparer le génocide des juifs durant la Seconde Guerre mondiale et leur offrir un abri » : voilà ce qu'on dit généralement en Europe. Vrai ou faux ?

Pour répondre à cette question fondamentale, il faut connaître la théorie qui est réellement à l'origine de la création de l'État d'Israël : le sionisme. Depuis quand les nationalistes juifs préparaient-ils cette opération ? Les grandes puissances étaient- elles simples spectatrices ou y ont-elles vu un intérêt stratégique ? Et pourquoi ne nous parle-t-on jamais de certaines pages de l'Histoire ?



PAUL DELMOTTE

Enseigne la politique internationale et l'histoire contemporaine à l'institut des Hautes Études des Communications Sociales de Bruxelles. Auteur de nombreux articles sur le conflit israélo-palestinien et les problématiques du monde arabe, il a également contribué au livre collectif *Du bon usage de la laïcité*.

En quoi consiste le mouvement sioniste et comment est-il né ?

Il s'agit d'un mouvement nationaliste né au XIXe siècle au sein des communautés juives d'Europe centrale et orientale. Les seules communautés juives au monde dont les caractéristiques spécifiques permettaient de construire un « imaginaire national ». Les seules en effet à posséder une langue propre (le yiddish) et une culture commune spécifique (notamment religieuse). Ce n'était pas le cas, par exemple, des communautés juives du monde arabo-musulman.

De plus, elles se trouvaient majoritaires ou presque dans certaines parties d'un territoire qu'on a appelé le « Yiddishland » où les autorités tsaristes de Russie les avaient confinées (des « zones de résidence » dispersées sur le territoire de l'ancienne Pologne médiévale, à savoir les actuelles Pologne, Lituanie, Biélorussie et Ukraine). Voilà pourquoi l'historien israélien Shlomo Sand parle de peuple yiddish plutôt que de peuple juif (voir chapitre 2).

Vous parlez d'un « imaginaire national » ? Le mouvement sioniste reposerait sur une légende ?

En fait, tous les nationalismes qui se sont créés à cette époque - par exemple, en France et en Belgique - ont fabriqué des légendes autojustificatives comme l'ont démontré de nombreux historiens. Shlomo Sand a montré que les penseurs juifs de l'époque avaient relu, réinterprété et déformé l'histoire et les textes religieux juifs pour inventer le mythe d'un « peuple juif » qui aurait été exilé par les Romains et devrait retourner sur sa terre d'origine.

Ceci dit, les populations juives d'Europe rencontraient quand même des problèmes bien réels, non ? Pogroms, chasse aux juifs… Ceci n'explique-t-il pas la recherche d'une autre terre ?

Oui. C'est un des facteurs de la formation du nationalisme juif. Mais il y en a d'autres. D'abord, la dissolution de la société juive traditionnelle d'Europe centrale et orientale qu'on appelait le Shtettle (en yiddish la « petite bourgade » juive). Cette société traditionnelle, sous contrôle de rabbins et de notables, vivait dans un isolement relatif qui maintenait ses spécificités religieuses, linguistiques, vestimentaires, etc.

Telle était la forme de coexistence entre communautés juives et non-juives qu'avaient imposée les souverains de l'Empire polonais au Moyen Age. Ils avaient fait venir des juifs d'Occident pour développer l'économie grâce à leurs connaissances commerciales et financières. A ces juifs occidentaux se sont ajoutés d'autres juifs venus de l'Est ; des rescapés de l'Empire khazar détruit par les Mongols (voir chapitre 2).

Et pourquoi cette société a-t-elle commencé à décliner ?

Du fait de la modernisation qui a atteint ces régions dans la deuxième moitié du XIXe siècle. La révolution industrielle et l'appauvrissement des paysans ont, comme ailleurs, entraîné un exode de la campagne vers les villes. De nombreux juifs[1] ont alors quitté le Shtettle pour gagner les villes à la recherche d'un emploi. Du coup, ces populations juives se soustrayaient au contrôle moral et religieux des rabbins, elles entraient en contact avec les idées nouvelles, dites « des Lumières » comme le libéralisme, la démocratie, le progrès, la laïcité… Et aussi avec le nationalisme et le socialisme.

Le sionisme est né de l'ensemble de ces facteurs : 1. Démantèlement de la société traditionnelle du Shtettle. 2. Pénétration des idées des Lumières. 3. Mais aussi réaction à l'antisémitisme moderne.

Pourquoi « antisémitisme moderne » ?

Le classique, c'est cette hostilité chrétienne traditionnelle envers les juifs. Cette judéophobie s'auto-justifiait au nom du « meurtre du Christ ». On faisait aussi des juifs les boucs émissaires de certaines situations socio-économiques : au Moyen Age, les juifs étaient quasiment les seuls à pouvoir pratiquer les « métiers de l'argent », car prêter avec intérêt était interdit aux chrétiens. Certains juifs, donc, prêtaient de l'argent aux seigneurs et aux monarques. Mais les « usuriers » étaient souvent très mal vus des populations.

Il était alors fort pratique pour les souverains féodaux, quand ils étaient en proie à des difficultés économiques ou politiques, de canaliser la colère populaire contre les juifs. Expulser ou massacrer des juifs les débarrassait à la fois de leurs dettes et de leurs créanciers ! On trouve donc dès le Moyen Age cette fonction que prendra plus tard, en Europe centrale et de l'Est, le « pogrom ». Ce mot russe qui veut dire destruction, désigne des émeutes « populaires » contre les juifs, avec tabassages, pillages, viols et meurtres.

Et l'antisémitisme moderne a renforcé cette fonction de « boucs émissaires » à la fin du XIXe siècle ?

Oui. Grâce aux pogroms qu'elles provoquaient souvent, les autorités tsaristes et l'extrême droite russe déviaient contre les juifs les frustrations populaires. En s'attaquant aux juifs, les pogromistes oubliaient les vraies raisons de leur misère et de

leur oppression, à savoir le régime tsariste lui-même.

A cette époque, la droite réactionnaire et conservatrice reprochait aux juifs d'être de dangereux révolutionnaires. Certains aristocrates français avaient déjà imputé aux juifs la responsabilité de la Révolution française ! Le ministre de l'intérieur russe, commanditaire de pogroms, l'avouait sans problème : *« Ce que je pourchasse dans le juif, c'est le révolutionnaire »*. Cette attitude annonce Hitler qui parlera de « judéo-bolchevisme »...

Curieux puisqu'on va aussi reprocher aux juifs d'être de « gras capitalistes », responsables de la misère !

Oui, à partir de la révolution industrielle du XIXe siècle avec ses conséquences catastrophiques pour les petites gens, des auteurs « de gauche » vont généraliser à tous les juifs le cas de certains qui étaient effectivement devenus de gros capitalistes. En se focalisant sur eux, on mettait hors de cause les capitalistes non-juifs, à savoir la majorité ! On retrouve cet « antisémitisme de gauche » chez certains socialistes utopiques comme Proudhon ou Fourier. Les préjugés anti-juifs peuvent contaminer certaines personnes de gauche, mais l'antisémitisme ne saurait être de gauche.

Fuyant cette misère et ces pogroms, des centaines de milliers de juifs pont fuir de l'Est à l'Ouest : en Autriche-Hongrie, en Allemagne, en France, en Belgique, en Angleterre avant que certains ne gagnent les États-Unis...

Oui, et cela va souvent renforcer l'hostilité envers les juifs. Un peu comme en France ou en Belgique aujourd'hui avec ces réactions xénophobes envers un nombre prétendu trop grand d'étrangers... Leur arrivée suscite des réactions anti-juives

qui, à leur tour, inquiètent les juifs déjà installés depuis longtemps en Europe occidentale. Que craignent-ils ? Que l'hostilité envers les nouveaux arrivants se reporte sur eux et remette en cause leur statut. Ils avaient en effet obtenu, en Europe occidentale, des droits égaux grâce aux idées des Lumières et à ce que l'on appelait l'Émancipation des juifs. Cet afflux de juifs de l'Est vers l'Occident explique donc une caractéristique de l'antisémitisme moderne. Celui- ci va désormais percevoir « un problème juif ». Comme si toutes les conditions faites aux juifs d'un bout à l'autre de l'Europe et du monde étaient similaires, comme si les problèmes étaient partout identiques. Les autres caractéristiques de cet antisémitisme moderne sont ses prétentions « scientifiques » (l'idée de « race ») et ses liens avec les nationalismes qui excluent les juifs de la Nation...

Ce regain d'antisémitisme en Europe occidentale explique la fameuse Affaire Dreyfus qui va diviser profondément l'opinion française ?

Oui. En 1894, commence un procès pour trahison et espionnage au profit de l'Allemagne, intenté à un capitaine juif de l'armée française, Alfred Dreyfus. Accusé par des collègues antisémites, Dreyfus est innocent, mais sera dégradé puis envoyé au bagne en Guyane. Il devra attendre douze ans pour être entièrement réhabilité ! Or, ces péripéties ont pour témoin, venu d'Europe centrale, un journaliste viennois d'origine hongroise : Theodor Herzl... Herzl n'est pas religieux. C'est plutôt un libéral, favorable à l'assimilation et à l'émancipation des juifs au sein même de leurs sociétés. Mais il vient de Vienne, où l'antisémite Karl Lueger fait déjà parler de lui avant de devenir maire de la ville en 1897. Il est au courant

des pogroms perpétrés dans le Yiddishland proche. On comprend donc que Herzl soit horrifié en retrouvant cette fois à Paris, la haine antijuive que suscite Dreyfus. Et cela dans la patrie des Lumières, de l'Émancipation des juifs et des droits de l'homme ! Dorénavant donc, Herzl n'aura de cesse de trouver un « refuge » pour les juifs, un pays où ils ne seraient plus ni minoritaires ni persécutés. C'est ce projet du sionisme politique - la quête d'un État pour les juifs - qu'il va lancer en fondant l'Organisation sioniste mondiale au Congrès de Bâle en 1897.

Toutefois, le projet de Herzl sera loin de rencontrer un succès généralisé chez les juifs. Jusqu'au début des années 1930, tout le monde le considérera comme utopique et certains de ses amis conseilleront à Herzl « d'aller se faire soigner ». En fait, jusqu'à Hitler et l'avant-veille du génocide de 1941-1945, la majorité du monde juif centre-européen optait soit pour l'assimilation, soit pour Immigration vers l'Occident (européen ou américain), soit pour le socialisme (comme le Bund, grand mouvement ouvrier et socialiste juif d'Europe orientale, qui ne réclamait pas un État juif, en Palestine ou ailleurs, mais revendiquait seulement une autonomie nationale culturelle là où vivaient les juifs).

La bourgeoisie juive s'opposait à l'idée d'un État juif ?

Personnellement, je ne pense pas que l'on puisse parler d'une « bourgeoisie juive » qui aurait des intérêts distincts ou son propre projet étatique. Il serait plus exact de parler de juifs bourgeois membres des bourgeoisies britannique, allemande, française... La plupart d'entre eux se méfiaient de la réponse sioniste à l'antisémitisme renaissant. Ils jugeaient ces deux phénomènes - aussi bien l'antisémitisme que le sionisme -

comme susceptibles de remettre en cause leur statut en tant que Britanniques, Allemands, Français, etc. Certains éprouvaient à l'égard du projet sioniste une sympathie d'ordre sentimental ou philanthropique. Ils pensaient aussi qu'en « canalisant » l'afflux de juifs de l'Est vers la Palestine ou ailleurs, le projet sioniste réduirait le racisme antijuif en Europe occidentale et la menace que celui-ci représentait pour eux. Ainsi, de grands bourgeois juifs américains ou européens, comme Lord Montefiore, ont financé des colonies juives en Palestine ou ailleurs. A cette époque, circulait une blague (juive), qui définissait un sioniste comme « un juif américain qui envoie de l'argent à un juif britannique pour envoyer un juif de Pologne en Palestine ». Le plus souvent, ce soutien philanthropique se faisait en dehors de toute idée d'État juif. Il s'agissait de colonies tout à fait classiques, où des colons juifs embauchaient des paysans arabes. Rien à voir donc avec le sionisme « socialiste » qui exigeait un « travail juif » dans les colonies juives (voir chapitre 3), Ajoutons que des bourgeois juifs, comme Lord Montagu en Angleterre, ont combattu et dénoncé le projet sioniste.

Mais comment les juifs européens, largement méprisés et sans influence politique, ont-ils réussi à réaliser un projet aussi important que la création d'un nouvel État ?

Cela ne s'est pas fait facilement, ni rapidement ! Comme je l'ai dit, jusqu'au début des années 1930, tout le monde considérait le projet sioniste comme utopique. Et les Arabes de Palestine ne se sont pas inquiétés avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir, en 1933, qui a eu pour effet de doubler la communauté juive de Palestine en six ans (voir chapitre 3). En fait, dans les vingt années qui ont suivi le Congrès de Bâle de 1897, les moyens

des dirigeants sionistes sont restés modestes. Ils cherchaient en vain à obtenir le soutien de l'une ou l'autre grande puissance : la Turquie ottomane, l'Allemagne, puis l'Angleterre.

Ils cherchaient un « parrain » ?

Oui. Et ces dirigeants sionistes misaient parfois sur la croyance (assez généralisée et plutôt antisémite) d'une influence omniprésente des juifs. Ils s'en servaient pour convaincre leurs interlocuteurs de les soutenir...

Alors, comment le mouvement sioniste finira-t-il quand même par atteindre son objectif ?

Je distinguerai trois facteurs. Par ordre chronologique, d'abord, le Mandat britannique sur la Palestine (1920-1947). Ensuite, l'antisémitisme polonais et nazi. Enfin, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, l'éphémère collusion entre les États-Unis et l'URSS pour appuyer la création d'un État juif en Palestine.

Après la Première Guerre mondiale, Londres avait reçu de la Société des Nations (ancêtre de l'ONU) un mandat pour administrer la Palestine, l'Irak et la Transjordanie (que les Anglais avaient créée de toutes pièces en 1921). Ajoutons au gâteau l'occupation de l'Egypte depuis 1882. Pendant la Première Guerre mondiale, Anglais et Français avaient convenu avec les Accords Sykes-Picot (1916) de se partager le Moyen-Orient arabe. Dans cette Palestine, Londres avait promis aux dirigeants sionistes de favoriser la création d'un « foyer national juif ». C'était la « Déclaration Balfour » (voir chapitre 3).

Dans quel intérêt ?

Personnellement, à côté d'autres explications secondaires, je pense surtout que les Britanniques craignaient de voir les Français s'installer au Liban et en Syrie, à une inquiétante proximité du canal de Suez. Une ligne de communication que Londres jugeait vitale. Il leur fallait donc un « État- tampon » dépendant d'eux. On l'a un peu oublié, mais Londres et Paris étaient bien plus des rivales que des alliées. L'Entente cordiale, qui a prévalu lors de la Première Guerre mondiale, était tout sauf... cordiale. Après 1918, ces rivalités ont repris.

Ajoutons que les autorités allemandes de l'époque avaient, elles aussi, fait des ouvertures au mouvement sioniste. Berlin espérait que les communautés juives appuieraient leurs visées à l'Est et dans les Balkans. Et les Français avaient également produit, en juin 1917, leur « Déclaration Balfbur » lorsque le diplomate Jules Cambon exprima le soutien officiel de la France au projet sioniste.

Pourtant, les sionistes rappellent volontiers leur opposition et leur lutte contre « l'impérialisme britannique »...

Il faut périodiser. En réalité, le Mandat britannique sur la Palestine a constitué « une cage de fer » empêchant le développement d'institutions politiques arabes palestiniennes. Contrairement aux autres mandats du Proche- Orient, qu'ils soient britanniques (Irak, Transjordanie) ou français (Syrie, Liban), et contrairement à l'Egypte, les Palestiniens n'ont eu ni roi, ni président, ni premier ministre, ni gouvernement, ni parlement. Aucune institution représentative qui aurait pu, même sous tutelle, gouverner le pays. Mais ce que les Britanniques ont refusé aux Palestiniens, ils l'ont accordé à la

communauté juive de Palestine.

Quand même, à partir de 1939, les sionistes et les Britanniques se sont opposés !

Parce que Londres voyait arriver la guerre mondiale et voulait se concilier les pays arabes, également approchés par l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie. Londres a alors publié un Livre blanc qui limitait drastiquement l'immigration juive en Palestine, la soumettant à l'approbation des Arabes de Palestine. Ce faisant, Londres coupait effectivement les ponts avec les sionistes. Lesquels vont entamer - mais surtout après la Seconde Guerre mondiale - une véritable « guerre » des sionistes contre les Britanniques.

Avec des groupes sionistes commettant même des attentats terroristes...

En effet. Mais, pendant près de vingt ans, les mandataires britanniques avaient tout fait pour que les sionistes puissent créer un « État dans l'État » au sein de leur Mandat.

Le deuxième facteur qui a donné plus de moyens aux sionistes, c'est l'antisémitisme, polonais et nazi. Dans la seconde moitié des années 1920, s'est produite une quatrième vague d'immigration juive en Palestine, qu'on a appelée l'alya Grabsky, du nom du chef du gouvernement polonais de l'époque qui avait pris des mesures discriminatoires contre les juifs. Elle a conduit plus de 80 000 juifs en Palestine. Ensuite, l'accès au pouvoir d'Hitler (1933) a renforcé l'émigration. La population juive de Palestine s'est accrue atteignant plus de 30% de la population totale. A elle seule, l'année 1935 a vu arriver plus de 60 000 immigrants... Et, bien entendu, la découverte des camps d'extermination à la fin de la guerre a

singulièrement renforcé le mouvement sioniste. Mais l'antisémitisme n'a pas seulement fourni au projet sioniste ce renfort démographique. Ces deux vagues d'immigration « bourgeoises » de l'entre-deux-guerres, la polonaise et l'allemande, ont aussi mené des capitaux à la communauté juive de Palestine. Faisant apparaître une « classe moyenne » qui a renforcé la droite (révisionniste) sioniste.

Pourquoi révisionniste ?

Les grands partis de droite israéliens comme le Likoud de Benyamin Netanyahu et Kadima de Tzipi Livni (que l'on se complaît dans nos médias à qualifier de « centriste ») sont issus de ce qu'on a appelé le sionisme révisionniste. Une scission du mouvement sioniste, menée en 1923 par Zeev Jabotinski,

Ce dernier s'insurgeait contre la décision britannique de créer l'Émirat de Transjordanie (la future Jordanie) à l'est du Jourdain. Pour lui, c'était amputer ce qu'il voyait comme la Palestine historique ; c'était léser les ambitions sionistes. On trouve là l'origine de la vision de Sharon qui a longtemps affirmé que les Palestiniens avaient déjà un État : la Jordanie... Mais Jabotinski critiquait aussi la politique « légaliste » de l'Organisation sioniste mondiale, la jugeant irréaliste. Il y opposait sa théorie du « mur de fer », selon laquelle aucun peuple au monde n'accepte sans réagir de voir des étrangers installer sur son territoire un nouvel État. Il fallait donc choisir : soit renoncer au projet sioniste, soit l'imposer par la force, en érigeant un « mur de fer ». Pour lui, la force était la seule perspective réaliste de créer un État juif en Palestine arabe. En fait, bon nombre de ses adversaires politiques, comme Ben Gourion, se sont vite aperçus qu'il avait raison. Voilà pourquoi,

à l'époque, certains Palestiniens estimaient que Jabotinski était un honnête homme parce qu'il disait les choses franchement, tandis que Weizmann, le leader sioniste « modéré », était, disaient-ils, un hypocrite...

Donc, les sionistes n'auraient pu se renforcer sans l'appui volontaire des Britanniques, et l'impact de l'antisémitisme polonais et nazi. Mais ce n'est qu'en 1948, qu'ils réussiront à imposer leur État d'Israël...

Oui, grâce au troisième facteur : l'éphémère « collusion » entre États-Unis et URSS pour appuyer la création de l'État juif. Chacun pour des raisons propres bien sûr. Aux États-Unis, il y avait le choc causé dans l'opinion par la découverte des camps de la mort. Plus la recherche des faveurs de l'électorat juif par le président Harry Truman. Toutefois, les milieux pétroliers, diplomatiques et militaires américains n'étaient pas si favorables. En mars 1948, Washington a même demandé de retarder le partage de la Palestine, donc la création de l'État israélien. C'est Moscou qui fera le forcing en faveur du partage.

En URSS, ont joué des considérations géostratégiques, inspirées par un « marxisme » quelque peu dogmatique : Moscou pensait que le poids de la gauche sioniste (avec laquelle les relations s'étaient améliorées face à l'ennemi hitlérien commun) pousserait le futur État dans le camp prosoviétique. Cela aurait été précieux en ce début de Guerre froide. D'ailleurs, l'État d'Israël en gestation ne disposait-il pas d'une classe ouvrière importante ? Cela aurait fait contrepoids à des pays arabes considérés à juste titre comme des fantoches des Anglais. En effet, ces pays étaient gouvernés par les grands propriétaires de terres et la bourgeoisie dite

compradore : leurs intérêts étaient trop liés à ceux des Occidentaux. Voilà pourquoi l'URSS a permis aux Tchécoslovaques d'envoyer des armes aux Israéliens durant la guerre de 1947-1949.

Mais une armée arabe n'a-t-elle pas été envoyée défendre la Palestine ?

Disons plutôt des contingents arabes, et ils faisaient piètre figure. Mise à part la Légion arabe transjordanienne qui était la seule force arabe sérieuse. Par ailleurs, ces contingents avaient été envoyés plus en raison des rivalités entre États arabes de la région que pour sauver la Palestine. De plus, les « nouveaux historiens » israéliens ont montré que, contrairement à la légende, les effectifs arabes étaient inférieurs à ceux des sionistes, et peu motivés.

Les racistes antijuifs disent que la coexistence est impossible entre juifs et non juifs. Mais sincèrement, on a l'impression que les sionistes pensaient la même chose…

De fait, Herzl était devenu profondément convaincu qu'une coexistence entre juifs et non-juifs ne serait jamais possible sans une séparation via l'édification d'un État particulier pour les juifs. Il est vrai aussi que le projet nationaliste de construire cet État l'a parfois emporté sur le souci de protéger les juifs d'Europe (que les sionistes en aient ou pas les moyens), L'historien israélien Tom Segev l'a bien montré dans son livre *Le septième million*. Les sionistes se considéraient comme les sauveurs d'une nation juive et très souvent, ils méprisaient la vie en diaspora qu'ils jugeaient indigne. Le futur président de l'État d'Israël, Ben Gourion, tout à son projet étatique, déclarait en 1942 (!) aux responsables de son parti : « *Le*

désastre qu'affronte le judaïsme européen n'est pas mon affaire ».

Cette priorité accordée à l'édification de leur État - dans lequel ils voyaient la seule solution à l'antisémitisme - explique que les sionistes soient parfois entrés en contact avec des antisémites avérés. Ainsi, le journaliste Charles Enderlin *(France ?)* nous rappelle que l'organisation révisionniste Betar a conclu un accord avec le très antisémite régime polonais dit « des colonels » en 1937. Selon cet accord, la Pologne entraînerait et formerait ses combattants. En 1933 - avant le judéocide - il y a même eu un accord d'échange avec Eichmann et les autorités nazies : l'accord dit Ha-Avara autorisait le départ d'Allemagne de juifs fortunés à condition qu'ils convertissent leurs biens en produits industriels allemands exportés en Palestine…

Cette priorité explique aussi qu'un groupuscule de l'extrême-droite sioniste, le groupe Stern, ait même tenté des ouvertures - sans succès - pour s'allier avec Hitler au nom de la lutte contre les autorités mandataires britanniques en Palestine. Il s'agit là bien sûr d'un cas extrême et isolé. Et on peut considérer cela comme une politique « réaliste ». Mais cela aide aussi à prendre du recul alors que les dirigeants israéliens invoquent avec facilité, pour conforter leurs intérêts, un judéocide dont ils instrumentalisent la mémoire.

De toute cette histoire, que vous ave% rapidement retracée, peut-on donc retenir que le génocide n'est pas la cause de la création d'Israël en 1948 ? Car les grandes puissances européennes étaient intéressées depuis bien longtemps à la colonisation juive de la Palestine. Mais 40-45 va

considérablement renforcer cet appui…

Il est évident, comme je l'ai dit, que les Occidentaux avaient des intérêts bien concrets pour soutenir le jeune État d'Israël. Mais on doit bien réaliser que c'est le génocide commis contre les juifs qui a fait basculer les choses. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les sympathies européennes pour le projet sioniste ont été beaucoup plus marquées. La culpabilité a été un facteur important, nous l'avons dit. Sans pour autant faire disparaître les raisons plus intéressées.

Comme on va le voir en 1956, lorsque Londres et Paris attaquent l'Egypte du président Nasser avec le soutien très actif d'Israël…

Oui. Le président égyptien Nasser avait nationalisé la compagnie anglo-française qui possédait le Canal de Suez. Il espérait que ses revenus pourraient en partie financer la construction du barrage d'Assouan qu'il jugeait vitale pour l'électrification de l'Egypte et sa modernisation. Il y eut donc une agression tripartite de la Grande- Bretagne, de la France et d'Israël contre l'Egypte. Anglais et Français firent semblant de s'imposer en médiateurs entre l'Egypte et Israël, dont l'armée avait atteint le canal de Suez. En fait, toute cette comédie avait été préparée secrètement par les trois pays. Mais l'URSS et les États- Unis forcèrent les trois comparses à se retirer d'Egypte. L'URSS put ensuite rentrer en scène au Moyen-Orient. Et les États-Unis purent - comme ils l'avaient fait en Iran en 1953 - s'installer dans les places encore chaudes de leurs alliés européens dans la région…

En s'alliant à Israël, et en lui offrant ses capacités nucléaires, la France cherchait à compenser son éviction du Proche-Orient

arabe : retrait du Liban et de Syrie en 1946, agression ratée contre l'Egypte en 1956. Elle en voulait aussi à Nasser de soutenir la guerre d'indépendance des Algériens (1954-1962). Cette alliance va durer jusqu'au début des années 60 lorsque les États-Unis prendront la relève et deviendront le grand soutien d'Israël.

Il semble que pour s'imposer en Palestine les dirigeants sionistes ont eu besoin, à chaque époque, d'un « parrain », une grande puissance qui les protège. Mais ce parrain a changé avec les époques. Pourquoi les États-Unis sont-ils devenus le nouveau parrain ?

A cause de la capacité militaire d'Israël et sa solidité politique face à l'URSS. Cependant, jusqu'à la fin des années 50, Israël « agaçait » Washington en refusant de se réconcilier avec ses voisins arabes pour obtenir un Moyen-Orient globalement associé aux Occidentaux contre l'URSS. Il faut signaler à ce propos - c'est très peu connu - que Nasser lui-même était au début favorable à une entente avec Israël. Mais il y eut, en 1955, l'affaire Lavon... Un épisode de la « guerre de l'ombre ». Du nom du ministre israélien Lavon, proche de Ben Gourion, mais qui en devint le bouc émissaire... En fait, les Israéliens avaient ourdi un plan consistant à faire exploser des bombes (peu puissantes) dans des lieux culturels anglo-saxons en Egypte. Le but était de faire croire aux Occidentaux que l'Egypte leur était hostile et qu'il leur fallait se distancier de Nasser. Toutefois, les agents israéliens auteurs des attentats furent capturés et pendus.

Pourquoi Washington a-t-il finalement changé d'attitude pour soutenir Israël à fond ?

A cause de la montée du nationalisme arabe anticolonial et neutraliste entre Moscou et Washington. Nasser en était le principal porte-parole et il enthousiasmait une bonne partie de l'opinion arabe. En 1962, Nasser a envoyé des troupes au Yémen pour y appuyer les forces antiroyalistes soutenues par l'Arabie Saoudite. Pour les « durs » à Washington, il était clair qu'au-delà du Yémen, Nasser visait la péninsule arabique et son pétrole. C'est pourquoi, en juin 1967, les Américains auraient donné leur feu vert à une attaque, dite préventive, contre l'Egypte de Nasser.

D'une façon générale, Israël est soutenu parce que c'est le seul pilier solide des États-Unis au Moyen-Orient ?

Oui, le seul soutien solide de leur hégémonie au pays de l'or noir. Surtout lorsque le deuxième pilier, l'Iran du Chah, va leur faire faux bond suite à la révolution islamique de 1979. Car l'Arabie Saoudite ne dispose pas des ressources démographiques ou militaires capables de le remplacer. Ajoutons l'appui militaire et politique qu'Israël a apporté à cette hégémonie américaine dans diverses régions du Sud : en Afrique et en Amérique latine.

Il faudrait donc toujours dire : « Cherchez le pétrole ! » Mais les phénomènes psychologiques jouent aussi un rôle…

Il est évident que le pétrole est à la base de la stratégie américaine et occidentale au Moyen-Orient. Comme d'ailleurs en Asie centrale et peut-être aujourd'hui en Afrique. C'est le pétrole qui me semble, fondamentalement, expliquer l'appui américain à Israël en tant qu'État le plus « digne de confiance » dans la région. Les Palestiniens disent que, malheureusement, eux n'ont pas de pétrole, mais « rien que

de l’huile d’olive ».

Toutefois, il faut également tenir compte de ce « sionisme chrétien », fort influent aux États-Unis. Nombre d’Américains projettent leur propre histoire sur Israël avec qui ils partagent une série de mythes : celui des « pionniers », celui d’un affrontement entre civilisation et sauvagerie, entre modernité et arriération. D’une part, les immigrants blancs venus d’Europe et, d’autre part, des Indiens et des Arabes. Le tout alimenté par la culture biblique.

Après 1948, beaucoup de juifs sont allés s'installer en Israël. Mais, en dépit des appels du sionisme, la majorité est restée vivre là où elle était : en Europe et partout dans le monde. Pourquoi ne vont-ils pas en Israël, si ce pays est maintenant leur État ?

C’est une question à la fois psychologique et d’ordre identitaire. Précisons quand même que beaucoup de juifs ne considèrent pas Israël comme « leur État ». Je crois que l’existence d’Israël remplit une double fonction. La première est de rassurer : en cas de difficultés, il y a toujours un « refuge ». Après le judéocide, il est normal que cette idée de refuge compte. Au moins pour les générations de juifs qui l’ont vécu et celles qui suivent immédiatement. Il ne faut pas voir dans la mémoire du judéocide seulement l’objet d’une manipulation ou une volonté de culpabiliser.

Mais je vois aussi une deuxième fonction : un repère identitaire. La question « Qui sommes-nous ? » tracasse nombre de juifs (surtout occidentaux). En raison du traumatisme du génocide, mais aussi d’autres facteurs : diminution de la religiosité, « embourgeoisement »,

assimilation croissante au monde non-juif environnant, mariages mixtes… Ici, l'affirmation d'un lien avec Israël intervient comme fondement d'une identité spécifique. Une spécialiste du monde juif, Esther Benbassa, dit que, malheureusement, le sentiment de l'identité juive aujourd'hui tend à ne plus se fonder que sur deux seuls piliers : la mémoire du génocide et l'État d'Israël.

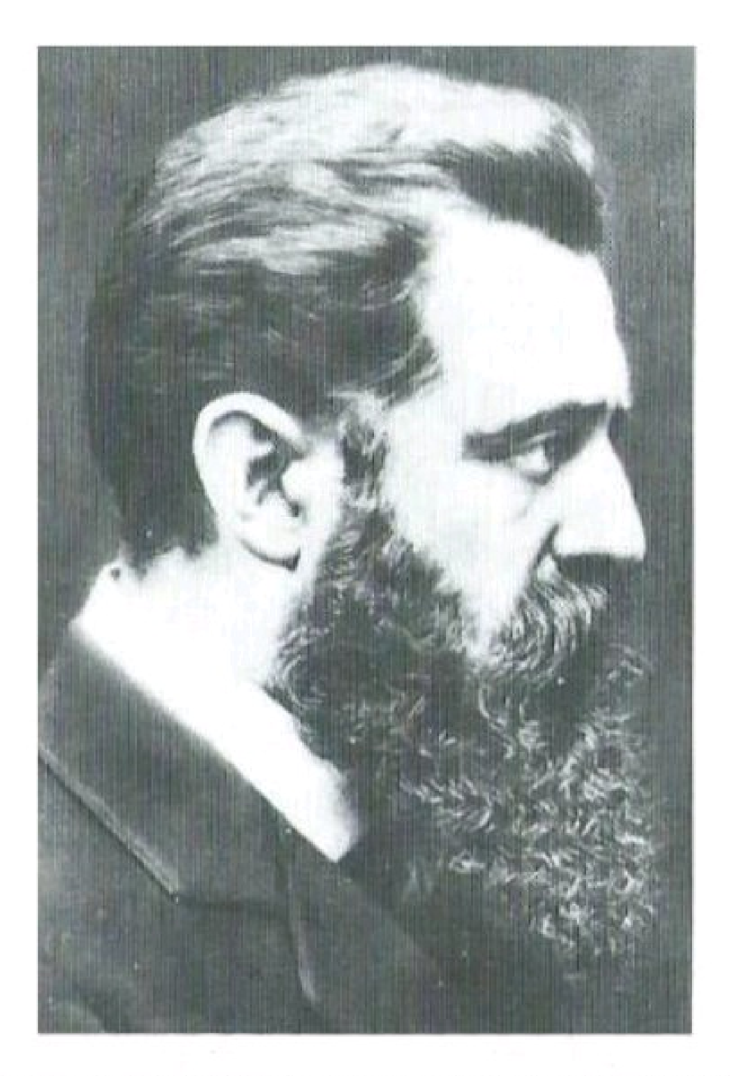
Un spécialiste du sionisme Georges Bensoussan a montré que, chez les juifs des États-Unis, l'adhésion, plus ou moins forte, au sionisme n'implique pas d'émigrer en Palestine. « Le sionisme devient, dit-il, une identité de remplacement ». La possibilité d'affirmer sa singularité dans un monde où les juifs sont de moins en moins distingués.

Ceci dit, les choses évoluent. Diverses enquêtes montrent que se développent au sein de la communauté juive des États-Unis - sauf chez les secteurs les plus conservateurs - des sentiments plus distants envers la politique israélienne elle-même. Seuls 17% des juifs américains se déclareraient aujourd'hui « sionistes ».

À LIRE :

Maxime Rodinson, *Peuple juif ou problème juif?, La Découverte, Paris, 1997.*

Jacques Aron, *Le sionisme n'est pas le judaïsme. Essai sur le destin d'Israël,* Didier Devillez Éditeur, 2004.



Theodor Herzl, fondateur du mouvement sioniste parlant des Arabes de Palestine en 1895 : *"Chassez la population pauvre au-delà de la frontière en lui refusant du travail. Le processus d'expropriation et de déplacement des pauvres doit être mené discrètement et avec circonspection."*



L'emblème de cette milice sioniste marque la volonté de s'approprier toute la Grande Palestine y compris la Jordanie.

The Jewish Colonial Trust (Juedische Colonialbank) Limited

Capital £2,000,000.

Certificate for Founders Shares

Divided into 1,999,900 Ordinary Shares of £1 each & 100 Founders Shares of £1 each.

No. 100

This is to Certify

The Jewish Colonial Trust (Juedische Colonialbank) Limited

Given under the Common Seal of the said Company this 21st day of March 1901.

Action du Jewish Colonial Trust, 1901. La colonisation des terres entraînait l'expulsion des paysans palestiniens.

Foreign Office,
November 2nd, 1917.

Dear Lord Rothschild,

I have much pleasure in conveying to you, on behalf of His Majesty's Government, the following declaration of sympathy with Jewish Zionist aspirations which has been submitted to, and approved by, the Cabinet

"His Majesty's Government view with favour the establishment in Palestine of a national home for the Jewish people, and will use their best endeavours to facilitate the achievement of this object, it being clearly understood that nothing shall be done which may prejudice the civil and religious rights of existing non-Jewish communities in Palestine, or the rights and political status enjoyed by Jews in any other country"

I should be grateful if you would bring this declaration to the knowledge of the Zionist Federation.

Yours,
Arthur James Balfour

« Cher Lord Rothschild,

J'ai le plaisir de vous adresser, au nom du gouvernement de Sa Majesté, la déclaration ci-dessous de sympathie à l'adresse des aspirations sionistes, déclaration soumise au cabinet et approuvée par lui.

Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civiques et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans tout autre pays.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste.

Arthur James Balfour »

2

L'exode du peuple juif : mythe ou réalité ?

Ainsi, le génocide commis durant la Seconde Guerre mondiale ne peut justifier la création d'Israël en 1948, Car cette création avait déjà été programmée cinquante ans plus tôt par le mouvement sioniste.

Existe-t-il alors une autre justification pour chasser les Palestiniens de leurs terres ? Oui, répondent les sionistes : selon eux, cette terre appartiendrait au peuple juif qui en aurait été chassé par les Romains, il y a deux mille ans. Les juifs ne feraient donc que « retourner » sur leur terre... Vrai ou faux ?



SHLOMO SAND

Historien israélien né en Autriche en 1946. Passe les deux premières années de sa vie dans un camp de réfugiés. Émigre en Israël en 1948. Étudie à Tel Aviv et Paris. Puis, décide de retourner en Israël et de se pencher sur le grand mythe national israélien : le peuple juif serait plusieurs fois millénaire.

Vos recherches historiques confirment-elles cette idée que les juifs ont quitté leur terre d'Israël il y a deux mille ans et qu'ils y retournent ?

Il n'y a pas de « retour », car il n'y a pas eu d'exil. Le seul exode qu'on peut trouver, c'est au sixième siècle avant Jésus-Christ. Les Babyloniens ont alors exilé les élites politiques et intellectuelles de la Judée. Pas le peuple : on n'a jamais arraché un peuple de sa terre, car c'est lui qui donne le fruit du travail au conquérant.

Cet exil a fait naître le monothéisme juif quand ces exilés - intellectuels, prêtres, prophètes... - ont rencontré l'ancienne religion monothéiste de Zarathoustra. Ainsi est né le premier monothéisme occidental.

Mais le « grand exode », celui dont on parle toujours, 70 ans après Jésus Christ...

Le grand exil provoqué par « les méchants Romains », après la destruction des temples ? Il n'a jamais eu lieu, c'est un mythe !

Pourtant, toute ma vie, moi aussi j'ai cru que les juifs étaient partis en exil vers cette époque, après l'échec des révoltes contre l'occupant romain en 70 et en 135 après J-C (en fait, c'étaient des révoltes de fanatiques religieux monothéistes face au paganisme). Tout notre enseignement parle des juifs exilés loin de la terre de Judée. Toute la mémoire collective qui constitue Israël tourne autour de cet événement.

Et comment avez-vous découvert la supercherie ?

Quand j'ai demandé aux historiens spécialisés dans l'Antiquité juive. Tous savaient que cet exil n'avait pas eu lieu. Je me

souviens leur avoir demandé. Et ils répondaient : *«Nous, on n'a jamais dit ça !»« Pourtant, vous l'avez laissé entendre ! »* Donc, notre population croit qu'il y a eu un exil, mais les centres qui produisent le savoir historique savent très bien qu'il n'a jamais existé. Or, tout le mythe sioniste est basé sur cet exil !

Un savoir pour la population et un savoir pour les élites ?

Exactement. Enfin, soyons plus précis. J'appartiens aux élites et je ne savais pas. Donc, ce sont plutôt les professionnels qui sont seuls à savoir.

Et c'est un mythe qui soude la population ?

Absolument. Même moi, j'étais du genre gauchiste, très extrémiste et je me définissais comme antisioniste à cette époque. Pourtant, nous aussi, nous avons cru tout ce temps que le peuple juif était un peuple exilé.

Ceci dit, même si l'exil avait existé, cela donnerait le droit de revenir vers cette terre ?

Non. Pourquoi avoir été là il y a deux raille ans donnerait-il tous les droits et avoir été là depuis mille ans aucun droit ? Partout dans le monde, les peuples ont migré. Si on veut tout bouleverser et ramener tous les pays à la situation d'il y a deux mille ans, le monde deviendra une maison de fous !

Votre livre entend mettre fin à cette mythologie. Il a suscité des réactions violentes...

Oui, parce que j'ai balayé cette légitimation profonde. La première légitimation des sionistes pour acquérir cette terre, c'est la Bible.

Est-il vrai que, dans les écoles israéliennes, la Bible est enseignée comme si c'était un vrai livre d'Histoire ?

Oui, dès la première année de l'école jusqu'au baccalauréat. Comme un livre d'Histoire, pas comme une grande œuvre de littérature. A présent, on essaie même de l'enseigner aux enfants de 4 ou 5 ans, en maternelle, pour montrer « notre origine ». Ce n'est pas encore admis, mais c'est une proposition. Même moi, comme gauchiste, je ne mettais pas en doute cette évidence. Vous comprenez ? Nous fêtions la Pâque juive en famille, même si on était laïque. C'est le moment où toute la famille se rassemble, comme à Noël pour les Européens. Même ceux qui ne sont pas religieux fêtent Noël ; nous, on fêtait la Pâque. Donc, personne, croyant ou laïque, ne mettait en doute l'exode biblique. Mais les archéologues disent que ce n'est pas possible historiquement.

Pourquoi ?

Aucun vestige égyptien ne montre une révolte des esclaves à cette époque. Ensuite, les récits d'exode parlent de lieux qui n'existaient pas à cette époque et n'ont existé que beaucoup plus tard. Les archéologues disent qu'en réalité, ces populations, sur la terre de Palestine, elles n'ont pas changé, pas profondément. C'est toujours la même population. A une certaine date, elle a été judaïsée.

Quand s'en est-on rendu compte ?

Par les travaux d'un archéologue israélien sioniste. Après 1967 et l'occupation, les archéologues ont sauté sur les territoires occupés pour fouiller la terre. Seulement, ils ont découvert des choses désagréables : qu'il n'y avait pas eu de conquête de Canaan par les juifs ; en fait, les populations locales n'étaient

jamais parties. Du Xe siècle avant J-C jusqu'à aujourd'hui, une grande partie de la population n'a jamais bougé. Il n'y a pas eu d'échange de populations. Simplement le sang des populations était régulièrement enrichi avec les guerres. Comme partout. Aucun conquérant ne chassait les paysans qui travaillaient la terre car ce sont eux qui produisent la richesse. Dans certains cas (en Espagne), on a accordé des terres à des soldats romains, mais pas au Proche-Orient, pas en Palestine.

Donc, la population n'a pas changé. Il y a maintenant des historiens palestiniens qui essayent de démontrer qu'il y avait des Arabes, il y a trois ou quatre mille ans. Ils imitent la mythologie juive pour dire : « Nous étions les premiers ». Cela me fait rire, car en fait, les populations, ce sont les mêmes, elles n'ont pas changé.

Donc, les juifs réellement originaires d'Israël et les « Palestiniens », c'est la même chose !

Oui. Il y a eu beaucoup d'échanges de sang, beaucoup de mélanges, mais nous avons été les premiers Palestiniens ! Mélangés avec d'autres populations. Donc, les juifs d'aujourd'hui sont les héritiers de cette population qui, à une certaine époque, a adopté le monothéisme juif, puis est passée à l'Islam, à un moment donné, pour des raisons d'opportunité ou par conviction.

Mais alors, puisque l'exode n'a pas eu lieu, ça pose deux questions :

1. Qui sont aujourd'hui les vrais descendants des anciens habitants de cette terre d'Israël ? 2. Et puisque beaucoup de gens sont arrivés récemment en Israël, en disant : « Nous revenons », qui étaient- ils vraiment ?

En fait, les Arabes palestiniens qui sont aujourd'hui sur place sont les descendants des Judéens de l'époque. Dont certains étaient païens, d'autres étaient juifs. Dans notre monde, vous savez, tous les peuples sont très mélangés. Nous ne sommes pas purs sur cette terre, nous sommes tous « sales », dans le sens où notre père et notre mère viennent de n'importe où.

Maintenant, si on voit les choses génétiquement, chacun de nous a tellement d'embranchements dans son arbre généalogique que ça me fait rire ses tentatives de chercher génétiquement « le juif ».

Donc, pas de « Nos ancêtres, les Judéens... » ?

Non, Avec tous ces mélanges, je ne crois pas que les Palestiniens d'aujourd'hui soient exactement leurs descendants directs. Comme les Français ne sont pas les descendants directs des Gaulois. La probabilité qu'un Palestinien ait des gènes communs avec les anciens Hébreux, est en effet plus grande que pour moi ou même la plupart des juifs. Cela, c'est clair.

Sur base d'études historiques ?

Oui. Mon travail montre qu'une partie des paysans est toujours restée sur place. Sauf que chaque conquérant a utilisé les femmes, c'est-à-dire qu'il a laissé son sperme. Dans chaque guerre, c'était l'habitude. On n'employait pas le mot viol à cette époque. Il était naturel que le conquérant prenne aussi le pouvoir masculin. La femme a toujours subi cette logique de domination.

Dans cette région, qui est une région de passage, tous ceux qui sont passés ont laissé leurs traces. Les Palestiniens ne peuvent

dire : « *Nous sommes les descendants des Hébreux et donc nous avons le droit sur la terre.* » Oui, les chances qu'ils soient les descendants héritiers sont plus grandes. Mais c'est tout.

Reste la deuxième question. Si l'exode n'a pas eu lieu, si ceux qui habitaient en Judée il y a deux mille ans, y sont, en gros, restés, alors tous ces gens qui disent : «Je reviens sur ma terre d'Israël *», d'où viennent- ils vraiment ?*

Oui, d'où provient cette masse importante de juifs dans le monde ? Le judaïsme a été la première religion prosélyte (cherchant à convertir) qui a connu un grand succès. Le prosélytisme est essentiel chez les juifs à partir du IIe siècle avant J-C. D'abord, on a converti de force toutes les populations habitant près de la Judée. Ensuite, ça a été la conversion volontaire. Chaque famille juive convertissait ses esclaves.

Puis, la popularité du judaïsme dans la Rome Antique a été fantastique. De nombreuses femmes de la haute aristocratie s'y convertissaient, à cause de la décomposition morale de l'Empire romain. Voici que venait une autre morale, qui accordait aux femmes des droits qu'elles n'avaient pas dans le paganisme. Aujourd'hui, je n'accepte pas la morale juive envers les femmes, mais pour cette époque c'était un progrès.

Vous affirmez donc que les juifs dans le monde sont en fait simplement des « convertis » ?

Oui, ils viennent des vagues successives de conversion. Les premières de force, les suivantes par conviction. Notamment parce que le monothéisme était avantageux pour les femmes qui ont été pionnières pour la diffusion du Judaïsme.

Les juifs font alors des conversions autour de la Méditerranée comme des pyromanes. Ces ambassadeurs qui viennent de Judée convertissent des familles et des populations entières. Et comme le grand empire romain a une crise d'identité, une crise morale, ce que propose le judaïsme, c'est fantastique : une nouvelle vision de la vie. De la vie quotidienne, mais aussi de la vie après la mort : le paradis. Le paganisme parlait bien ça et là de paradis, mais n'avait pas tout cet imaginaire du monothéisme. D'ailleurs, ce qui a été un « plus » pour le christianisme, c'était que non seulement, il y avait la vie après la mort, mais il en apportait aussi la preuve avec Jésus.

Où ont eu lieu ces conversions ?

Des royaumes entiers ont été convertis. Le premier, au sud de l'Arabie, au Ve siècle après J-C., ce sont les ancêtres des actuels Yéménites. Tout le royaume, le Roi, son administration, se sont convertis. Ce royaume a duré 130 ans, il a été démantelé par l'attaque des chrétiens d'Éthiopie. Mais il a laissé derrière lui une communauté juive yéménite, jusqu'au XXe siècle. Ygal Amir, l'assassin du premier ministre Rabin en 1995, est d'origine yéménite. Je voulais lui envoyer mon livre pour qu'il sache d'où il vient. Mais je savais qu'il n'allait pas le lire. Lui, il croit qu'il est le fils d'un soldat de l'armée du Roi David. Ce royaume tombe en 525. Mais le christianisme n'a pas gagné là-bas. Parce que les Perses ont embrassé l'Islam peu après. C'est très intéressant, l'Islam dit qu'il ne faut pas toucher aux monothéismes. L'Islam a respecté les juifs et les chrétiens, il ne fallait pas les tuer. Seulement les païens. Donc, l'Islam a conservé d'une manière remarquable les communautés juives. Même si elles n'étaient pas égales bien sûr, elles venaient seulement au second rang.

Un deuxième royaume, sur lequel nous avons peu de témoignages, c'est celui de Daiya Al Kaïna, prêtresse et guerrière, qui résista à l'armée arabe, à la fin du VIIe siècle, au nom du monothéisme juif berbère. Je dois aussi mentionner qu'au Ier siècle de notre ère, il y avait quatre royaumes juifs, que personne ne peut nier, comme les Abadéens.

Mais le plus important, le plus grand, c'est Khazar, au sud de la Russie, près de l'Ukraine, sur la mer Caspienne et la mer Noire. A un moment donné, le Khazar a adopté le judaïsme. Dans la ville de Kiev, jusqu'à aujourd'hui, on trouve des portes juives et une partie de la ville s'appelle le Khazar juif, etc. Cette région n'a pas gardé beaucoup de vestiges, mais il y a des témoignages écrits sur le royaume juif de Khazar.

A quelle époque ?

C'est en discussion. Certains disent au milieu du IXe siècle, d'autres au milieu du VIIIe siècle. Certains l'ont étendu jusqu'au XIIe siècle. Et les frontières ont changé. D'un grand empire, c'est devenu plus tard un petit royaume. Et les historiens débattent aussi sur le poids qu'y avait la religion juive. Dans mon livre, je dis qu'il n'y avait pas de peuple khazar, tout comme je crois d'ailleurs qu'il n'y avait pas un peuple français. Il y avait, dans le royaume khazar, des peuplades composées de tribus, comme partout, avec beaucoup de dialectes, de langues. Et je crois qu'une grande partie de ces peuplades se sont converties au judaïsme. Le royaume s'est converti pour ne pas se soumettre à l'islam ou au christianisme de Byzance.

C'est en Europe de l'Est qu'on trouve alors le plus de juifs…

Oui, Au début du XXe siècle, 80% des juifs dans le monde se

trouvent entre la Pologne, l'Ukraine et la Russie. Jusqu'à la fin des années 50, tous les grands historiens sionistes sont d'accord : la population israélienne provient de l'Europe de l'Est et non de l'Ouest. Elle provient de toutes les régions qui étaient dominées par le royaume khazar. Mais dans les années 50, ils inventent le mythe que, dans le royaume khazar, il y avait des juifs authentiques, des juifs de la « semence d'Abraham ». C'est la formule qu'ils répètent tout le temps. Ils affirment que sur le territoire khazar, il y avait des immigrés de Palestine.

Mais il n'y avait pas de preuve. Dans les années 50, cette question était moins importante, car on se foutait des Arabes et des gens du tiers monde. Seulement, quand le monde s'est décolonisé, il est devenu urgent pour la colonisation sioniste de « prouver » que les juifs étaient de la « vraie semence d'Abraham ». Alors, on a nié l'Histoire, et notamment le royaume des Khazars.

Tout ceci paraîtra étonnant au lecteur Moi-même, avant votre livre, je n'avais jamais entendu parler de ce royaume.

En reparlant de ceci, je savais que je serais attaqué, car ça gêne. Mais je le répète quand même : il n'y a pas de meilleure hypothèse que le royaume khazar pour expliquer cette présence massive de juifs dans cette région. Tous les historiens sont d'accord pour affirmer, qu'au XVIIe siècle, il y a un quart de million de juifs à l'Est contre seulement plusieurs milliers à l'Ouest. En Europe de l'Ouest, il y avait très peu de juifs. Vingt mille peut-être, dans la région entre Metz, Strasbourg et Cologne. Dans d'autres régions, des chiffres encore plus bas.

Un quart de million, au début du XIXe siècle, c'est un chiffre

énorme. Car, en Europe, la population était très basse partout. En fait, au début du Moyen Age, la majorité des juifs vivaient dans le monde islamique. Pas en Europe.

Justement à propos de ces diverses origines des juifs... Les juifs ashkénazes proviennent d'Europe de l'Ouest et considèrent avec un certain mépris les autres juifs, les sépharades...

Oui Ashkénaze, c'est originaire d'Allemagne. Sépharade, c'est originaire d'Espagne. Mais tout cela est très arbitraire. Ainsi, la plupart des juifs maghrébins - d'origine berbère à mon avis - veulent être sépharades, car ça fait plus chic de venir d'Espagne que d'un bled près d'Oran. Mais en Europe, il est plus chic de dire que l'on est ashkénaze. Autrefois, les juifs ashkénazes habitaient Cologne. Quant aux juifs qui avaient des ancêtres ukrainiens, lituaniens, polonais, on les appelait avec mépris « Ostjuden » : les juifs de l'Est. Au début du XXe siècle encore, on n'appelait pas les grandes masses de juifs polonais « ashkénazes ». Mais cela a changé à un certain moment parce que l'Allemagne, c'est le centre culturel le plus élevé. C'est mieux de venir d'Allemagne.

C'est important, cette distinction, dans le monde juif ?

Oui. Même moi, avec mon nom un peu différent, j'étais fier d'être de l'Ouest, et pas de l'Est. C'est naturel quand on est petit. Vouloir être chic comme le centre culturel. Ca m'a pris du temps pour m'en libérer. Maintenant, je sais que mon nom, c'était Zank, du nom d'un roi perse. Mais, de toute façon, mes origines, je m'en fous !

Je dis à mes élèves qu'il ne faut pas chercher ses racines. Ce sont les arbres qui ne peuvent pas bouger, car ils ont des

racines. Moi, je voudrais plutôt des ailes. Aux gens qui cherchent toujours leurs racines, je leur souhaite d'imaginer ça aussi. La recherche de ses racines, c'est toujours un fantasme et la plupart du temps, si on cherche trop, cela amène des catastrophes. Chercher ses racines, ce n'est pas chercher ce qu'on partage avec les autres, c'est chercher à se distinguer.

Vous avez encore aggravé votre cas en affirmant aussi que les juifs n'étaient pas un peuple !

« Peuple », ce n'est pas un mot scientifique. Mais dans le langage moderne, on a l'habitude de désigner un groupe humain comme peuple, s'il a une culture commune : langue, art, musique, mode de vie… Cependant, je doute qu'avant l'époque moderne, il y ait eu vraiment des peuples dans le monde…

Imaginez une société de paysans. Sans école, sans télé, sans journaux. Analphabètes à 97%, parlant dans chaque vallée un autre dialecte. Parfois, ils savent qu'il y a un roi, très loin. La plupart n'en savent rien. Ils ne s'intéressent pas à ça, ce ne sont pas leurs affaires. Ils connaissent plutôt le prince, l'aristocrate propriétaire des terres à côté. Mais dans le royaume de Judée, je me demande si à cent kilomètres de la capitale, le roi et les paysans pouvaient avoir une même identité culturelle, sans école, sans journaux, sans rien.

Les seuls qui aient diffusé quelque chose de commun, ce sont les prêtres, car pour eux, la source du pouvoir était la foi. Ils avaient intérêt à créer une certaine culture commune. Mais c'était l'Église, pas les rois.

Donc, pour vous, l'idée d'un peuple en tant que nation, c'est récent ?

Là aussi, il y a beaucoup de mythes. On dit aujourd'hui « peuple italien » parce que les gens en Italie parlent italien. Mais il y a deux cents ans, il n'y avait pas de peuple italien, ni de peuple français. La plupart des sujets du roi de France ne savaient pas qu'ils étaient un « peuple français ». Ils ne parlaient pas français. Aujourd'hui, je dis « peuple français » pour des gens qui vivent ensemble sur un certain territoire et pratiquant une langue commune. L'introduction du mot « peuple » dans le langage courant se dit du groupe humain qui a une origine commune et un langage commun. Dans les deux cas, on ne peut appliquer cela aux juifs. Ce n'est pas un groupe qui a la même origine, et ils ne parlent pas la même langue.

La chose qui a unifié les juifs du monde, c'est une croyance. Une base théologique et une pratique quotidienne, qui est très importante avant la modernité. La prière est au centre des vies. Il est important de jeûner. Dire que ce n'est pas un peuple ne réduit pas l'importance d'une identité juive à travers les âges.

Si on parle de peuple juif, alors on devrait aussi parier de peuple chrétien...

Oui. Au Moyen Age, on utilisait le mot « peuple » avec plein de variantes, on a parlé régulièrement de « peuple chrétien ». Heureusement, aujourd'hui, on ne le dit plus. Pour le moment. Nous ne savons pas si l'Europe va s'unifier contre l'Islam, à la fin, dans cent ans, on va peut être retrouver aussi le terme « peuple chrétien». Pour le moment, on ne l'autorise pas.

L'utilisation moderne du mot « peuple » désigne un groupe humain, qui a la même culture laïque, mais pas religieuse. Une nation, pour moi, c'est un peuple qui exige une souveraineté

sur lui-même.

Les juifs n'ont pas besoin d'une souveraineté parce qu'ils peuvent vivre à Washington et à Paris.

Faut-il alors parler de « peuple israélien » ?

C'est un fait, le sionisme a créé une réalité culturelle, politique, au Proche-Orient. Oui, je peux accepter qu'on parle d'un « peuple israélien », même si je n'accepte pas les frontières, et les critères pour y appartenir ou non. Mais ils ont créé une réalité. Durement, avec injustice, mais ça a créé un phénomène.

Le paradoxe, c'est que le « peuple juif » ne veut pas reconnaître qu'il existe un peuple israélien qui a, aujourd'hui, un certain droit d'autodétermination. Il n'a pas le droit sur toutes les terres qu'il réclame, mais il s'est créé une évidence historique avec une langue, un théâtre, une littérature et pour le moment, il exige aussi d'être souverain.

Je n'accepte pas toutes ces frontières, ces critères. Je voudrais les changer pour les mettre en symbiose avec le Proche-Orient, avec les Palestiniens. Mais je dois reconnaître l'existence de ce fruit du sionisme, qui s'appelle le peuple israélien. Je n'en suis pas trop fier. Il y a des jours où j'ai honte. Mais c'est un fait : pour moi, être Israélien, c'est le point de départ, pas le point d'arrivée.

Il existe des laïques, des non-croyants, qui se revendiquent comme « juifs »...

Je ne les nie pas. Après Hitler, beaucoup de juifs ont voulu rester juifs dans leur identité. Les gens qui descendent du judaïsme, ne sont pas religieux et veulent devenir juifs, ils en

ont le plein droit. Ne doutons jamais d'une identité subjective tant qu'elle ne s'affirme pas au détriment des autres.

Il y a des hommes qui veulent être des femmes. Ils ont le droit, non ? Et il y a des femmes qui veulent être des hommes. Un écrivain soviétique d'origine juive a dit un jour qu'il resterait juif aussi longtemps qu'il resterait un antisémite sur terre. Même après Hitler, j'accepte une solidarité entre juifs, parce qu'à l'époque d'Hitler, il y avait très peu de solidarité juive. Le juif américain ne s'est pas mobilisé pour sauver des juifs en Europe. Il n'y avait pas de solidarité juive avant la 2e Guerre mondiale, ni la 1ère Guerre mondiale. Un soldat juif allemand tuait un soldat juif français sans aucune hésitation.

Mais on revendique aujourd'hui une « solidarité juive »...

Y a-t-il aujourd'hui une solidarité juive ? Je ne sais pas. Je sais une chose : toute communauté juive dans le monde, qui se solidarise automatiquement avec la politique du gouvernement israélien, c'est catastrophique pour les juifs du Proche-Orient, c'est-à-dire pour le peuple israélien. Laisser Israël conduire une politique de colonisation raciste, je crois que cela met en danger notre existence. Et ce sera cruel.

Dans votre vie personnelle, comment vivez-vous cette situation ?

Je suis israélien d'origine juive et je ne renie pas mes origines. Mes grands-parents étaient très juifs parce qu'ils étaient croyants. Je ne les ai pas connus parce qu'ils ont été tués par Hitler, mais je sais qu'ils étaient croyants.

Moi, je ne le suis pas. Je suis laïque et athée. Jamais la religion juive n'a été mon ennemie. Par contre, mon père s'est révolté

très jeune contre les synagogues. A la mort de son père, on a poussé ma grand-mère au dernier rang de la synagogue parce qu'elle n'était qu'une ouvrière. Les riches ont toujours occupé le premier rang à la synagogue. C'est une des premières choses qui l'ont fait se révolter. Moi, je suis moins fâché avec la religion, je n'ai pas dû me révolter contre, je m'en fous. Je voudrais juste que les juifs religieux vivent en Israël comme ils vivent à Brooklyn.

Maille sionisme ne laisse pas le choix d'être juif ou non. On ne peut ni entrer volontairement dans cette identité, ni en sortir. Même en Israël, on ne peut aller contre l'identité, car elle est classée au ministère de l'intérieur. C'est écrit qui est juif, qui ne l'est pas. Imaginez à Paris, inscrire « juif » sur la carte d'identité, imaginez le scandale ! En Belgique, met-on « maghrébin » sur la carte d'identité? Non ! En Israël, nous vivons avec une politique d'identité de la fin du XIXe siècle, pas du début du XXIe siècle. Là, je ne parle pas des terribles choses qui se passent dans les territoires occupés. Non, je parle des citoyens non-juifs qui vivent en Israël, qu'ils soient arabes ou autres. En Europe, les gens ne savent pas qu'Israël a ces cartes d'identité racistes. Beaucoup de bons juifs laïques ne pensent pas à cela, parce qu'il y a un pluralisme politique, parce qu'il y a une liberté d'expression, parce que Shlomo Sand est un professeur fou de l'université de Tel Aviv, donc voilà un État démocratique. Mais non, l'État, c'est la recherche du bien pour tous ses citoyens. Telle est la base de la démocratie moderne. Et Israël ne fait pas cela.

S'il n'y a pas d'exode et pas de peuple juif, pourquoi a-t-on inventé tout ce mythe ? Dans quel but ?

A cause du sionisme, formé en réaction à la montée de l'antisémitisme moderne en Europe. La montée de la christianisation a transformé la haine religieuse contre les juifs en une haine nationale. En Europe de l'Est, le nationalisme est beaucoup plus puissant et raciste qu'à l'Ouest, c'est lui qui a fait naître le sionisme. Et celui-ci, pour justifier sa colonisation au Proche-Orient, a eu besoin d'un mythe : celui du « peuple juif ».

Il existait d'autres expressions du nationalisme juif. Par exemple, certains voulaient bâtir un territoire indépendant dans l'Empire russe. Il y avait aussi, à la fin du XIXe siècle, le Bund, un parti politique de masse, qui était alors beaucoup plus important que le mouvement sioniste. Né dans l'Empire russe, il a aussi existé un peu en Pologne entre les deux guerres. L'âme du Bund était le yiddish, comme langue et expression culturelle. Donc, les juifs yéménites n'y appartenaient pas, et le Bund n'a pas eu cette mythologie de la Terre Promise, ce parti n'en avait pas besoin, il voulait rester où il était né, pensant qu'il avait le droit de vivre en Pologne, en Ukraine, en Russie. Ces gens étaient là-bas depuis toujours, ils voulaient seulement une autonomie culturelle et linguistique.

Mais c'est le sionisme qui l'a emporté…

Oui, hélas. Et je continue à m'opposer à leur thérapie. En thérapie, je ne suis pas sioniste, je refuse de prendre la terre d'une autre population. L'idée de bâtir un État juif en Palestine, c'est nier les droits des autres. Je ne me définis pas comme antisioniste pour ne pas donner des armes à mes adversaires qui m'accusent de nier le droit d'exister des

Israéliens. Mais je ne peux pas me définir comme sioniste. Car la définition du sioniste, c'est d'être vraiment antidémocrate, c'est nier l'égalité entre juifs et non-juifs, c'est nier leur droit d'être propriétaires de l'État comme les juifs.

Ceux qui refusent le sionisme sont souvent accusés de nier le génocide de 40-45…

Je ne suis pas négationniste. Simplement, je ne peux pas sauver les six millions de juifs tués par les nazis, c'est fini. Mais je peux peut-être sauver les enfants palestiniens. Il faut sauver l'avenir.

Bien sûr, ces six millions, c'est important, c'est une tache noire sur la civilisation européenne, que ce soit clair. Mais qu'a fait l'Europe ? Elle a vomi des juifs sur d'autres gens qui n'avaient aucune responsabilité dans cette tragédie de l'antisémitisme en Europe. Et maintenant, avec mauvaise conscience, les Européens essayent de réparer ceci au détriment des autres, en étant indulgents envers une politique colonisatrice israélienne. Israël écrase un autre peuple, et on laisse faire, dans des conditions terribles, surtout à Gaza.

Donc, les six millions, oui, cela doit être ancré dans la mémoire des Européens. Mais dans la mémoire israélienne, ce qu'il faut faire entrer, c'est la « *Nakba* », l'expulsion catastrophique des Palestiniens.

À LIRE :

Shlomo Sand, *Comment le peuple juif fut invente,* Fayard, Paris, 2008

Shlomo Sand, *Les mots et la terre. Les intellectuels en Israël,* Fayard, Paris, 2006

3

La Palestine avant 1948 : une terre sans peuple ?

En 1967, au moment où Israël lance la « Guerre des Six Jours » contre ses voisins arabes, le chanteur belge Adamo écrit une chanson pour soutenir Israël : « *Requiem pour six millions d'âmes, Qui n'ont pas leur mausolée de marbre, Et qui malgré le sable infâme, Ont fait pousser 6 millions d'arbres.* » L'idée qu'Israël a fait fleurir le désert reflète une croyance alors largement répandue en Europe. Mais la Palestine d'avant 1948 était-elle réellement un désert ?



CHRISTINA ZACHARIA

A rédigé *Palestine and the Palestinians,* avec feu Samih Farsoun, président de la Faculté de sociologie à l'American University, dont elle était assistante. Cet ouvrage retrace en détail toute l'histoire de ce pays, avec ses diverses activités économiques, sociales et politiques aux différentes époques.

Sur le plan économique, la Palestine était-elle, en 1948, une « terre sans peuple » ?

Pas du tout. Elle était très peuplée, et fort cultivée. Au XVIIIe siècle, les Palestiniens cultivaient le coton dans les plaines de l'ouest et certains hauts plateaux. Le centre du pays était planté d'oliviers qui convenaient bien au sol et au climat. Blé, froment, orge et sésame poussaient dans les vallées environnantes. L'huile extraite des olives était utilisée en cuisine et pour fabriquer du savon. Elle servait aussi pour payer les taxes et pour l'éclairage.

La ville de Naplouse était un grand centre administratif, commercial, industriel et culturel. Elle commerçait avec le reste de la Palestine tandis que des caravaniers la reliaient à Amman, à Damas, au Caire... Les villes palestiniennes étaient non seulement des centres commerciaux, mais abritaient aussi des manufactures et des ateliers d'artisanat. Au XIXe siècle, les communautés paysannes palestiniennes défendaient leur autonomie en résistant aux autorités imposées de l'extérieur. Organisées en clans patriarcaux, cultivant de petites parcelles de terre, elles se rattachaient à la culture islamique (sauf, bien sûr, les communautés chrétiennes). Les paysans étaient armés, et l'Empire ottoman n'avait pas installé de présence militaire directe pour contrôler ces régions. Il s'appuyait plutôt sur les chefs locaux. En l'absence d'une autorité centrale, ces régions vivaient selon le système de *l'hamula*, une coopération basée sur des obligations réciproques pour assurer la sécurité sociale et physique de chacun.

Rien d'un désert donc ! Et comment la Palestine est-elle entrée en contact avec les puissances de l'Occident ?

Entre 1800 et 1948, la colonisation européenne a bouleversé tout le Moyen-Orient. Mais c'est en Palestine que ses conséquences ont été les plus dévastatrices, L'intervention européenne a encouragé le processus d'établissement de colonies (juives notamment), a transformé l'économie, modifiant les relations entre les diverses classes sociales et en créant de nouvelles.

Durant ces cent cinquante années, l'activité économique et la productivité ont augmenté fortement aussi bien dans le commerce que dans l'agriculture et l'industrie. Mais celles-ci sont devenues étroitement dépendantes de l'Europe. Surtout de la Grande-Bretagne, grande puissance coloniale alors en pleine ascension. La Palestine est ainsi passée du stade semi féodal à une économie de marché, puis à une économie capitaliste dépendante et sous-développée.

La Palestine souffrait-elle, comme d'autres pays coloniaux, des rivalités entre grandes puissances ?

En 1798-1799, Napoléon Bonaparte envahit l'Egypte et la Palestine. Mais sa marche sur la Palestine échoue, il est arrêté par les forces du gouverneur ottoman et les forces arabes locales. Dans sa retraite, il pratique la politique de la terre brûlée : ses troupes détruisent et incendient les côtes palestiniennes.

Muhammad Ali, alors maître de l'Egypte, conteste la domination des Ottomans. Son fils Ibrahim Pasha prendra le contrôle de la Palestine, que l'Egypte occupe de 1831 à 1840. Il désarme et rançonne la population palestinienne qui se révolte. Un régime de fer est alors imposé. Mais, d'un autre côté, l'Egypte modernise le pays et lève les restrictions qui

frappaient les activités économiques des chrétiens et des petites minorités juives. A cette époque aussi, les missionnaires chrétiens débarquent dans le pays.

Craignant la montée de l'Egypte, la Grande-Bretagne s'arrange pour la chasser. Mais, pour récupérer son contrôle sur la Palestine, l'Empire ottoman doit faire de sérieuses concessions commerciales aux Britanniques en abolissant les taxes sur les importations et les exportations. Les Britanniques achètent des céréales palestiniennes de Gaza et Jaffa, tandis qu'ils y vendent leurs tissus en coton. Pour affaiblir l'Empire ottoman, les consuls européens encouragent différents courants locaux.

Vos recherches montrent que ce développement a entraîné la création de nouvelles classes dans la société palestinienne…

Oui, on a les notables dans les villes, et sut les côtes une nouvelle bourgeoisie compradore (faisant du commerce en tant qu'agent des compagnies étrangères). C'est cette bourgeoisie compradore, composée de riches marchands, qui va faciliter la pénétration européenne en Palestine et dans le reste du Proche-Orient. Cette pénétration est renforcée par les banques européennes qui accordent des prêts et par l'établissement de connexions par bateaux à vapeur. Tout ce commerce avec l'Europe va permettre une accumulation importante de capital, et le capitalisme va se développer à partir de l'agriculture. Les villages s'étendent dans les plaines et les villes de la côte connaissent une croissance rapide, car les marchands chrétiens profitent de leurs liens avec l'Europe. Avec l'amélioration de l'hygiène et de Ma santé publique, le XIXe siècle voit la population augmenter constamment. Il y a urbanisation aussi : un tiers de la population vit dans treize

grandes villes.

Comment se compose la population à cette époque ?

En 1849, le recensement opéré par l'Empire ottoman relève 85% de musulmans, 11% de chrétiens et moins de 4% de juifs (surtout à Jérusalem, Hebron, Safad et Tabariya). Mais, dans les décennies qui suivent, avec l'extension du colonialisme européen, 50.000 juifs européens émigrent vers la Palestine. En 1914, ils atteignent 10% de la population.

En quoi le capitalisme modifie-t-il la situation des paysans ?

Le travail collectif dans les villages disparaît, les paysans doivent se déplacer davantage à la recherche d'un travail. La classe des ouvriers non qualifiés augmente fortement. Entre les paysans pauvres et les riches seigneurs, se développe aussi une nouvelle classe moyenne de paysans. En pénétrant la campagne, l'économie de marché oblige les Palestiniens à s'assurer plusieurs sources de revenus ; cela détruit les relations sociales existantes.

En ville, on voit se développer les nobles, les marchands, les commerçants au détail, les artisans et le début d'un prolétariat urbain. La bourgeoisie commerciale qui émerge est surtout composée des minorités chrétiennes, particulièrement dans l'import-export. Les artisans souffrent de l'augmentation des importations avec lesquelles ils ne peuvent rivaliser. Les chrétiens sont également surreprésentés dans l'intelligentsia et les professions qualifiées, car ils bénéficient de l'éducation reçue des missionnaires.

Bref, le développement des embryons d'un capitalisme (expansion du commerce, des échanges monétaires et des

communications) a mis fin à l'isolement traditionnel. Tandis qu'avec le développement d'une éducation moderne, avec ses valeurs de laïcité, de libéralisme et de valeur individuelle, se crée une couche d'intellectuels. Certains commencent à exprimer les aspirations sociales du peuple palestinien opprimé.

Les sionistes ont toujours affirmé qu'à leur arrivée au XXe siècle, la Palestine était un désert. Y avait-il ou non une économie active ?

En 1850, deux voyageurs européens décrivent la côte sud de cette manière : *« Les greniers de la vallée du Jourdain sont inépuisables. Un océan de blé, un véritable océan de blé »*. Les importations françaises augmentent très fort la production du sésame (dont l'huile est utilisée pour les savons et les parfums). Autour de Jaffa, la production d'oranges quadruple en trente ans à peine. Ces oranges sont déjà fameuses à cause de leur peau épaisse qui préserve bien leur fraîcheur.

Mais la Palestine exporte aussi du vin, du blé et de l'huile d'olive (en 1914, il existe trois cents pressoirs dans le pays). Les exportations à partir du port de Jaffa sont multipliées par dix en cinquante ans. Les importations augmentent également. En général, l'industrie emploie beaucoup de main-d'œuvre et peu de technologie. Mais vers 1900, apparaît une industrie moderne : un recensement mené par les autorités britanniques indique 1.236 usines et ateliers en Palestine en 1914. Le système des banques et du crédit se développe ainsi qu'un réseau de transport et de communications. On pave les routes, et le volume du trafic de marchandises augmente fortement. La Palestine est alors le pays de la région qui compte le plus grand pourcentage de chemins de fer par

rapport à la population : six cents kilomètres pour un million d'habitants.

Donc, entre la moitié du XIXe siècle et 1914, la Palestine est en train de s'intégrer à l'économie mondiale…

Absolument, la vieille société d'élevage, semi féodale et commerciale, cède la place à une production agricole, au commerce des biens agricoles, à l'urbanisation et à un grand développement économique. Et comme l'Empire ottoman, sous la pression des Européens, accorde les droits égaux aux non-musulmans, on va voir les chrétiens et les juifs européens se mettre à acheter des terres en masse et entamer le processus de colonisation.

Mais les défenseurs de la colonisation juive avancent le fait que les juifs achetaient les terres, donc qu'il s'agissait d'une installation pacifique…

Peu de juifs vivaient en Palestine avant 1882. Ils étaient « sépharades », c'est-à-dire originaires d'Espagne ou d'Afrique du Nord. Ils parlaient turc, arabe ou un mélange d'espagnol et d'hébreu. Avec le temps, ces gens ont acquis la culture et les mœurs des Palestiniens arabes, à l'exception de la religion.

Mais la nouvelle immigration juive, qui arrive fin XIXe et début XXe siècle provient surtout d'Europe. Ce sont des « ashkenazes » et ils s'installent dans des quartiers à part. La plupart dans les villes, mais certains acquièrent des terres agricoles…

A qui les achètent-ils ?

Pas aux petits paysans. Ceux-ci refusent de vendre les terres qu'ils cultivaient depuis des générations. Les juifs les achètent

soit à l'Empire ottoman, soit à de riches propriétaires étrangers. Les marchands vivant à Beyrouth jugent plus profitable de vendre leurs terres aux sionistes que de venir les gérer sur place. Ce processus de dépossession débouche sur de violents conflits à la fin du XIXe et au début du XXe siècle. En 1913, les juifs cultivent déjà 15% des oranges. Et ils cesseront bientôt d'employer de la main-d'œuvre arabe, comptant exclusivement sur la main-d'œuvre juive.

Une acquisition de terres aussi massive ne semble pas due au seul hasard…

En effet, les premiers achats de terres ont été financés par de riches juifs d'Europe dont le baron Edmond de Rothschild. Le relais est pris ensuite par l'Association Juive de Colonisation, dont le nom indique le programme et qui se crée peu après la fondation de l'Organisation Sioniste Mondiale (voir chapitre 1).

L'achat de terres devient alors une politique systématique. L'Association Juive de Colonisation recourt aux troupes de l'Empire ottoman pour s'emparer de soixante mille mètres carrés dans la région de Tabariyya. Privés de leurs terres, les paysans et les bédouins réagissent par des attaques spontanées.

Les journaux parlent abondamment de ces dépossessions. En 1891, des notables palestiniens envoient un télégramme aux autorités ottomanes, leur demandant d'empêcher les juifs russes d'entrer dans le pays. Et des sources juives de l'époque observent que l'intention déclarée par l'Organisation Sioniste Mondiale d'établir un foyer juif en Palestine a entraîné une détérioration rapide des relations entre palestiniens arabes et immigrants juifs. En 1908, des heurts se produisent à Jaffa. En

1910, les journaux palestiniens dénoncent la vente de 2.400 *dunums* (2.600 km^2) de terres par le riche marchand de Beyrouth Emile Sursoq à l'Association de Colonisation sioniste. On a beaucoup d'exemples de ce genre.

Donc, en fait, la colonisation juive de la Palestine a commencé bien avant 1948 ?

Oui, elle remonte à l'époque de la création de l'Organisation Mondiale Sioniste en 1897. Il s'agit de l'application d'un programme délibéré de colonisation. Il existe trois types de colonies : 1. Colonies de plantation ou d'extraction, avec une main-d'œuvre esclave ou bien sous contrat (comme dans les Caraïbes) 2. Mixtes, incorporant de la main-d'œuvre locale. 3. Reposant uniquement sur des colons, et rejetant la main-d'œuvre locale au profit de travailleurs blancs pauvres immigrés.

La colonisation juive en Palestine était de ce troisième type bien qu'une main-d'œuvre locale eût parfaitement convenu.

Il s'agissait d'un choix idéologique lié au sionisme, lequel entendait construire une économie juive séparée. Mais, à la différence de l'Amérique et du Nouveau Monde, la Palestine était assez peuplée, avec toute une société agricole ; il n'existait pas de « territoires libres ».

Alors, comme le relève le sociologue israélien Gershon Safir, « *la première phase de la colonisation sioniste consista à acheter des terres. Lorsque la collectivité juive obtint sa souveraineté et devint militairement puissante, la conquête des terres remplaça leur achat* ».

Mais, avec la Première Guerre mondiale, l'Empire ottoman

s'effondre et la Grande-Bretagne prend sa place au Moyen-Orient…

Oui, et elle fait face à la montée du nationalisme arabe, mécontent du sous-développement et de la colonisation juive… Dans ce contexte, la Grande-Bretagne conclut avec les différentes parties des accords complètement contradictoires. D'abord, avec la France, elle se partage la région en signant les Accords Sytes-Picot (mai 1916). Paris prend le Liban et la Syrie. Londres prend la Cisjordanie et l'Irak. La Palestine sera internationalisée.

Mais cet accord contredit ce que Londres vient de signer en octobre 1915 avec le dirigeant arabe de la révolte anti-turque Sharif Hussein : *« La Grande-Bretagne est prête à reconnaître et à soutenir l'indépendance de tous les Arabes de la région à l'intérieur des limites revendiquées par Sharif Hussein »*. Les dirigeants arabes y voient évidemment un accord pour constituer un royaume arabe incluant la Palestine.

Et ceci est à son tour en contradiction avec la « Déclaration Balfour », une lettre envoyée par le premier ministre britannique au dirigeant sioniste Lord Rothschild : *« Le gouvernement de Sa Majesté considère favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif »*.

On est donc dans l'hypocrisie totale : Londres promet tout à tout le monde !

Et ce n'est pas tout ! Le 7 novembre 1918, une déclaration franco-anglaise appelle à *« l'émancipation complète et définitive des peuples arabes longtemps oppressés par les Turcs, et rétablissement de gouvernements nationaux avec*

des administrations tirant leur autorité de l'initiative et du libre choix des populations indigènes. »

Mais sur place, ça se passe autrement... Les Britanniques commencent à administrer la Palestine en décembre 1917. L'Empire ottoman, allié de l'Allemagne, s'est effondré. Londres soutient les sionistes, malgré les mises en garde de ses propres fonctionnaires. Ainsi, le major général Gilbert Clayton, administrateur militaire de la région, invoque le respect du droit international et le mécontentement des Palestiniens face à la montée du sionisme. Son successeur, le général Money écrit de même en 1919 : *« Les Palestiniens veulent leur pays pour eux-mêmes et résisteront à toute immigration massive des juifs, même progressive, par tous les moyens dont ils disposent, y compris des hostilités actives. »* Et son successeur, le général Watson : *« L'antagonisme avec le sionisme est profondément enraciné dans la majorité de la population, il mènera vite a la haine des Britanniques et débouchera, si le programme sioniste leur est imposé, sur un conflit d'importance. »*

La contradiction est si forte que le président des États-Unis, Woodrow Wilson, envoie une commission neutre s'informer des souhaits arabes. Son rapport est très clair : *« Ils sont nationalistes, c'est-à-dire qu'ils aspirent à former une Syrie unifiée incluant le Liban et la Palestine, avec une constitution démocratique sans distinctions basées sur la religion. A défaut, ils souhaitent un mandat des États-Unis pas de la Grande-Bretagne ».*

Malgré quoi, l'autodétermination est quand même refusée par la conférence de San Remo, et Londres entend appliquer la

Déclaration Balfour. Ce qui déclenche des manifestations de protestation à Damas, Bagdad, Haifa et Jérusalem pendant toute l'année 1920. Des émeutes provoquent la mort de cinq juifs et quatre Palestiniens. Londres envoie alors une commission enquêter sur les causes du mécontentement. La réponse est claire : *« promesses britanniques faites aux Arabes pendant la guerre ; contradiction entre ces promesses et la Déclaration Balfour ; crainte d'une domination juive ; hyperagressivité sioniste ; propagande étrangère. » Et la commission ajoute : « l'attitude sioniste peut se décrire comme arrogante, insolente et provocatrice... Si on ne surveille pas soigneusement, ils peuvent facilement provoquer une catastrophe, et l'issue est difficile à prévoir. »*

Mais Londres tournera le dos à ces recommandations. En juin 1920, le premier ministre Lloyd George désigne Herbert Samuel, un juif sioniste britannique, comme premier haut-commissaire de la Palestine.

Pourquoi Londres tenait-elle tant à la Palestine ? *Ce n'était quand même pas un pays très riche.*

Mais c'était une position stratégique pour défendre la route des Indes, l'Egypte et le canal de Suez. C'était aussi le principal terminal des pipelines acheminant le pétrole irakien. Durant la Seconde Guerre mondiale, la Palestine sera très précieuse. En tant que terminal du pétrole et siège d'une raffinerie importante, mais aussi en tant que base pour les forces aériennes, navales et terrestres.

Ceci explique pourquoi Londres va favoriser l'immigration juive...

Oui, la communauté juive qui atteignait à peine 5% en 1882, va

passer à 11% en 1922, puis à 16% en 1931 et finalement 28% en 1936. Le recensement britannique de l'époque signale : *« II n'est pas étonnant que les populations arabes se soient alarmées du changement rapide de la composition démographique du pays, opéré sans leur consentement et contre leur volonté… »* Il y a de quoi s'alarmer. Alors qu'en 1922, les juifs possèdent moins de 10% des terres agricoles, ils passent à 24% en 1947, bien que la majorité d'entre eux continuent à vivre dans les villes. La perte de terres cultivables transforme de nombreux paysans en sans-terre. D'ailleurs, c'est directement après les transferts de terres que les violences antisionistes sont au plus haut : soulèvement de 1929, révolte de 1936 - 1939 et guerre civile de 1947 -1948. A cette date, les pertes de terres palestiniennes seront évaluées à 743 millions de Livres britanniques de l'époque.

Comment expliquer que l'économie juive connaisse un si grand développement alors que l'économie palestinienne stagne ?

A cause du favoritisme britannique. Dans leurs autres colonies, les Britanniques empêchaient l'émergence d'une industrie locale (afin de préserver leur monopole). En Palestine, par contre, ils favorisent la construction d'une industrie juive. Cela lèse peut-être leurs intérêts économiques immédiats, mais cela favorise leurs intérêts stratégiques. Cette industrie juive va tirer profit d'une forte immigration provenant de Pologne au milieu des années 20, puis d'Allemagne dans les années 30. Des immigrés hautement qualifiés. Elle profite aussi des importantes commandes passées par Londres.

Enfin, les juifs reçoivent des Britanniques trois monopoles, extrêmement profitables. 1. La concession du sel de la Mer

Morte (ce qui permet des tarifs artificiellement élevés). 2. Les réserves d'eau de la région de Jaffa. 3. La fourniture d'électricité à toute la Palestine (sauf Jérusalem). D'autres monopoles sont aussi accordés à des entreprises juives dans le ciment, le textile, les cuirs, la confection, la dentisterie... De même, l'exemption des taxes sur les importations de sésame et d'huile d'olive procure un grand avantage à l'économie juive tout en causant des pertes importantes à l'agriculture et à l'industrie palestiniennes.

Toutes ces mesures expliquent que le nombre d'entreprises industrielles de Palestine va passer de 1.240 en 1913 à 6000 en 1936. Les juifs ne représentent alors que 30% de la population, mais ils contrôlent 90% de cette industrie.

Mais la main-d'œuvre aussi est juive...

Pour le comprendre, il faut savoir que les sionistes ont réussi à construire un marché du travail séparé, réservé aux juifs. La clé de cette construction, c'est le syndicat Histadrut, la fédération générale du travail juif, créée en 1920. La grande majorité des travailleurs juifs en sont membres. Devenue extrêmement puissante, elle réussit à créer des programmes sociaux exclusivement réservés aux juifs : assurance maladie, services de placement, pensions... Elle crée aussi un réseau d'hôpitaux, cliniques et pharmacies, strictement réservé aux juifs. En conséquence, le taux de mortalité des juifs est moitié moindre que celui des Arabes.

Mais le plus important est peut-être le développement d'un système éducatif séparé. Les sionistes obtiennent de Londres la reconnaissance de l'hébreu comme langue officielle. Les cours sont inspirés du nationalisme juif sioniste. Tandis que les

Arabes se voient empêchés de mettre en place un système éducatif similaire, alors que les écoles publiques sont présentes dans moins de la moitié des villages arabes.

Résultat : en 1944, seulement 32% des enfants arabes vont à l'école contre 97% des enfants juifs. Jérôme Farrell, directeur adjoint de l'éducation sous le mandat britannique, écrit : *« La disparité entre les services éducatifs fournis aux Arabes et aux juifs augmentera le fossé culturel entre les deux races, empêchera le mélange social et mènera les Arabes à me position d'infériorité permanente. »*

Donc, les choses ont commencé bien avant 1948. La colonisation sioniste a réussi à créer un véritable État juif à l'intérieur même de l'État administré par les Britanniques…

Oui, ceux-ci ont autorisé l'Agence juive à diriger, représenter et négocier au nom des colons juifs. Et ces organisations ont formé le noyau du futur État juif, un État dans l'État. Elles ont mobilisé la population juive dans une véritable guerre interne. En face, les Arabes étaient moins bien organisés, moins mobilisés et moins financés, ce qui explique la défaite qu'ils vont subir en 1948.

Revenons à l'industrie. Durant la Seconde Guerre mondiale, on assiste quand même au développement d'une classe ouvrière palestinienne…

Oui, la guerre a considérablement augmenté la production économique : mines antichars, conteneurs en acier, pièces hydrauliques, carrosseries de véhicules militaires. Les usines juives assurent 95% de cette production, mais la main-d'œuvre finit par manquer. On doit même en faire venir d'Egypte, de Jordanie, de Syrie… Il y aura jusqu'à cent mille

ouvriers arabes, et les salaires grimpent. Les syndicats arabes se renforcent, en liaison avec un petit parti de gauche, la Ligue Arabe pour la Libération Nationale, fondée par le communiste Émile Tuma. Ceci va favoriser le développement d'une lutte palestinienne contre la dépossession...

Et jusque là, toute cette colonisation juive que vous avez décrite s'est-elle opérée sans réactions des Palestiniens ?

Pas du tout. Leur mécontentement s'est exprimé très tôt : des incidents lors d'une procession juive en avril 1920, des émeutes le 1er Mai 1921 après la conférence alliée de San Remo qui attribue les mandats arabes à la Grande-Bretagne et à la France, une émeute à Jaffa la même année (48 Palestiniens et 47 juifs tués, 219 blessés). Après ces incidents, David Eder, président de la Commission sioniste déclare : *« Il ne peut y avoir qu'un seul foyer national en Palestine, et ce sera un foyer juif et il n'y aura pas d'égalité entre juifs et Arabes, mais une domination juive dès que la proportion de cette race aura suffisamment augmenté. »*

En 1920, un Congrès Arabe de Palestine se crée ; il rejette la Déclaration Balfour, c'est-à-dire l'idée d'un foyer national juif et il réclame un gouvernement national en Palestine. En réalité, c'est ce que prévoyait le mandat accordé par la Société des Nations, mais il n'a pas été respecté par la Grande-Bretagne.

Malheureusement, la résistance palestinienne sera affaiblie par les rivalités entre deux clans politiques, les Husseini et les Nashabibi. Les sionistes favorisant la création de petits partis pour ajouter à la division. Laquelle ne sera surmontée qu'en 1928 avec la réunification au 7e Congrès Arabe : *«Le peuple de*

Palestine ne peut tolérer et ne tolérera pas l'absurde système colonial actuel, il réclame d'urgence l'établissement d'un corps représentatif pour élaborer sa propre Constitution et la formation d'un gouvernement parlementaire démocratique. »

En 1929, des émeutes à Jérusalem provoquent la mort de 133 juifs et 116 Palestiniens. Comme d'habitude, Londres crée une commission d'enquête. Comme d'habitude, elle conclut que la cause du problème est le mécontentement face à la colonisation sioniste et la perte des terres : dans les 104 villages observés, 29% des familles étaient sans terre. Le responsable de la commission Sir John Hope Simpson explique : *« Le fellah (cultivateur) arabe est dans une situation désespérée. Il n'a pas de capital pour sa ferme. Il croule sous les dettes, Son loyer augmente, il doit payer de lourdes taxes, et le taux d'intérêt de ses emprunts est incroyablement élevé. » Et il condamne en fait toute la politique de son propre gouvernement : « Il est erroné que le juif venant de Pologne, de Lituanie ou du Yémen soit admis pour remplir un vide, alors qu'en Palestine, il y a déjà des travailleurs capables de remplir ce vide, et qu'ils sont dans l'impossibilité de trouver un emploi. »*

Et comme d'habitude, le gouvernement britannique fera exactement le contraire de ce que recommandait la commission d'enquête ?

Comme d'habitude. Le premier ministre Ramsay Mac-Donald rejette ce rapport et une politique prosioniste sera poursuivie durant les années 30…

Ce qui va mener à la grande révolte palestinienne de 1936 -

Elle sera provoquée par plusieurs facteurs : de fortes taxes sur les paysans, l'augmentation spectaculaire de l'immigration juive, le refus de créer un Parlement palestinien et la formation d'organisations palestiniennes plus militantes qui réclament la fin du mandat britannique ainsi que la formation d'un gouvernement arabe. Une organisation religieuse clandestine menée par Sheikh al-Qassam prend les armes, mais il est tué dans une embuscade des troupes britanniques. De nombreux jeunes prennent alors les armes sous le nom des « Frères d'al-Qassam ».

Les Britanniques réagissent en imposant l'état d'urgence le 15 avril 1936. Ce qui déclenche une grève générale des travailleurs et des classes moyennes dans tout le pays. Un Comité Suprême Arabe se met sur pied pour diriger la lutte. La grève va durer six mois, la désobéissance civile débouchant souvent sur des situations insurrectionnelles avec un large soutien chez les paysans. Les rebelles s'organisent en groupes de guérilla et contrôlent une grande partie des campagnes. Mais les Britanniques décrètent la grève illégale, emprisonnent ou déportent ses dirigeants, censurent ou ferment les journaux, imposent des couvre-feux et organisent des punitions collectives contre certains villages et quartiers.

Une nouvelle commission britannique, la Commission Peel, va identifier - comme d'habitude - le désir d'indépendance comme étant la principale cause des problèmes. Elle recommande de mettre fin au mandat britannique en divisant la Palestine en trois : un État juif, un État arabe et une zone britannique autour de Jérusalem. Evidemment, cette proposition ne fait que renforcer la colère des Palestiniens

dépossédés. Les grandes villes se joignent à la rébellion. L'armée britannique lance alors une campagne massive : deux divisions, des escadrons aériens, des forces de police et 6.000 auxiliaires juifs. Les troupes de répression sont dix fois plus nombreuses que les 2.000 combattants palestiniens, mais ceux-ci, soutenus par la population, résisteront jusqu'en 1939.

Bref, la Palestine n'est décidément pas un désert, et les Palestiniens ne sont pas des moutons !

En effet. Mais cette répression va décimer les partis politiques et les organisations de résistance palestiniennes. De nombreux dirigeants palestiniens seront empêchés de rentrer dans leur pays. Par contre, les Britanniques aident la milice sioniste Haganah à se développer, ainsi que d'autres groupes terroristes : Irgoun, Stern et d'autres. La communauté juive sera finalement assez forte pour déclencher une révolte contre l'occupation britannique en 1945 et pour conquérir la Palestine en 1948…

C'est paradoxal ! Comment expliquez-vous que les Britanniques et les colons sionistes entrent à présent en conflit alors que Londres a tellement favorisé les juifs ?

Durant la Seconde Guerre mondiale, Londres a eu besoin du soutien des pays arabes, il fallait donc apaiser l'opinion arabe. Déçus, les sionistes se tournèrent vers la nouvelle puissance montante, les États-Unis, et sollicitèrent leur soutien pour l'établissement d'un État juif. En août 45, le président Truman appelle le premier ministre britannique à autoriser l'immigration de 100.000 juifs européens supplémentaires.

Au même moment, le groupe sioniste Stem assassine Lord Moyne, représentant britannique en Egypte, qui était

défavorable aux visées sionistes. Ceci hérisse Churchill, qui avait pourtant toujours soutenu les sionistes. C'est alors que les sionistes déclenchent une campagne d'actions terroristes contre les Britanniques en Palestine. En juin 1946, ils font exploser le King David Hôtel, siège des autorités britanniques à Jérusalem. La riposte britannique sera assez modérée, et bien plus faible que celle qui avait frappé les résistants palestiniens de 1936.

Dans cette situation, la Grande-Bretagne décide en 1948 de se retirer de Palestine et de confier le mandat aux Nations Unies. Celles-ci, après de nombreuses manœuvres en coulisses, décident de diviser la Palestine. Les juifs, qui représentent 31% de la population, reçoivent 55% du territoire historique de la Palestine. Dans cet État juif, les Palestiniens sont en minorité : 45%. Par contre, l'État arabe proposé reçoit 45% du territoire avec une minorité juive négligeable.

Entre les Palestiniens et les forces sionistes, les hostilités ne tardent pas à éclater. Or, les Britanniques ont fixé la date de leur départ au 31 juillet 1948, mais en avertissent seulement les sionistes, pas les Palestiniens. Et ils laissent le pays en plan, sans prévoir aucun processus pour le transfert de l'autorité.

Or, la communauté juive, bien organisée, a déjà construit ses propres institutions, et elle est prête à assumer le pouvoir. Par contre, après leur défaite et la répression de 1939, les Palestiniens n'ont aucune structure. Lorsque les troupes britanniques abandonnent les zones arabes, rien n'a été mis sur pied pour gérer la sécurité, la police, l'approvisionnement électrique, l'eau, les services sanitaires, l'éducation… De plus, les responsables palestiniens sont divisés. Enfin, ils sont victimes des machinations de l'ambitieux roi de Jordanie

Abdullah. Cherchant à régner sur une « Grande Syrie », il compte sur Londres, soutient la police britannique et entre même en collusion secrète avec les dirigeants sionistes pour partager la Palestine.

Par contre, le dirigeant palestinien Amin al-Husseini attendra jusque fin 1947 (après le début des hostilités) pour former une unité de volontaires. En 1948, les forces palestiniennes atteindront à peine 7.000 combattants tandis que les forces juives s'élèveront à 60.000 hommes. La Ligue Arabe, sous la pression de l'opinion internationale, mettra sur pied l'Armée du salut arabe, qui comprendra 3.800 hommes.

Tout était donc en place pour la *Nakba* (catastrophe en arabe) : en mai 1948, la Palestine va cesser d'exister et 750 000 Palestiniens vont être condamnés à l'exil, comme nous allons le voir dans le chapitre suivant…

À LIRE :

Samih K. Farsoun & Christina E. Zacharia, *Palestine and the Palestinians*, Westview Press Inc, 1997.

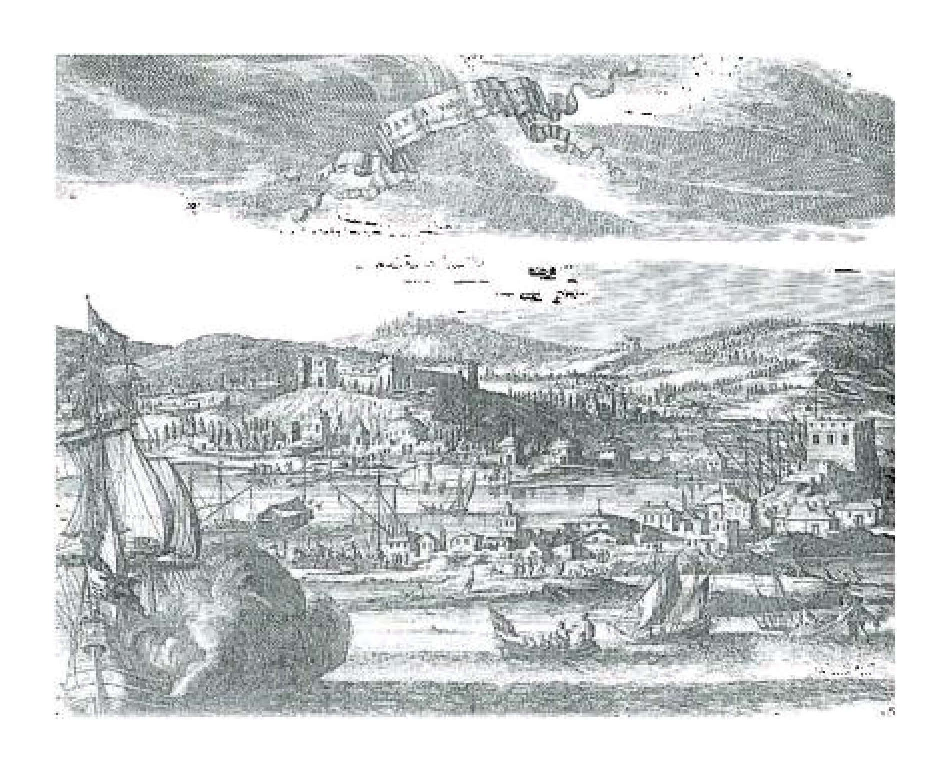
Benny Morris, *Victimes, Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, Complexe, Bruxelles, 2003.

Norman Finkelstein, *Mythes et réalités du conflit israélo-palestinien,* Aden, Bruxelles, 2007 (chap. 2).

Lucas Catherine, *Palestine, la dernière colonie ?,* EPO, 2003.

Les phrases citées dans cet entretien sont tirées de : Samih

Farsoun, avec Christina Zacharia, Palestine and Palestinians, *Westview Press, Boulder et Oxford, 1997.*

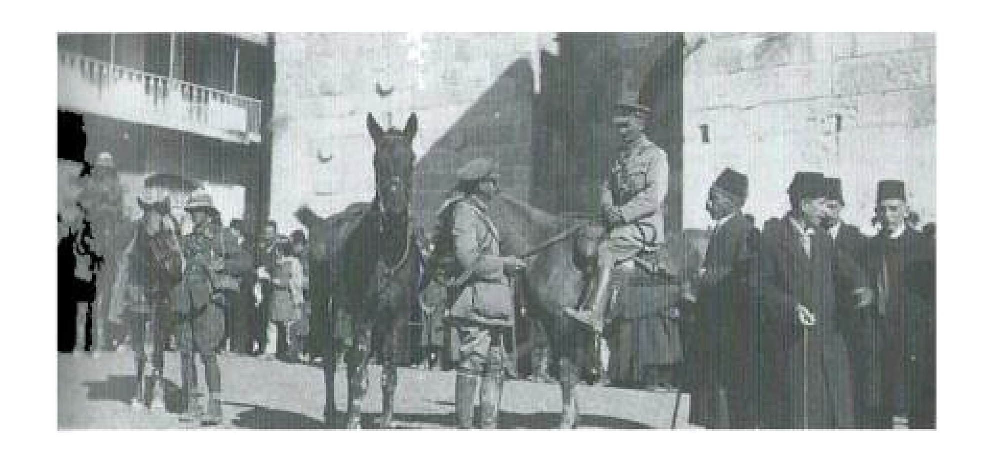


Jaffa en 1668. Avant la colonisation juive de 1948, la Palestine était loin d'être un désert.



1.Femmes arabes à Jérusalem vers 1900.

2.Grève contre l'occupation coloniale britannique dans le souk de Jérusalem, 192



Le général Watson, gouverneur militaire britannique : « L'antagonisme avec le sionisme est profondément enraciné dans la majorité de la population. Il mènera vite à la haine des britanniques et débouchera, si le programme sioniste leur est imposé, sur un conflit d'importance. »



Récolte des oranges à Jaffa vers 1920.



Des femmes palestiniennes chrétiennes portent un foulard en solidarité avec la révolte.

4

La Nakba de 1948 : introuvable dans les médias

Après avoir prétendu que la Palestine était un désert lorsque fut créé Israël, les colons sionistes ont ensuite affirmé que les Palestiniens étaient « partis d'eux-mêmes ». Ce que contestent les intéressés : eux appellent *Nakba* (Catastrophe) leur expulsion violente en 1948. Dans nos médias et manuels scolaires, ces événements sont étrangement absents. Quelle version est la bonne ? Nous avons interrogé Benny Morris, un défenseur déterminé d'Israël et notamment de la politique d'Ariel Sharon. Sur certains points, il « révise » entièrement la version israélienne officielle. Sur d'autres, il est contredit par différents intervenants dans ce livre.



BENNY MORRIS

Célèbre historien israélien né en 1948. Précurseur du courant de la « Nouvelle Histoire », qui a étudié l'histoire d'Israël grâce notamment aux archives déclassées trente ans après la guerre israélo-arabe de 1948, Il est devenu le principal spécialiste sur la question des Palestiniens expulsés de leurs terres.

Votre livre La naissance du problème des réfugiés palestiniens *a fait l'effet d'une bombe à sa parution en 1988. Qu'avez-vous donc découvert de si important* ?

J'ai montré que les Palestiniens n'ont pas fui volontairement, contrairement à ce que prétendent les récits sionistes sur les événements de 1948. Ils ont fui à cause d'une guerre qu'ils ont eux-mêmes lancée, et certains d'entre eux ont aussi été expulsés par Israël, ce qui est à nouveau une chose qu'Israël a toujours refusé d'admettre et qui contredit les récits sionistes. Mais cela contredit aussi les récits palestiniens : j'ai démontré que ce qui s'est passé en 1948 n'a pas été le résultat d'un plan israélien prédéterminé, mais une conséquence de la guerre. Les Palestiniens maintiennent cette version de propagande consistant à dire que le sionisme a toujours eu l'intention d'expulser les Arabes et a exécuté ce plan en 1948, avec une préméditation et une planification systématique. Cela n'a pas de sens.

Pour décrire le rapport de force entre Israéliens et Arabes en 1948, on a souvent employé l'image de David contre Goliath. Mythe ou réalité ?

Les Nouveaux Historiens, dont je fais partie, traitent ces questions différemment des récits sionistes traditionnels, mais également des récits arabes traditionnels. Qui était le plus fort en 1948 ? C'est complexe. Ce n'est pas aussi simple que de regarder une carte et de voir des États arabes gigantesques attaquant une toute petite communauté juive. Les États arabes comptaient à l'époque vingt ou quarante millions d'habitants (cela dépend comment on calcule), et la communauté juive en Palestine s'élevait à 650.000 personnes.

Oui, c’est asymétrique. Les États arabes étaient plus forts en potentiel économique et en population, c’est vrai.

Mais cela ne reflète pas le véritable rapport de force. Les 650 000 hommes des milices sionistes étaient bien entraînés à la guerre, les Arabes pas. Les milices sionistes étaient plus fortes que les groupes de combattants arabes palestiniens qu’elles ont rencontrés.

Cela ne signifie pas que les Arabes étaient totalement désorganisés ou impuissants. Les États arabes ont attaqué Israël en grande partie pour le détruire, ils ont envoyé 20 ou 25 000 soldats en mai 1948, tandis que les sionistes faisaient face avec 16.000 soldats. Mais, petit à petit, les sionistes ont réussi à mobiliser de plus en plus de troupes, à recruter de lus en plus au sein de la population, et, tout au long de la guerre, à se fournir en de grosses quantités d'armes grâce aux donations venant des juifs des États-Unis. Les juifs avaient un moral plus solide, les Arabes manquaient de motivation. Toutes ces raisons ont contribué à la victoire sioniste.

Les armées arabes venues de Syrie, d'Irak, de Jordanie et d’Egypte se battaient-elles réellement pour les Palestiniens ?

Les documents historiques déclassifiés à partir de 1980 ont révélé que les armées arabes venaient dans le but de détruire l’État juif ou du moins empêcher sa création, ça c’est sûr. Mais les Jordaniens, qui possédaient la meilleure armée - petite mais la meilleure armée des pays arabes - comprenaient qu’ils ne pourraient venir à bout de la communauté juive de Palestine, de la Haganah (milice clandestine intégrée à l’armée en 1948) et des Forces de Défense Israéliennes. Ils voulaient juste s’emparer de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est, et pas

du tout attaquer Israël. Les autres aimées arabes ont attaqué Israël, mais sans réelle efficacité, elles ont donc été vaincues.

Mais il y avait une volonté de détruire l'État naissant, je ne pense pas qu'on puisse le nier. Bien sûr, au moment de l'invasion, ils ont prétendu qu'ils venaient aider leurs frères palestiniens. Mais au fond, aucun de ces États ne voulait voir émerger un État palestinien et aucun n'a coopéré avec les dirigeants palestiniens. Finalement, quand ils se sont emparés de la Cisjordanie, les Jordaniens se sont assurés d'éliminer le nationalisme palestinien et les Égyptiens ont fait de même dans la bande de Gaza. Donc, il y avait beaucoup d'hypocrisie.

En 1947, l'État israélien était prêt à adopter le plan de partage de l'ONU ?

Israël a dit oui, mais les États arabes et les Palestiniens ont dit non, et ont lancé une guerre. Ce sont les faits. C'est vrai qu'après que l'État d'Israël, né en mai, ait été attaqué par les pays arabes, Israël est rentré dans la logique en disant « Vous voulez la guerre ? Eh bien, vous aurez la guerre ! » A partir de là, le plan de partition de l'ONU et son tracé de frontière n'était plus valable et on a annexé ce qu'on pouvait annexer.

Il ressort de votre livre qu'avant et aussi après la guerre de 48, les dirigeants israéliens ont soutenu l'idée d'un transfert de la population comme méthode de résolution de la « question arabe ».

Non, le livre ne dit pas ça. Il dit : depuis son commencement, dans les années 1880, le mouvement sioniste espérait obtenir la majorité de la Palestine. Et quand il a finalement examiné la partition de celle-ci dans les années 1930, il espérait au moins une majorité juive dans n'importe quelle partie de la Palestine,

qui serait devenue un État juif par immigration. Mais dans les années 30 aussi, quand il est devenu clair que les juifs ne seraient pas majoritaires, même dans la partie du territoire qui devait être la leur, certains dirigeants commencèrent à examiner la solution de l'expulsion des Arabes, qu'ils appelaient le « transfert ». Cela devait se faire de gré, si les Palestiniens acceptaient la compensation, ou de force s'ils ne voulaient rien entendre.

Pourquoi cette évolution ?

Elle résulte de deux facteurs. Premièrement, la montée de l'antisémitisme en Europe, qui menaçait les juifs d'Allemagne et d'autres pays. Ils étaient désespérés de ne pouvoir atteindre un lieu sécurisé, puisqu'il ne leur était pas permis d'émigrer vers les États-Unis ou d'autres États, seule la Palestine était donc disponible. Mais le problème, c'est qu'en Palestine, en 1936, les Arabes se sont révoltés contre la présence britannique et contre le projet sioniste. Cela obligea les Britanniques à fermer les portes à l'immigration juive vers la Palestine et la Terre promise.

Ensuite, Amin al-Husseini, à la tête du mouvement national palestinien, appelait essentiellement à expulser les juifs de Palestine, sauf ceux qui y étaient nés avant 1914. Presque tous les juifs étaient donc menacés d'expulsion.

Ces deux éléments ont décidé les dirigeants sionistes à examiner la solution de l'expulsion ou du transfert des Arabes. Dans le but d'obtenir cette majorité juive. Les Arabes n'étaient pas disposés à l'accepter, ils pressaient le gouvernement britannique d'empêcher l'immigration juive.

Les sionistes étaient donc dans une impasse. Ils continuaient à

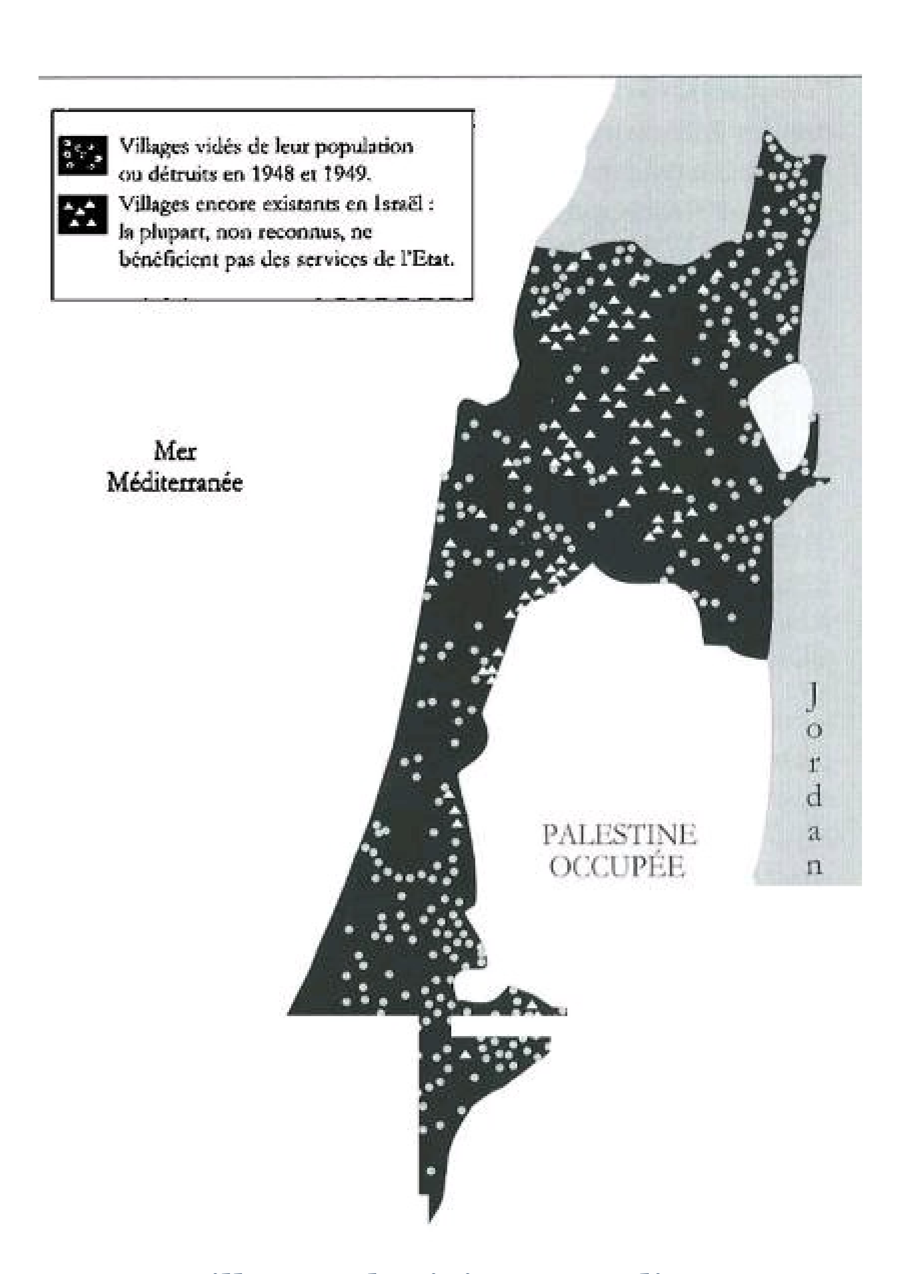
compter principalement sur l'immigration, mais en privé, certains dirigeants pensaient que le transfert pourrait aussi aider à obtenir une majorité juive dans une partie de la Palestine.

Vous dites que les États-Unis refusaient d'accueillir les juifs, n'est-ce pas étrange ?

C'était ainsi dans le monde occidental en général, aussi en France et en Grande-Bretagne. Les États-Unis ont été une terre d'immigration avant la Première Guerre mondiale, mais avec la crise de 1929, l'immigration de masse a été empêchée. Ce n'était pas de l'antisémitisme, c'était contre toutes les formes d'immigration.

Mais les États-Unis ont gardé cette attitude après la Seconde Guerre mondiale. Eux qui se présentent comme les protecteurs des juifs, leur ont refusé l'asile !

Rien n'oblige des États à accepter les migrants. Les États ont un droit souverain à réguler l'immigration et c'est ce qu'ont fait les États-Unis. Vous pouvez ne pas apprécier cela, mais les États ont le droit de réguler. Aujourd'hui, la France, la Grande-Bretagne, ou même l'Europe en général, tentent d'exercer ce droit face à l'immigration des musulmans sans que cela soit efficace, d'ailleurs.



Ces villages palestiniens ont « disparu »

Je pensais à un sentiment de compassion vu ce qui s'était passé pendant la guerre…

Vous avez raison, il y aurait dû y avoir de la compassion, mais les États agissent essentiellement en fonction de leurs propres intérêts, pas par compassion.

Après 1945, le mouvement sioniste a aussi été intéressé par les survivants juifs…

Les sionistes voulaient que ces survivants s'établissent en Palestine pour augmenter la communauté juive afin d'établir un État juif. Il y avait donc rencontre entre les intérêts des dirigeants américains et sionistes. Les Britanniques, par contre, ne voulaient pas que les juifs aillent en Palestine.

Dans votre livre, vous citez Joseph Weitz un des partisans des expulsions. En 1940, il écrivait que la seule solution pour les juifs était dans un État sans Arabes, sans compromis possible. N'a-t-il pas tout simplement appliqué ses théories en 1948 ?

Mais il n'avait pas de poste au gouvernement, il n'avait aucune influence ! Il dirigeait le Département de colonisation de l'Agence juive. Il n'avait pas de pouvoir d'exécution. Il est vrai qu'il était pour le transfert, et à certains égards, Ben Gourion était content de voir les Palestiniens fuir en 1948. Mais tout ceci ne relève pas d'un plan préalable de transfert.

Certains soi-disant historiens, comme Ilan Pappe, construisent des preuves sur un prétendu plan de transfert. En réalité, il n'y a aucune preuve de plan prémédité de transfert. Durant les quatre mois qui ont suivi le 29 novembre 1947 (date du vote du plan de partage à l'ONU), le mouvement sioniste est

resté fidèle à sa politique traditionnelle : l'État juif devrait émerger avec en son sein une grosse minorité arabe. D'ailleurs, Israël Galili, numéro deux de la milice Haganah (la milice qui deviendra les Forces de défense Israéliennes en mars 1948), ordonnait à ses brigades de préserver la minorité arabe. Sauf dans des cas d'extrême urgence militaire pour lesquels il devait y avoir expulsion. Telle a été la politique jusque fin mars 1948.

Mais les choses ont changé en avril 1948. Les sionistes ont vu que leur défaite était possible, les armées arabes s'apprêtaient à les envahir, des groupes de Palestiniens commençaient à combattre efficacement, surtout le long des routes. Alors, les choses ont changé.

Pourtant, un parti israélien, le Mapam (Parti Ouvrier Unifié) voyait dans les expulsions menées par le premier ministre Ben Gourion une volonté politique d'expulser méthodiquement les Arabes palestiniens.

Ils ont lancé cette accusation en mai, juin, juillet. C'étaient des rivaux politiques de Ben Gourion. Cela peut avoir du sens dans la mesure où, au fil de la guerre, Ben Gourion a été partisan du transfert, c'est vrai. Mais cela n'indique pas qu'il y ait eu auparavant un plan de transfert. Ben Gourion a ordonné des expulsions dans certains cas, pas toujours.

Les écoles israéliennes enseignaient le mythe de l'exode palestinien volontaire. Votre livre a-t-il changé cela ?

Je pense que mon livre et certains autres ont contribué à changer la mentalité de la plupart des gens. Les nouveaux professeurs et enseignants sont plus nuancés, surtout dans les écoles laïques, majoritaires. Il est vrai que dans les écoles

religieuses, la version sioniste traditionnelle est encore enseignée.

Soixante ans après la guerre israélo-arabe et l'expulsion des Palestiniens, avec le recul, comment juger les conséquences de ces événements ?

Je n'appelle pas cela une expulsion. J'utilise le terme déplacement, ou quelque chose du genre. La plupart des Palestiniens n'ont pas été expulsés, la plupart ont fui, seule une minorité a été expulsée. Il est vrai qu'Israël a refusé le droit au retour et c'est une politique officielle, et si vous voulez, vous pouvez appeler cela une décision d'expulsion, mais la plupart n'a pas été expulsée.

Pour le reste, je ne sais trop quoi vous dire. La création d'Israël et le problème des réfugiés sont les deux plus gros problèmes du Moyen-Orient moderne, dans la mesure où les Arabes ne sont pas vraiment en faveur de l'existence d'Israël, ils soutiennent les Palestiniens et le droit au retour des réfugiés, et Israël y est opposé et ne veut pas permettre aux réfugiés et à leurs descendants, qui sont maintenant près de cinq millions, de revenir en Palestine ou sur le territoire israélien lui-même, Ces deux problèmes sont des conséquences de ce qui s'est passé en 1948, et ce sont encore les deux problèmes majeurs d'aujourd'hui.

Beaucoup d'intellectuels se sont réjouis de la parution de votre livre, qu'ils voient comme un pas décisif vers une meilleure compréhension du problème palestinien. Mais une grande partie de ces personnes a été déçue de vous voir soutenir la politique de Sharon. Et le fait que vous considériez inévitable et presque souhaitable l'expulsion des Palestiniens.

Comprenez-vous leur déception ?

Je ne vois pas en quoi je serais incohérent en soutenant cette politique. Voyez-vous, je pense qu'en 1948, Israël n'avait tout simplement pas le choix, si ce n'est de se battre contre ceux qui l'attaquaient. Dans les combats, des gens ont fui et n'ont pu revenir, d'autres ont été expulsés, mais Israël n'avait pas le choix. Si la masse des réfugiés étaient revenus, il n'y aurait pas pu y avoir un État juif, il n'y aurait pu y avoir Israël, cela aurait été un État arabe, et Israël ne pouvait pas permettre cela.

À LIRE :

Benny Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem* R*evisited,* Cambridge University Press, 2004.

Dominique Vidal & Sébastien Boussois, *Comment Israël expulsa les Palestiniens : Les nouveaux acquis de l'Histoire (1945-1949),* Éditions de l'Atelier, 2007.

Ilan Pappe, *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, Fayard, Paris, 2008.



Réfugiés palestiniens en 1948.



Réfugiés palestiniens à Jaffa.



Une grand-mère raconte son expulsion
par les forces israéliennes en 1948.



Les troupes israéliennes occupent
Beersheba en octobre 1948.

Les réfugiés palestiniens et leurs déplacements



5

1967 : Comment Israël a triplé son territoire

Le 5 juin 1967, Israël attaque l'Egypte en bombardant son aviation. La guerre dite « des Six Jours » l'oppose à une coalition Egypte - Syrie - Jordanie - Irak, Au final, Israël triple sa superficie en annexant Gaza et le Sinaï égyptien, le plateau syrien du Golan, Jérusalem et la Cisjordanie palestinienne. L'ONU a condamné ces annexions, mais la plupart de ces territoires sont toujours occupés. Pourquoi certaines violations du droit sont-elles admises ?



ILAN HALÉVI

Journaliste et homme politique palestinien juif, né en France en 1943. Laïc et athée, se définit comme *« 100% juif et 100% palestinien »*. A été représentant officiel en Europe de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP). Vit actuellement à Berlin.

Quel a été l'élément déclencheur de la guerre de 1967 ?

Il n'y a pas vraiment d'élément déclencheur. Cette guerre s'inscrivait dans la politique d'agression fondamentale d'Israël depuis sa création. Ezer Weizman, chef de l'aviation israélienne qui allait devenir président, l'expliquait très bien dans une interview en 1968 : *« Nous avons leurré Nasser dans le piège du Sinaï »*. Les Israéliens ont donc tendu un piège à l'Egypte pour pouvoir lancer leur opération. C'est également ce qui s'est passé en 1956. La guerre a été provoquée par Israël qui attendait pour sauter sur l'occasion.

Il s'agissait donc d'un prétexte pour une opération planifiée ?

Oui et il est navrant de voir à quel point les dirigeants arabes et palestiniens de l'époque sont tombés dans le piège la tête en avant. Avec leurs déclarations belliqueuses à l'encontre d'Israël et de sa population, ils ont fourni à Tel Aviv tous les alibis nécessaires à sa propagande.

Quel était l'objectif poursuivi par Israël en déclenchant cette guerre ?

Il y en avait plusieurs. Tout d'abord, affaiblir le régime égyptien de Nasser dont le prestige grandissait dans Le tiers monde, influençait les masses populaires du monde arabe et représentait donc un défi pour Israël (voir chapitres 1 et 11). D'ailleurs, lorsqu'en 1957, sur la demande des États-Unis et des Soviétiques, Israël se retire du Sinaï qu'il avait envahi, le premier ministre Ben Gourion déclare : *« Un des objectifs de cette guerre était d'affaiblir la stature de Nasser ; en tant que responsable d'Israël et même avant la création de notre État, j'ai toujours su que notre force provenait de la faiblesse d'un*

monde arabe divisé. Mais il devenait possible que Nasser soit capable de galvaniser une unité et un réveil. »

Le deuxième objectif était de se tailler un empire économique. Tout comme le mouvement sioniste, le corps politique israélien est divisé en ailes distinctes. Pas forcément contradictoires mais souvent complémentaires. Ainsi, une partie de la droite voulait conquérir de nouveaux territoires et faire subir à d'autres Palestiniens ce que les trois-quarts de leurs frères avaient déjà subi : purification ethnique et colonisations de peuplement judéo-israélienne à outrance. Troisièmement, l'économie israélienne connaissait depuis 1965 un tarissement d'une partie de ses sources de financement extérieur : diminutions de l'aide publique américaine, des réparations allemandes, des capitaux gratuits injectés dans l'économie israélienne... Cela a provoqué une crise sociale avec une certaine coloration communautaire entre les juifs ashkénazes d'origine européenne d'un côté, et les juifs orientaux de l'autre. Comme dans toute société, la guerre a donc servi d'élément unificateur.

Enfin, en pleine guerre froide, Israël voulait aussi montrer aux États-Unis sa valeur stratégique contre les alliés de l'Union Soviétique au Proche-Orient.

Au départ, c'étaient surtout la France et la Grande-Bretagne qui soutenaient Israël...

Tout à fait. Les États-Unis n'étaient pas au départ le principal soutien d'Israël. Mais ils étaient engagés dans une guerre globale contre l'Union Soviétique. Et, comme ce fût le cas tout au long de l'histoire du sionisme, les dirigeants israéliens cherchaient sans cesse des terrains communs avec la

puissance américaine. Combattre les alliés soviétiques dans la région était donc une façon de montrer aux États- Unis qu'ils avaient intérêt à soutenir Israël.

Comment s'est déroulée l'opération militaire ?

L'aviation israélienne a cloué l'aviation égyptienne dans une opération surprise, alors que la guerre n'était pas déclarée. Comme à Pearl Harbor en 1941. Or, dans la littérature américaine, cette attaque est considérée d'une extrême lâcheté.

Deux poids, deux mesures ?

Il y avait une véritable hystérie médiatique pendant la guerre de 1967 et l'opinion occidentale est tombée dans le panneau. On ne pouvait que soutenir le pauvre petit État d'Israël menacé d'extermination par ses méchants voisins.

Après l'attaque surprise de l'aviation, l'opération s'est poursuivie par la progression des soldats israéliens sur le terrain. Ils avaient en face d'eux des armées non préparées, inférieures en équipement et sans plan d'ensemble. En Syrie par exemple, le plus gros des troupes n'avait pas été envoyé au front mais était resté à la capitale pour protéger le pays. Israël a ainsi maintenu une supériorité militaire sur le terrain pendant toute la durée de l'opération. Et il a transformé cette victoire éclair en un nouvel élément de propagande. Rien que l'expression « guerre de six jours » est méprisante ; en réalité, il s'agit de la guerre de juin 1967. Mais ça souligne la rapidité avec laquelle le soi-disant « petit État » est venu à bout de plusieurs armées de grands pays arabes.

Quelles ont été les conséquences de cette guerre pour la

population palestinienne ?

Ce fut un véritable tournant. Entre 1948 et 1967, la population avait été reléguée dans l'oubli de la communauté internationale. Mais après 1967, les Palestiniens ne croyaient plus en un sauvetage par les pays arabes et c'est le mouvement palestinien qui est devenu crédible à leurs yeux. Pour se dédouaner de leur incompétence, les pays arabes ont soutenu cette résistance palestinienne.

Et sur le plan du territoire palestinien ?

Alors qu'il avait été coupé par le « rideau de fer » du conflit israélo-arabe de 1948, le voilà à nouveau réuni. Entre 1948 et 1967, on avait 78% du territoire palestinien qui était devenu l'État d'Israël, tandis que les 22% étaient passés sous le gouvernement égyptien (Gaza) ou annexés par le royaume jordanien (la Cisjordanie). Mais, après 1967, le rideau de fer israélien contenait donc toute la Palestine. Les Palestiniens de Cisjordanie, ceux de Gaza et ceux restés en Israël se rencontrèrent à nouveau. Ce qui influença la formation et la consolidation de leur identité politique.

Cela signifie aussi une nouvelle occupation israélienne et de nouveaux réfugiés ?

Oui. 500.000 réfugiés : les Israéliens ont mis en œuvre de gros moyens pour provoquer le départ des habitants de Cisjordanie ou empêcher leur retour. Et puis surtout, ça va changer la structure même de la question des Palestiniens. Avant 1967, il s'agissait de réfugiés dans des pays voisins qui aspiraient à retourner sur leurs terres. Mais après 1967, nous avons tout un peuple qui - sur son propre territoire - vit sous

un régime d'occupation. Et la volonté d'y mettre un terme va faire émerger la revendication d'un État palestinien indépendant. Au départ, ce combat n'est pris en charge par personne. En effet, l'essentiel du monde palestinien souhaite à l'époque libérer toute la Palestine. De plus, les discours de Nasser ou du Mouvement national algérien sur l'unité du monde arabe sont encore très forts à l'époque et ont une influence sur les mouvements palestiniens.

Les conséquences de 1967 se font encore sentir aujourd'hui…

Les Israéliens n'ont pas vraiment évacué les colonies, ils se sont simplement redéployés. Ils n'ont pas cessé leur encerclement de Gaza, lui imposant un blocus terrestre, aérien et maritime total. Et la Cisjordanie reste totalement soumise à une colonisation qui n'a pas cessé de s'accélérer depuis. Enfin, il y a la situation dramatique de Jérusalem : elle a été annexée avec 28 villages des alentours. Les Israéliens n'ont cessé de tout mettre en œuvre pour expulser les Palestiniens de Jérusalem. En 1967, l'ONU avait pourtant adopté la résolution 242 qui demandait l'évacuation des territoires occupés. On y disait qu'il fallait effacer les séquelles de l'agression. Mais elles sont toujours là.

Les frontières définies par les Nations Unies en 1948 étaient-elles vraiment acceptées par Israël ?

Formellement, Israël avait accepté le plan de partage. Mais en pratique… Il est intéressant de se reporter au débat interne de la direction sioniste de l'époque. La majorité des dirigeants sionistes ne voulaient pas accepter ses frontières jugées trop étroites. Mais leur chef Ben Gourion leur a fait valoir que cela n'avait pas d'importance : « *Les Arabes refusent le partage.*

Donc il y aura la guerre, et dans la guerre nous modifierons tes frontières ». Et c'est exactement ce qui s'est passé. Le plan de partage offrait 55% du territoire aux Israéliens qui représentaient 30% de la population. Ensuite, il y a eu effectivement une guerre et aux termes des accords de Rhodes qui *y* mettent fin, Israël contrôle 78% du territoire de la Palestine entre la mer Méditerranée et le fleuve Jourdain. Ces lignes de cessez-le-feu, ce qu'on appelle la « ligne verte », vont s'éterniser si bien qu'elles ne sont toujours pas des frontières au sens international.

Cela explique pourquoi Israël est le seul État à ne pas avoir de Constitution qui délimite les frontières de son territoire ?

Tout à fait. La déclaration d'indépendance parle de la création d'Israël *« en tant qu'État juif sur la terre d'Israël ».* D'une part, ça veut dire qu'on institutionnalise la discrimination entre les citoyens juifs et les non-juifs. C'est donc un État qui a vocation à créer un régime d'apartheid. D'autre part, la « terre d'Israël » est un concept biblique et historique qui n'est pas défini géographiquement. Restant donc ouvert à l'expansion.

Comment les pays arabes ont-ils réagi à l'occupation de ces nouveaux territoires ?

Ils ont protesté par des démarches diplomatiques dans les limites qu'imposait alors la guerre froide. Avec le temps, on peut se rendre compte que ces recours diplomatiques étaient illusoires. Leur principale réaction a été un soutien verbal et un soutien matériel limité à l'auto-organisation de la résistance palestinienne. En fait, les États arabes qui soutenaient la Palestine avaient très peur que se radicalise la frustration de leurs propres populations face à la tragédie palestinienne.

Ces gouvernements arabes craignaient leurs populations?

Oui, il ne fallait pas qu'elles aillent trop loin dans la constatation de l'impuissance de leurs dirigeants. Les peuples arabes de la région ont été soumis à l'austérité politique et économique au nom d'une lutte patriotique. Mais tout cela paraissait bien vain à mesure que les régimes arabes dévoilaient leur impuissance. De plus, l'exemple palestinien démontrait qu'une résistance armée était possible sans le soutien des États. Il ne fallait donc pas que cet exemple devienne contagieux et inspire les populations arabes. A l'époque, tous les régimes de la région, qu'ils fussent alliés du bloc américain ou soviétique, étaient des régimes autoritaires qui ne laissaient pas la société civile respirer. Pour ces régimes, les Palestiniens représentaient le danger de l'auto-organisation populaire, voire de la démocratie.

Quelle a été la réaction de la communauté internationale suite à l'occupation des nouveaux territoires ? Des mesures ont-elles été prises ?

Non, à cause du clivage qui régnait à l'Assemblée générale des Nations Unies durant la guerre froide. Il y avait d'un côté l'Occident. Et de l'autre, le bloc socialiste et les pays du tiers monde. Ces derniers avaient ce que les Occidentaux qualifiaient avec regret de « *majorité automatique* ». Cette majorité condamnait Israël fermement, envoyait des commissions d'enquête, produisait des rapports, demandait l'application du droit international… Mais tout ça restait lettre morte. En effet, l'Assemblée générale des Nations Unies n'est qu'une fiction de démocratie. Le pouvoir s'exerce véritablement au niveau du Conseil de sécurité. Il est composé

de cinq membres permanents qui ont un droit de veto et c'est à son niveau que les sanctions contre Israël bloquaient et bloquent encore toujours. Ce Conseil de sécurité s'est toujours refusé à voter la moindre résolution contraignante pour Israël.

Les États-Unis ont beaucoup protégé Israël avec leur droit de veto ?

Systématiquement. C'est d'ailleurs une des garanties que les diverses administrations américaines fournissent périodiquement à Israël. Mais il faut préciser que tous les membres du Conseil ont un droit de veto. Les Soviétiques l'utilisaient aussi quand les problèmes se rapportaient à leur zone d'influence.

Les territoires conquis par Israël en 1967 sont-ils reconnus au niveau international comme faisant partie du territoire israélien ?

Non, la communauté internationale ne reconnaît pas l'occupation israélienne. Même pas l'annexion de Jérusalem-Est, ni celle de Jérusalem-Ouest. En effet, selon la résolution 181, la ville devait être un « *corpus separatum* », une sorte de tampon, ne faisant partie ni de l'État israélien, ni de l'État palestinien. C'est pourquoi toutes les ambassades sont installées à Tel Aviv et pas à Jérusalem.

Où s'arrêtera Israël alors que des colonies sont toujours en construction ?

Là où on l'arrêtera. Et le consensus politique qui se dégage actuellement sur ce sujet, c'est qu'Israël se retire sur les lignes de cessez-le-feu de 1949, c'est-à-dire qu'il récupère les frontières qu'il avait avant 1967.

À LIRE :

Ilan Halevi, *Face à la guerre. Lettre de Ramallah,* Actes Sud, Paris, 2005.

Tom Segev, 1967. *Six jours qui ont changé le monde*, Denoël, Paris, 2007.



Une nouvelle génération de réfugiés franchit le Jourdain, 1967.



Prisonniers palestiniens à Jérusalem, juin 1967.

6

Israël mène-t-il une colonisation sans limites ?

Israël est le seul État au monde dont la constitution ne précise pas les limites territoriales. Pourquoi ? Est-ce une démocratie qui se défend contre des menaces ou bien un État colonial ? Lorsqu'il annexe des territoires palestiniens ou ceux d'États voisins, est-ce de la légitime défense ou bien l'application d'une volonté d'expansion systématique, étape après étape ? De nos jours encore, la colonisation ne cesse d'avancer. Jusqu'où et pourquoi ?



ALAIN GRESH

Né en 1948 en Egypte» fils d'Henri Curiel (célèbre militant franco-égyptien juif assassiné en 1978). A étudié en France. Directeur adjoint du *Monde Diplomatique*. Spécialiste du Moyen-Orient, avec un blog très prisé. Il a coécrit plusieurs ouvrages avec notamment Dominique Vidal ou Tariq Ramadan.

Israël, c'est la dernière colonie ?

Plus cette question se prolonge et plus on se rend compte à quel point l'origine coloniale du sionisme est importante si l'on veut comprendre pourquoi cette question mobilise tant de gens. Car ça devient finalement la dernière question coloniale non réglée. Et ça devient aussi le symbole de ce qu'a été le colonialisme, sur lequel on a tendance à tourner la page. On parle des crimes du communisme, du nazisme et autres, mais le colonialisme est totalement oublié.

Pourtant, les défenseurs d'Israël disent qu'il ne s'agit pas d'un colonialisme, car il n'y a pas de métropole, à la différence des colonies françaises ou britanniques…

Un des textes fondateurs pour comprendre le sionisme a été celui de Maxime Rodinson, en 1967, dans la revue *Les Temps modernes : « Israël, fait colonial* ? ». Rodinson montre que le mouvement sioniste s'inscrit totalement dans la pensée et la pratique coloniales. Au départ, ça ne posait pas de problème. Ils s'en revendiquaient ouvertement. Aujourd'hui, le terme « colonialisme » a pris une connotation négative, mais à l'époque il ne l'avait pas.

En fait, il existe différents types de colonialisme. Globalement : un colonialisme de conquête avec contrôle indirect (les Britanniques en Inde, par exemple), et ce qu'on appelle le colonialisme « de peuplement » (Amérique du Nord, Afrique du Sud, Algérie, Palestine, Nouvelle-Zélande, Australie). Ce sont deux types différents, mais ils s'inscrivent dans la même logique. Le mouvement sioniste s'inscrit totalement dans cette

logique du colonialisme de peuplement. C'est-à-dire qu'on transfère des populations vers des territoires dont on pense ou bien qu'ils sont vides, ou bien que les populations qui y vivent n'ont pas de droit, sont des sauvages qu'on peut exterminer (idéologie du XIXe siècle).

Le sionisme n'aura jamais cette affirmation directe d'extermination, notamment parce qu'il se développe surtout après la Première Guerre mondiale, et c'est alors un discours que plus personne ne peut tenir. Mais il tiendra le discours du refoulement des populations. Ce discours, on le retrouve sans arrêt : « Les Arabes de Palestine ont d'autres territoires arabes. De fait, on peut les expulser. » De ce point de vue, non seulement ça s'inscrit dans un mouvement colonial mais c'est affirmé en tant que tel : Herzl, fondateur du sionisme, dit : « *Nous serons le point avancé de la civilisation* ».

En même temps, c'est un fait qu'aucun colonialisme ne peut survivre sans métropole…

En effet. Et, contrairement à ce qu'il affirme, jamais le sionisme n'aurait pu se développer sans être britannique, au moins jusqu'en 1939. Cette aide de la métropole, elle a bien existé pour le mouvement sioniste comme pour les autres.

Cependant, à un moment donné, le sionisme s'est révolté contre la métropole britannique…

Mais cela a eu lieu partout ! Cela n'a rien d'exceptionnel. Les colonialismes de peuplement ont connu deux cas de figure. Soit ils ont « réussi », c'est-à-dire qu'ils ont exterminé les populations locales (c'est le cas de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de l'Amérique du Nord) et c'est irréversible. Soit ils ont échoué comme en Afrique du Sud ou en Algérie, et à la

décolonisation, il y a eu accession à l'indépendance.

Le cas palestinien, est-ce un échec ou une réussite ?

A la fois un échec et une réussite, c'est un cas particulier. Cela s'exprime en termes démographiques : sur le territoire de la Palestine, il y a une moitié de Palestiniens et une moitié de juifs israéliens. Ces éléments sont importants, pour comprendre les actions d'avant 1948, mais aussi, ensuite, la volonté de confiscation des terres. Vous savez, le colonialisme s'est toujours joué autour de la question de la terre, c'est vraiment la question centrale.

Israël ne cesse d'étendre son territoire. Comment l'expliquez-vous ?

On a dit de leur idéologie qu'elle était laïque mais son texte, disons fondateur, c'est la Bible. Il se pose donc le problème de définir ce qu'est la Terre sainte. Et sur ce point, évidemment, personne n'est d'accord. Donc, cette volonté d'expansion territoriale ne s'est jamais démentie.

C'est vrai aujourd'hui, non seulement en direction de la Palestine, mais ils occupent aussi le Golan syrien, ils ont essayé pendant très longtemps d'occuper une partie du Sud-Liban. Oui, il y a cette volonté d'expansion, même si aujourd'hui elle ne correspond plus à une réalité démographique, car il n'y a plus d'émigration juive massive. A présent, elle se concentre en gros sur la Cisjordanie : là où le travail de colonisation peut donner des résultats. Penser qu'ils vont s'étendre encore au-delà ne me semble pas correspondre à la réalité.

Mais refuser que la constitution précise le territoire de ce pays veut dire qu'en fait Israël n'a pas accepté le territoire

accordé par l'ONU en 1948, et le considérait seulement comme une étape vers...

Tout à fait. La direction sioniste a toujours été très habile sur le plan tactique international. Au fond, ils savent comment fonctionne le système de la légalité internationale, et ils savent toujours dire « oui » alors qu'ils pensent « non ». Tandis que les Palestiniens disent « non » alors qu'ils pensent « oui ». Le cas du plan de partage de 1948 est très intéressant, Ben Gourion (premier Premier ministre d'Israël) l'accepte. Pas du tout parce qu'il est d'accord avec les frontières, mais il pense que cela lui permet d'avoir le soutien de la communauté internationale, et qu'à partir de là, ce sont les armes qui vont régler les choses. On en revient toujours à la question coloniale, mais Israël est une partie de l'Occident et ses dirigeants savent comment faire avec les États occidentaux, qui jouent le rôle essentiel dans cette communauté internationale. Alors que les Palestiniens, eux, ne le savent pas.

S'agit-il d'un État fondamentalement expansionniste qui, en fait, recherche les opportunités de s agrandir, au fur et à mesure de son Histoire ?

Ce qui frappe, hier et aujourd'hui, c'est le caractère militariste de cette société, le poids de l'appareil militaire et sécuritaire dans les décisions politiques. C'est le poids du complexe militaire. Et de l'idéologie selon laquelle seule la force permet de régler les problèmes.

Ce n'est pas forcément expansionniste. Si on prend l'exemple de la guerre du Liban en 2006, je ne pense pas que les Israéliens veulent retourner aujourd'hui au Sud-Liban, pour

des raisons politico-militaires. Mais ils sont dans cette logique « il faut frapper ». Donc, le caractère militariste prime sur le caractère expansionniste.

Une carte sioniste de 1922 prévoit beaucoup plus que le territoire de 1948…

Oui, mais il y a eu mille propositions. Il faut éviter de voir un grand plan préétabli. Ils accueillaient des centaines de milliers de gens et donc il fallait leur trouver des territoires. Les sionistes voulaient occuper cette terre. Sur cette terre, il y avait une population palestinienne et il fallait la refouler. La question de savoir s'il y a eu un ordre central est assez peu intéressante. Il y avait une logique de nettoyage ethnique, qui était implicite et que tout le monde comprenait. D'ailleurs, le cas des Palestiniens qui sont restés (en Galilée et à Nazareth) s'explique par une décision d'un commandement local qui a dit : *« Je ne veux pas les expulser »*. Mais c'est une exception.

Les sionistes disent que les Palestiniens sont partis volontairement en 1948…

Et alors ? Depuis quand des gens qui fuient les combats, n'ont-ils pas le droit de rentrer chez eux, une fois les combats terminés ? Cela n'a aucun rapport. Oui, à certains endroits (Haïfa), ils sont partis à l'appel de leurs dirigeants, En quoi cela limiterait leur droit à retourner chez eux ?

Il existe en Israël une « loi sur la propriété des absents », qui en fait bafoue le droit…

Les Arabes israéliens ont vu leurs terres confisquées. Notamment jusqu'en 1966, à travers toutes les lois militaires qui étaient des lois d'exception. Ensuite, on voit bien ce qui se

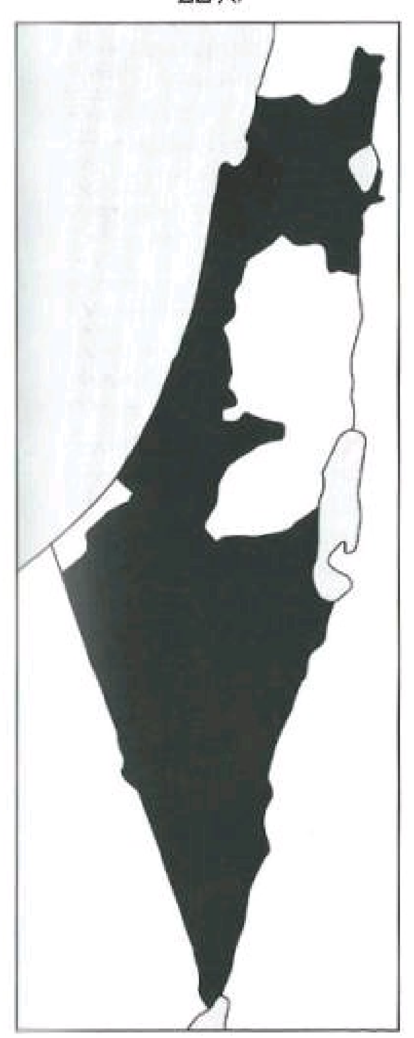
passe aujourd'hui à Jérusalem : une logique d'expulsion et de nettoyage ethnique. Seule la forme a changé. Israël possède un droit à deux vitesses, favorable aux juifs et discriminant les arabes. Certes, il ne faut pas tomber dans la caricature. Le régime israélien est plus démocratique que le régime de l'apartheid : il y a plus de recours possibles.

Evolution de la colonisation :

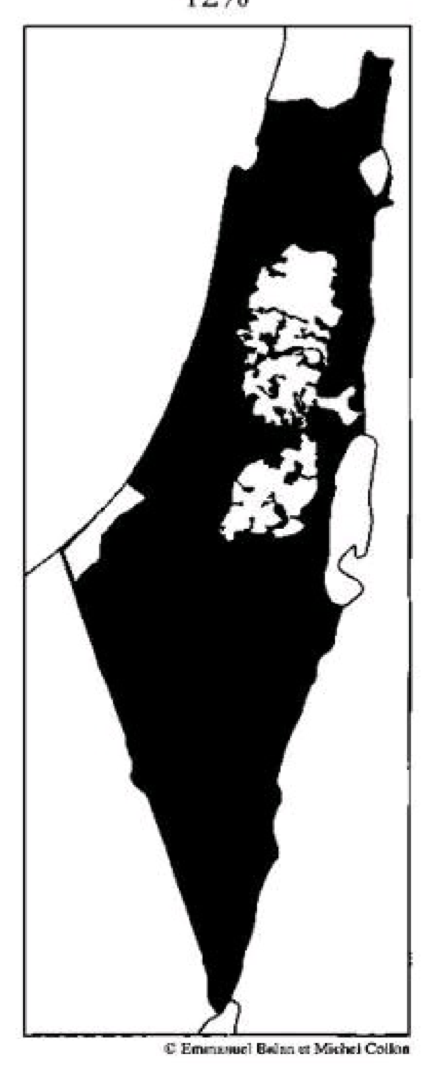


les Palestiniens se font voler leur terre…

En 1967 :
22%



En 2010 :
12%



Israël a aussi tenté de s'emparer d'une partie de la Syrie : le plateau du Golan...

Pour contrôler ses ressources en eau, enjeu majeur. Mais c'est aussi à cause de l'idée que « seule la force prime ». Car si on se place d'un point de vue logique : pour Israël, signer un accord de paix avec la Syrie, ce serait vraiment un atout extraordinaire. Cela signifierait la paix avec le Liban, et la paix avec tous les voisins arabes pour un prix qui est le Golan et qui n'est pas très élevé. Avec une certitude que l'accord sera respecté comme il a été respecté avec l'Egypte et donc, en « marginalisant » d'une certaine manière les Palestiniens.

En plus, les Syriens avaient donné la garantie qu'Israël aurait accès à l'eau. L'accord était quasi signé. Donc la question de l'eau est importante, oui, mais il y a une vision paranoïaque des dirigeants israéliens. De ce point de vue, cet État n'est pas très différent de ce qu'était l'Afrique du Sud. Paranoïaques, ils ont l'impression qu'ils sont entourés d'ennemis, ne comprenant que la force. La moindre concession, le moindre compromis, c'est le début de la fin.

Est-ce pour cette raison qu'ils ont la hantise de ce qu'ils appellent «problème démographique » et voient comme un danger les Palestiniens qui vivent sur ce territoire ?

Israël est dans une contradiction insoluble : voulant, d'une part, être un État juif et, d'autre part, se prétendant un État démocratique. Israël a aujourd'hui sous son contrôle « légal » les Arabes israéliens et sous son contrôle « de fait » la Cisjordanie. Donc, en tout, cela fait une moitié de juifs israéliens et une moitié de Palestiniens israéliens.

Alors, ils sont confrontés à un dilemme. Soit Israël est l'État de ses citoyens, dans lequel il n'y a plus de majorité juive. Soit il s'agit d'un État d'apartheid, qui refuse le principe un homme = une voix. Et dans ce cas, il perd une partie de sa légitimité en Occident. Et même auprès d'une partie de sa population.

C'est une des raisons pour lesquelles Israël a intérêt à maintenir le mythe de négociations avec les Palestiniens. Pour répandre l'idée que, finalement l'Autorité palestinienne s'occupe des populations palestiniennes, ce n'est pas Israël qui en est responsable. Donc, pour eux c'est l'idéal, c'est une situation de facto où ils annexent le territoire mais pas les populations.

Certains disent : « A terme, ils vont expulser les populations ».

Je ne dis pas que c'est un choix impossible, mais il faudrait vraiment un cataclysme pour en arriver là. Nous ne sommes plus en 1948, lorsque l'Europe n'a littéralement « pas vu » l'expulsion des Palestiniens. Les journalistes qui étaient sur place ne l'ont pas vue. Aujourd'hui, ce n'est plus possible. Les Palestiniens ont une expérience, il faudrait les mettre de force dans des camions pour qu'ils s'en aillent.

On a donc une situation sans solution. Qui aboutira, selon moi, à accentuer le caractère autoritaire, à augmenter le poids de l'extrême droite. Et peut-être à terme à abandonner la prétention d'être un État démocratique.

Dans un rapport, la CIA annonce la disparition probable d'Israël...

Ils ont en effet cette peur d'être, à terme, minoritaires. Ce qui saperait les bases de l'État d'Israël tel qu'il est. De toute façon,

l'idée de créer un État juif a échoué : l'idée était de créer un havre de paix pour les juifs ; or, Israël est sans doute l'endroit où les juifs sont le moins en sécurité.

Et elle a échoué parce qu'en réalité, personne n'est capable de définir ce qu'est un État juif. Le fait qu'il n'y ait pas de constitution, l'impossibilité de définir ce qui est juif et ce qui ne l'est pas... Pour ceux qui ont pensé qu'on pouvait créer un État juif, je pense que c'est un échec total. Ce qu'on a créé, c'est un État occidental colonial. Cela ne veut pas forcément dire qu'il va disparaître, car des entreprises de colonisation ont réussi en exterminant ou en éliminant les populations locales, en Australie ou en Amérique du Nord.

Quel rôle joue exactement la question juive dans ce conflit?

Elle en est un aspect très important. Le poète palestinien Darwish disait en discutant avec Godard: *«Le monde «e s'adresserait pas à mus de manière si importante, si notre ennemi n'était pas les juifs [israéliens] »*. De fiait, cette dimension ne peut pas être totalement ignorée, car elle différencie le conflit israélo-palestinien des autres conflits coloniaux. Ce qui s'est passé en Europe est une telle tragédie dans l'histoire du XXe siècle que, évidemment, cela a des conséquences politiques. Sinon, la Palestine soulèverait une solidarité beaucoup plus grande. Quand je lis les rapports sur les atrocités à Gaza, et que je vois l'indifférence qui accueille tout ça, c'est impossible à comprendre en dehors de la position européenne. Laquelle a deux aspects. Un aspect colonial : en gros, on est solidaire des Blancs, ce qui se passe chez les Arabes ne nous intéresse pas. Et le deuxième aspect : on paie le génocide des juifs. A la limite, si d'autres souffrent, ce n'est

pas grave, car il y a eu le génocide des juifs.

Paradoxalement, ce conflit n'est-il pas destructeur également pour les juifs ?

Il y a eu une collaboration intéressante entre l'Afrique du Sud et Israël, en 1948. A cette date, arrive au pouvoir en Afrique du Sud le parti national, le parti d'extrême droite qui a mis en place l'apartheid. L'État d'Israël est créé pratiquement au même moment. Et les deux coopèrent, ce qui est intéressant car le parti national était un parti ouvertement antisémite. Un célèbre anthropologue israélien disait de cette alliance : *« En fait, ce que les Sud-africains acceptaient chez Israël, c'est qu'ils étaient le contraire des juifs ».* Ils étaient, d'une certaine manière, transformés : de juifs stéréotypés (transnationaux, faibles, etc.), ils devenaient des colons. Cette transformation explique leur alliance.

Finalement, Israël est arrivé à détruire certaines traditions juives dont la solidarité, en devenant une nation comme les autres. Albert Einstein, pourtant prosioniste dans les années 40, mettait en garde les juifs, en disant qu'ils allaient devenir un peuple comme les autres, des nationalistes comme les autres, et donc perdre certaines valeurs de la tradition juive.

Face à cette colonisation, constante et impitoyable, on ressent en Europe -notamment dans la communauté musulmane - un sentiment d'impuissance par rapport à Israël. Voyez-vous un espoir de solution ?

A court terme, aucun. J'ai toujours été partisan d'une solution à deux États, non qu'elle me semblait la plus juste, mais c'était la seule qui me semblait politiquement réaliste. Aujourd'hui, je

le pense de moins en moins. Et la solution à un État n’est pas envisageable. Y compris parce qu’aujourd'hui, le pouvoir palestinien n’est pas capable de la penser.

Là également, la comparaison avec l’Afrique du Sud est intéressante : la solution à un État a été le résultat d’une stratégie de trente ans du mouvement de libération ANC, qui intégrait les communautés blanches et métisses à la lutte des Noirs. Pas seulement pour leur projet, appelé « Arc-en-ciel », mais aussi en s’intégrant dans une lutte commune. Aujourd’hui, les Palestiniens sont loin d’être capables de penser comme ça.

En même temps, ce qui se passe dans ces territoires (notamment à Gaza) est au-delà de l’imaginable et nous interpelle. Ce n’est pas possible de laisser faire ! Ce sont vraiment des crimes contre l’humanité. La solution existe, et c’est la seule : des mesures de sanctions contre Israël. C’est-à-dire faire payer le prix de l’occupation. Les campagnes de boycott, désinvestissement, sanctions, les procès contre les sociétés comme Veolia, etc (voir chapitre 20). Cela, ça peut avoir un effet. D’ailleurs, je suis peut-être optimiste, mais je pense que Gaza a changé quelque chose dans l’opinion européenne, On sent un isolement d’Israël.

À LIRE :

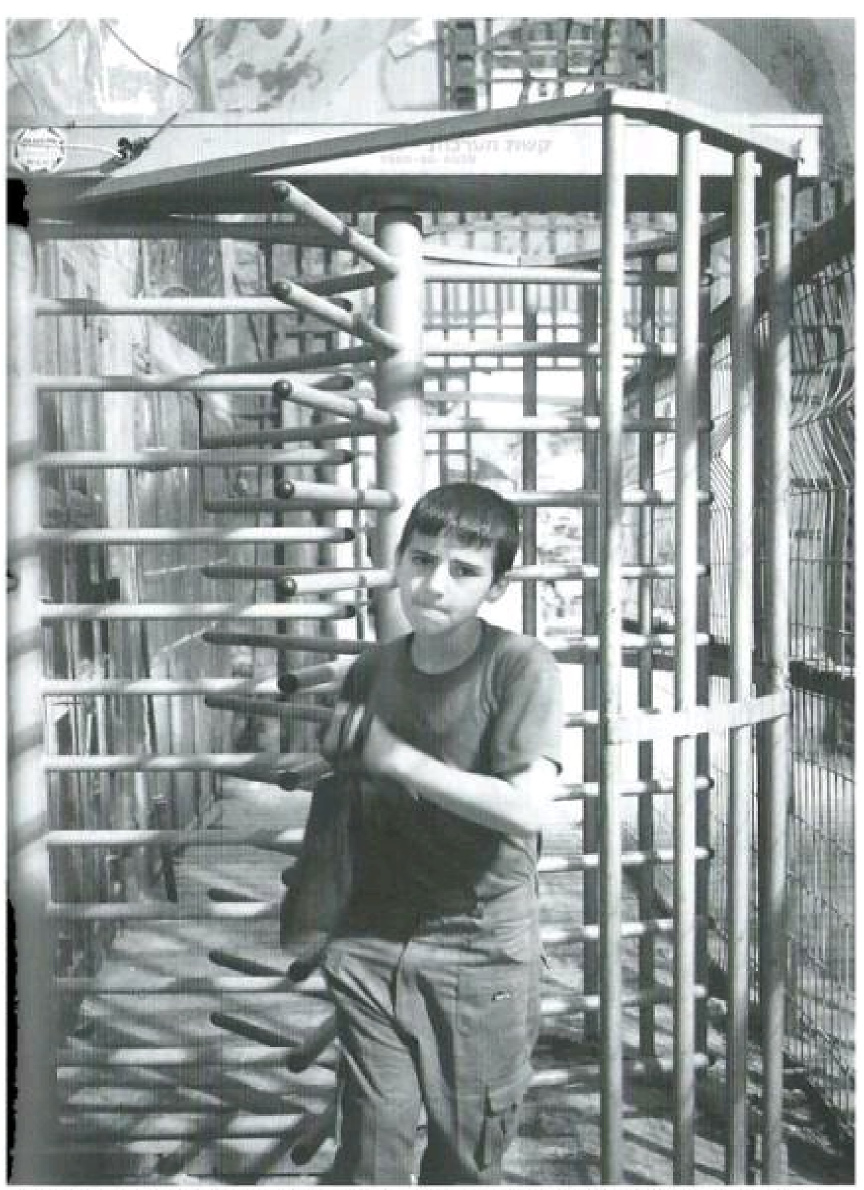
Alain Gresh, *Israël, Palestine. Vérités sur un conflit*, Fayard, Paris, 2001


© Véronique Vercheval

La Cour internationale de justice : « *L'édification du mur qu'Israël, puissance occupante, construit dans le territoire palestinien occupé, et le régime qui lui est associé, sont contraires au droit international.* » Mais, tel un long serpent, le mur continue à s'enfoncer toujours plus profondément en terre palestinienne.


© Véronique Vercheval

Le mur à la lisière du camp d'Aïda, dans la banlieue de Bethléem.



Tandis que les frontières légales d'Israël ne sont pas définies par sa constitution, il se permet de définir celles des Palestiniens.

7

Une société intoxiquée par la haine ?

Partout dans le monde, on a ressenti une immense compassion envers les victimes de Gaza. On s'est indigné face aux crimes que l'armée israélienne commettait contre des femmes, des enfants, des médecins… Mais en Israël, le tableau a été différent : la majorité de l'opinion soutenait l'armée israélienne et exigeait même qu'elle aille « jusqu'au bout ». Pour expliquer cette étonnante insensibilité, nous avons fait appel à quelqu'un qui vit en Israël…



ILAN PAPPE

Fils d'Allemands juifs ayant fui le nazisme. Né en Israël, études à Oxford. Un des « nouveaux historiens » qui ont étudié les archives et révisé l'histoire d'Israël. Professeur à Haïfa. A été directeur de l'institut pour la Paix, on institut de recherche arabo-juif. Auteur de plusieurs livres écrits en hébreu, mais non publiés en cette langue.

Israël se dit forcé de se défendre. Contre des terroristes à l'intérieur. Et contre des États voisins hostiles à l'extérieur. Vous qui êtes Israélien, ressentez-vous une telle menace ?

Objectivement, on se sent menacé quand on vit en Israël : ça pourrait être la guerre, un attentat suicide ou bien, dans mon cas, une violence provoquée par mes opinions et mes activités. La question importante n’est pas de savoir si les gens se sentent en insécurité : la réponse est oui. La question, c’est pourquoi ?

Ce que la plupart des Israéliens n’arrivent pas à voir, c’est le lien qu’il y a entre cette insécurité et la politique israélienne. Passée et présente. La raison principale de cette insécurité individuelle et collective, c’est la nature agressive de l’idéologie sioniste à l’égard des Palestiniens. Cette croyance quasi religieuse que les Arabes « ne comprennent que le langage de la force ». Et puis, la peur est aussi très souvent manipulée par les pouvoirs israéliens afin de produire une fausse solidarité ou de justifier une future agression.

Les mariages mixtes - entre juifs israéliens et arabes palestiniens - semblent fortement désapprouvés en Israël. Pourquoi ?

Principalement pour deux raisons. D’une part, la politique de l’État : il favorise la ségrégation entre les communautés, exprimant clairement que ceci ne sera pas encouragé et provoquera de nombreuses difficultés dans la vie quotidienne. D’autre part, il existe dans les deux communautés de fortes présomptions contre de tels mariages (à moins que les époux

soient prêts à se convertir au judaïsme ou à l'islam).

Dans le cas des juifs, c'est du pur racisme. Et dans le cas des familles palestiniennes, cela peut en être aussi. Mais le plus important est le sentiment qu'une telle union représente une sorte de trahison, qui abandonne le reste de la communauté à son affreuse situation.

Cela veut dire que les Arabes sont méprisés et qu'il s'agit de garder «pure » la terre d'Israël ?

Oui, telle est bien la nature du racisme.

Israël affirme craindre la « question démographique ». Qu'est-ce que cela veut dire ?

Il existe un consensus à l'intérieur du sionisme : pour que l'État juif survive, il doit avoir le plus possible de la Palestine et le moins possible de Palestiniens. On peut tolérer un petit nombre de Palestiniens, car cela prouvera qu'Israël est. un État démocratique. Mais ne pas dépasser ce petit nombre, aussi bien les Israéliens de gauche que les Israéliens de droite pensent que c'est essentiel. Et ils sont prêts à sacrifier toutes leurs valeurs afin de conserver une majorité juive. Voilà qui explique le nettoyage ethnique hier et aujourd'hui. Et la politique générale envers les Palestiniens où qu'ils soient.

Quand les juifs sont arrivés pour créer l'État d'Israël, trouvaient-ils normal de s'installer sur des terres déjà occupées par d'autres gens ? Ou bien éprouvaient-ils des remords ?

Ils sont arrivés à différentes époques. Ceux qui vinrent en 1882 considéraient les Palestiniens comme des étrangers qui occupaient la patrie juive. Ceux qui vinrent en 1948 n'ont pas

vu beaucoup de Palestiniens, car ils se sont installés dans des villages qui avaient été détruits ou dans des maisons qui avaient été vidées de leurs habitants. D'une façon générale, à ce moment-là et à présent, la plupart des juifs d'Israël considèrent qu'ici, c'est leur patrie et que tout qui n'est pas juif est un étranger. Même s'il s'agit de Palestiniens qui vivent ici depuis mille ans.

L'école israélienne explique-t-elle comme il faut le conflit qui plonge Israël dans la violence depuis soixante ans ?

Sa principale explication, c'est le bon vieil « antisémitisme » : on hait les juifs partout. Y compris en Israël et, avant cela, en Palestine. Cette « haine » est attribuée à la nature de la culture arabe et à la définition de l'Islam. En mélangeant ces trois éléments dans cette réalité déformée, vous obtenez une image des Arabes et des Palestiniens dont la pulsion première est de tuer autant de juifs que possible et de les chasser d'Israël.

Depuis la deuxième Intifada en 2000, il semble qu'il y ait de moins en moins de contacts entre les Israéliens et les Palestiniens des territoires occupés.

Cette absence de contacts a deux motifs. D'abord, ceux qui, en Israël, se proclament « le camp de la paix » sont déçus que les Palestiniens aient refusé le diktat israélien aux négociations d'Oslo (en 1993, voir chapitre 10). Déçus que les Palestiniens ne se soient pas montrés satisfaits de vivre dans deux bantoustans (des enclaves isolées et sans autonomie), sans que les réfugiés palestiniens aient le droit de revenir dans leur patrie, ni d'avoir une capitale à Jérusalem.

Ensuite, les Palestiniens vivant dans les territoires occupés

sont de moins en moins intéressés à continuer des contacts sans résultat, même avec des Israéliens de bonne volonté. Pourquoi ? Parce que ces contacts ont pour seul effet de permettre à Israël de prétendre qu'il est une nation « recherchant la paix », alors qu'en même temps il augmente l'oppression et élargit son occupation. Beaucoup de Palestiniens estiment à présent que seule la pression venant de l'extérieur mettra fin à l'occupation. Ou bien une lutte prolongée. Mais pas ce genre de faux « dialogue » né à partir d'Oslo.

Les Israéliens seraient-ils mal informés ? Sur Internet, circulent de nombreux articles parus dans le quotidien Haaretz et critiquant parfois très fortement la politique israélienne. Mais est-il fort lu ?

Les voix critiques sont très minoritaires dans *Haaretz* La plupart des articles y sont prosionistes et progouvernementaux. Donc, même si les Israéliens lisent *Haaretz* (et ils sont 7% à le faire), ils n'y apprennent pas grand-chose.

En fait, la plupart des Israéliens ne sont pas au courant parce que le système politique et médiatique leur fournit une vue déformée. Et ceux qui sont plus éduqués ne veulent pas savoir, car cela les forcerait à agir, et ils ne veulent pas s'impliquer.

Quels médias ont la plus grande audience et comment influencent-ils les gens ?

Les Israéliens regardent surtout les nouvelles à la télévision, écoutent la radio israélienne et lisent deux grands quotidiens *Maariv et Yediot Achronot. Le message véhiculé est : « il n'y*

a plus de problème en Cisjordanie, ce qui s'y passe est sans intérêt ; quant au problème de la bande de Gaya, l'armée trouvera la solution. »

L'opinion européenne et internationale a été indignée par la brutalité israélienne contre les civils de Gaza. Mais en Israël, la réaction semble avoir été différente. Une question d'information ?

L'image donnée de Gaza est celle d'un million et demi de terroristes. Dès lors, la seule critique en Israël a été que l'armée n'y allait pas assez fort !

L'armée israélienne, qui emploie la violence depuis 1948, est-elle un facteur qui influence l'opinion ? Quels sentiments règnent parmi ses jeunes soldats ? Sont-ils fiers ou forcés ?

Israël, c'est une armée avec un État. Il s'agit d'une société militariste. C'est l'armée qui contrôle la prise de décision en ce qui concerne la guerre et la paix, c'est elle qui maintient l'occupation et cela affecte la politique suivie envers la minorité palestinienne qui vit à l'intérieur d'Israël. L'armée a beaucoup d'influence : pas seulement à travers ceux qui font leur service, mais aussi à travers ceux qui y ont servi et les généraux à la retraite...

Puisqu'ils font tous leur service militaire, les Israéliens sont donc quand même au courant des atrocités perpétrées par l'armée de leur pays. Trouvent-ils ça juste ? Ont-ils raison de trouver la politique de leur pays appropriée ?

Tous les militaires ne servent pas dans les territoires occupés. Et ceux qui le font, reçoivent un endoctrinement suffisant pour les empêcher de voir les Palestiniens comme des êtres

humains normaux. Les Palestiniens sont considérés comme de dangereux étrangers qu'il faut traiter comme des animaux afin de « sauver la patrie ».

Outre ce mépris fondamental envers les Palestiniens, existe-t-il également, au sein même de la société israélienne, un mépris des juifs ashkénazes envers les juifs sépharades ?

Il existait. Mais, après l'arrivée d'un million d'immigrants russes et d'un grand nombre de juifs orthodoxes, je pense que cette tension n'est pas la plus importante. Nous avons une société multiethnique dans laquelle les juifs d'origine arabe nient leur caractère arabe, tandis que les juifs d'origine européenne nient le fait qu'ils vivent au milieu du monde arabe.

Vous avez parlé des bantoustans et évoqué l'Afrique du Sud. Le racisme institutionnalisé semble une composante importante de la société israélienne.

En effet, les ressemblances sont nombreuses. Le fond est le même : il s'agit d'un colonialisme de peuplement et dans les deux cas, il y a eu vol de la terre et nettoyage ethnique.

Le système légal d'Israël envers les citoyens palestiniens ressemble aux lois d'apartheid, bien qu'il ne s'agisse pas d'un apartheid comme tel, lequel nécessite une séparation publique totale des communautés. Mais le régime d'occupation en Cisjordanie et l'étranglement de Gaza depuis 2005 sont bien plus graves que ne l'était l'apartheid en Afrique du Sud.

À LIRE :

Michel Warschawski, *À. tombeau ouvert : la crise de la société israélienne*, La Fabrique, Paris, 2003.

Sylvain Cypel, *Les Emmurés. La société israélienne dans l'impasse,* La Découverte, Paris, 2006.





« Allez vous faire foutre. Nous sommes d'Israël ».
Souk de la vieille ville de Jérusalem, 2007.



© Véronique Vercheval

Tous les vendredis, des femmes israéliennes manifestent à Jérusalem.

8

Notre vie de Palestiniens

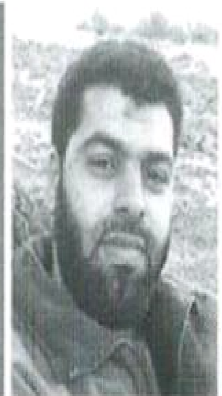
« Les Palestiniens ne sont pas des gens comme nous. » Un sentiment, conscient ou inconscient, mais qui semble assez largement répandu en Europe,

Eh bien si ! Ce sont des gens tout à fait pareils aux Européens. Ils ont, comme nous, des maisons, des soucis d'argent, des histoires d'amour, des enfants. Sauf que leurs maisons sont assez souvent détruites par l'occupation, leurs soucis d'argent énormes à cause de cette même occupation, leurs histoires d'amour parfois contrariées et leurs enfants se font souvent emprisonner, voire assassiner, toujours par l'occupant.

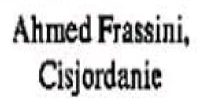
Quatre Palestiniens nous disent ce que ça fait, sur le plan humain, d'être Palestinien. Leurs témoignages illustrent combien ce peuple est morcelé, éparpillé, traumatisé. En effet, Ahmed vient de Cisjordanie occupée. Mohamed de Gaza étranglée par le blocus. La famille de Saleem vit depuis soixante ans dans un camp de réfugiés. Quant à Hanan, elle vit en Israël. La parole aux victimes…











Ahmed Frassini, Cisjordanie

Hanan Wakeem, vivant en Israël

Mohamed Al Hawajri, Gaza

Saleem Albeik, réfugié en Syrie

Emprisonné et torturé par Israël à douze ans !

Ahmed Frassini, Cisjordanie

Pouvez-vous nous parler de vous et de la vie des Palestiniens en Cisjordanie ?

Je m'appelle Ahmed Frassini. Je suis né en Palestine dans la région de Jénine, en 1975, dans une famille palestinienne modeste. La réalité de l'occupation ne m'est apparue que lorsque mon grand-père a voulu retourner, avant sa mort, voir la maison d'où il avait été expulsé, à Haïfa. Mon père et moi l'avons accompagné. Lorsque nous sommes arrivés, mon grand-père a vu qu'une famille israélienne occupait sa maison natale. Sous le choc, il est tombé par terre et a été pris d'une crise d'asthme. J'étais jeune, mais cette scène m'a fait saisir toute la violence de l'expulsion et de l'occupation. Mon grand-père m'a ensuite raconté cette histoire. Il ne cessait de m'en parler avec des anecdotes et des détails de sa vie à Haïfa. Depuis ce jour, lorsque quelqu'un me demande d'où je viens, je réponds que je viens de Haïfa.

Comment avez-vous vécu l'occupation ?

J'ai ressenti la réalité de l'expulsion en voyant mon grand-

père et mon père faire la file pour recevoir de la farine, du sucre ou du sel venant de l'aide alimentaire des Nations Unies. Malgré tout, on vivait correctement. J'allais à l'école, j'avais de beaux habits... J'étais même toujours premier de classe !

Comment avez-vous vécu la première Intifada en 1987 ?

Tout a changé. Je passais plus de temps dans les manifestations anti-occupation qu'à l'école. Mais, un soir, vers deux heures du matin, plusieurs jeeps de l'armée israélienne ont fait irruption dans mon village en faisant énormément de bruit. Les soldats tiraient en l'air. Ils sont entrés chez moi en criant à mes parents qu'ils venaient m'arrêter,

Mon père leur a dit que c'était impossible, j'avais à peine douze ans à l'époque ! Le responsable de l'armée a répondu que j'en avais vingt et un. Je suis né en 1975 et nous étions début 1988. Mais même en ayant sous les yeux mes papiers et ma date de naissance, le responsable persistait à dire que j'avais vingt et un ans. Nous étions impuissants, désarmés ! J'ai donc été emprisonné, Mais le jour du procès, grâce à des organisations pacifiques qui sont entrées de force dans la salle du tribunal, j'ai été relâché.

Ces trois semaines passées en prison m'ont marqué. J'ai été longuement interrogé et torturé. On m'a électrocuté en branchant des fils à mes oreilles. J'ai été privé de sommeil. On m'a enfermé dans des placards. On me frappait souvent. On m'a même enfermé dans les toilettes, où j'étais obligé de rester quand les soldats faisaient leurs besoins. Quand on a vécu ça, on voit la vie autrement !

Quelles ont été pour vous les conséquences psychologiques ?

Cela m'a renforcé, a forgé ma personnalité, et je suis sorti de l'enfonce. A l'époque, la prison ne m'a pas détruit. Ce n'est qu'aujourd'hui que j'en ressens les séquelles à travers mes cauchemars.

J'ai repris ma scolarité en restant impliqué dans la lutte. Et je suis retourné en prison trois fois alors que j'étais toujours mineur. J'ai même dû dormir à la belle étoile pendant six mois, car la police israélienne me recherchait. Quand l'Intifada a touché à sa fin en 1993, je n'en pouvais plus, j'étais fatigué. J'avais perdu mes bons résultats scolaires, et causé bien des soucis à mes parents. Les soldats israéliens ont confisqué à mon père les papiers de sa société de bâtiment, ce qui l'a empêché de travailler pendant six mois.

En 1993, avant d'autoriser la création de l'Autorité palestinienne, le gouvernement israélien a décidé de « nettoyer » tout ce qui était subversif à ses yeux en Cisjordanie. J'étais sur la liste. Ils m'ont donné le choix entre coopérer avec eux, rester en prison ou m'exiler pour trois ans au minimum. J'ai décidé de partir. Mais, juste avant mon départ, les soldats m'ont reconduit en prison où je suis resté trois mois.

C'est l'Autorité palestinienne qui m'a relâché. J'ai été suivre un cours de journalisme intensif en Israël. Puis, je suis parti en Russie en 1994 pour étudier le cinéma. Après ces études, je suis revenu travailler en Palestine en tant que journaliste et réalisateur de 1999 à 2003. J'ai donc vécu la deuxième Intifada. En 2003, de nouveau, je n'en pouvais plus. Toutes ces injustices m'épuisaient…

En tant que journaliste, vous ne pouviez rien faire ?

Je travaillais comme journaliste et réalisateur avec une équipe

de reporters occidentaux, des Américains, des Italiens, des Belges... Même quand étaient là, les militaires attaquaient fréquemment le bureau où l'on travaillait. Un jour, ils sont entrés de force, nous ont obligés à rester couchés à terre côte à côte, et un soldat israélien s'est amusé à nous marcher sur le dos. Ils se fichaient de savoir si nous étions de Palestine ou d'ailleurs !

Votre opinion sur ces journalistes ?

Beaucoup ne recherchaient que le scoop. Mais il y avait aussi des gens désireux de montrer la réalité. Je me souviens par exemple d'un journaliste travaillant pour *CNN*, Michael Holmes. II avait fait un « direct » honnête sur l'attaque de Ramallah par l'armée israélienne en 2002. La direction de *CNN* n'était pas contente. Il avait par ailleurs reçu des mails insultants et des menaces de morts.

Un jour qu'il se trouvait dans sa jeep de journaliste, un commando israélien a tiré une balle qui a perforé la vitre blindée sans le toucher. *CNN* a averti Holmes qu'il y avait trop de risques et que son équipe n'était plus couverte par l'assurance. Mais Holmes est resté ! Deux jours plus tard, deux jeeps de l'armée israélienne sont venues le chercher de force, les soldats l'ont amené à l'aéroport et il a dû retourner aux États-Unis. Sans rien sur lui, aucune cassette, aucun document !

L'Intifada, c'était vraiment très dur. Nous assistions à des scènes terribles, des enfants étaient tués. A la fin de l'Intifada, je suis parti suivre un doctorat en Russie et j'y ai organisé des activités culturelles sur la Palestine. C'est là que j'ai rencontré celle qui allait devenir ma femme, une Belge venue apprendre

le russe. Nous nous sommes mariés et depuis, je vis et travaille en Belgique.

Quels souvenirs votre famille garde-t-elle de la guerre qui a eu lieu en 1948?

Mon grand-père m'a dit qu'avant 1948, la cohabitation entre Arabes et juifs se passait sans soucis majeurs. Lui-même, travaillant dans les chemins de fer, voyait arriver de nombreux trains chargés d'immigrants juifs. Il sentait qu'il se passait quelque chose. Certains Arabes s'efforçaient d'aider les juifs qui arrivaient, en leur donnant un peu de nourriture, un coin d'habitation, voire un bout de terrain où construire. Il n'y avait pas l'idée de vendre ou de céder du terrain, plutôt d'offrir l'hospitalité et d'aider des gens démunis.

Mais du jour au lendemain, les Britanniques ont quitté la Palestine et les juifs ont opéré comme bon leur semblait. A Haïfa, mon grand-père, ma grand-mère et des tas de gens ont dû se regrouper sur une place. Ils ont été sommés de quitter la ville immédiatement, sans même pouvoir prendre quelques affaires. On leur a désigné des directions à emprunter. Ma famille s'est retrouvée perdue au milieu de rien, sans maison, sans travail, mangeant des racines trouvées à même le sol. Finalement, ils se sont établis dans un village. C'était la *Nakba,* la « catastrophe ».

Et la guerre de 1967 ?

En 1967, alors que la troisième guerre israélo-arabe était sur le point d'éclater, le régime jordanien, qui voulait se donner une image de défenseur des Palestiniens, leur distribua des fusils. Mais c'étaient des armes très usées et inefficaces.

Mon grand-père et ses amis s'étaient engagés pour combattre, mais les Jordaniens les tenaient éloignés des zones de combat. Lorsque la guerre s'approcha, il a vu des soldats jordaniens se déguiser en femmes pour fuir incognito et regagner la Jordanie. Mon père et ses amis voulaient se battre, mais le matériel qu'on leur avait laissé était inutilisable. Longtemps, les Palestiniens ont cru à une aide des armées égyptienne, irakienne et jordanienne, mais en vain. Finalement, mon père a dû fuir, avec mes grands- parents, vers la Cisjordanie. C'était la deuxième fois qu'ils étaient expulsés, l'histoire se répétait…

Comment se passe la vie quotidienne des Palestiniens de Cisjordanie ?

En fait, nous avons vécu plusieurs phases. A la fin des années 1970, des frontières s'étaient ouvertes, le commerce s'était développé et quelques Palestiniens s'étaient enrichis. Nous avions le droit de nous rendre en Israël et d'y séjourner un peu. C'était une époque relativement agréable. Les Israéliens voulaient nous faire oublier la réalité du conflit.

Mais cela s'est terminé en 1987 avec la première Intifada. Les tensions ont resurgi. Et, d'un certain côté, tant mieux. Pour nous Palestiniens, cela nous a permis de nous ressouder, de reprendre conscience des enjeux de notre lutte. Pour certains d'entre nous, très jeunes, cela nous a permis de découvrir l'histoire de notre pays, d'être conscients de ce qui s'était passé en quarante ans.

Entre la première Intifada et la deuxième, ce fut une drôle de période. Avec les négociations et les accords d'Oslo (voir chapitre 10), il y avait un retour de l'ordre et du travail. Mais il y avait aussi du mécontentement. Nous avions perdu le

contrôle des ressources naturelles, et rien obtenu sur les frontières, ni sur le droit au retour des réfugiés, ni sur le statut de Jérusalem, Cette période d'accalmie nous avait juste permis de reprendre notre souffle.

Mais ça n'a pas duré. La deuxième Intifada a éclaté, et elle ne valait pas la première. Elle était moins populaire et plus politique. Mais surtout, le résultat a été pire. Car nous avions perdu confiance en nous-mêmes. D'abord, parce que l'Autorité palestinienne était inefficace et minée par la corruption, Oslo, Dayton, tout cela ne donnait rien. De plus, nous nous sentions abandonnés par les Arabes, ignorés par les Européens et opprimés par les Israéliens que les États- Unis soutenaient.

Je crois que la grande victoire d'Israël, à ce moment-là, a été de nous avoir cassés de l'intérieur. Après tout, les problèmes quotidiens, les check points, les frontières fermées, les salaires minables et toute cette guerre économique, c'étaient des problèmes réels, mais pas les plus graves selon moi. La véritable défaite, c'était de voir les Israéliens nous dire : *« Regardez autour de vous, qui vous aide ? Personne ! Vous êtes seuls, les Arabes vous abandonnent, l'Europe et les États-Unis nous soutiennent ».* Ils ont brisé l'espoir qui nous habitait. Mais ils ne l'ont pas éteint, nous restons déterminés.

Que veulent les Palestiniens aujourd'hui ?

Nous sommes partagés entre deux désirs. D'une part, celui de vivre libres tout simplement, en paix. Retrouver confiance en nous. Et d'autre part, le désir de lutter jusqu'au bout pour récupérer tout ce qui nous a été volé. Les enjeux politiques commencent à lasser certains d'entre nous, mais nous n'avons pas grand chose à perdre.

D'un côté, on voudrait s'engager pour la justice et la liberté. De l'autre, on assiste aux agissements des puissances qui nous divisent en alimentant les tensions entre le Fatah et le Hamas. Lors des élections en Palestine - tout à fait démocratiques - le Hamas a gagné mais l'Europe et les États-Unis ont refusé les résultats. Cela aussi nous a brisés. A qui faire confiance, dès lors ?

L'Europe vous dépit ?

Le rehaussement des relations diplomatiques entre l'Union européenne et Israël nous a beaucoup blessés en Palestine. On ne comprend pas de telles décisions... je ne veux pas vous parler de nous en étalant la misère et en demandant la pitié des Européens.

Franchement, il ne faut pas être un grand intellectuel pour comprendre l'essentiel dans ce conflit. Il est simple : une puissance occupante colonise un territoire occupé ! Tout ça est très bien éclairé par les documents et le droit international, il n'y a pas de mystère !

Mais Israël refuse de négocier.

Les Israéliens font diversion avec des détails : faut-il enlever le check point ici ? Faut-il geler les colonies là-bas ? En fait, ii n'y a pas de colonies à geler, il n'y a pas de check points à ouvrir : l'occupation doit cesser, c'est tout, et le droit international doit être respecté ! C'est aussi simple que ça, le reste ce sont des diversions.

Quel message souhaitez-vous passer en tant que Palestinien ?

D'abord, que nous désirons tellement parler et témoigner de

notre situation. Mais nous ne trouvons que des oreilles fermées. Ce que nous voulons est tellement simple : la justice. C’est terrible de se voir traités de terroristes partout dans le monde, alors que ce terme n’est jamais utilisé pour qualifier les crimes israéliens.

Ensuite, s’il est vrai que les juifs ont beaucoup souffert du génocide, c’est en Europe que cela s’est passé. Pourquoi est-ce nous qui payons ? Ce n’est pas juste.

Enfin, je demande à tous d’accorder beaucoup d’importance à la recherche d’informations. En tant que journaliste, je sais combien la vérité est parfois malmenée pour des tas de raisons. Ne croyez personne sur parole, ne me croyez pas moi-même. Mais informez-vous, multipliez les sources et recoupez les faits. C’est indispensable !

« Aucun mot, aucune image ne peuvent décrire notre souffrance… »

Témoignage de Mohamed Al Hawajri, Palestinien de Gaza

Pouvez-vous nous parler de vous ?

Je m'appelle Mohamed Al Hawajri. Je suis né en 1976 dans le camp de réfugié d'Al Bureij dans la bande de Gaza. Je suis artiste peintre et cofondateur du programme artistique du Croissant Rouge dans la bande de Gaza. Mon activité artistique m'a donné la chance de voyager : Jordanie, Golfe, Jérusalem mais aussi France, Italie et Grande-Bretagne. A Gaza, j'ai fondé le groupe d'art contemporain Eltiqa, dont je coordonne les projets.

Quelles traces vous ont laissé les événements de 1948 ?

Les souvenirs douloureux de mes ancêtres et de mes parents se transmettent de génération en génération, comme un héritage. Ces souvenirs sont devenus un rêve : retourner à Al Jamama, le village d'où mes ancêtres furent expulsés. Aujourd'hui, ce village est sous contrôle de l'armée israélienne qui a déjà expulsé des milliers de Palestiniens et détruit leurs exploitations agricoles. De nouveaux résidents juifs venus

d'Europe et d'Amérique ont pris leur place.

Quand j'étais jeune, mon père qui travaillait en Palestine intérieure (devenue territoire israélien) m'emmenait avec lui durant les vacances scolaires. Il me montrait une colline, disant que là-bas se trouvait notre village et qu'il portait notre nom. A l'époque, je ne comprenais pas bien. Ce n'est que plus tard que j'ai saisi ce que mon père voulait me transmettre : l'amour de la terre et de la patrie.

A seize ans, j'ai commencé à travailler en Israël pour payer mes fournitures scolaires. Je garde un souvenir étrange de cette période. Je ne parlais pas l'hébreu, car ce n'était pas au programme dans les écoles des Nations Unies. On n'y apprenait que l'anglais. Seuls les ouvriers palestiniens qui travaillaient régulièrement en Israël parlaient l'hébreu. Ils y travaillaient car c'était mieux payé que dans les pays arabes. Quant aux personnes plus qualifiées, la plupart ont émigré vers l'Europe et les États-Unis. Ils ont ainsi contribué au développement de l'Occident tandis qu'Israël remplissait son objectif : chasser les cerveaux de Palestine. Certains sont devenus célèbres ; d'autres sont morts sans avoir été reconnus. Ils ont vécu comme des étrangers et sont morts comme des étrangers.

Comment sont les conditions de vie dans la bande de Gaza ?

Les mots et les images employés par les médias ne peuvent décrire l'horreur que nous vivons au quotidien. Depuis qu'Israël a opéré son retrait unilatéral de la bande de Gaza, les crises se succèdent. A commencer par la fermeture des check points : les Palestiniens ne peuvent plus aller travailler en Israël. Cela rend la situation invivable parce que ces

travailleurs contribuaient grandement à la vie économique de Gaza. Leurs revenus permettaient d'acheter de la nourriture, des médicaments, des vêtements, des fournitures scolaires...

Comment vivez-vous depuis le blocus décidé par Israël en 2006, après la victoire électorale du Hamas ?

Il est interdit de faire entrer des marchandises, des médicaments, pourtant indispensables à la survie des Gazaouis. Du coup, nous subissons des pertes humaines considérables, surtout parmi les femmes et les enfants. La situation des soins médicaux d'urgence est désastreuse. Nous manquons de matériel pour soigner les blessés de guerre. De plus, les nombreuses coupures d'électricité abîment le matériel existant, ce qui nécessite des coûts et du personnel d'entretien que nous n'avons pas. Nous manquons de médicaments, surtout certains médicaments spécifiques. Nous manquons de chirurgiens professionnels.

Nous manquons aussi de thérapeutes pour aider les enfants traumatisés par les interventions successives de l'armée israélienne. A Gaza, les enfants sont privés de leurs droits fondamentaux : droit à l'éducation, droit de s'amuser en toute sécurité. Des écoles, des parcs et des jardins ont été détruits. Ces enfants qui ont parfois perdu leur maison, mais aussi leur père ou leur mère, se retrouvent privés de leur sourire.

D'autre part, l'enseignement est menacé par les crimes de l'occupation israélienne. De nombreux étudiants brillants reçoivent des bourses pour étudier dans des universités à l'étranger, mais ne sont pas autorisés à quitter la bande de Gaza. Beaucoup sont déçus et frustrés de voir leurs efforts ne les mener à rien, et leurs rêves détruits.

On dit que Gaza est me prison à ciel ouvert…

En effet. Nous sommes bloqués au Sud par l'Egypte, au Nord et à l'Est par l'occupation israélienne et à l'Ouest par la mer. Pêcher dans cette mer est devenu impossible, on se fait tirer dessus par les bateaux israéliens. Des pêcheurs sont morts en essayant de ramener à leur famille de quoi manger.

Il n'y a pas de travail, pas d'enseignement adéquat, pas de soins, pas de voyages, pas d'électricité, pas d'eau potable, pas d'agriculture solide… Ces dernières années, le colon israélien a détruit les terres qui contribuaient à notre survie : ces hectares de plantations d'agrumes qui faisaient notre fierté. Et aussi des usines, condamnant toute activité industrielle. Tout ceci a conduit à une paralysie complète de la bande de Gaza.

Comment avez-vous vécu l'attaque israélienne contre Gaza ?

Le premier raid israélien a fait plus de 350 morts. Ce fut le début d'une série d'attaques, toutes plus mortelles les unes que les autres. Nous avons vécu dans l'obscurité, nos jours étaient aussi sombres que nos nuits. Tous les moyens de communication avaient été détruits. Personne n'avait de quoi se nourrir. La peur de mourir nous empêchait de dormir. La mort était partout, elle rôdait parmi les survivants !

En permanence, des attaques aériennes et terrestres nous frappaient tous azimuts : les mosquées, les églises, les écoles, les hôpitaux ou les habitations. Aucun endroit n'était sûr ! Cette période fut très longue et très difficile à vivre. Les obus tombaient de toutes parts. Beaucoup se sont donc regroupés pour attendre que cela cesse, et j'ai vu des familles entières décimées.

A ce moment, il n’y avait plus aucune différence entre nous, ni sociale, ni religieuse. Nous étions tous solidaires devant ces atrocités. Les mères consolaient leurs enfants en les serrant contre leur cœur pour essayer de leur apporter un peu de sécurité. Plus tard, on a ainsi découvert des scènes horribles : des mères calcinées alors qu’elles allaitaient leur bébé. Ces images sont mises de côté par les médias européens. Quand je vois le peu d’écho donné aux voix européennes qui ont dénoncé cette barbarie, je comprends que les Européens n’ont pas conscience de ce qui s’est passé. A la fin, nous avons pu mesurer l’ampleur des dégâts et des pertes humaines. Partout, des cadavres jonchaient les rues. Tout le monde a perdu des membres de sa famille. Plus de mille morts, de nombreuses personnes - hommes, femmes, enfants, vieillards - handicapés à tout jamais. La carte même de Gaza a changé : des quartiers entiers ont été rasés, des infrastructures et des bâtiments publics ont été détruits par les bombardements.

Y a-t-il également des camps de réfugiés dam la bande de Gaza ?

Oui. Très peu le savent : il existe à Gaza huit camps où vivent - disons plutôt : survivent - des réfugiés expulsés de villages palestiniens en 1948 et en 1967. En tout plus d'un million et demi qui dépendent des aides humanitaires. Vu que tous nos documents administratifs ont été détruits lors des nombreuses attaques militaires, nous n’avons plus de cartes d’identité, mais bien des cartes d’assistance.

Certains de ces réfugiés ont gardé avec eux les titres de propriété des terres qui ont été colonisées par les Israéliens. Ils ont le ferme espoir de retourner un jour sur leurs terres.

Quelles mesures jugez-vous efficaces pour faire évoluer la situation ?

La campagne de boycott des produits israéliens (voir chapitre 19), c'est un bon soutien. Je pense que les expositions et les films sont également efficaces pour conscientiser les Européens.

Je voudrais aussi lancer un appel : cherchez la vérité par vous-même ! Ne vous contentez pas des infos des médias. Ces derniers sont malheureusement très influencés par le lobby sioniste (voir chapitre 16). Et utilisez Internet ! C'est un outil extraordinaire qui fait de la planète un immense village et permet d'entrer directement en contact avec des Palestiniens.

Un dernier mot ?

A chaque lecteur j'aimerais demander : que ferais-tu si, par la ruse ou par la force, on venait t'arracher tout ce que tu possèdes ?

« Citoyens de seconde zone sur nos propres terres ! »

Témoignage de Hanan Wakeem, Palestinienne vivant en Israël

Pouvez-vous tout d'abord nous parler de vous ?

Je suis née dans le village de Milya en Galilée, en 1983. Après mes études secondaires, j'ai décroché un diplôme à l'Université hébraïque de Jérusalem. J'ai vécu dans cette ville pendant six ans en y exerçant plusieurs jobs : reporter, aide assistante pour aveugles, animatrice dans un musée… A l'université, j'ai coorganisé des activités culturelles. J'ai également fait du bénévolat à Jérusalem et en Galilée avec des enfants et dans des hôpitaux. Depuis mars 2008, je travaille comme coordinatrice médias du Centre d'Art Palestinien Al Hoash. Je suis également chanteuse professionnelle dans le groupe Al Awda, avec lequel je suis parti en tournée internationale. Je fais également de la peinture et j'aime écrire.

Que vous évoque la Nakba ?

Je suis jeune et n'en ai pas été un témoin direct. Cependant, elle fait partie intégrante de mon existence. Mon grand-père et sa famille font partie des Palestiniens qui ont été déplacés à l'intérieur du territoire. Ils ne se sont pas exilés dans les

camps de réfugiés au Liban, en Jordanie ou en Syrie, mais sont restés dans cet espace géographique devenu l'État d'Israël en 1948.

Ce sont des « déplacés internes »…

Oui, des gens qui ont tout perdu à l'époque : leur maison, leur famille, leurs champs, leur tranquillité. Et leur dignité. Le village natal de mon grand-père s'appelle Al Bassa. Il se trouve à dix minutes de la frontière israélo-libanaise et à quinze minutes de Mylia, le village où mon grand-père a dû s'installer et où je suis née. Comme pour beaucoup d'autres déplacés, visiter Al Bassa est devenu une tradition chez nous.

Nous veillons à l'entretien du cimetière, des deux églises et de la mosquée qui s'y trouvent encore. Mon grand-père nous raconte alors les événements horribles de la *Nakba :* la Haganah, une milice sioniste, avait ordonné à tous les villageois de se rassembler dans l'église ; d'autres jeunes gens avaient été isolés et exécutés ; on a ensuite ordonné au reste des villageois de les enterrer.

Beaucoup de gens ignorent qu'une importante minorité arabe vit en Israël. Vous en faites partie…

Après la *Nakba,* des Palestiniens sont restés à l'intérieur du territoire qui était devenu l'État d'Israël et ils ont été forcés d'accepter la nationalité israélienne. C'était la garantie pour eux de ne pas être expulsés et de pouvoir s'occuper de leurs terres et de leurs maisons. Mais ces Palestiniens ont vécu longtemps sous régime militaire : ils ne pouvaient sortir d'Israël, ni évoquer la Palestine ou la guerre de 1948. Ceux qui en parlaient publiquement risquaient la prison, voire l'expulsion.

Notre minorité arabe représente 20% de la population d'Israël. Elle compte aussi bien des chrétiens et des druzes que des musulmans. Nous sommes répartis principalement dans trois régions : la Galilée, le Triangle et le désert de Néguev. Mais certains vivent aussi dans ce qu'on appelle les villes mixtes comme Haïfa, Led ou Jaffa. Des villes qui ont été occupées et en partie évacuées de leurs habitants pour être repeuplées par des immigrants juifs.

Quelles sont vos relations avec la société et le gouvernement israéliens ?

Souvent très tendues. Nous nous considérons comme les indigènes de ce territoire. Durant plus de soixante années d'occupation, nous avons vécu beaucoup d'incidents, parfois très graves.

Le 30 mars 1967, le gouvernement israélien avait décidé de confisquer de larges bandes de terres arables autour de trois villages de Galilée. Des milliers de Palestiniens étaient alors sortis dans la rue pour protester et faire barrage avec leur propre corps. Mais les forces israéliennes ont tiré dans la foule, tuant six manifestants dont une femme. Depuis, tous les Palestiniens, où qu'ils soient, commémorent cette Journée de la Terre. En Galilée, nous effectuons une marche qui relie ces trois villages. Cela génère des heurts avec la police. Un autre incident majeur a eu lieu en octobre 2000. Pour soutenir l'Intifada qui émergeait à Jérusalem et en Cisjordanie, des milliers de Palestiniens vivant en Israël sont sortis manifester. Là encore, les autorités ont répondu par des tirs. Treize Palestiniens ont été tués. Ils étaient âgés entre 17 et 25 ans.

Il n'y a pas eu de procès ?

Il y a bien eu une enquête, mais aucun policier ni soldat n'a été sanctionné. Cela vous donne une idée du climat qui règne...

Israël est-il un État démocratique pour tous ses citoyens ?

Nous vivons une situation étrange en Israël. D'après la loi, nous sommes tous citoyens d'un même État et sommes donc tous supposés jouir des mêmes droits. Mais dans les faits, nous faisons face à un État raciste, fondé sur des considérations religieuses et ethniques. On nous considère comme des citoyens de seconde zone. Ou comme des ennemis tant que nous ne prouvons pas le contraire.

Comment vivez-vous ces discriminations ?

Théoriquement, en tant que Palestiniens vivant sur le territoire israélien et détenant une carte d'identité et un passeport israéliens, nous avons aussi le droit de voyager, de vivre là où nous le désirons, d'y construire nos maisons... En réalité, il y a une obsession sécuritaire : la police nous arrête et nous interroge partout, dans les centres commerciaux, les universités, les rues, les restaurants, les bureaux, les transports publics...

De plus, alors qu'on nous a déjà confisqué 85% de nos terres, le gouvernement mène une politique de démolition de nos maisons. Des lois permettent l'expropriation de terres jugées « stratégiques ». Cela peut concerner des terrains qui se trouveraient près d'une frontière, d'une zone de combat ou d'une base militaire par exemple. Enfin, beaucoup de villages palestiniens ne sont même pas reconnus par les autorités israéliennes qui s'en sont approprié les terres. Pourtant, ces villages existaient bel et bien avant 1948. En Galilée aussi, il y

a des villages non reconnus. Les habitants y vivent dans des conditions terribles : maisons en tôle, ni eau, ni électricité. Les enfants sont obligés de parcourir des kilomètres pour aller à l'école ou voir un médecin.

La Palestine immobilisée par les check-points israéliens



⊖ : Check-points permanents

Avez-vous la liberté de vous exprimer ?

Nous pouvons exprimer notre désaccord sur la politique que mène notre gouvernement contre nos frères palestiniens de Gaza ou de Cisjordanie. Cela donne l'impression que la situation est idéale pour la liberté d'expression. Mais plus d'une centaine d'Arabes israéliens croupissent en prison pour des raisons politiques. La plupart ont été arrêtés il y a plus de dix ans lorsqu'ils ont rejoint les groupes de résistance.

Tous les jours, des gens sont arrêtés et interrogés simplement parce qu'ils ont participé à des manifestations ou des cérémonies. En Israël, on peut dire beaucoup de choses sur ce que Ton veut, mais on ne peut remettre en cause la légitimité du caractère juif de l'État israélien. On ne peut pas dire qu'il a été construit sur l'expulsion d'un autre peuple auquel Israël ne reconnaît pas le droit d'être une nation. Tout propos remettant en cause la base ethnique ou religieuse d'Israël est considéré comme trahison mettant en péril les juifs et l'existence de l'État juif.

Oui représente vos intérêts ?

Comme tous les peuples du monde, il y a parmi nous des points de vue et des opinions politiques différentes. Principalement quatre partis arabes. Mais nous sommes de moins en moins nombreux à voter, nous ne voyons plus d'intérêt à suivre l'évolution politique au parlement israélien.

Pourquoi ?

A cause de notre désespoir de ne voir aucune solution apparaître.

« Mon seul souhait ? Retourner vivre sur ma terre natale... »

Saleem Albeik, vivant dans un camp de réfugiés en Syrie

Pouvez-vous tout d'abord nous parler de vous ?

Je m'appelle Saleem Albeik. Je suis né en 1982 et je suis Palestinien. Ma vie se partage entre le camp de réfugiés de Ala'aedeen et les Émirats Arabes Unis où j'étudie. Je suis originaire d'un village appelé Tarshiha, au nord de la Palestine, que mon grand-père a dû fuir sous les bombardements israéliens pour gagner la Syrie. Je suis chroniqueur pour les pages culturelles d'Al Quds Al Arabi, un quotidien arabe basé à Londres. J'ai également écrit un livre de poèmes intitulé *Sins of a Refugee* (Péchés d'un Réfugié). J'ai été chef du département culturel de l'Union Générale des Étudiants Palestiniens en Syrie. J'édite et illustre une newsletter sur le monde culturel palestinien.

Comment votre famille a-t-elle été vécu l'occupation israélienne ?

Mon grand-père est décédé en 2009, mais j'ai eu la chance de

pouvoir enregistrer son histoire pendant plus de six heures. Le récit de ses souffrances depuis la *Nakba* jusqu'à son installation dans un camp de réfugiés.

Mon grand-père était le chef d'un groupe de paysans anciens soldats de l'armée britannique. Ils ont combattu les milices sionistes qui étaient très organisées. Mon grand- père était jeune marié quand il a dû fuir son village avec sa femme. A l'époque, il pensait y revenir quand les troupes arabes auraient mis un terme à cette situation et récupéré leurs terres. Mais les choses ne sont pas passées comme ça. *« Les Arabes sont à blâmer pour la perte de la Palestine »,* disait-il. Au départ, ses camarades et lui ont combattu avec des armes sommaires pour défendre leurs maisons. Puis, les soldats arabes ont confisqué ces armes et ordonné d'attendre au nord que les sionistes soient défaits. *« Mais ces soldats arabes n'ont même pas tiré une balle ! Nous les avons vus détaler»,* me racontait-il.

Il a donc dû quitter son village et embarquer à bord d'un train qui empestait les excréments séchés et qui les emmenait vers les camps syriens et libanais. Après avoir traversé bien des villes et des camps, mon grand-père est descendu au dernier arrêt, à Alep. Quand je lui ai demandé pourquoi être descendu si loin, il m'a répondu que c'est parce qu'avant son mariage, il avait promis à ma grand-mère d'aller visiter Alep. Dans la mesure où mes grands-parents sont morts, leur visite est désormais terminée. Mais pour moi, ça reste toujours une visite, peu importe le temps qu'il faudra pour revenir…

Quelle est la situation des Palestiniens dans les camps de réfugiés ?

Elle diffère d’un pays à l’autre. Les Palestiniens du nord ont dû fuir vers la Syrie, le Liban et la Cisjordanie. Ceux du centre sont allés en Jordanie ou en Irak. Aujourd’hui, les camps les plus importants se trouvent en Jordanie, puis en Syrie et enfin au Liban. Sur base de mon expérience personnelle, je peux dire que les conditions de vie sont préférables en Syrie.

En Syrie, on peut travailler. Au Liban, par contre, il existe 72 professions que les Palestiniens ne peuvent pas exercer. En Syrie, on est autorisé à construire un étage supplémentaire à notre maison quand la famille s’agrandit. Au Liban, les réfugiés ne peuvent devenir propriétaires, même pas d’une vieille maison en ruines au milieu d’un camp. En Syrie, les camps ne sont pas entourés de barbelés, ni de check points surveillés par des soldats. Au Liban, c’est le cas. Les Palestiniens se contentent de survivre.

Quelle est votre situation pour l’enseignement et la santé?

C’est l'ONU qui assure notre scolarité. L’enseignement primaire, ça va, mais plusieurs camps n’ont pas d’école secondaire. Les soins de santé sont très élémentaires en Syrie et pire encore au Liban.

Mais peu importent les conditions misérables de nos vies ici, ce qui compte le plus, c’est notre droit au retour ! Mon grand-père a parlé de la Palestine jusqu’à sa mort.

Un jour, pour le taquiner, je lui ai demandé : *«Grand- père, après toutes ces années passées en Syrie, retournerais-tu en Palestine si on t’en donnait la possibilité* ?» Il a fondu en larmes et m’a demandé de ne plus lui poser ce genre de questions. Cinquante ans après son expulsion, il a obtenu une autorisation exceptionnelle pour aller en Palestine voir sa

mère qui était mourante. Mais à son retour, la police secrète syrienne a rendu très difficiles toutes ses tentatives de voyager en dehors de la Syrie. Très âgé, mon grand-père en souffrait beaucoup et me demandait en larmes : *« Mais qu'ai-je donc fait de si mal en allant visiter ma mère et ma terre natale* ? »*.* La vie dans les camps est rendue très compliquée par toute une série de menus détails.

Les Palestiniens s'organisent-ils en mouvements sociaux dans les camps ?

Les mouvements et partis politiques y sont assez actifs dans les camps. Fatah, Hamas, FPLP et d'autres ont leurs membres et supporters. Mais la majorité des Palestiniens des camps ne sont membres d'aucun parti. Il existe aussi des organisations indépendantes. Les organisations les plus actives sont celles qui font du droit au retour leur principale mission. C'est le souci le plus important des réfugiés.

Les relations sont-elles bonnes entre les réfugiés palestiniens et les pays hôtes ?

Cela varie d'un pays à l'autre, voire d'un camp à l'autre. En Syrie, nous ne subissons pas de discriminations. Au contraire, nous sommes désignés comme des « héros », ce qui me gêne personnellement, car l'image du héros a souvent été utilisée par les régimes arabes à des fins politiciennes... Au Liban, c'est différent. En effet, l'OLP a été prise dans une guerre civile du côté des partis libanais de gauche contre les forces fascistes telles que les Phalanges. Ces derniers ont collaboré étroitement avec Israël et l'admettent sans problème aujourd'hui. La société libanaise est très divisée y compris sur la Palestine et ses réfugiés. Ceux-ci ont le soutien complet des

partis de gauche et des nationalistes arabes : parti communiste, Hezbollah… Ils sont détestés par d'autres. Mais la majeure partie des simples gens - que ce soit en Syrie, au Liban ou en Jordanie - veulent d'excellentes relations avec les réfugiés.

Que demandez-vous aux Européens ?

Je pense qu'on pourra faire bouger les choses si on parvient à démontrer aux Européens qu'Israël est un État raciste et colonisateur, qui n'hésite pas à user de la force militaire pour expulser, tuer ou emprisonner un peuple. Je crois au boycott comme les Européens y ont cru quand ils ont compris qu'il fallait isoler culturellement, académiquement et économiquement l'Afrique du Sud et son apartheid.

Un dernier mot pour ceux qui vous liront ?

Oh, il y a tant à dire ! Tout acte de solidarité, même minime, peut changer les choses. Les petits ruisseaux font les grandes rivières. En tant que réfugié, né et vivant loin de ma terre, mon seul souhait, c'est de retourner vivre sur ma terre natale, là où j'aurai choisi d'aller. Quel autre endroit choisir que Tarshiha, le village d'où mon grand-père fut expulsé ?

À LIRE :

Lucas Catherine, *Palestine, la dernière colonie ?,* EPO, 2003.



Saïd, 8 ans, arrêté par des soldats israéliens à la sortie de l'école, 2005.



Écolières du camp de réfugiés d'Aida, à Bethléem, 2006.



Le Mur sépare de nombreux étudiants de leur université.
Université Al Quds, 2006.



Ils vivent à treize dans la maison familiale. Un fils a été tué par les Israéliens. Un autre, sourd et muet, a eu les deux jambes brisées pendant la première Intifada. Il vit ici avec sa femme et son enfant. Le fauteuil roulant est bancal, il ne peut pratiquement plus se déplacer. Ils n'ont pas les moyens d'en acheter un autre. Camp d'Amari, 7 décembre 2002.



Victimes de l'armée israélienne.

9

Les Palestiniens : terroristes ou résistants ?

A première vue, sur base des chapitres précédents, tout semble clair. Israël est une vieille entreprise coloniale : vol de la terre palestinienne, nettoyage ethnique pour se débarrasser de son peuple, apartheid contre ceux qui restent, crimes de guerre… A un peuple ainsi opprimé, le droit international reconnaît pleinement le droit de résister. Pourtant, les Palestiniens souffrent aujourd'hui d'une mauvaise « image ». Du moins en Europe et aux États-Unis. Pourquoi ?



MOHAMED HASSAN

Spécialiste de la géopolitique et du monde arabe. Né en Éthiopie, y a participé aux mouvements étudiants de 1974. Études de sciences politiques en Egypte. Diplomate dans les années 90, a travaillé à Washington, Pékin et Bruxelles. Co-auteur de *L'Irak sous l'occupation* (EPO, 2003), prépare un livre.

La plupart des Européens, même de gauche, ont actuellement une idée assez négative de la résistance palestinienne : ils la considèrent comme marquée par le terrorisme et le fanatisme islamiste. Cette vision correspond-elle à la réalité du terrain ?

Le problème de cette gauche est qu'elle fait confiance à ses médias, ne recherche guère des informations de première main, et s'emprisonne ainsi elle-même dans les clichés. Ces gens savent-ils, par exemple, que l'organisation du Hamas compte 27% de femmes (et 15% dans son bureau politique), soit bien plus que l'OLP laïque ? Savent-ils que c'est le Fatah « laïque » qui est l'auteur d'une des lois les plus réactionnaires contre les femmes, limitant à six mois les peines d'emprisonnement pour les auteurs de « crimes d'honneur », lorsqu'un homme assassine son épouse ? Savent-ils qu'à Gaza, le Hamas a présenté aux élections une liste de front avec des courants politiques non islamiques ? Que le nouveau ministre de l'intérieur, membre du Hamas, a choisi un ancien membre du Fatah pour diriger les services de sécurité ? Non, vraiment, si on veut comprendre la situation sur le terrain, il faut dépasser les clichés et bien s'informer. En réalité, les divers courants de la résistance palestinienne ont connu et connaissent actuellement des évolutions très importantes. La réalité n'est pas figée.

On sait peu que cette résistance est composée, depuis longtemps, de trois courants : nationaliste arabe, marxiste et islamiste. Commençons par le commencement En fait, la résistance démarre des le début de la colonisation lorsque les sionistes commencent à s'emparer des terres…

Oui. Dès 1890, commencent les protestations, les écrits, les affrontements. Et ça ne cessera jamais. Émeutes en 1921, grève à Jérusalem en 1929, émeutes en 1929, grande révolte de 1936 - 1939 avec une grève de six mois et même une guérilla qui se forme dans les campagnes.

Pourquoi cette résistance a-t-elle échoué ?

D'abord, les Palestiniens n'avaient pas une vue claire de la stratégie très machiavélique des Britanniques qui mentaient à tout le monde (voir chapitre 3)... En fait, le monde arabe n'avait aucune expérience du colonialisme tel qu'il s'était pratiqué en Inde par exemple. Il ne comprenait pas en quoi consistait ce nouveau système impérialiste (la classe ouvrière européenne non plus d'ailleurs). Et les Palestiniens ne comprenaient pas le projet que les colons sionistes étaient en train de réaliser. En fait, personne ne pensait que ce projet réussirait, car il n'avait pas de base populaire sur le terrain. Il n'a réussi que grâce à l'appui des colonialistes britanniques. Ensuite, la répression britannique a été très forte. En déportant systématiquement les leaders palestiniens, en les empêchant de créer leurs structures politiques, Londres favorisait délibérément la construction de l'État juif.

Ceci expliquerait la faiblesse de la résistance palestinienne durant la guerre de 1948 ?

Oui, ils n'étaient pas organisés. Cette défaite laissera les Palestiniens traumatisés et paralysés pendant plusieurs années. Mais vers 1955, une nouvelle génération de Palestiniens reprend le flambeau.

Ils sont influencés par la victoire du soulèvement anticolonial de Nasser en Egypte. Et par la renaissance du nationalisme

arabe. Le chrétien Michel Aflak développe l'idée d'un nationalisme arabe moderne, qui rassemble musulmans, chrétiens et juifs, ainsi que les laïcs. Cela va donner naissance au Parti Baas et aux révolutions anticoloniales en Syrie et en Irak. Tout comme Nasser en Egypte, le nationaliste Aflak était influencé par le marxisme. Et des gens comme Arafat ont également subi cette double influence du mouvement islamiste des Frères musulmans et du marxisme (à travers le parti communiste égyptien).

La résistance palestinienne comporte dès lors trois courants :

1. Les Frères musulmans, islamistes originaires d'Egypte.

2. Le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP) fondé au Liban par Georges Habache, de tendance marxiste.

3. Et la plus importante organisation, le Fatah, de tendance nationaliste arabe et dirigée notamment par Yasser Arafat.

En 1964, est fondée l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), qui est en quelque sorte, le parlement officieux des Palestiniens. Ses deux pôles sont le Fatah et les groupes de gauche, tandis que les islamistes sont alors plutôt intégrés au Fatah. Reconnue par la Ligue des États arabes, l'OLP va mettre en place des organisations syndicales, étudiantes, féminines et le Croissant Rouge. A côté de l'OLP, se forment aussi des groupes de résistance armée, les fedayin... Il faut rappeler qu'en juin 1967, Israël inflige une cuisante défaite militaire à l'Egypte et à la Syrie dans la guerre dite des Six Jours (voir chapitre 5). Et qu'il en a profité pour envahir le reste de la Palestine (Cisjordanie et bande de Gaza).

En Europe, on reproche aux Palestiniens, particulièrement au

Hamas aujourd'hui, d'employer la violence…

C'est poser le problème à l'envers. Ce qui est violent, c'est la colonisation, le vol de la terre, la brutalité de l'armée israélienne. En Palestine, les colonisés, les opprimés n'ont pas le choix. Il s'agit de leur survie. D'ailleurs, ils ont essayé tous les moyens pacifiques et Israël n'a rien cédé ; au contraire, il conquiert toujours plus.

Quel est le programme politique, l'objectif de cette résistance ? Aujourd'hui encore, Israël dit qu'il se défend parce que ceux d'en face veulent «jeter les juifs à la mer»…

Il s'agit d'un mythe répandu par la propagande israélienne, et largement repris dans les médias occidentaux… En réalité, la résistance palestinienne a adopté une position très correcte sur cette question. Le principe de base est que les Palestiniens chassés de leurs terres par Israël ont le droit d'y revenir et d'y habiter normalement…

Mais la charte initiale de l'OLP, rédigée en 1968, ne définit guère le statut des juifs.

C'est vrai, mais, fin 1967, la direction palestinienne avait déclaré : *«Nous ne sommes pas les ennemis du judaïsme en tant que religion, ni de la race juive. Notre combat se mène contre l'entité sioniste colonialiste et impérialiste qui a occupé notre patrie »*. A son troisième congrès, en 1968, le Fatah définit la future Palestine comme *« un État démocratique, progressiste, non confessionnel dans lequel juifs, chrétiens et musulmans vivront ensemble en paix et en jouissant des mêmes droits. »* Et en janvier 1969, le Fatah écrit dans la revue française *Tribune socialiste* : *« Si nous*

combattons un État juif de type raciste, ce n'est pas pour le remplacer par un État arabe qui en retour expulserait les juifs. »

Pourtant, en Europe, on entend encore que les juifs risqueraient d'être jetés à la mer…

Ecoutez, c'est l'Europe qui a un problème avec les juifs, bien plus que les Arabes. C'est l'Europe qui historiquement n'aime pas les juifs. Elle les a, on peut dire « fabriqués », avec son antisémitisme, puis elle les a fait souffrir avec la Russie, la Pologne, Hitler, l'affaire Dreyfus en France (voir chapitre 1). Ensuite, elle a voulu s'en débarrasser en les envoyant au Moyen-Orient. Le sionisme, c'est une idéologie raciste des Européens pour exporter leurs juifs. Après les avoir tués, on les exporte et on en fait des bodyguards, des flics du pétrole. Moi, j'ai pitié des juifs quand ils souffrent. Israël est une société très dure, militarisée, raciste, anti-femmes, où il ne fait pas bon vivre, aucun Européen n'aimerait vivre là !

Maintenant c'est un fait : les Israéliens sont là, sur cette terre…

Et ils peuvent rester, les Palestiniens le disent depuis longtemps. Seulement, ils n'ont pas le droit d'expulser les Palestiniens.

Revenons à la résistance. Qu'est-ce qui fait sa force dans les années 60 ?

D'abord, elle rompt avec l'idée que la libération de la Palestine viendra d'un affrontement militaire traditionnel entre Israël et les États arabes. Elle opte pour la résistance armée : une guerre populaire de longue durée, visant à installer

progressivement des zones libérées. Et elle entend s'appuyer sur la population. La plupart des fedayin veulent une véritable révolution qui combine la libération armée avec un progrès politique et social.

Cette résistance va acquérir un grand prestige…

Oui, la date-clé, c'est le 21 mars 1968. Les fedayin du Fatah infligent une cuisante défaite à l'armée israélienne qui a envahi le village de Karame (un nom symbolique qui signifie Dignité). 21 soldats israéliens sont tués, plusieurs chars et un avion détruits. Cette première victoire des Arabes sur Israël, survenant après l'humiliation de la défaite de 1967, procure aux combattants palestiniens une énorme popularité dans le monde arabe et dans le monde entier. Le mythe de l'invincibilité d'Israël a pris fin. Mime le roi Hussein de Jordanie, proaméricain, se sent obligé de déclarer : « *Nous sommes tous des fedayin.* »

Quels sont les points forts de cette résistance ? 1. Elle ne dépend pas de l'argent des pays arabes (qui n'en ont d'ailleurs pas à cette époque), mais est financée par les Palestiniens de base. 2. Des services de renseignement ont été mis au point afin de contrer les infiltrations : les indicateurs des USA et d'Israël. 3. La résistance a étudié les expériences chinoise, vietnamienne, cubaine en essayant de les appliquer à ses propres conditions. C'est l'époque où les Palestiniens lisent Che Guevara, Ho Chi Minh, Mao… Ils ont intégré le principe qu'en comptant d'abord sur ses propres forces - et non sur le soutien extérieur - en faisant un patient travail de base avec la population, un mouvement populaire, même s'il subira des défaites, sera assuré de se renforcer sur le long terme.

Le niveau d'organisation des mouvements palestiniens est alors bien supérieur à celui des États arabes. Us savent garder leurs secrets. Ils font leur travail discrètement et humblement, en étant proches de la population comme les Chinois et les Vietnamiens. La vraie morale résistante consiste à vivre parmi et comme la population qui souffre. Vous n'avez pas plus qu'elle ; au contraire, vous avez même moins, car vous partagez tout. C'est comme ça qu'une résistance est forte. Du coup, les sionistes étaient surpris, ils ne parvenaient pas à les infiltrer.

Une leçon importante si on compare avec aujourd'hui..,

Oui, l'Autorité palestinienne a plein d'argent, mais elle est infiltrée par les sionistes et incapable de résister.

Mais aujourd'hui, un Palestinien qui résiste est presque toujours dépeint comme un « terroriste ». On a du mal à imaginer qu'à l'époque, il était admiré comme un Che Guevara arabe. Qu'est-ce qui a provoqué ce changement d'image ?

Plusieurs facteurs. D'abord, il faut comprendre que ces combattants palestiniens radicaux ont effrayé beaucoup de gens dans le monde. Particulièrement, les dictatures féodales arabes.

Durant les années 70, l'OLP va obtenir la reconnaissance internationale. Et de gros soutiens financiers. Elle va développer une organisation importante avec des départements Politique, Éducation, Santé, Culture, Information. Grâce à l'argent reçu des pétromonarchies, des services sont rendus aux populations palestiniennes. L'OLP devient un véritable gouvernement en exil, l'embryon de

l'État de tous les réfugiés palestiniens. Son budget annuel atteint plusieurs centaines de millions de dollars.

L'OLP est donc en pleine ascension, tout va bien ?

En fait, les balles les plus dangereuses sont les balles enrobées de sucre. La Palestine étant une société précapitaliste, assez pauvre, avec une mentalité encore très féodale, cette reconnaissance diplomatique et financière va procurer des « avantages » dangereux. On installe des missions diplomatiques, et bientôt s'installent le favoritisme et la corruption. Les cadres palestiniens n'étaient pas préparés et beaucoup se détachent du peuple.

Vous dressez un bilan bien sévère !

Pas question de nier l'aspect positif très important. L'OLP a réussi à préserver l'identité palestinienne, à fournir des services aux réfugiés chassés de leur terre et ruinés, à maintenir la vie des communautés, à créer des institutions politiques et sociales et à faire reconnaître internationalement la cause palestinienne. C'est très important. Cette période a duré de 1968 à 1982. Mais l'ascension va vite se transformer en déclin…

La résistance va également subir des attaques militaires graves…

Chassés par Israël, de nombreux Palestiniens se sont réfugiés dans la Jordanie voisine et en ont vite dominé l'économie. Il faut savoir que ce pays était une création artificielle du colonialisme britannique. Y vivaient diverses classes : de riches propriétaires (avec une petite industrie du savon), de petits indépendants, des paysans, des ouvriers, et aussi les

Bédouins dont était issue la famille royale.

La population jordanienne soutenait largement la résistance palestinienne. Malheureusement, celle-ci n'a pas analysé la situation des classes sociales en Jordanie. En dominant la société (des zones entières échappaient à l'armée du roi), en parlant de révolution en Jordanie même au lieu de se concentrer sur leur objectif de libérer la Palestine, qu'ont- ils obtenu ? Ils ont effrayé les bourgeois et petit-bourgeois jordaniens. Ceux-ci souhaitaient juste vendre leur savon et mener leur vie. Les Palestiniens ont provoqué un affrontement inutile avec une partie de la société jordanienne, et ils se sont isolés.

C'était grave, car les succès de la résistance palestinienne avaient effrayé les États-Unis. Le ministre US Rogers a préparé un plan de destruction de la résistance. Ne pouvant employer l'armée jordanienne, qui sympathisait trop avec les Palestiniens, il a importé les troupes pakistanaises du général Zia al-Khad, qui deviendra plus tard chef d'État de son pays. Et Zia al-Khad a procédé à de terribles massacres dans les camps de réfugiés palestiniens autour d'Amman. Cela s'est passé en septembre 1970, le fameux « Septembre noir ». Ce tournant marque la défaite du mouvement révolutionnaire moderne dans le monde arabe.

Vous parlez d'analyse sociale. Quel est, à cette époque, le programme politique de la résistance palestinienne ?

En fait, le Fatah, qui est l'organisation la plus importante, n'a pas véritablement de programme. Recevant l'argent des pétromonarchies et s'adressant à toutes les classes sociales - du prolétariat à la haute bourgeoisie - le Fatah est simplement

populiste et nationaliste, il ne prend pas position sur les questions sociales. Son programme se limite à une seule revendication : l'indépendance de la Palestine.

Mais sur ce point également, le Fatah a commis une erreur d'analyse. Il assimilé le colonialisme israélien à celui de l'Afrique du Sud. Personnellement, je n'ai jamais été d'accord avec cette analyse, car il existait une grande différence : si les premiers colons afrikaners étaient des paysans, les colons britanniques qui ont fini par dominer l'Afrique du Sud basaient leur richesse sur les mines. Et pour cette exploitation, ils avaient besoin du prolétariat noir (ce qui a d'ailleurs permis la formation d'un syndicalisme communiste et révolutionnaire dans ce pays).

Par contre, les colons juifs n'ont utilisé qu'un peu de main-d'œuvre arabe pour construire leurs villes, mais après ils s'en sont débarrassés. Ils voulaient instaurer le « travail juif » (voir chapitre 3). Le sionisme entendait chasser les Palestiniens du territoire. Le dirigeant sioniste Jabotinsky avait été très clair là-dessus dès 1920, mais les Palestiniens n'ont pas étudié attentivement le projet sioniste.

Chassée de Jordanie, la résistance palestinienne se refuge au Liban…

Où elle va malheureusement commettre la même erreur. En ne cherchant pas à créer un front solide avec la population locale. Vous savez, la résistance reçoit alors beaucoup d'argent des pays arabes pétroliers devenus riches. L'OLP a plein d'argent. Au lieu de produire une quantité de diplomates et de technocrates corrompus, ils auraient pu avec cet argent construire une grande solidarité avec les Libanais.

Mais, au Liban, la situation des Palestiniens était beaucoup moins favorable qu'en Jordanie.

C'est vrai. Les Palestiniens étaient interdits de travailler et confinés aux camps, ils étaient en minorité dans un État féodal divisé en baronnies confessionnelles. Mais l'OLP n'a pas étudié ce problème : comment travailler avec les Libanais ? Elle n'a pas étudié l'expérience des Sud-africains qui, eux, avaient travaillé modestement à la base, et même avec les Blancs non racistes. Elle n'a pas tiré la leçon de l'erreur jordanienne. L'arrogance, on en paie toujours le prix. Avec cet argent, ils installaient des cliniques pour les réfugiés palestiniens. Pourquoi n'ont-ils pas ouvert ces cliniques pour y soigner aussi les Libanais pauvres ? Plutôt que de s'isoler dans les camps, il aurait fallu s'unir avec la population libanaise, lui donner une formation politique et l'intégrer à la lutte. Au lieu de ça, on utilisait le territoire libanais pour attaquer Israël, qui évidemment ripostait, et la population locale en subissait les conséquences, elle était mécontente.

En 1975, une guerre civile éclate au Liban entre les phalangistes de droite (chrétiens) et la gauche (chiïtes, sunnites et certains chrétiens)...

Les Palestiniens tentent de rester en-dehors, mais les phalangistes massacrent des réfugiés palestiniens au camp de Tal al Za'atar, et ils sont obligés de prendre parti aux côtés de la gauche. Israël, lui, soutient les phalangistes et crée au Sud-Liban une milice chrétienne. En 1981, Israël bombarde Beyrouth et en 1982, il envahit le Liban dans le but de détruire l'OLP.

Celle-ci perd la bataille et doit évacuer ses soldats vers Tunis

où elle va installer son nouveau quartier général. Finalement, Israël demande aux milices phalangistes libanaises de la débarrasser des combattants palestiniens et un épouvantable massacre est commis dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatîla. C'est Ariel Sharon qui est alors ministre de la Guerre. C'est la fin de la résistance armée, la fin de toute possibilité de guérilla.

L'OLP aurait pu minimiser les effets négatifs au Liban si elle s'était occupée de combattre seulement Israël et personne d'autre. C'était un manque de maturité, un manque d'analyse. Les sionistes ont analysé ces faiblesses, ils ont su frapper un grand coup là où l'OLP était faible.

Le FPLP n'est pas intervenu pour changer cette situation ?

Il s'était fait marginaliser. De tendance marxiste, il ne recevait pas d'argent des pays arabes et n'a pas eu les mêmes possibilités que le Fatah pour développer des institutions au Liban. D'ailleurs, jusqu'en 1972, le FPLP prônait une révolution arabe globale, y compris contre les régimes arabes réactionnaires, parce que ceux-ci aidaient les États- Unis et Israël.

Vous parier déclin de l'OLP qui commence alors. Pourquoi ce déclin ?

La plupart des dirigeants palestiniens relèguent la lutte armée au second plan, elle est juste maintenue pour faite un peu peur à Israël, et non comme un véritable instrument de libération. Le nouvel establishment palestinien adopte une théorie trompeuse : on obtiendra la victoire grâce à la négociation. Ce qu'on appelle trompeusement « processus de paix » va débuter à Madrid en 1991 et se poursuivre à Oslo (1993-

1995), à Wye, puis à Camp David (USA) en 2000. Les États-Unis pèseront de toutes leurs forces pour aider Israël à faire reculer les Palestiniens (voir chapitre 11).

N'est-il pas légitime de négocier ?

Bien sûr que si, mais en position de force. A la même époque, quand le duo Nixon-Kissinger décide que les États-Unis vont se retirer du Vietnam, il choisit de donner d'abord une bonne leçon en bombardant impitoyablement le Nord Vietnam, mais aussi le Laos et le Cambodge. Le message ; *« Contre vous, nous sommes capables des pires folies ! »* Mais les Vietnamiens ripostent avec l'impressionnante offensive militaire dite « du Têt » : *« Nous aussi ! »*

On ne peut négocier avec succès que si on s'est d'abord assuré une position de force avec une base populaire et une résistance déterminée. On peut « parler » quand on est fort sur le terrain. Si on renonce à se battre sur le terrain, on est trop faible à la table de négociation.

Cette tendance de droite finira par accepter n'importe quoi dans les négociations. A Oslo, ils accepteront de se contenter de 22% du territoire palestinien (qu'ils n'auront d'ailleurs pas). On n'a jamais vu aucun peuple au monde renoncer à 78% de son territoire !

Si le sommet renonce, la base, elle, ne s'incline pas. En décembre 87, éclate le soulèvement populaire de la première Intifada…

Un phénomène d'une importance énorme. Toute la société civile manifeste contre l'occupation. De jeunes garçons défient avec des pierres les chars de l'occupant. Aux yeux du monde,

la situation a changé. Israël n'est plus le petit David entouré de méchants Goliath. Israël est le Goliath qui réprime impitoyablement une population civile désarmée.

A ce moment, les Nations Unies invitent Arafat à s'adresser à leur Assemblée générale à New York. Mais les États- Unis considèrent toujours celui-ci comme un « terroriste » et lui refusent son visa. Du coup, l'ONU déplace sa session à Genève, seuls les États-Unis et Israël boycottent, mais le monde entier reconnaît Arafat comme représentant du peuple palestinien. C'est une grande avancée en soi.

Seulement, les États-Unis vont exiger qu'Arafat renonce à « la violence », c'est-à-dire en fait au droit de résister à la violence israélienne. Et Arafat va céder, considérant à tort que seuls les États-Unis peuvent lui obtenir une solution en faisant pression sur Israël. Mais les USA attendront 1991 pour lancer de pseudo négociations.

Pourquoi attendent-ils ?

La disparition de l'URSS, en 1990, permet à Washington d'attaquer l'Irak l'année suivante. Et de mettre à genoux ce pays qui résistait à Israël. Dans ce contexte, les Palestiniens sont privés de deux importants soutiens internationaux. De cette façon, les USA pourront imposer la capitulation des Palestiniens aux Accords d'Oslo en 1993 et dans les négociations suivantes.

Pourquoi parlez-vous de capitulation ?

Les négociations n'offriront qu'une autonomie extrêmement limitée. Certes, l'Autorité palestinienne peut revenir en Palestine. Elle peut gérer la culture, l'éducation, le tourisme,

les soins de santé (choses que l'occupant négligeait). Elle reçoit aussi une force de police et la possibilité de lever des taxes.

Mais aucune compétence sur le sous-sol, ni sur la très importante question de l'eau, ni sur les colons. La véritable souveraineté reste à Israël qui en fait contrôle l'essentiel : les frontières, les terres, les routes, l'eau, les ressources économiques. Et si les troupes israéliennes se regroupent hors des grandes villes (Israël n'est pas fâché de confier le sale boulot policier à l'Autorité palestinienne qui devient le flic de son propre peuple), elles ne se retirent pas et peuvent intervenir chaque fois que nécessaire. Certes, l'OLP n'est plus considérée comme terroriste, elle est reconnue par Israël, mais elle ne parvient pas à améliorer la situation à Gaza et en Cisjordanie. Aucun point de l'accord ne prévoit de mettre fin à la colonisation israélienne.

Du coup, Arafat s'est fortement compromis, mais n'a presque rien obtenu. Ses adversaires ont réussi à l'affaiblir considérablement face à son propre peuple. De plus, une Autorité palestinienne, très autoritariste et peu démocratique, va renforcer le système du clientélisme et des nominations népotistes. Toute cette corruption va la discréditer. Et ces fautes commises par le Fatah et l'OLP vont permettre l'ascension du Hamas…

Le *Hamas ! Un mouvement qu'on connaît mal, finalement, en Europe…*

Le Hamas est un mouvement politique issu d'un des plus vieux mouvements politiques d'Egypte : les Frères Musulmans. Le mot « Hamas » signifie « éveil », il fait référence à quelque chose en éruption… C'est un mouvement

nationaliste islamiste que l'on pourrait comparer au mouvement nationaliste irlandais. Face à l'occupation coloniale de l'Irlande par les Britanniques, se développa à partir de 1916 un mouvement de résistance, l'Irish Republican Army. Comme les Irlandais étaient catholiques et les colons britanniques protestants, l'occupant tenta d'en faire une guerre de religions. La religion peut être utilisée pour diviser un peuple, mais parfois aussi elle le mobilise pour une cause.

Comment expliquez-vous le succès du Hamas ?

Eh bien, il tient les promesses que le Fatah a laissé tomber. D'abord, j'ai parlé de la corruption. Le Hamas fait très attention de ne pas développer ces pratiques.

Deuxième atout du Hamas : il a réussi à éliminer, au sein de la communauté palestinienne, les personnes corrompues par Israël pour obtenir des informations. Quelques-uns ont été éliminés physiquement, mais la plupart - des délinquants ou des alcooliques - ont été réintégrés via les programmes sociaux du Hamas. Donc l'information ne circulait plus. C'est très important : Israël avait créé une société corrompue où tout le monde était contre tout le monde. Et il s'en servait pour construire un réseau d'informations et établir un certain contrôle sur la résistance palestinienne. Une méthode coloniale typique, appliquée aussi par les Britanniques en Irlande. Mais le Hamas a réussi à détruire ce réseau, c'est une grande victoire.

Troisième facteur, très important : le Hamas exige le retour des réfugiés expulsés en 1948 et en 1967 (voir chapitres 4 et 5). Aujourd'hui, plus de six millions de réfugiés n'ont pas le droit de revenir dans leur pays ! En revanche, en tant qu'État

juif, Israël accueille n'importe quel juif venu de n'importe où : Espagne, Russie, Éthiopie... Des personnes qui n'ont jamais été vues en Palestine auparavant !

Pourquoi Israël fait-il venir encore tant d'immigrés ?

Les sionistes affirment avoir créé Israël pour mettre les juifs en sécurité, Mais, soixante ans plus tard, la sécurité de leur nation n'est toujours pas garantie. Beaucoup de citoyens fuient Israël pour cette raison et le gouvernement doit maintenant faire face à une crise démographique. Pour avoir assez de juifs et résoudre la crise démographique, ils sont même allés en chercher dans les montagnes du Pérou ! Ils ont converti des Indiens au judaïsme. Ensuite, ils les ont ramenés à la frontière israélienne, en première ligne face à l'ennemi. Ces Indiens ont reçu des maisons et des fusils. Voilà les nouveaux colons. Le fait est que n'importe qui peut vivre en Israël. Sauf les Palestiniens !

Certains disent qu'Israël a délibérément favorisé l'ascension du Hamas.

Il n'y a aucune preuve. Au départ, Israël a toléré le Hamas en espérant que surviennent des conflits interpalestiniens. Ils voulaient affaiblir l'OLP et le Fatah. Mais ils ne s'attendaient pas à la qualité, la capacité et l'organisation dont a fait preuve le Hamas en se développant de telle manière. Toute puissance coloniale considère immanquablement ses sujets comme des enfants naïfs.

Les dirigeants israéliens s'attendaient-ils au succès du Hamas ?

Pas du tout. D'abord, ils pensaient qu'il refuserait de

participer. Ils se sont donc dépêchés d'organiser le scrutin. Mais ensuite, ils ne s'inquiétèrent pas, car ils pensaient que le mouvement, en présentant une manière de penser dogmatique et très limitée, serait vaincu par le parti majoritaire. Contre toute attente, le Hamas créa une coalition et offrit une image flexible, très loin de ce qu'on aurait pu attendre d'une organisation fondamentaliste.

Comment analysez-vous la réaction d'Israël après cette victoire ?

Arafat était une espèce d'arbitre entre les différentes factions. Après sa mort, les contradictions entre le Hamas et le Fatah sont devenues antagoniques. Israël a exploité ces dissensions et a entrepris d'utiliser le Fatah pour entamer la popularité du Hamas.

Celui-ci va-t-il ou non instaurer un régime islamiste en Palestine ?

Un régime islamiste, comme en Iran, est le but ultime du Hamas. Mais il faut comprendre qu'il ne pourra jamais l'appliquer. En effet, sur le terrain, l'organisation est basée sur un mouvement patriotique. La guerre brutale contre Gaza a mobilisé toutes les forces : non seulement celles du Hamas, mais toutes les forces patriotiques, y compris celles du Fatah. Cette agression a unifié le peuple palestinien.

On lui reproche son attitude envers les femmes.

Ses conceptions ne sont pas les miennes, c'est certain. En même temps, il faut s'informer et se méfier des clichés.

Une militante féministe palestinienne, Islah Jad, a déclaré récemment : « *Les islamistes ont admis que les femmes*

étaient persécutées et victimes de l'oppression sociale. En mettant cette réalité sur le compte non de la religion, mais des traditions qu'il faut faire évoluer. Selon eux, l'Islam demande que les femmes s'organisent pour libérer leur pays, qu'elles soient éduquées, organisées et politisées, actives pour le développement de leurs sociétés. »[2] Aucune lutte de libération ne pourra être forte si les femmes n'y participent pas. On l'a vu partout. Au fond, le Hamas a grandi parce que les femmes lui ont permis de grandir. Et aujourd'hui, au Moyen-Orient, les choses évoluent rapidement. Vous savez les chefs du Hamas, et aussi du mouvement de résistance Hezbollah au Liban, ce ne sont pas les cheikhs du passé, ce sont des gens qui ont reçu une éducation, qui portent des jeans, qui connaissent le monde…

Pour autant, y a-t-il égalité ?

Pour que les femmes acquièrent l'égalité, il faudra une transformation économique qui les amène au travail. Ce n'est pas d'actualité en Palestine. Mais l'égalité s'acquiert aussi en participant pleinement à la lutte.

Prenons l'exemple des viols. Les soldats israéliens pratiquent le viol de façon systématique, cette tactique permet de détruire non seulement la femme, mais aussi toute sa famille qui, selon les conceptions traditionnelles, perd son honneur. Parler des femmes palestiniennes violées et déshonorées était un tabou. Qu'a fait le Hamas ? Il a brisé le tabou. On pouvait en parler ! Le Hamas a publié les faits et rendu hommage aux victimes en disant : « *C'est toute la Palestine qui est violée.* » Ce n'était plus une honte, la femme pouvait se remarier. Vous voyez, les choses ne sont pas aussi simples qu'on le dit en

Europe !

Mais on dit que le Hamas veut imposer un mode de vie islamiste... Encore une fois, la gauche européenne doit d'abord *comprendre comment sont les conditions là-bas, sur le terrain... Par exemple, le Hamas a interdit le haschich et toutes les drogues. C'était un moyen utilisé par les sionistes pour infiltrer les jeunes et obtenir des informations. Evidemment, les mères ont soutenu une telle décision.*

Bon, à part ça, le Hamas ne fume pas. Il a raison : c'est mauvais pour la santé ! Il s'oppose à l'alcool. L'alcoolisme a toujours été utilisé par les colonialistes, en Inde et en Australie par exemple, pour soumettre les communautés qui ne savaient pas se protéger de l'alcool. Bon, en tout cas, ça diminuera les violences familiales. Et puis, il y a un calcul derrière ça : quand vous êtes opprimé et financièrement asphyxié par la colonisation, vous avez très peu, Sans cigarettes et alcool, vous pouvez tenir avec un revenu très bas et quand même contribuer à la lutte,

Quel est le programme socio-économique du Hamas ?

Leur projet est une économie capitaliste avec une intervention importante de l'État. Comme les Iraniens. Ceux-ci refusent les dominations extérieures et redistribuent les richesses provenant du pétrole. Il faut savoir que ce n'est pas essentiellement le programme social du Hamas qui a séduit les Palestiniens, mais bien le fait qu'il incarne la résistance. Aujourd'hui, la résistance est ce qui compte le plus pour le peuple de Palestine.

Voilà où nous en sommes : le Hamas est la résistance. Je ne les soutiens pas dans leurs positions sur la femme, leur

programme économique ou leurs idées fatalistes. Je les soutiens sur le point le plus important : ils sont un mouvement nationaliste de résistants qui luttent sur le terrain.

Veut-il devenir un mouvement plus progressiste du fait de son alliance avec d'autres courants ?

Oui, et c'est un effet de l'agression israélienne. Sur bien des points, le Hamas ressemble au Hezbollah qui dit : *« Le Liban est un pays d'une grande diversité, nous n'en représentons qu'une fraction et notre but est d'édifier avec tous les progressistes libanais une économie nationale indépendante. »*

Comment le Hamas va-t-il évoluer ? Il n'existe pas de boule de cristal pour nous le dite. L'Histoire n'est pas une science exacte. Le Hamas a aussi un programme maximum mais aujourd'hui, leur principale tâche est la résistance à l'État sioniste. Demain, il pourrait y avoir une combinaison de différents facteurs, tels qu'un nouveau leadership et de nouvelles idées, et cela pourrait lui faire emprunter le chemin d'une révolution démocratique. Le fait est que les progressistes qui veulent soutenir les Palestiniens voudraient avoir la garantie complète que tout se passera bien. Mais il n'y a jamais de garantie absolue !

Cette alliance pourrait-elle se transformer en une alliance pour installer ensuite une société démocratique et progressiste ?

Un front ou une alliance, c'est un phénomène qui évolue. Ainsi, les communistes vietnamiens se sont alliés aux bouddhistes contre l'invasion. Un front peut être limité dans le temps, pour réaliser une tâche ensemble. Après vient une autre tâche, et

peut-être un autre front..,

La gauche européenne estime, en général, le Hamas infréquentable. Mais tel n'est pas l'avis de la gauche arabe…

Les Européens devraient mieux se renseigner, en effet. En Palestine, le FPLP marxiste et le Hamas se sont fort rapprochés, notamment avec des alliances militaires ou des fronts électoraux, comme l'indiquait un dirigeant du FPLP, le docteur Rabah Mahna : *« Il y a eu une certaine évolution dans le Hamas. Depuis 1988, il s'est en effet peu à peu transforme d'une organisation de type Frères musulmans en un mouvement de libération nationale. (…) Les forces politiques mondiales et arabes qui soutiennent la cause palestinienne, mais qui ne sont pas d'accord avec tout ou partie du programme du Hamas doivent nous aider à le faire sortir d'une vision enfermée, à continuer son évolution. »*[3]

Ces choses évoluent parfois assez vite. Au Liban, durant les années 80, il y a eu des heurts très violents entre le Hezbollah islamiste et le parti communiste. A présent, tous deux ont constitué un front politique solide et ils ont combattu côte à côte, les armes à la main, lors de l'invasion israélienne du Sud-Liban en 2006.

Quelle perspective voyez-vous pour la résistance ?

Israël a fait en sorte qu'il n'y ait pas d'État palestinien. Aujourd'hui, deux États côte à côte, c'est devenu impossible (voir chapitre 19). La seule issue possible sera de créer un seul État ouvert à tous et où tous seront égaux.

L'évolution de la lutte va obliger tout le monde à former un seul État. D'abord, s'ils veulent lutter correctement, le Hamas,

le Fatah et le FPLP devront s'unir contre le sionisme. Et cette lutte amènera finalement la population israélienne à réagir. Les Israéliens ne se laisseront pas mettre de côté par leurs dirigeants.

Ce sera comme en Afrique du Sud : quand la lutte sera très intense, l'appareil d'État israélien se fissurera, et la société israélienne éclatera entre les classes qui profitent du colonialisme et les autres. Les Israéliens progressistes voudront négocier. A ce moment, le cœur du pouvoir - à savoir l'armée et les services secrets - se tournera aussi contre les autres juifs. Certains quitteront le pays, d'autres négocieront. Et la seule solution sera un État ouvert à tous et respectueux de tous.

À LIRE :

Christian Chesnot & Joséphine Lama, *Palestiniens, 1948-1998*, Éditions Autrement, Paris, 1998.



Combattants palestiniens en 1938. A noter : le drapeau réunit le croissant musulman et la croix chrétienne.



En 1969, le Fatah et le FDLP (Front Démocratique de Libération de la Palestine) prennent position pour une cohabitation des juifs, chrétiens et musulmans dans un Etat palestinien démocratique et laïque.



« Arrêtez de voler nos terres », Bil'in, 2005.



Yousef Amira, 17 ans, manifeste à Nilin le 31 juillet 2008. Quelques instants plus tard, il recevra une balle de l'armée israélienne dans la tête.



Funérailles de Yousef Amira (voir ci-dessus).

10

Pas de partenaire pour la paix ?

Israël se présente comme « recherchant la paix », faisant même des « offres généreuses », mais « ne trouvant pas de partenaire sincère » avec qui négocier. Vrai ou faux ? Quant aux États-Unis, ils se présentent comme un « intermédiaire neutre » qui cherche à réconcilier les deux parties. Effectivement, des négociations ont eu lieu à plusieurs reprises. Mais que s'y est-il réellement passé ?



NASEERARURI

A enseigné les sciences politiques à l'Université de Massachusetts (USA). A été directeur de l'institut International de recherches criminelles de La Haye. Son livre *Dishonest broker* (Un intermédiaire malhonnête) analyse le rôle joué par chacun des présidents des États-Unis dans les négociations Israël – Palestine.

Est-il exact qu'Israël ne trouve pas de partenaire pour des négociations correctes ?

Il convient de reformuler la question : Israël ne veut pas trouver de tels partenaires. Pour lui, la paix représente une menace. En réalité, ce qu'on appelle le « processus de paix » a servi de bouclier protégeant Israël de la « menace de la paix », c'est-à-dire du retrait des territoires qu'il occupe, donc de concessions territoriales qui pourraient mener à la création d'un État palestinien entre le Jourdain et la Méditerranée. Par contre, les Palestiniens ne peuvent refuser la paix, car c'est le seul moyen d'obtenir l'autodétermination palestinienne. La paix priverait Israël de la souveraineté totale entre le Jourdain et la mer, il devrait partager le territoire. La paix nécessiterait une pression des États-Unis, ce qui n'est pas en vue dans la situation actuelle.

Pourtant, des négociations ont eu lieu à plusieurs reprises, sous le patronage des États-Unis. Vous affirmez que ceux-ci ne se sont pas comportés comme un intermédiaire honnête et sincère. Pourquoi ?

D'une façon générale, ils n'ont jamais été un intermédiaire honnête. Ils ont soutenu l'idée que la solution doit provenir de la partie israélienne et être présentée aux États-Unis, lesquels, ensuite, la soumettent aux Palestiniens.

Le point commun de toutes ces négociations ? Il s'agissait d'un plan israélien, servant les objectifs israéliens, qui était ensuite habillé de manière à paraître neutre. Par exemple, le concept d'autonomie que le premier ministre israélien Menahem Begin a décrit comme *l'autonomie pour le peuple, mais non pour la*

terre », eh bien, il provenait du parlement israélien pour servir de substitut à l'autodétermination des Palestiniens, pour les empêcher de déterminer leur destin eux-mêmes. De son côté, le président US Jimmy Carter a essayé de persuader Israël qu'il devait s'agir d'une « autonomie complète », ce qui se rapprochait le plus de l'autodétermination. Mais sans accorder aux Palestiniens une véritable souveraineté.

Cependant, si on remonte à 1948, et même aux années 60, les États-Unis apparaissent alors beaucoup plus distants d'Israël qu'aujourd'hui. Pourquoi ?

D'abord, les Palestiniens étaient absorbés par les soucis de leur survie quotidienne. Avoir un État et des droits nationaux n'était pas leur première préoccupation. Ensuite, entre 1948 et les années 60, les États-Unis n'étaient pas la puissance dominante au Moyen-Orient. C'étaient la Grande-Bretagne et la France.

Il a fallu attendre 1967 pour que les États-Unis et l'Union soviétique éliminent l'ancien ordre impérial. Les États-Unis prenant la place de la France comme soutien principal d'Israël tandis que l'URSS prenait la place de la Grande-Bretagne. C'est grâce aux armes fournies par Paris qu'Israël a pu conquérir des territoires égyptiens, syriens et jordaniens. Mais la guerre de 1967 a été le chant du cygne de la France au Moyen-Orient. Et les États-Unis ont rempli ce « vide ».

Quand les États-Unis ont-ils opéré ce changement pour soutenir Israël à fond ?

Cela s'est passé durant la campagne présidentielle de 1969. Le candidat Nixon s'est engagé à garantir à Israël *« une marge de supériorité technologique et militaire sur tous leurs voisins*

arabes réunis ». Cette promesse a été honorée par chacun des présidents qui se sont succédés jusqu'à aujourd'hui.

Et pourquoi ?

C'était lié à leur nouvelle politique à l'égard du Vietnam. Dans ce qu'on a appelé la stratégie Nixon - Kissinger, les États-Unis fournissaient l'argent et les armes tandis que les Vietnamiens fournissaient les combattants. Le président Nixon a décrit sa nouvelle politique dans le New York Times, en disant que Washington fournissait *« le tuyau d'arrosage et l'eau »,* tandis que les préposés locaux allaient fournir *« les pompiers ».*

Aux yeux de Nixon, Moshe Dayan, alors ministre israélien de la Défense, était un dirigeant plus efficace que les généraux vietnamiens Ky et Thieu. Israël allait constituer la variante méditerranéenne de ce modèle de « vietnamisation » : les Israéliens, équipés avec l'argent et les armes US, assumaient les tâches de combat, tandis que les USA prenaient le rôle du chef de la police.

Est venu ensuite le président Carter. A-t-il changé cette orientation ?

Entamant sa présidence en 1976, Jimmy Carter a placé les droits de l'homme au cœur de sa politique. Pourtant, il a continué à soutenir des régimes répressifs en Amérique latine, au Moyen-Orient et en Afrique. C'est seulement lorsqu'il échoua à s'assurer un second mandat qu'il changea son rôle en celui d'un activiste des droits de l'homme. Et il mécontenta les juifs américains (et d'autres) en comparant l'apartheid en Palestine avec celui de l'Afrique du Sud.

Il mit en place une infrastructure sur les droits de l'homme

avec le Carter Center à Atlanta, le projet Habitat pour les pauvres, et un instrument crédible de comptage des votes dans les pays du tiers monde. Tous ces efforts de réorientation en faveur des droits de l'homme l'ont placé dans une sérieuse contradiction avec le lobby juif. Et même avec des non-juifs qui tremblent devant l'influence de ce lobby dans l'arène politique US.

En 1980, Carter est remplacé par Reagan et sa stratégie de nouvelle guerre froide. Le conflit israélo-palestinien y joue-t-il un rôle important ?

La clé de la politique internationale devient la « Doctrine Reagan » appelée Roll back (refoulement) : les États-Unis devaient absolument contrer toute avancée de forces soviétiques ou prosoviétiques n'importe où dans le monde, que ce soit en Europe de l'Est, en Asie centrale ou en Asie du Sud. La « relation spéciale » entre les USA et Israël s'est même transformée, sous Reagan, en une « alliance stratégique ».

La fin de la guerre froide sous la présidence Reagan a contribué à affaiblir le monde arabe et à faire pencher la balance en faveur d'Israël. Les Soviétiques avaient systématiquement fourni aux Arabes des armes de dissuasion. Mais, arrivé au pouvoir, Mikhail Gorbatchev mit fin à cette politique et cessa d'armer des pays du tiers monde comme la Syrie. Ce changement - et aussi l'arrivée au pouvoir de Saddam Hussein en Irak - a fortement modifié le rapport de forces israélo-arabe. Gorbatchev et Saddam Hussein ont fait beaucoup de tort aux Palestiniens et aux Arabes.

Une fois l'Union soviétique éliminée, le président Bush père (1989-1992) a-t-il modifié cette relation avec Israël ?

On ne peut dire qu'il ait rompu avec cette politique. Pourtant, il faut être correct et reconnaître que Bush père est allé plus loin qu'aucun autre président pour essayer d'obtenir une solution générale basée sur les résolutions de l'ONU, dans la mesure où le lobby pro-israélien le permettait. Quiconque lit la presse israélienne de l'été 90, ne peut manquer d'observer que Bush avait un « grand dessein ». Les troupes US étant sur le terrain en Arabie Saoudite, Bush comptait dire aux Israéliens que puisqu'il avait éliminé la menace de Saddam Hussein (ce qui était le rôle d'une superpuissance), le moment était venu de se mettre autour d'une table et de résoudre les principaux problèmes entre Arabes et Israéliens. A présent, Israël ne pouvait plus se prétendre en insécurité. La sécurité, c'était l'affaire de la superpuissance qui trouvait alors son intérêt dans la paix ; il était donc temps d'aller tenir une conférence de paix, à Madrid ou ailleurs.

Mais ce dessein de Bush fut brisé lorsqu'il échoua à prolonger son séjour à la Maison Blanche. Bill Clinton, le nouveau président, réussit à dévier le train de la paix vers Washington.

C'est en effet à Washington qu'ont été signés en 1993 les « Accords d'Oslo » (voir chapitre 9), entre Arafat et Rabin, sous le patronage du président Clinton. Celui-ci s'est-il comporté en intermédiaire honnête ?

Non. La plupart des gens de son équipe provenait des *think tanks* (groupes de réflexion et d'influence) juifs, la plupart étant des juifs américains patronés parles sionistes. A l'égard d'Israël, Clinton ne tenait aucun compte du droit international (qu'il ne cessait d'invoquer à propos de l'Irak). Il bloquait toute sanction de l'ONU à l'encontre d'Israël et approuvait les

déportations de Palestiniens ou le blocage des territoires occupés pratiqués par le Premier ministre Rabin.

Tout ce « processus de paix » des Accords d'Oslo est généralement présenté comme un tournant du conflit. Mais quelles ont été les conséquences réelles d'Oslo ?

D'abord, la création de l'Autorité palestinienne (AP). Mais la question à poser est : de qui sert-elle les intérêts ? En réalité, grâce à l'AP, Israël économise des milliards de dollars. Il n'est pas obligé d'assurer les services qu'une puissance occupante est tenue de fournir. Autre avantage : la « délocalisation >» de la répression à rencontre des Palestiniens, le sale boulot étant confié à l'AP.

Depuis la signature d'Oslo, en 1993, les États-Unis et Israël n'ont cessé de grignoter la Palestine. Oslo représentait une rupture avec le passé, dans la mesure où les Arabes acceptaient d'échanger des territoires contre la paix, et où l'Autorité palestinienne acceptait un accord en dehors de toute légalité internationale. Mais Israël avait refusé de se reconnaître comme un occupant, et avait refusé de se retirer d'aucune de ses colonies. On est sorti de l'impasse seulement lorsqu'Arafat (dont l'organisation subissait une crise financière, idéologique et de légitimité) a soudain accepté - contrairement aux instructions qu'il avait données à ses propres négociateurs - de négocier sans aucune condition avec Israël. Lequel y a vu le succès de sa stratégie refusant tout compromis.

Oslo a signifié la paralysie diplomatique du peuple palestinien. Oslo a servi à prolonger et consolider l'occupation israélienne de la Palestine. Depuis Oslo, on a construit plus de nouvelles

colonies israéliennes que durant aucune autre époque précédente. Les Palestiniens ont dû assister passivement à la construction de ces colonies avec des routes de contournement réservées aux seuls Israéliens et qui transformaient la société palestinienne en une série de confettis. Oslo a servi de couverture à ces conquêtes pendant que le monde assistait à un spectacle diplomatique baptisé « processus de paix » par les médias US et la propagande israélienne.

Mais pour les millions de Palestiniens exilés, Oslo a signifié que le droit au retour des réfugiés ne serait jamais reconnu, que les maigres compensations seraient payées non par Israël qui en est responsable, mais par l'Europe et les pays arabes riches. Tandis que, pour les Palestiniens vivant à l'intérieur d'Israël, Oslo signifie qu'ils doivent accepter pour toujours leur statut de citoyens de seconde zone. Tout rêve de reconstituer la nation palestinienne avec ses trois composantes (vivant sous occupation, en exil ou à l'intérieur d'Israël) a été brisé par Oslo.

Pour les Palestiniens, où qu'ils soient, Oslo a signifié l'abandon de leurs droits qui avaient été internationalement reconnus par l'ONU. En échange de quoi, ils s'engageaient dans un processus où ils devaient perpétuellement convaincre les Israéliens qu'ils avaient des droits ! Avoir une des directions politiques les plus crédules des temps modernes, et en face de soi la plus forte puissance militaire et des ennemis impitoyables, cette combinaison a été mortelle !

Quelle leçon le peuple palestinien peut-il retirer de sa confrontation avec la diplomatie des États-Unis ?

A partir de 1967, la lutte des Palestiniens pour

l'autodétermination se déroulait sous trois formes : diplomatique, politique et paramilitaire. Au départ, c'est la lutte armée qui avait été définie comme la méthode pour établir sur l'ensemble de la Palestine un État démocratique dans lequel prévaudrait l'égalité entre chrétiens, juifs et musulmans (voir chapitre 9). Cette période, très courte, s'est terminée à la fin des années 70. Par un accord non-écrit entre les pays arabes et l'Organisation de Libération de la Palestine, celle-ci baisse le ton, renonce à la lutte armée et se lance dans une offensive diplomatique, conjointement avec les pays arabes, pour obtenir un mini-État en Cisjordanie et à Gaza.

La lutte diplomatique s'est poursuivie de 1973 à aujourd'hui. Mais tandis que l'OLP se concentrait sur ce front durant les années 70, 80 et 90, une importante lutte se développait à l'intérieur des territoires occupés. Menée par la société civile et politique, sous la forme d'un front national palestinien, c'était une lutte non-violente. Avec des techniques variées : non-paiement des taxes, boycotts, manifestations et toutes sortes d'actions visant non seulement à déclarer l'occupation illégale, mais aussi à la tendre inopérante. Les autorités occupantes ont envoyé en prison ou expulsé du pays de nombreux dirigeants et militants de cette lutte.

C'est cette lutte non-violente qui a permis de construire une structure de résistance au sein même des territoires occupés. Très différente de l'OLP qui avait affirmé construire un « État en formation » en dehors de la Palestine. Nous avions, à ce moment, deux directions palestiniennes en compétition : l'une utilisant des méthodes pseudo-diplomatiques, tandis que l'autre, un mouvement né à la base, tentait de créer des changements structurels afin de démanteler l'occupation.

Lorsque les forces et l'appareil de l'OLP ont été expulsés du Liban en 1982, se réinstallant à Tunis et en d'autres endroits du monde arabe, la lutte à l'intérieur s'est renforcée. Cela a engendré le soulèvement de 1987 : l'Intifada, qui a porté la résistance non-violente à un niveau supérieur et a lancé un sérieux défi à l'establishment politico-militaire israélien. Israël a réagi, d'une part, en démantelant les comités politiques locaux qui dirigeaient la résistance, et, d'autre part, en invitant l'OLP. Laquelle se trouvait en crise comme nous l'avons vu et suppliait d'être acceptée comme partenaire de négociation.

L'OLP a été facilement convaincue de s'embarquer dans le processus d'Oslo. Tout comme elle avait été facilement convaincue de s'engager, vingt ans plus tôt, dans une négociation dérisoire sur une solution à deux États. A présent, le but d'Israël était de marginaliser la société politico-civile en lutte au sein des territoires occupés. Dès ce moment, la route menant à Oslo a été pavée de désastres. Oslo a réussi à démanteler la société civile et la lutte à la base. A sa place, nous avons un appareil d'État sans État dont les divers prétendants se disputent les miettes.

Pour vous, telle est la leçon d'Oslo : la diplomatie doit s'appuyer sur la lutte de la base, et non la refréner ou prétendre la remplacer ?

Oui, cette leçon est claire. Démanteler la société civile a conduit à présenter le conflit comme se déroulant entre deux États et deux armées, l'une soi-disant noble, et l'autre présentée comme une bande de terroristes.

Tout ce processus de paix » a été clôturé par la rencontre de Camp David en 2000. Limage que les médias en ont retenue,

c'est que le premier ministre israélien Ehud Barak a fait une « offre généreuse » refusée par Arafat. Clinton a d'ailleurs accusé celui-ci d'avoir fait échouer la négociation.

C'est un mensonge. La prétendue « offre généreuse «consistait à proposer quatre enclaves morcelées par des colonies illégales et des routes de contournement. Il aurait ainsi été impossible de constituer un véritable État palestinien viable, indépendant et d'un seul tenant. Clinton a proposé un deal où Israël aurait annexé 9% de la Cisjordanie et aurait, en échange, rendu 1% de la Cisjordanie qu'il avait envahie en 1967. L'offre excluait aussi la Mer Morte, la vallée du Jourdain et les colonies israéliennes. En ce qui concerne Jérusalem, 15% seulement de son territoire auraient été placés sous « contrôle administratif » palestinien. En même temps qu'il « négociait », Israël continuait à étendre ses colonies illégales sur le territoire palestinien. Et en échange de ces pseudo-concessions dérisoires, Arafat avait renoncé au droit au retour des réfugiés palestiniens chassés de leurs terres.

Le journaliste français Charles Enderlin *(France 2)* a pu filmer les principaux protagonistes, il a même eu accès à leurs notes, à condition de ne rien révéler avant fin 2001. Dans son film Le *Rêve brisé*, on voit le mépris de Barak, refusant de négocier directement avec Arafat ou même de le rencontrer seul à seul.

Tout comme Enderlin, Robert Malley, conseiller de Clinton, a confirmé plus tard que c'était Barak qui avait refusé de négocier. Refusant également, juste après Camp David, une proposition très... généreuse d Arafat : « un État d'Israël incorporant certains territoires annexés en 1967 et comportant une très large majorité de ses colons, une

Jérusalem juive plus grande qu'à aucun moment de l'Histoire, la préservation de l'équilibre démographique d'Israël entre juifs et Arabes, une sécurité garantie par une présence internationale sous direction des USA. »

D'une façon générale, dans ces négociations, les États-Unis ont-ils respecté les droits des Palestiniens, tels qu'ils avaient été définis par les Nations Unies ?

Jamais. Ils ont même très souvent contribué a les démanteler. Voyez, par exemple, combien de fois (cinquante environ), ils ont utilisé leur droit de veto au Conseil de Sécurité afin de protéger Israël d'une condamnation internationale ou d'une enquête internationale. Washington a également violé le droit international au profit d'Israël, il a également protégé ses dirigeants et diplomates contre la possibilité de procès lorsqu'ils voyagent dans le monde.

Bref, les États-Unis ont très rarement été impartiaux dans les questions du conflit israélo-arabe. En fait, ils ont été des « cobelligérants ». L' « intermédiaire » ne peut être « honnête » lorsqu'il est le fournisseur d'armes d'une des parties, son financier et son principal soutien diplomatique. Aussi longtemps que le lobby israélien restera imbriqué dans la politique des États-Unis, aussi longtemps que ceux-ci considéreront Israël comme leur « position stratégique », jamais ils ne seront neutres.

À LIRE :

Naseer Aruri, The Obstruction ofPeace : The U.S.,Israël and the Palestinians, *Common Courage Press, 1995*.

Naseer Aruri ; *Dishonest Broker: The U.S. Rôle in Israël and Palestine*, South End Press, Cambridge (Massachussetts), 2003.

Edward W. Said, Israël Palestine : l'égalité ou rien,*La Fabrique, Paris, 1999*.

Marwan Bishara, *Palestine-Israël : la paix ou l'apartheid,* La Découverte, Paris, 2002.

La Palestine morcelée après Oslo

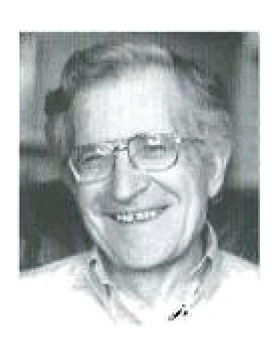


: Israel : Palestine

11

Pourquoi les États-Unis protègent-ils Israël ?

Comment un État aussi petit qu'Israël parvient-il, depuis plus de soixante ans, à occuper illégalement des territoires étrangers, bafouer des dizaines de résolutions de l'ONU, violer le droit international et tout cela sans subir de sanctions ? Serait-ce parce qu'il bénéficie d'un « parrain » très puissant ? Quel intérêt motive les États-Unis pour agir ainsi ? Et enfin, dans la relation USA - Israël, lequel est le maître ?



NOAM CHOMSKY

Né en 1928 à Philadelphie. Enseignant au Massachusetts Institute of Technology, il a fondé la linguistique générative. Mène parallèlement une intense activité militante depuis les années 60 et la guerre du Vietnam. A publié de nombreux livres et articles sur la politique étrangère des USA et les médias.

Les États-Unis ont-ils toujours soutenu Israël ?

Ils l'ont soutenu pour l'essentiel, mais pas toujours. Un exemple bien connu s'est produit en 1956, lorsque le président Eisenhower a forcé Israël à se retirer du Sinaï. La relation est devenue bien plus forte en 1967. Lorsqu'Israël a rendu un fameux service aux États-Unis et aux Saoudiens en détruisant le foyer principal du nationalisme laïc arabe, l'Egypte de Nasser, qui était leur ennemi commun.

Pour quelle raison les États-Unis soutiennent-ils Israël ?

A partir de 1967, le gouvernement US a considéré Israël comme un « investissement stratégique ». Pour l'administration Nixon, c'était avec la Turquie et l'Iran, un des « commissariats de quartier ». Tous les trois chargés de protéger les dictatures arabes productrices de pétrole. Bien sûr, le quartier général de la police était à Washington, avec un bureau à Londres.

Et le rôle d'Israël s'est accru avec la chute du Chah d'Iran en 1979. A partir de ce moment, Israël a également aidé Washington à contourner les restrictions apportées par le Congrès US lorsqu'il s'agissait de soutenir des massacres et des répressions : je pense au Guatemala, à l'Afrique du Sud et à d'autres pays.

Entre les États-Unis et Israël, il existe des liens très étroits. Au niveau des armées, au niveau des services secrets et aussi au niveau économique. Israël est une société riche, avec une industrie high-tech avancée, étroitement liée à ses partenaires US (particulièrement dans l'industrie militaire, mais pas

seulement). C'est aussi un centre privilégié pour les investissements US de haute technologie. Pour ne mentionner qu'un exemple récent, Intel a prévu d'établir en Israël son centre principal pour la production des puces de nouvelle génération.

L'industrie militaire US a deux raisons pour envoyer ces armes à Israël. D'abord, il s'agit d'un cadeau que le contribuable US offre à cette industrie. Ensuite, cela encourage les riches producteurs pétroliers à acheter des quantités encore plus grandes d'armes (mais moins sophistiquées). Et donc à recycler les pétrodollars.

Mais il existe encore d'autres raisons. Aux États-Unis, les classes intellectuelles se sont nettement alignées sur le soutien à Israël (pour des raisons qu'il serait intéressant de discuter). Et, bien entendu, cela influence la façon dont sont présentés les événements de la région, cela élargit le soutien tout à fait logique apporté par le gouvernement US et par le pouvoir économique.

Il existe également un puissant lobby pro-Israël, bien qu'il soit assez prudent pour ne pas s'opposer au véritable pouvoir. Et bien que ce lobby soit beaucoup moins large et influent que d'autres, surtout les lobbies du monde des affaires. Enfin, en arrière-fond, vous avez des facteurs culturels importants. Les États-Unis possèdent un mouvement chrétien évangéliste d'une force inhabituelle, avec lequel sympathisent - pour ne pas dire plus - des figures haut placées comme George W. Bush, et aussi Reagan. Soutenir Israël est un élément clé de leur théologie (laquelle est en fait extrêmement antisémite, mais ça c'est une autre histoire).

Les Américains tendent quasi instinctivement à sympathiser avec un État colonial de peuplement qui leur rappelle de plusieurs façons l'Histoire américaine. Puisque les tout premiers colons en Amérique du Nord - dont beaucoup étaient des fondamentalistes religieux - se considéraient comme les « enfants d'Israël ». Eux aussi revendiquaient une terre promise et accomplissaient la volonté de Dieu en massacrant les Indiens qui résidaient de façon « illégitime » en Amérique. Ces Indiens étaient assimilés aux « Amalécites ». (Dans la Bible, les Amalécites étaient une ancienne tribu qui harcela les Hébreux lorsque ceux-ci fuyaient l'Egypte vers la Palestine. Ils furent défaits et condamnés à être anéantis).

L'opinion publique des États-Unis est-elle au courant que ses taxes servent à financer les colonies et l'armée d'lsraël?

Assez peu. Le public ne sait certainement pas que ses dollars soutiennent des organisations comme le Fonds National Juif, qui, dans sa convention avec l'État d'Israël, se consacre à œuvrer uniquement pour les personnes « de race, religion et origine juives ». Et il est très douteux que les travailleurs portoricains soient informés que leurs fonds de pension ont été investis en Israël par la direction sioniste de leur syndicat, manifestement en violation de la loi.

Quelles organisations veillent à ce que ce soutien continue?

Le lobby officiel, mais ce n'est pas du tout le plus important. Comme je l'ai indiqué, le soutien est beaucoup plus profond que le rôle du lobby.

Selon vous, entre Israël et les États-Unis, qui contrôle qui?

Pour citer mon ami Gilbert Achcar, grand spécialiste du

Moyen-Orient et des affaires internationales : *« Attribuer une influence décisive au lobby pro-Israël est une vue fantasmatique de la politique. »* Une telle façon de voir ne peut être prise au sérieux que par des gens qui comprennent très peu la structure de pouvoir interne des États-Unis, de quelle manière se forme et se mène la politique internationale.

Israël est à présent un pays très puissant avec une des meilleures armées du monde. Pourrait-il s'en sortir sans le soutien des États-Unis ?

Il le pourrait, oui, s'il était prêt à cesser de privilégier son expansion plutôt que sa sécurité. S'il était prêt à accepter un règlement politique pacifique, sur base du très large consensus international, consensus bloqué depuis trente-cinq ans par les États-Unis et Israël.

Mais pour comprendre le refus israélien, il faut rappeler ce que disait le général Ezer Weizman, qui devint plus tard président d'Israël. C'était en 1972, peu après qu'Israël ait refusé l'offre du président égyptien Sadate, à savoir un traité de paix qui ne concédait rien aux Palestiniens. Selon lui, un accord politique sans expansion territoriale (à l'époque, il s'agissait surtout du Sinaï égyptien) aurait signifié qu'Israël ne pourrait « exister selon la taille, l'esprit et la qualité qu'il incarne à présent ».

Qu'est-ce qui pourrait modifier un jour la relation entre les États-Unis et Israël ? Washington pourrait-elle un jour tourner le dos à Israël ? Pourrait-il arriver que les pays arabes comptent davantage qu'Israël pour les États-Unis ?

Si les États-Unis acceptaient de reconnaître le consensus international sur une solution à deux États, alors Israël serait

forcé de l'appliquer. Nous avons vu cela lors des rares moments où un président US était prêt à prendre une telle position. Et c'était le plus clair en janvier 2001, à la fin du mandat de Clinton, lors de la négociation de Taba où, selon ce qu'ont dit les participants, un accord était tout proche avant qu'Israël ne rompe les négociations prématurément. Mais je ne suis pas d'accord avec cette expression « tourner le dos à Israël ». Ce serait, au contraire, un beau cadeau à faire à Israël. Il y a trente ans, j'écrivais que ceux qui se proclament « soutiens d'Israël » soutiennent en réalité sa dégénérescence morale et sa possible destruction. Cela reste vrai.

À LIRE :

Noam Chomsky, *Israël, Palestine, États-Unis : Le triangle fatidique*, Ecosociété, 2006.

Sous la pression des USA, l'armée israélienne se retire du Sinaï égyptien occupé en 1957.



Dans les années 50, le président Eisenhower entend ménager les régimes arabes face à Israël.



Secrétaire d'Etat de Richard Nixon, Henry Kissinger fait basculer les Etats-Unis vers le soutien inconditionnel à Israël.



Accords d'Oslo, 1993 : Yitzhak Rabin, Bill Clinton et Yasser Arafat .



Olmert, Bush, et Abbas main dans la main, 2007.

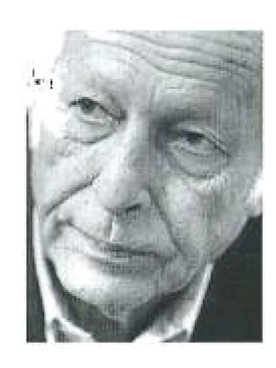


Malgré la victoire électorale du Hamas, les Etats-Unis ne veulent de relations qu'avec le Fatah de Mahmoud Abbas.

12

Israël, flic du pétrole ?

Une chose intrigue beaucoup de gens : pourquoi le conflit israélo-palestinien reste-t-il sans solutions depuis tant de temps ? Partout ailleurs dans le monde, la décolonisation semble terminée depuis longtemps, en tout cas officiellement. Des enjeux cachés empêchent-ils une solution négociée ?



SAMIRAMIN

Economiste franco-égyptien né en 1931. Professeur d'économie politique du développement et directeur du Forum du Tiers- Monde. Enseigne l'économie à Poitiers, Paris et Dakar. A beaucoup publié sur le socialisme, le colonialisme et le développement, en Afrique et dans le monde arabe et islamique.

Pourquoi les États-Unis accordent-ils tant d'importance à Israël ? C'est à cause de l'holocauste, à cause du lobby ?

Cela n'a rien à voir avec l'influence des lobbies israélien et juif, ni avec l'histoire dramatique de l'holocauste. Le soutien inconditionnel des États-Unis à Israël rentre en fait dans la logique du projet de la classe dirigeante américaine qui vise à contrôler militairement la planète entière. En dépit des difficultés et des défaites essuyées, ce projet n'est pas encore remis en cause. Et le contrôle du Moyen-Orient y tient une place importante.

Pour quelles raisons ?

D'abord, parce que c'est la région principale de production et d'exportation du pétrole. Ensuite, pour des raisons géographiques. Le Moyen-Orient se trouve au cœur de l'Ancien Monde, à distance égale de Londres, Pékin, Singapour et Johannesburg. Par conséquent, le contrôle militaire de cette région permet aux États-Unis d'exercer une menace permanente sur tous les pays de l'Ancien Monde, et particulièrement sur ceux qu'ils considèrent comme les plus dangereux.

C'est une des principales raisons du soutien des États-Unis à Israël. Mais on peut imaginer que lorsque leur plan de contrôler militairement la planète sera réellement mis en déroute, Washington sera contraint d'abandonner ce projet à la fois démentiel et criminel. Donc, le soutien à Israël rencontrera des obstacles. Et l'influence des lobbies prosioniste et pro-israélien aux États-Unis et en Europe aura moins de

marge.

La question clé, c'est le pétrole ?

Oui et non. Le projet de contrôle militaire de la planète n'a pas pour seul objectif l'accès aux ressources pétrolières et leur contrôle. Les véritables objectifs vont bien au-delà. Il s'agit de rendre impossible ou très difficile la résistance d'une nation quelconque du sud de l'Asie, d'Afrique ou même de la Russie. Il y a un véritable contrôle mondial par les oligopoles[4] des pays impérialistes : les États-Unis en premier lieu, suivis de leurs subalternes européens et japonais.

Ce projet ne se résume donc pas au seul pétrole. De plus, pour servir ce projet, les États-Unis peuvent compter sur beaucoup d'alliés dans les pays du Sud. Je pense à toutes ces classes compradores (agents économiques des grandes puissances) et procapitalistes. Cependant, ils n'ont pas de meilleur allié qu'Israël. En effet, Israël est comme un corps étranger dans le Sud. Il se considère comme occidental et son avenir dépend intégralement du maintien de la domination des Occidentaux sur le reste de la planète. C'est ce qui fait d'Israël un allié inconditionnel des Occidentaux.

D'autant plus inconditionnel qu'Israël est un véritable produit de l'Occident ?

Exactement. Il ne tiendrait pas une semaine sans le soutien des États-Unis. Et si ces derniers prenaient la moindre petite mesure de rétorsion à l'égard d'Israël, ce dernier serait contraint de négocier et de capituler (je ne parle même pas de mesures drastiques comme le blocus de Cuba). On peut donc parler de soutien inconditionnel des États-Unis à Israël. C'est voulu.

Pourtant, certains affirment que ce sont les Israéliens qui contrôlent les États-Unis…

C'est une thèse absurde. Ce n'est pas la queue qui fait remuer le chien, c'est le contraire ! C'est une thèse grotesque rejoignant ce vieil antisémitisme qui postulait l'existence d'un lobby juif qui contrôlerait le monde. Non, le grand capital nord-américain n'est pas juif. Il est WASP, c'est-à-dire White (Blanc), Anglo-Saxon et Protestant. Il est même parfois antisémite sur les bords !

Ce capital WASP a d'ailleurs soutenu Hitler à un moment donné ?

Tout à fait. Ce n'est donc pas Israël qui contrôle les États-Unis, mais le contraire. Prenons un autre exemple. Après la Seconde Guerre mondiale, la Turquie était aussi un allié inconditionnel des États-Unis. Mais nous voyons à quel point pour une société du tiers monde, cette situation est difficile à tenir, même pour des classes dirigeantes alliées aux grandes puissances. Nous voyons bien que la Turquie actuelle tente de prendre quelques distances. Auparavant, les États-Unis avaient pu compter sur le Chah d'Iran, mais le Chah est tombé en 1979. Ils savent très bien que quel que soit le régime à leur botte dans un pays du tiers monde, cette soumission reste fragile. C'est pourquoi ils ne peuvent pas avoir de meilleur allié qu'Israël dans la région.

Et l'Arabie Saoudite non plus ne peut pas faire le travail militaire pour les États-Unis ?

Non. L'Arabie Saoudite, c'est surtout du pétrole, et c'est à peine un État. Ses réserves de pétrole ainsi que le caractère autocratique et archaïque de son système politique en font

effectivement un allié inconditionnel. Mais ce pays a un poids presqu'insignifiant sur le plan politique car sa classe dirigeante n'a pas d'autre choix ou ne veut pas choisir autre chose que de s'allier aux États-Unis. De plus, l'Arabie Saoudite n'est pas toute seule. Elle fait partie d'un ensemble, le monde arabe. Et là aussi, ça peut limiter le poids des dirigeants saoudiens.

Mais le pétrole n'était pas si important quand l'Empire britannique a décidé de soutenir la création d'Israël...

L'idée de cette création remonte à la Déclaration Balfour en 1917. Ce projet rentrait dans la stratégie de l'impérialisme britannique qui, après l'effondrement de l'Empire ottoman, devenait l'impérialisme dominant dans la région. A l'époque, le pétrole avait déjà son importance. Celui de l'Iran, par exemple, était important pour la marine de guerre britannique. Cependant, le pétrole n'était pas l'élément essentiel de la stratégie britannique. La Grande-Bretagne souhaitait surtout s'implanter sur le flanc Est de l'Egypte qui à l'époque était un pays nationaliste. C'est pourquoi les Britanniques ont appuyé la création de l'État d'Israël. L'objectif était double. D'abord, exercer une menace permanente sur l'Egypte et s'assurer le contrôle du canal de Suez (qui était à l'époque une voie de commerce vitale entre l'Europe et particulièrement la Grande-Bretagne d'une part, et l'Inde et l'Asie d'autre part). Le deuxième objectif était de séparer artificiellement l'Egypte et la partie occidentale du monde arabe de la partie orientale. L'idée était donc de créer un État tampon, artificiel et étranger à la région. Et ils ont parfaitement réussi.

Et l'enjeu du pétrole est venu par la suite ?

Oui, surtout à partir de cette Première Guerre mondiale,

quand le pétrole a commencé à prendre une importance capitale dans l'économie mondiale contemporaine et que le Moyen-Orient s'est avéré être la principale région pétrolifère. Les États-Unis ont bien compris que l'un des principaux instruments de contrôle de l'économie mondiale, c'est le contrôle de l'accès au pétrole.

Et leur contrôle quasi exclusif de l'accès au pétrole n'a pu et ne peut être assuré qu'à travers un contrôle militaire direct ou indirect. Il est direct à travers l'établissement militaire des États-Unis eux-mêmes en permanence dans la région. Et il est indirect quand il passe par leur allié inconditionnel, Israël, qui exerce une menace militaire sur les pays de la région. On l'a d'ailleurs bien vu, tous les pays de la région qui ont tenté de résister à leur insertion subordonnée dans le système mondial capitaliste dominé par les États-Unis, tous ces pays ont été combattus férocement par les États-Unis eux-mêmes ou par Israël. Je fais référence notamment aux guerres engagées par Israël contre l'Egypte nassérienne, la Syrie baasiste ou l'Irak marxiste. Ces guerres ont été engagées avec l'accord ou le soutien des États-Unis, et peut- être même avec une planification commune. Et ça continue encore aujourd'hui. On agite toujours la prétendue menace qu'Israël bombarde l'Iran. Mais Israël ne pourra se permettre de le faire que s'il a le feu vert des États-Unis, l'assurance de leur soutien militaire ou même la possibilité d'une intervention conjointe.

Le pétrole reste et restera dans l'avenir visible une ressource incontournable pour la survie de l'économie en général et de l'économie capitaliste en particulier, Par conséquent, le contrôle de la principale région pétrolière du monde renforce l'alliance entre les États-Unis et l'Europe d'une part, et Israël

d’autre part.

Israël a pour rôle d’être le flic du pétrole, le flic du Moyen-Orient ?

Oui, un des flics du Moyen-Orient aux côtés des armées américaines directement installées dans la région. C’est un flic de quartier.

Avec Obama, les États-Unis continueront-ils donc à intervenir pour briser chaque pays du Moyen-Orient qui tente de s’émanciper et d’utiliser le pétrole autrement ?

Israël reste attaché au projet de contrôle militaire des États-Unis. L’administration Obama n’a rien changé. Elle tient un discours sur l’évacuation de l’Irak, mais s’engage encore plus en Afghanistan. Les États-Unis n’ont donc pas renoncé à leur projet de contrôler la région.

Quel est finalement le bilan de leur intervention globale au Moyen-Orient ?

Il y a eu certains résultats conformes aux espérances entre 1991, la première guerre du Golfe et 2003, la nouvelle occupation de l’Irak. Et aussi avec la poursuite de la guerre en Afghanistan et son extension au Pakistan. Mais à présent, ce projet a du plomb dans l’aile pour plusieurs raisons. D’abord, sur le plan militaire, c’est un semi-échec. Les États-Unis ne parviennent pas à mettre en place des régimes à leur botte et stables. Une occupation militaire permanente est la seule garantie de contrôle qu’ils aient dans la région. Si les États-Unis devaient quitter l’Irak ou l’Afghanistan demain, il est certain que des régimes qui ne seraient pas leurs alliés prendraient le pouvoir dans les semaines, les mois ou les

années à venir. En définitive, le projet reste « victorieux » sur le plan militaire, mais il ne parvient pas à régler le moindre problème politique.

La deuxième raison concerne les transformations en cours dans les équilibres mondiaux. Ces transformations se font au bénéfice de pays émergents tels que la Chine et l'Inde. Ajoutons la possible renaissance de la Russie. Nous avons donc trois grandes puissances qui se trouvent à proximité de cette région du Moyen-Orient. Et ces grande puissances, parce qu'elles ont leurs propres besoins, sont ou seront amenées à avoir des stratégies en contradiction avec le projet américain de contrôle militaire de la planète. La Chine et l'Inde ont besoin d'avoir accès aux sources pétrolières du Moyen-Orient. Et elles ont les cartes en main pour pouvoir faire reculer tes États-Unis.

Le rapport de force mondial a fort changé ces dix dernières années...

Oui, le projet des États-Unis semble en très mauvaise posture maintenant. On peut le voir avec les rapports de la CIA. Avant 2008, l'agence américaine publiait un rapport très optimiste sur comment serait le monde en 2020 : les États-Unis devaient continuer à exercer leur hégémonie globale sans grands problèmes malgré la montée de la Chine et de l'Inde. Ces pays émergents étaient considérés comme une croissance de leur base commerciale mondiale, et sans plus. Mais en 2010, la CIA a publié un nouveau rapport sur le monde en 2025, et il est beaucoup moins optimiste. Il y a eu la crise économique, et le rapport imagine que le projet de contrôle militaire devrait être tout au moins révisé. Cette fois, la montée de la Chine n'apparaît plus comme l'émergence d'un

marché, mais bien comme l'émergence d'une nation. C'est très différent.

Cette capacité de résistance chinoise qui a beaucoup augmenté, cela rééquilibre les relations internationales ?

Evidemment On l'a vu avec le refus chinois de s'aligner au Conseil de Sécurité sur le projet de sanctions à l'encontre de l'Iran.

Justement, Zbigniew Brezinski, ancien conseiller du président Carter, a déclaré de façon étonnante, que si Israël envoyait des avions pour bombarder l'Iran, l'aviation US devrait les intercepter, voire les abattre. Les États-Unis sont-ils en difficulté. Le soutien inconditionnel à Israël leur pose-t-il des problèmes ?

Tout à fait, Il y a quand même des gens intelligents dans l'establishment américain et Brzezinski est de ceux-là. Le caractère criminel du projet de contrôle militaire de la planète ne les dérange pas, Par contre, ils ont conscience de son caractère démentiel. Ils savent qu'il faut faire des concessions, qu'il faut reculer. Et Israël devient gênant dans ce recul.

Pourra-t-on continuer à utiliser le pétrole comme le fait l'économie capitaliste ?

L'économie de demain devra être fondée sur une autre source principale d'énergie et d'autres modes d'utilisation de l'énergie. Cela doit aller de pair avec d'autres modes de vie et de consommation. Il n'y a pas d'avenir pensable en prolongeant, voire en étendant au reste du monde les formes de production et de consommation du capitalisme développé.

Vous pensez que le gaspillage fait partis du système

capitaliste ?

Oui, Baran et Sweezy l'avaient déjà montré dans les années 60 avec leur livre *Le Capitalisme monopoliste : un Essai sur la société industrielle américaine,* une avancée dans l'analyse marxiste de la réalité capitaliste. Il y avait les deux fameux secteurs considérés par Marx : la production des moyens de production (machines, bâtiments, madères premières) et la production des biens de consommation. Mais l'accumulation dans le capitalisme des monopoles exige un troisième secteur : celui de l'absorption du surplus, sans quoi le capitalisme ne peut fonctionner. Cela implique la nécessité de ce troisième secteur qui est largement un secteur de gaspillage.

Par la suite, à partir des années 50, il y a eu un gonflement du troisième secteur de surplus qui est aujourd'hui devenu plus important quantitativement que les secteurs 1 et 2 réunis dans l'économie des pays capitalistes développés (États-Unis, Europe et Japon). Et il n'y a pas d'autres capitalismes possibles que celui qui existe.

Parce que le capitalisme est un système où la course au profit n'a pas de limites les gens doivent donc consommer au maximum (et gaspiller le pétrole) sans rapport rationnel avec leurs vrais besoins ?

Absolument. La doctrine de Marx analyse et critique une économie capitaliste qui attache de l'importance à la valeur d'échange des marchandises (la valeur à laquelle on peut les vendre) et non à leur valeur d'usage (l'utilité qu'elles ont pour qui les emploie). Mais une économie humainement rationnelle, celle du socialisme de l'avenir, devrait faire l'inverse et être basée sur les valeurs d'usage.

Vous êtes optimiste ou pessimiste ?

Il faut rester optimiste. La société israélienne est en décrépitude. D'une part, la logique même du sionisme devait conduire à une logique d'État théocratique qui est raciste envers l'extérieur, mais connaît aussi des discriminations à l'intérieur. D'autre part, la soumission inconditionnelle d'Israël au néolibéralisme a amené des problèmes sociaux, qui sont liés aux divisions internes. Si bien qu'il y a une véritable déchéance de l'État d'Israël.

Il avait pourtant été présenté comme un État modèle : démocratique, moderne et moins inégalitaire que les autres de la région.

Mais cette image ne correspond plus à la réalité. Israël devient la version juive de l'islam fondamentaliste qui a percé ailleurs.

À LIRE :

Noam Chomsky & Gilbert Achcar, *La poudrière du Moyen-Orient*, Fayard, Paris, 2007.

Samir Amin, *L'hégémonisme des États-Unis et l'effacement du projet européen*, L'Harmattan, Paris, 2000.



Iran, 1953 : suite à la nationalisation du pétrole iranien par Mossadegh, USA et Grande-Bretagne y provoquent un coup d'Etat.



F-16 produits aux Etats-Unis, livrés à Israël et utilisés pour bombarder la centrale nucléaire irakienne d'Osirak en 1981.



© Henri Leu Swedsation for Mineaction (FSD)



© Henri Leu Swedsation for Mineaction (FSD)

Obus et mines fournis par les États-Unis et utilisés contre la population de Gaza. 1300 tués, la plupart civils.

13

L’Europe est-elle vraiment neutre ?

Le dernier message du grand philosophe Bertrand Russell, daté du 30 janvier 1970 et lu au Caire le lendemain de sa mort, *fut : « La tragédie du peuple de Palestine est que leur pays a été « donné » par une puissance étrangère à un autre peuple pour y créer un nouvel État. Le résultat fut que des centaines de milliers d’innocents sont devenus des réfugiés. A chaque nouveau conflit, leur nombre n'a fait qu’augmenter. Combien de temps encore le monde tolérera-t-il ce spectacle cruel ? Il est évident que les réfugiés ont tous les droits au pays dont ils ont été chassés et que la négation de ce droit est au cœur du conflit. Aucun peuple au monde n'accepterait d’être chassé en masse de son propre pays. »*

La puissance étrangère en question, ce fut la Grande-Bretagne. Mais pourquoi l’Europe, qui se prétend neutre, couvre-t-elle encore cette injustice ? Pourquoi nie-t-elle le droit des Palestiniens à revenir dans leur pays ?



JEAN BRICMONT

Physicien belge et professeur à l'université de Louvain-la-Neuve. Débat fréquemment sur des thèmes très variés : défense de la rationalité scientifique, liberté d'expression, travaux de Noam Chomsky, « choc des civilisations »… Dénonce les ingérences militaires des puissances et leurs prétextes humanitaires.

La France, la Belgique et en général les pays européens se disent neutres et impartiaux dans le conflit israélo-palestinien. Le terme « équidistant» (à mi-distance des deux parties) est souvent employé. Cette affirmation correspond-elle à la réalité ?

Les pays européens ne sont pas tous unis sur cette question : l'Espagne, la Suède et la Norvège ont des positions relativement correctes, et c'était aussi plus ou moins le cas de la France avant Sarkozy (en tout cas, sous de Gaulle). L'Allemagne est supposée compenser les crimes passés (sur le dos des Palestiniens). Ainsi, en 2009, la municipalité de Munich a refusé un local à Ilan Pappe, un juif israélien critique d'Israël, après l'avoir invité. Finalement, il a pu parler, mais dans un local privé. Comme il l'a très justement fait remarquer, son père aussi avait été interdit de parole en Allemagne... dans les années 30. A l'époque, c'était à cause du fascisme ; aujourd'hui, au nom de l'antifascisme. En Grande-Bretagne, l'opinion évolue dans un sens plus favorable à la cause palestinienne, même si les deux grands partis sont extrêmement pro-israéliens.

Mais c'est au niveau des institutions européennes que la situation est la pire. En 2009 également, son représentant Javier Solana a déclaré à Jérusalem, devant un parterre de personnalités des milieux politiques et d'affaires : *« Israël, permette^-moi de le dire, est un membre de l'Union européenne sans être membre de ses institutions. Israël est partie prenante à tous les programmes »* de l'Europe des 27,

notamment dans les domaines de la recherche et de la technologie. Et encore : *«Aucun pays hors du continent n'a le type de relations qu'Israël entretient avec l'Union européenne. »*

D'ailleurs, sur le site de la Commission européenne, on pouvait lire à ce moment : *« L'UE et Israël se sont engagés dans un partenariat visant à instaurer des relations politiques étroites et des relations de commerce et d'investissement mutuellement bénéfiques, ainsi qu'une coopération dans les domaines économique, social, financier, civil, scientifique, technologique et culture! »*. Le plan d'action *« a pour but d'intégrer progressivement Israël dans les politiques et programmes européens »*. Ce plan *« est adapté afin de refléter les intérêts et les priorités d'Israël, ainsi que son niveau de développement »*. Certes, l'accord comporte une clause expliquant que *« les relations entre les parties (...) doivent être fondées sur le respect des droits de l'homme et le respect de la démocratie »*. Une clause visiblement oubliée. Voyez aussi les votes des pays européens sur le rapport Goldstone (accusant Israël d'avoir commis des crimes de guerre à Gaza) au Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies. La France et la Grande-Bretagne ne prennent pas part au vote. La Hongrie, l'Italie, les Pays-Bas, la Slovaquie et l'Ukraine votent non au rapport. Dans ce contexte, l'abstention de la Belgique est presque un acte de résistance. Pourtant, Goldstone n'est nullement un ennemi de l'Occident : lors d'un précédent rapport qu'il dirigeait, il avait estimé que la guerre du Kosovo était *« illégale mais légitime »*.

N'empêche que la position européenne est moins mauvaise

que celle des États-Unis. Si ceux-ci arrivaient à se libérer des groupes de pression qui les poussent à soutenir Israël, les choses changeraient vite. Et ce n'est pas l'Europe (de toute façon relativement impuissante) qui pourrait les remplacer comme soutien principal à Israël.

L'Europe dit ne pas pouvoir accepter le Hamas comme partenaire de négociation. Mais, avant le Hamas, quelle était son attitude envers l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) ?

Quand on voit que l'OLP est devenue aujourd'hui le partenaire « responsable » que l'Europe veut à tout prix renforcer face au Hamas, il faut rappeler combien cette organisation a été dénoncée pendant des années comme terroriste, combien tout contact avec elle était criminalisé et qu'elle a effectivement commis des attentats contre des civils.

Il y a d'autres leçons à tirer de l'Histoire que rappeler la capitulation face à Hitler à Munich et la nécessaire intransigeance face à tous les « nouveaux Hitler », comme la presse occidentale nous le rabâche à chaque conflit. On finira bien par négocier avec le Hamas, comme on l'a fait dans le temps avec l'OLP. Et par « on », je veux dire Israël. La seule question est de savoir après combien de morts et de souffrances cela se fera.

Il est assez absurde pour l'Europe de renforcer le jusqu'au-boutisme israélien, dans un conflit qui ne la concerne pas directement, et de contribuer ainsi à retarder des négociations avec le Hamas qui sont inéluctables. Reste à voir si ces négociations seront réelles ou si, comme à Oslo, elles serviront à perpétuer l'occupation.

Comment définissez-vous l'attitude générale des intellectuels européens à propos du conflit Israël-Palestine ? Sont-ils à vos jeux assez critiques et assez engagés ?

Il est assez comique de comparer l'attitude que les plus en vue des intellectuels européens (surtout français) adoptent dans ce conflit avec celle qu'ils adoptent en général dans d'autres conflits. Par exemple, le Darfour, le Tibet, la Tchétchénie, la Bosnie et le Kosovo, la Géorgie, les élections en Iran ou au Venezuela, les droits de l'homme à Cuba et en Chine, etc.

Dans tous ces conflits, les intellectuels médiatiques adoptent le plus souvent des positions extrémistes : diabolisation intense de l'adversaire, appel au boycott et aux sanctions, ou même à la guerre. Dans tous ces cas, adopter ces positions est extrêmement confortable et permet de se donner bonne conscience à bon marché. Vu qu'ils dénoncent des ennemis officiels, il n'y a aucun danger qu'ils soient contredits s'ils disent des choses fausses ou exagérées.

Heureusement, les gouvernements occidentaux conservent, jusqu'à un certain point, une attitude de *realpolitik*. S'ils écoutaient nos intellectuels, le monde serait rapidement mis à feu et à sang. Par ailleurs, les capitalistes veillent au grain : en général, ils veulent faire des affaires, pas la guerre (ce qui est malgré tout un moindre mal).

Mais ces intellectuels font du tort. Leur pression médiatique empêche l'adoption d'une politique encore plus réaliste, qui lèverait les sanctions à l'égard des pays qui en sont victimes, qui concluerait des accords de coopération avec les « méchants » (Russie, Chine, Iran, etc.) et en général mènerait à des négociations plutôt qu'à des confrontations.

Mais tout change lorsqu'il s'agit de la Palestine…

Exactement. Alors qu'ils n'ont pas de mots assez durs pour condamner les gouvernements ennemis qui répriment des minorités sécessionnistes ou des opposants politiques (même armés), dans le cas d'Israël, par contre, il faut être super prudent, ne jamais « exagérer ». Et il faut jouer au « ni-ni » : « ni le Hamas, ni Israël ». C'est-à-dire toujours faire preuve de compréhension pour le point de vue des oppresseurs. Et, bien sûr, ne jamais mettre en cause ou en péril le prétendu « processus de paix », auquel depuis Oslo, il est difficile de croire, même en faisant preuve d'une bonne volonté excessive.

Pourtant, et il faut le souligner, les Palestiniens ne sont pas une minorité sécessionniste. Entre parenthèses, ces minorités posent un problème très délicat et difficile à résoudre de façon juste dans tous les pays, y compris dans les pays occidentaux. En effet, à cause des inévitables mélanges de population, les groupes majoritaires au niveau de l'État sont souvent minoritaires dans certaines régions : protestants en Irlande, Serbes au Kosovo, en Croatie ou en Bosnie, Arabes au Kurdistan, Espagnols en Catalogne et au pays basque, etc. A la différence de tous ces cas, les Palestiniens sont simplement un peuple colonisé et chassé de ses terres.

De plus, dans le cas de la Palestine, contrairement aux cas que je viens de mentionner, le monde intellectuel et artistique pourrait formuler une exigence très simple : que nos gouvernements cessent de soutenir Israël, qu'ils cessent de financer une Autorité palestinienne qui, dans la pratique, collabore à l'occupation. On ne peut être certain que cela résoudrait le problème des Palestiniens, mais c'est le moins qu'on puisse faire pour ce peuple martyr.

Qu'est-ce qui en empêche ces intellectuels ? La peur d'être accusés d'antisémitisme ? Une culpabilité envers le génocide des juifs ?

Cela dépend. Beaucoup d'intellectuels utilisent cette arme de « l'antisémitisme » pour faire taire leurs adversaires. D'autres effectivement ont peur et disent devoir se taire à cause de la culpabilité. Mais il y a quelque chose de très curieux dans cette « culpabilité ». Nous sommes supposés nous sentir coupables de crimes qui se sont produits avant notre naissance. Et ce sentiment de culpabilité est supposé nous imposer le silence face à des crimes qui se déroulent sous nos yeux. Des crimes sur lesquels nous pourrions agir, par contre.

Ce qui me gêne dans ce sentiment de culpabilité envers l'holocauste, d'abord, c'est qu'il est irrationnel ; ensuite, qu'il est entretenu de façon extrêmement sélective. Par exemple, dès le début de la guerre froide, c'est-à-dire à la fin des années 40, l'Allemagne de l'Ouest était fermement alignée sur les États-Unis contre l'URSS. A ce moment, on ne remarquait donc aucun sentiment de culpabilité, aucun devoir de mémoire suite aux quelques bavures commises par l'armée allemande en URSS pendant la guerre (dix millions de morts, vingt millions ou davantage ?).

Même silence sur les crimes que notre nouvel allié japonais avait commis en Chine et au Vietnam, en les occupant pendant la Deuxième Guerre mondiale. Car, entre temps, il soutenait l'effort de guerre américain. Il n'y a évidemment aucun devoir de mémoire en France par rapport à la guerre d'Algérie. Ni pour les crimes commis par les États-Unis au Vietnam. Plusieurs millions de morts et trois pays - le Vietnam, le Laos

et le Cambodge - dévastés pour des décennies ! Des responsables, qui étaient militaires pendant cette guerre - Colin Powell par exemple - peuvent très bien, sans le moindre état d'âme, s'engager dans de nouvelles aventures impériales.

Pour revenir à la « culpabilité » : Bertrand Russell résumait bien la situation : *« On nous dit souvent que nous devons sympathiser avec Israël à cause des souffrances des juifs aux mains des nazis. Je ne vois là aucune raison de perpétuer une quelconque souffrance. Ce qu'Israël fait aujourd'hui ne peut être justifié. Invoquer les horreurs du passé pour justifier celles du présent est une grossière hypocrisie. »*

Les intellectuels seraient-ils trop crédules envers la version médiatique de ce conflit ?

Cela dépend de qui on parle. Il est vrai que la version médiatique du conflit influence une partie de l'opinion. Mais je doute fort que, mis à part certains propagandistes, les journalistes qui produisent cette version y croient vraiment (contrairement à d'autres conflits).

En effet, tous les journalistes savent très bien, en leur for intérieur, qu'Israël est un sujet risqué. Le moindre faux pas va déclencher l'ire de l'ambassade d'Israël ou des groupes de pressions, et le climat de culpabilité empêche de leur répliquer efficacement. Si on parvenait à libérer les journalistes de ces pressions, le discours changerait rapidement.

N'est-il pas curieux que ces intellectuels soutiennent Israël qui est, au fond, la dernière colonie de l'Histoire ?

En effet. De la fin du XVIe siècle jusqu'au début du XXe, on a assisté à l'expansion coloniale et à la conquête européenne du

reste du monde. La guerre de 1914-18 a signalé le début de la fin de cette domination européenne sur le monde, elle a initié Père de la décolonisation. Les États-Unis ont bien tenté de reprendre le flambeau de la domination après 1945, mais il est clair que leur règne touche à sa fin : crise financière, perte de compétitivité par rapport à la Chine ou l'Inde, incapacité de contrôler l'Irak ou l'Afghanistan...

Et même les États-Unis ont préféré le néo-colonialisme au colonialisme classique. Ils ont préféré le contrôle à distance, la manipulation des gouvernements en place, pour assurer un « climat favorable aux investissements » et d'autres dispositions qui font plaisir aux capitalistes. Mais pas de colonie de peuplement, pas de pillage ouvert des ressources. Dans ce contexte, Israël fait figure d'anachronisme, surtout après la fin de l'apartheid en Afrique du Sud. Israël est, littéralement, la dernière colonie occidentale. C'est une colonie de peuplement, souvent soutenue par un discours extrêmement archaïque.

Ce n'est pas le discours moderne sur la «mission civilisatrice», le « fardeau de l'homme blanc ». Ni le discours, plus récent, sur «l'exportation de la démocratie et des droits de l'homme ». Ces discours-là, malgré leur hypocrisie, admettent qu'il y a dans les colonies ou ex-colonies des êtres humains et qu'il faut leur apporter quelque chose. Avec Israël, le discours est au niveau de celui des conquérants des Amériques : « la Terre nous est donnée par Dieu et les habitants de l'endroit n'ont qu'à partir ou être marginalisés ».

Pensez-vous qu'Israël « coûte cher » à l'Occident ?

En effet, Israël n'a jamais rapporté une goutte de pétrole à l'Occident. Au contraire, la question palestinienne est une

épine dans le pied des pays pétroliers. Ils voudraient bien la voir résolue d'une façon ou d'une autre, car elle pousse les masses arabes à la radicalisation. Jusqu'à présent, des appareils policiers extrêmement répressifs ont permis de contenir ces masses, mais pour combien de temps ? Après tout, même « notre ami » le Chah d'Iran a bien fini par être renversé.

N'importe quel impérialiste ou capitaliste rationnel (et il en existe pas mal) voudrait résoudre ce conflit au plus vite. Et ces gens se rendent bien compte que la solution passe par une reconnaissance au moins minimale des droits des Palestiniens et par des pressions sur Israël pour faire respecter ces droits. Mais, de nouveau, à cause de la « culpabilité », une politique rationnelle ne peut même pas être formulée ouvertement.

Est-ce que cette faiblesse critique fait sentir ses effets également au sein dut mouvement de solidarité avec les Palestiniens ?

Je ne veux pas trop critiquer des organisations, et surtout leurs militants, qui sont engagés depuis longtemps dans un travail difficile. Mais je pense effectivement qu'elles se trompent d'orientation sur un certain nombre de questions. D'abord, celle de la liberté d'expression. Lorsqu'on interdit les spectacles de Dieudonné, on entend rarement les organisations de solidarité avec la Palestine protester. Certaines hurlent même avec les loups au nom de la « lutte contre l'antisémitisme ».

Mais quoi que l'on pense de Dieudonné comme personne, de son action politique, de ses déclarations, ou de ses spectacles (on a parfaitement le droit de les considérer comme étant de

très mauvais goût), le censurer reste une entrave à nos libertés. Il y a une grande différence entre le fait que je décide moi-même de ne pas aller voir un spectacle et le fait que l'État (ou les municipalités) décident à ma place en l'interdisant. De plus, accorder à l'État le droit d'être l'arbitre du bon goût - même dans un cas où l'on serait d'accord avec lui - cela devrait apparaître très dangereux aux yeux de toute personne qui réfléchit un peu aux dérives inévitables du pouvoir étatique.

Les spectacles de Dieudonné ne constituent absolument pas un trouble de l'ordre public. Ils ne sont pas non plus illégaux, vu qu'il peut les jouer dans son théâtre à Paris. Mais, lorsqu'il sort de Paris, ses spectacles sont souvent interdits sous prétexte de troubler l'ordre public. C'est en réalité une façon de le « punir » pour ses activités politiques. Ces interdictions arbitraires démontrent la force d'intimidation des groupes qui s'opposent à Dieudonné.

Et le mouvement de solidarité ne semble pas comprendre que cette démonstration de force envoie un message parfaitement compris aux hommes politiques et aux journalistes : faites attention à ce que vous pouvez dire ou faire concernant Israël ou les juifs. Mais défendre la liberté d'expression aussi pour des gens qu'on n'aime pas nécessairement -comme, par exemple, Dieudonné - devrait être une des priorités du mouvement de solidarité. Malheureusement, c'est rarement le cas.

Il faudrait aussi soutenir tous les hommes politiques, de droite comme de gauche, tels que de Villepin, Chirac ou Chevènement, lorsque ceux-ci se démarquent un tant soit peu de la ligne dominante, sur l'Iran, les États-Unis, l'Otan, etc. En général, cela n'est pas fait parce que leur position n'est pas «

parfaite » sur le Moyen-Orient ou parce que leurs motivations ne paraissent pas « pures ». Mais il faut commencer par une politique de petits pas, en appuyant chaque parole, chaque geste allant dans le bon sens.

Le problème principal du mouvement de solidarité est qu'il tend à voir le conflit comme se passant essentiellement là- bas, alors qu'il se déroule aussi en partie ici.

Que faire pour changer cette situation ?

Libérer la parole non-juive sur la question palestinienne. Comme cette phrase choque, je vais l'expliquer. Il existe aujourd'hui un discours «juif» dominant. C'est le discours des organisations dites représentatives de la communauté juive. Non seulement, il est très fortement pro-israélien mais en outre, il utilise systématiquement l'arme de «l'antisémitisme» pour faire taire les voix discordantes.

Il existe aussi un discours « juif » dominé, celui des juifs progressistes, critiques d'Israël. Mais en dehors de cela, c'est presque le silence. Lorsque des non-juifs veulent s'exprimer, ils s'abritent souvent, si on peut dire, derrière une organisation ou des personnalités juives progressistes, pour qu'on ne puisse les accuser d'antisémitisme. Mais tenter de répondre à une accusation avant même qu'elle ne soit lancée signifie qu'on a, en quelque sorte, intériorisé cette accusation. En 1968, on appelait à se libérer du « flic dans la tête » ; aujourd'hui, il faudrait peut-être se libérer du « sioniste dans la tête ».

Nous devons dire haut et fort que nous ne sommes pas coupables de l'holocauste, parce que cet événement s'est produit avant notre naissance et que, si l'on nous demande de soutenir Israël, comme le font nos gouvernements, nous

devons avoir notre mot à dire. Libérer la parole non-juive, c'est permettre aux non-juifs de dire franchement ce qu'ils pensent d'Israël ainsi que des groupes de pression ici. Et pouvoir se plaindre ouvertement des intimidations lorsqu'il y en a.

Certains diront que ceci attise l'antisémitisme…

Mais c'est exactement l'inverse. A mon avis, c'est précisément la chape de plomb qui pèse sur toute la « question juive » qui attise l'antisémitisme. En voyageant en Europe de l'Est et en URSS jadis, il était facile de constater qu'il y avait là un discours officiel « communiste », protégé par la censure, et que tout ce qui allait à l'encontre de ce discours - y compris le racisme, le sexisme, le libéralisme économique extrême, l'atlantisme et bien sûr l'antisémitisme - se répandait sous le manteau.

N'en va-t-il pas de même ici ? Où certes la censure est plus limitée, mais elle existe. Sur le plan légal, pour ce qui touche à l'holocauste et sur le plan psychologique, pour tout ce qui touche à l'antisémitisme. Comme on dit aux États-Unis, la réponse aux paroles de haine, c'est plus de paroles, pas moins.

À LIRE :

Jean Bricmont, *Impérialisme humanitaire* : *droits de l'homme, droit d'ingérence, droit du plus fort ?,* Éditions Aden, Bruxelles, 2005.

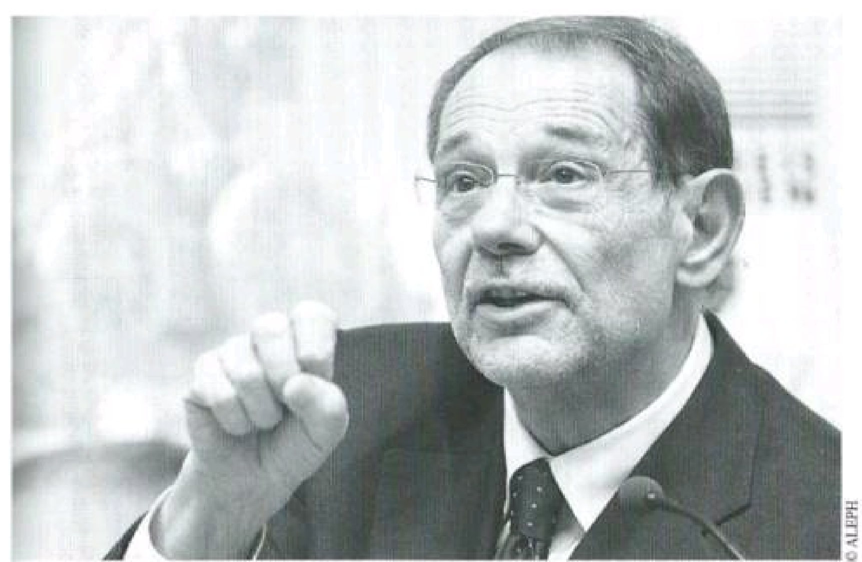
Bruno Guigue, *Aux origines du conflit israélo-arabe : l'invisible remords de l'Occident,* L'Harmattan, Paris, 2002.



Prisonniers affamés au camp de concentration d'Ebensee. Sur les crimes effroyables commis par les nazis contre les juifs, les slaves et les résistants, l'opinion européenne a été à juste titre formée au « devoir de mémoire »…



Mais il n'y a guère de devoir de mémoire pratiqué sur les crimes du colonialisme européen. Algérie, 1957. Les paras du colonel Bigeard « interrogent » un suspect.


© ALEPH

Javier Solana, représentant pour la politique étrangère de l'U. E. en 2009 :
« Israël, permettez-moi de le dire, est un membre de l'Union européenne sans être membre de ses institutions ».



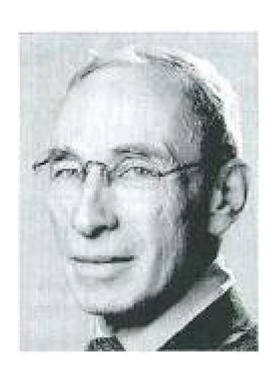
© Annepaq

« J'ai un rêve » : celui d'un pays sans Mur où tous seraient égaux. Mais l'armée israélienne n'a pas ce rêve. Al Masara, 2008.

14

Israël et le respect du droit international

Israël est, nous dit-on, la seule démocratie du Proche et Moyen- Orient, A ce titre, c'est un État respectant le droit international, notamment la Charte des Nations Unies et la Déclaration des droits de l'homme. Vrai ou faux ?



ERIC DAVID

Juriste belge, professeur à l'Université libre de Bruxelles, Eric David préside le *Centre de droit international* de cette université. Enseigne le « droit des conflits armés ». Il est aussi président de la Commission consultative de droit international humanitaire de la Croix-Rouge de Belgique depuis 1996.

En 1948, Israël reçoit, par décision des Nations Unies, 54% du territoire de la Palestine. Bien que les Palestiniens soient plus nombreux et que les juifs ne possèdent à ce moment que 6% des terres. A ce moment, les forces israéliennes chassent de leurs terres plus de sept cent mille Palestiniens. Israël en est-il juridiquement responsable ?

Oui, dans la mesure où l'exode des Palestiniens est le résultat d'actions d'intimidation et de terreur de la part des forces israéliennes. Ou du moins d'éléments couverts par les autorités israéliennes. Israël porte donc la responsabilité d'une situation engendrée par ses organes de droit (c'est-à-dire des institutions officielles) ou de fait (des organes qui existent dans les faits sans être officiellement institutionnalisés).

Et est-il légalement tenu de permettre leur retour ?

Oui. Le droit au retour des réfugiés est affirmé le 11 décembre 1948 par l'Assemblée générale des Nations Unies dans la résolution 194. Celle-ci affirme qu' *« il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent, de rentrer dans leurs foyers le plus têt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités doivent êtres payées à titre de compensations pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé lorsque, en vertu des principes de droit international ou en équité, cette perte ou ce dommage doit être réparé par les gouvernements ou autorités responsables ».*

Le texte est donc clair. Et la plupart des résolutions adoptées ensuite par l'Assemblée générale des Nations Unies rappellent

cette résolution 194[5]. Le droit des réfugiés à retourner dans le pays qu'ils ont dû fuir est un principe bien défini en droit international. Il a d'ailleurs été rappelé à l'occasion d'autres conflits.

Depuis 1948, Israël a-t-il respecté les résolutions de l'ONU?

Non. Israël refuse avec obstination de régler le problème des réfugiés de 1948 et d'évacuer les territoires occupés depuis 1967.

Pourquoi les condamnations d'Israël à l'ONU sont-elles restées sans conséquences ? A cause des nombreux veto des États-Unis ?

Ce n'est pas pour des raisons de veto. C'est parce que le rapport de force au plan international demeure aujourd'hui en faveur d'Israël. Cela ne remet pas en cause la valeur de ces condamnations qui pourront servir de base aux réclamations de demain. Il serait d'ailleurs erroné de croire que le droit ne sert à rien. La réalité pourrait être encore pire sans ces condamnations. Et les États condamnés n'y sont pas indifférents, car ils doivent en répondre devant leur propre opinion publique.

En cas de conflit armé, le droit international en général, et les Conventions de Genève en particulier, imposent des règles protégeant les civils. Or, Israël est accusé de violer systématiquement ces Conventions, mais jusqu'au rapport Goldstone en 2009, on n'a pas vu d'enquêtes officielles. Pourquoi ?

Ce n'est pas exact. En effet, des systèmes d'enquête existent, soit sur une base régulière, soit au cas par cas. Par exemple, en

1968, l'Assemblée générale des Nations Unies a créé un Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes bafouant les droits de l'homme au sein de la population des territoires occupés. En 1975, cette même Assemblée a créé le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Chaque année, ces comités rédigent un rapport à l'attention de l'Assemblée générale des Nations Unies, dénonçant Israël pour le sort fait aux Palestiniens en violation du droit international. De plus, à l'occasion de divers incidents, plusieurs autres commissions ont été créées.

Par contre, il est vrai qu'elles n'ont pas toujours pu remplir leurs missions suite aux obstacles dressés par Israël. Par exemple, après les massacres commis dans le camp de réfugiés palestiniens de Jénine, en avril 2002, le Secrétaire Général des Nations Unies avait réuni une équipe pour établir les faits. Mais cette équipe a dû être dissoute deux semaines plus tard, à cause des obstacles qu'opposait Israël au bon déroulement de la mission.

Cependant, ces enquêtes ne semblent guère avoir eu d'effet. En sera-t-il autrement avec les crimes commis à Gaza en décembre 2008 et janvier 2009?

Après l'opération Plomb Durci, le président du Conseil des droits de l'homme a organisé, le 3 avril 2009, une mission chargée d'enquêter sur les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Tout en constatant également que le Hamas a également violé le droit international. Le rapport rédigé par cette commission était d'une très grande qualité, mais n'a été adopté par le Conseil des droits de l'homme que par un vote majorité contre minorité. Si 25 voix étaient pour, 6 étaient contre (Italie,

Hongrie, Pays-Bas, Slovaquie, Ukraine, États-Unis), et on comptait également 11 absentions !

L'intervention d'Israël à Gaza était-elle conforme au droit international?

Non. Elle violait de manière évidente l'interdiction de recourir à la force dans les relations internationales, exprimée dans le premier principe de l'article 2 § 4 de la Charte des Nations Unies.

S'il est vrai que les tirs de roquettes palestiniennes sur des villages israéliens violaient le droit international humanitaire[6] et l'obligation de cessez-le-feu ordonnée par le Conseil de sécurité depuis 1948, ces tirs n'étaient pas une agression au sens défini par l'Assemblée générale des Nations Unies. En effet, les tirs de roquettes ne faisaient que riposter à un usage antérieur de la force par Israël, qui consiste à poursuivre une occupation illégale. Il s'agissait donc plutôt de phases de la lutte de libération nationale menée par les Palestiniens contre l'État israélien.

La lutte des Palestiniens est donc légitime juridiquement ?

Oui, la légitimité de principe de cette lutte est admise par les Nations Unies, même si c'est vrai que la situation en Palestine est toujours régie par une obligation de respecter le cessez-le-feu, obligation venant du Conseil de Sécurité. La violation du cessez-le-feu entraîne donc la responsabilité des Palestiniens, mais cela ne justifie pas qu'Israël puisse invoquer la légitime défense[7] pour appuyer l'intervention militaire à Gaza.

La lutte du peuple palestinien s'apparente à une lutte de libération nationale pour exercer son droit à

l'autodétermination. Or, l'Assemblée générale des Nations Unies a plusieurs fois reconnu la légitimité de ce type de lutte. Mais il faut aussi noter que le conflit israélo-palestinien reste soumis à un régime de non-belligérance, défini à l'issue de l'instauration d'une trêve en 1948. Et cette trêve semble rester juridiquement valable aujourd'hui.

Durant cette intervention, et aussi au Liban, Israël a utilisé des munitions an phosphore blanc. Pourriez-vous définir dans quelles conditions ces armes peuvent être utilisées et si ces conditions ont été respectées à Gaza, à la population très dense ?

L'objectif officiel de ces armes était d'éclairer les zones de combat et non de tuer. Mais peu importe l'intention, puisque dans les faits, ces armes engendrent des blessures très difficiles à soigner. Ceci viole l'interdiction d'employer des armes causant des souffrances inutiles[8]. De plus, le fait d'utiliser ces armes contre des cibles se trouvant au milieu d'une concentration de civils a causé beaucoup de dommages pour ces derniers. Ces dommages montrent qu'Israël a totalement négligé de respecter l'obligation de veiller, en permanence, à réduire au minimum les pertes humaines, les blessures aux civils et les dommages à leurs biens[9]. D'ailleurs, cette négligence a été observée pour toutes les opérations militaires de l'opération *Plomb Durci*.

Israël a également utilisé des armes composées de métaux lourds guidées au laser, avec une grande précision et une surface de choc qui ne dépasse pas les vingt mètres de diamètre. Mais les personnes touchées subissent des arrachages de membres et autres traumatismes irréversibles ;

la poussière microscopique qui se dégage rend tout soin très difficile, voire impossible ; de plus, ces armes provoquent à long terme des cancers mortels. L'utilisation de ces armes viole donc trois principes juridiques : 1. Interdiction d'employer des armes causant des souffrances inutiles. 2. Interdiction d'employer des armes empoisonnées (à cause de leur effet nuisible à long terme). 3. Interdiction de priver un blessé des soins que son état impose[10].

Les pays qui fournissent ces armes à Israël se rendent-ils ainsi coupables de violations de droit international ?

Oui, lorsqu'un État vend ou livre des armes à un autre État qui les utilise en violant le droit international, cela apparaît comme une assistance à un fait internationalement illicite. Et c'est susceptible d'entraîner la responsabilité internationale de l'État qui vend ou livre.

Quelles sont, au regard du droit international, les conséquences de l'édification du mur de 730 kilomètres érigé par Israël dans les territoires occupés, y compris dans la zone palestinienne de Jérusalem-Est ?

La Cour internationale de Justice a rendu un avis consultatif sur cette question le 9 juillet 2009 : Israël doit cesser immédiatement cette construction, démanteler les portions de mur déjà construites, réparer tous les dommages causés aux individus ou aux sociétés, organisations et institutions concernés. Israël doit restituer toutes les terres, les vergers, les oliveraies et autres biens immobiliers saisis pour la construction de ce mur.

Mais de quels moyens de pression disposent les Nations Unies

pour contraindre Israël à démanteler le Mur ?

Des moyens prévus au chapitre 7 de la Charte des Nations Unies : de la simple condamnation diplomatique jusqu'à l'emploi de la force, si le Conseil de sécurité estime que la situation au Proche-Orient menace la paix et la sécurité internationale[11]. Ceci dit, ces mesures sont valables théoriquement. En pratique, dans la situation actuelle des relations internationales, on a du mal à imaginer que le Conseil de sécurité puisse trouver un accord pour prendre des mesures aussi fortes.

Justement, l'Union européenne et les États-Unis se comportent-ils envers Israël comme envers n'importe quel État coupable de telles violations du droit international ? Ou bien Israël bénéficie-t-il d'un régime juridique d'exception ?

Oui, l'Union européenne et les États-Unis ménagent clairement Israël.

Les dirigeants politiques ou militaires israéliens bénéficient-ils d'une immunité, voire d'une impunité ?

Les dirigeants d'un État jouissent bien d'une immunité - qu'on appelle juridiction pénale des États étrangers - même pour les crimes de droit international. Cette situation particulièrement regrettable est la conséquence de l'arrêt Yerodia, rendu par la Cour Internationale de justice, en 2002, Mais cette immunité ne peut faire obstacle à la compétence de la Cour pénale internationale[12]. Certes, on pourrait estimer que cette Cour n'est pas compétente pour s'occuper des crimes de guerre commis à Gaza. Parce qu'Israël n'a pas reconnu cette Cour ; or celle-ci n'est compétente qu'à l'égard des crimes commis sur le

territoire d'un État reconnaissant son Statut, ou bien commis par un ressortissant d'un tel État[13].

Cependant, on doit noter que l'Autorité palestinienne a reconnu la compétence de la Cour, le 19 janvier 2009, conformément à l'article 12, paragraphe 3, du Statut. Cela pourrait justifier la compétence de la Cour pour les faits commis sur ce territoire. Mais une question se pose ; l'Autorité palestinienne peut-elle représenter un « État » au sens propre du terme, puisque seul un État est compétent pour reconnaître la Cour et son Statut[14] ?

La Palestine ayant été reconnue comme État par une centaine d'autres États, il ne serait pas absurde que le Procureur accepte la reconnaissance de compétence faite par l'Autorité palestinienne. A ce sujet, il est significatif que la Commission Goldstone ait considéré que *« la responsabilité à l'égard des victimes et les intérêts de la paix et de la justice dans la région requéraient que le Procureur se prononçât en droit aussi rapidement que possible »*.

Le fait d'importer en Europe des produits Israéliens (fruits, légumes, etc.) provenant des territoires illégalement occupés viole-t-il le droit international ?

Oui, sauf si les revenus de cette exportation reviennent aux producteurs palestiniens. Si ces derniers n'obtiennent pas ces revenus, l'exportation de ces produits par Israël est évidemment illégale. D'autant plus que l'existence de ces colonies est elle-même une violation du droit international et qu'elle a été dénoncée par la Cour internationale de Justice. Cette exportation apparaît alors comme une exploitation de ressources naturelles qui n'appartiennent pas à Israël, ce qui

est tout à fait illicite. D'ailleurs, l'Assemblée générale des Nations Unies a demandé à plusieurs reprises à « *Israël, puissance occupante, de ne pas exploiter, détruire, épuiser ni mettre en péril les ressources naturelles dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et dans le Golan syrien occupé* ».

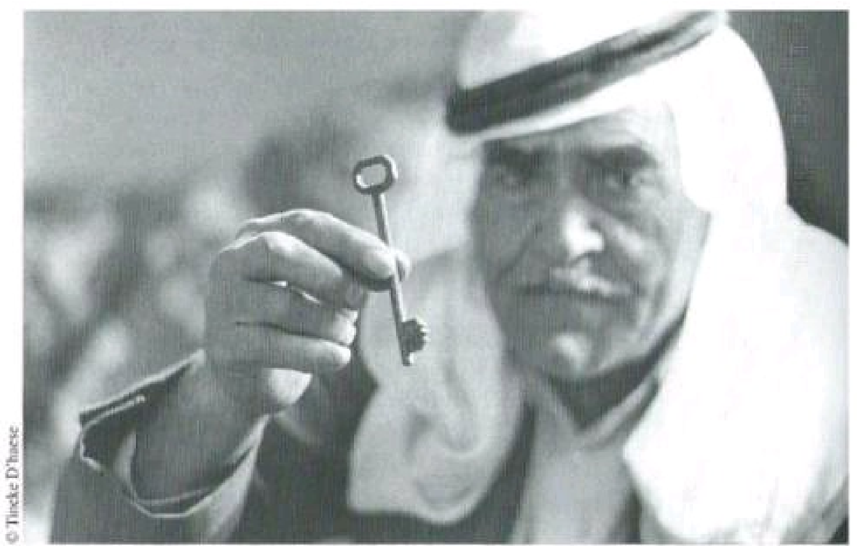
Un État aurait-il le droit de boycotter ces produits issus de l'occupation ?

Oui. S'il n'y a pas d'accord d'union douanière ou de libre circulation des marchandises comme dans le cas de la constitution européenne[15], alors rien ne peut empêcher un État d'interdire le commerce avec un autre État. Sauf si cette interdiction est une forme d'intervention illicite dans les affaires intérieures de l'État sanctionné.

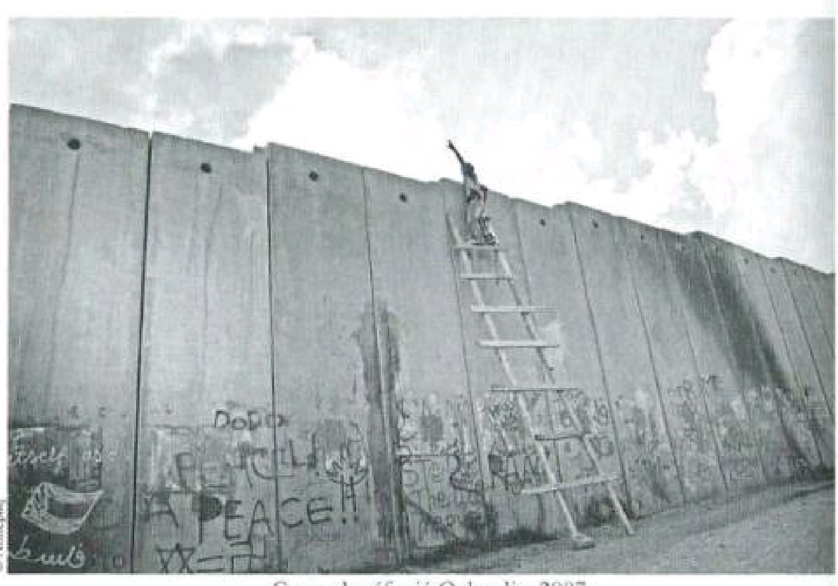
Dans le cas qui nous occupe, l'adoption de mesures de boycott pour répondre à une violation du droit international par l'État boycotté n'est pas une intervention illicite. Puisqu'elle vise à assurer le respect du droit.

À LIRE :

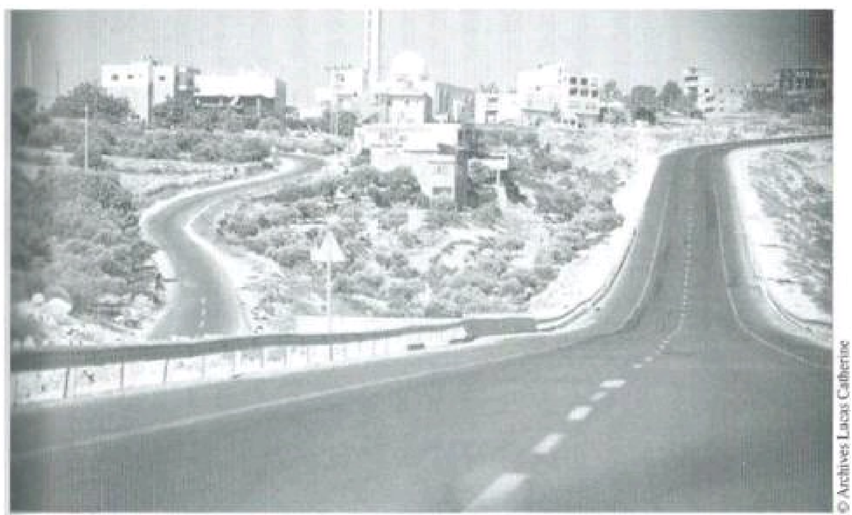
Tribunal Russel sur la Palestine, www.russelltribunalonpalestine.org



Réfugié palestinien montrant la clé de la maison dont les forces israéliennes l'ont expulsé. L'ONU a toujours dit qu'Israël est obligé de l'autoriser à retourner sur sa terre.



Camp de réfugié Qalandia, 2007.



L'apartheid en Palestine. A gauche, la route « arabe ». A droite, la route des colons « juifs ».



Des Palestiniens se débrouillent pour franchir le Mur israélien, que la Cour Internationale de Justice a déclaré totalement illégal.

15

« Pour eux, Gaza, ce ne sont pas des êtres humains »

1.300 tués et 5.500 blessés, essentiellement des civils. 5.000 maisons détruites, 20.000 familles à la tue. Comment a-t-on réagi, en Israël, face aux atrocités commises à Gaza lors de l'attaque de décembre 2008 - janvier 2009 ? Comment s'explique l'apparente disparition du « mouvement pour la paix » israélien ? Cette société est-elle homogène ou non ? Et finalement, Gaza a-t-il ou non changé la situation ?



MICHEL WARSCHAWSKI

Président du Centre d'information Alternative israélo-palestinien. Ses activités en faveur de la paix lui ont valu d'être condamné à la prison en Israël. Sa connaissance du terrain l'amène à donner de nombreuses conférences sur la société israélienne et la vie des Palestiniens dans les territoires occupés.

Peut-on dire qu'il y a un « avant Gaza » et un «après Gaza » ?

Oui, cet événement a été un moment charnière. A cause de la volonté d'Israël de rejeter le droit humanitaire international, sans se soucier de son image à l'étranger. La ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni a dit alors : *« Nous montrons que nous pouvons parfois péter les plombs. »* C'est totalement différent d'avant, quand Israël disait être un pays démocratique. Avant, il disait aller au Liban, car il avait té attaqué. A Jénine, il prétendait répondre aux attentats-suicides. Cette fois, il ne cherchait même pas à convaincre. On attaque Gaza, car on a décidé d'attaquer Gaza, et comme on le veut, en faisant *û* de toutes considérations internationales, et même humaines. Il n'y avait plus aucune considération pour le fait que c'étaient des femmes, des vieux et des enfants qui étaient massacrés.

Il y avait quand même l'argument « Le Hamas a refusé de prolonger la trêve »...

Cet argument a été à peine entendu en Europe, tellement il était ridicule. Israël a montré qu'il ne voulait pas que cette trêve soit renouvelée. Au contraire, il a refusé toutes les approches des médiateurs, notamment égyptiens. En interne, Israël disait que cette trêve lui avait été imposée, le freinait et qu'il attendait le moment de s'en débarrasser.

Il y a aussi l'argument que le Hamas est terroriste et donc, Israël se défend et défend l'Europe.

Telle est la politique suivie par Israël depuis vingt ans. Mais ce n'est qu'un recyclage de sa vieille politique lorsqu'il se disait

défenseur du monde libre et démocratique face au communisme et au nationalisme arabe. Il a juste changé d'ennemi : ce ne sont plus les rouges, c'est l'islam. Mais on a le même cadre stratégique et philosophique, en remplaçant le rouge par le vert.

Le discours est resté le même. Sauf qu'à présent, il ne s'agirait plus de défendre Israël, mais toute une partie du monde face à la menace du terrorisme international. Cela a commencé dans les années 80 avec Nétanyahou. Il était au cœur de la stratégie néoconservatrice, israélienne et même mondiale. Il s'agissait de définir le nouvel ennemi global puisque l'URSS commençait à mourir. Ce fut le terrorisme international qui devint rapidement le terrorisme islamiste, et puis l'islam tout court.

A partir de là, le monde a été divisé en deux : les civilisés, c'est l'Occident judéo-chrétien et les sauvages, c'est le monde musulman en général. Les Palestiniens sont devenus un ennemi secondaire. Un élément marginal, mais faisant partie d'un complot qui mélange le Hamas, le Hezbollah, al-Qaeda...

Tout ça, ils y croient par ignorance ou bien c'est juste un discours de propagande et de communication ?

Non c'est plus que de la com. C'est typique de notre époque. On a un mélange entre des propagandistes cyniques comme Nétanyahou, des ignorants crasses comme Ehud Olmert qui ne connaît rien du monde et des idéologues qui mettent en œuvre cette guerre globale.

Quelle est la signification de tout ce qui a été fait contre Gaza

C'est barbare. Cela n'a rien d'une guerre, c'est presque du génocide. Dans l'imaginaire israélien, depuis des décennies,

Gaza n'est pas un lieu, ce n'est pas une population d'1,5 million d'âmes où on aurait de tout : des bons, des mauvais, des stupides, des intelligents, des enfants, des gens en bonne et en mauvaise santé. Non, Gaza, c'est juste un concept. Dans les années 70 et 80, pour dire à quelqu'un *« Va au diable ! »,* on disait *«Va à Gaza ! »*.

Gaza, en fait, à leurs yeux, c'est juste une bombe. On n'occupe pas Gaza, on la désamorce. Cette image est fortement ancrée dans l'inconscient en Israël. La guerre préventive contre Gaza ou l'Iran est déterminante dans 1a politique néoconservatrice des vingt dernières années. Rares sont les analystes israéliens qui discutent de l'un ou de l'autre, seule la force est envisagée.

Malgré les atrocités commises à Gaza, la population israélienne semblait soutenir majoritairement l'offensive.

«Majoritairement», vous êtes gentil ! Je dirais : unanimement. Quelques milliers d'Israéliens ont manifesté, mais à part ça, tous étaient pour. Il y a parfois eu en Israël des oppositions de masse contre des actions du gouvernement, mais là ce n'était pas le cas. D'ailleurs, l'attaque contre Gaza avait entre autres comme objectif d'unifier le peuple d'Israël.

La force d'Israël avait toujours été son consensus national. Avec la déroute de 1973, Israël a commencé à s'interroger. Comment avons-nous été battus ? Comment en est-on arrivé là ? Il y avait un problème palestinien et pour le résoudre, il fallait un interlocuteur, ce qui a mené à la reconnaissance de l'OLP et à l'ouverture de négociations avec elle. Tout ça était le fruit d'une opinion publique qui était d'abord très minoritaire, avant de gagner la majorité et changer la politique des gouvernements.

Et pourquoi cette opposition s'est-elle affaiblie ?

En fait, elle a carrément disparu. On a reconstitué le bloc national, le consensus en août 2000. Très exactement, le 15 août. A ce moment, la classe politico-militaire rentre de plein pied dans la politique de guerre globale active. Là, on va en finir avec un processus qui allait à contre-courant. En fait, c'est tout un débat dans la classe politique israélienne. Yitzhak Rabbin représente une ligne, et le trio Barak - Nétanyahou - Sharon une autre ligne.

Yitzhak Rabbin - avec les négociations d'Oslo - c'est le dernier soubresaut de la décolonisation. Après trente années de décolonisation, le colonialisme en Afrique noire, c'est fini, il ne reste plus que nous, Israël, et la décolonisation, c'est l'horizon de notre époque. Même dans la droite, le discours dominant est : *« Ça ne va pas durer ; tôt ou tard, il faudra se retirer ».* Alors on essaye de créer des faits accomplis sur le terrain pour pouvoir grignoter encore quelques territoires, mais le cadre, c'est la décolonisation.

Par contre, les néoconservateurs israéliens - Nétanyahou d'abord, et puis Barak - disent : *« Mais non, on est dans une nouvelle période. Rabbin, c'était les années 70-80, c'est fini. »* Son assassinat symbolise la fin de l'ère où Israël savait qu'il devait s'adapter à la décolonisation. Et donc envisager, à terme, la fin de l'occupation. Mais eux répondent : *« Non, nous sommes dans la période de recolonisation du monde. »*

Et pourquoi le 15 août 2000 ?

A cette date, Barak revient de Camp David en disant : *« J'ai fait des offres généreuses, elles ont été rejetées par Arafat,*

c'est qu'il ne veut pas la paix. » (voir chapitre 10). Mais ce qui est beaucoup plus fort et efficace, c'est ce qu'il dit en interne pour le public israélien, On l'entend en boucle tous les jours pendant deux semaines. Tous les titres de la presse israélienne : *«Nous avons démasqué le complot. Rabbin était un naïf, il n'a rien compris. »*

Le nouveau discours devient : *« Les Palestiniens et Arafat veulent nous jeter à la mer. »* Dans la presse, ce week-end là, la gauche demande pardon : *« Nous avons été naïfs, on y a cru. C'est fini. Plus jamais, on ne nous y reprendra. ».*

Ce discours de barak signifie : « On repart à l'offensive »?

Exactement. Elle a été préparée par Nétanyahou depuis longtemps comme stratégie néo-conservatrice. On arrête avec le processus de négociation d'Oslo, qui était une forme de retrait et accordait des droits. On est maintenant à l'ère de la reconquête. Ici et ailleurs dans le monde. Non seulement, on reconquiert des territoires, mais on retire aussi le peu d'autonomie que l'Autorité palestinienne avait obtenue. C'est la reconquête même au niveau symbolique, c'est Arafat en prison : *« Tu n'es plus le prix Nobel reconnu internationalement, tu redeviens un terroriste. »*

Pourtant, la stratégie d'Arafat n'a pas changé...

Non, ce n'est pas lui qui a changé, c'est le monde qui a tourné. Il se retrouve encore dans le rôle du *bad guy,* du méchant. Et c'est tout ça qui explique, après quelques années, cette insensibilité de la population israélienne par rapport aux souffrances palestiniennes.

Et le mouvement pour le paix s'écroule. Pendant quelques

mois, j'ai été terriblement préoccupé par sa disparition soudaine. Un mouvement qui avait mobilisé des centaines de milliers de personnes, une forte minorité dans l'opinion publique, et il n'en reste rien à part quelques milliers de militants radicaux comme nous, mais totalement marginaux. J'avais énormément de mal à comprendre... Jamais, on n'a eu un mouvement de masse qui disparaît en un jour. Je n'ai rien compris.

Et maintenant, quelle est votre explication ?

Un jour, un historien m'a dit que ce n'était pas unique. Il a fait le rapprochement entre août 2000 et août 1914. En août 14, l'opinion publique européenne est anti-guerre. Des centaines de milliers de personnes à Paris, à Berlin, à Milan, à Londres ont crié : *« Non a la guerre ! »*. Et une semaine plus tard, c'est la fleur au fusil, on part tous en guerre !

Le message rapporté de Camp David, c'est le détonateur. On le voit à travers les coupures de presse. C'est ce week-end, que tout bascule. Et le 11 septembre va asseoir tout ça, va le justifier même après coup.

Mais c'est l'avant qui doit nous faire réfléchir beaucoup en Israël, nous les militants, les mouvements anti-colonialistes. Le mouvement de la paix avait une double faiblesse. Les centaines de milliers de gens qui disaient *« On ne veut plus de la guerre au Liban »* le pensaient vraiment. Mais il y avait deux faiblesses importantes : 1. Les Palestiniens et leurs droits ne sont pas pris en considération. 2. Israël est une société qui est à l'aise dans la guerre. On en a l'habitude depuis trois générations. On est des guerriers incomparables. On sait comment ça marche, on est formaté pour. On n'aime pas la

guerre, mais on y est à l'aise.

Le mouvement israélien pour la paix est responsable de son propre affaiblissement ?

Il a vécu son pacifisme avec énormément de prudence, d'hésitations. Quand vous dites : *« Il faut faire une guerre préventive »,* en Israël, vous ne prenez aucun risque. Mais quand vous dites *« Tendons-nous la main, désarmons »,* vous prenez un risque face à vos opposants et aux générations à venir. Et si ça ne marche pas - et il y a beaucoup de chances que cela ne marche pas - c'est un cercle vicieux, alors on continue à ennuyer les Palestiniens, car on n'y croit pas à fond, et il n'y a pas d'offre sincère.

Le mouvement de la paix s'appelle *« Maintenant »*. C'est typiquement israélien : on veut tout résoudre immédiatement... Mais non, la paix, ce sera tout un processus historique. Si on arrête la guerre, ce sera déjà pas mal.

Il semble que le colonisateur entende imposer ses conditions pour négocier...

Là, s'ajoute un élément qui est lié à l'histoire d'Israël et même à des traits de la population juive moderne occidentale. Et je pense même que les racines vont plus loin dans notre inconscient collectif. En Israël, on a toujours pensé le processus de paix à l'envers. D'abord, tu dis que tu m'aimes et tu me montres que tu m'aimes, toi l'ennemi, le Palestinien. Sinon je ne peux rien faire.

Si tu me dis que tu m'aimes, alors on peut envisager un processus de paix. Si ça débouche sur quelque chose, alors j'arrête de tirer. Le processus d'Oslo, c'est ça. *« Nous*

arrêterons la colonisation, quand nous aurons un processus de paix, lit nous n'aurons un processus de paix que si les Palestiniens nous montrent qu'ils sont sincères. Et même plus : nous voulons une preuve d'amour». C'est très fort ça, en politique israélienne. Ce comportement est certainement dû au fait que nous savons que nous sommes coupables. Israël s'est constitué sur la négation de la Palestine. On veut être pardonné avant de discuter.

Le brillant chef de l'armée Raphaël Eitan disait : « *Moi, je sais ce qu'on leur a fait en 1948 et jamais, ils ne nous pardonneront. Et à leur place, même après des générations, je voudrais la revanche.* » Donc le processus de paix est un leurre, car l'autre ne peut pas vouloir la paix. Arafat ne peut être qu'un menteur. Et c'est là-dessus que Barak joue. Voilà, tout cela explique comment Gaza a été possible.

L'attaque contre Gaza, avec ces massacres de civils, et ces armes interdites, c'est tellement inhumain...

Cela représente exactement la guerre sans limites. Il faut connaître la philosophie néoconservatrice pour comprendre la guerre de Gaza et la politique israélienne des trente dernières années. Cette attaque remet en question tous les accords internationaux.

En Europe, l'émotion a été plus forte que lors des conflits précédents et on a été choqué de voir que la population israélienne semblait insensible à la souffrance. Comment vit-on ça de l'intérieur ?

C'est extrêmement dangereux. Cette réalité israélienne doit nous préoccuper énormément. Elle est en déphasage total. Je

ne parle pas en terme de choix politiques, car Israël a souvent fait cavalier seul sur ce plan. Je parle en termes de réactions humaines. C'est comme s'il y avait une réaction dans le monde et une autre race, une autre humanité en Israël, qui ne réagit pas comme des êtres humains. C'est comme si une communauté entière - pas seulement certains individus - n'avait plus de réflexes humains.

C'est vrai qu'il y a eu des précédents dans l'Histoire. Et là, je ne me cacherai pas pour faire le parallèle avec la réalité de l'Allemagne nazie. Tout le monde n'était pas nazi en Allemagne, c'est clair. Mais très peu ont élevé la voix contre la politique nazie. Il y avait peut être une majorité silencieuse en Allemagne, allez savoir. Une majorité qui n'aimait pas ça, le discours raciste, les génocides, voire même toute la politique de guerre nazie. Mais ceux qui se sont exprimés n'ont rien fait pour que ça n'ait pas lieu.

Je dirais un peu la même chose pour Israël. Il y a une forte minorité qui a dû trouver que ce qu'on voyait à la télévision n'était pas joli joli. Mais ça n'a pas rééquilibré cette volonté de Barak de reconstituer l'Union sacrée. Il faut savoir que la grande majorité des Israéliens sont pacifistes, plutôt de gauche que de droite, plutôt modérés qu'extrémistes. Seulement, ils vendront 90% de leur pacifisme pour une once d'Union sacrée.

L'Union sacrée, c'est si important en Israël ?

Vous savez ce qui met l'Israélien en situation de malaise ? Beaucoup plus que de voir ce massacre ou de savoir que son fils ou son frère y participe, ce qu'il craint, c'est d'être fâché avec son voisin. La division ! Cela existe partout, mais en Israël, c'est maladif parce que c'est un pays tout neuf... Enfin,

il y a mille raisons, mais on fait tout « ensemble » ! C'est pour ça que le discours de Barak a été si efficace en août 2000. Nous avons entendu : *« Ouf, on est de nouveau ensembles. On ne se séparera plus ! »* Une rupture dans la famille, on le vit mal et dès que ça se recolle, tout le monde est content. La droite contre la gauche, un premier ministre assassiné, Israël divisé en deux camps, la menace d'une guerre civile (comme on disait, même si c'était très exagéré), on n'en veut plus. A nouveau, on est une seule tribu qui aspire à la cohésion.

Ceci a toujours été une des faiblesses du mouvement pacifique. Pourquoi est-on prêt à avaler n'importe quel argument qui ne tient pas la route et qui est contre tout bon sens ? On essaie de se considérer à Gaza comme des victimes alors que le déséquilibre total de forces est évident. On voit une brutalité qui a l'air gratuite et nous, on est dans notre bon droit, dans notre sentiment d'être les victimes. C'est ça qui doit nous préoccuper, nous petite minorité des Israéliens.

De toute cette horreur commise à Gaza, peul-il finalement en sortir quand même quelque chose de positif sur le long terme ?

D'un côté, on a vu des attitudes méprisables des États. Surtout des États arabes, mais pas seulement. On a aussi vu le ministre des Affaires étrangères français Bernard Kouchner, en plein massacre, venir saluer Israël, caresser les Israéliens, les embrasser. Jamais, il ne s'est dit : *«Non, ce n'est pas le moment »*. Indécent !

Mais en même temps, on a vu à travers toute la planète, de Kaboul à Caracas, de Londres jusqu'en Afrique, les peuples du monde exprimer leur indignation. Nous avons tous vu au

même moment les mêmes horribles images, et ça m'a fait mal en tant qu'israélien. Telle a été la réaction unanime du monde car il y a des choses qui ne doivent pas se faire.

Peut-être que, de cette horreur de Gaza, se dégage quand même une perspective d'espoir avec cette révolte internationale ?

Ce qu'on peut dire, c'est que le monde n'a pas perdu de son humanité. Rien ne m'énerve plus que les cyniques. Mais parlons beaucoup plus terre à terre. Pour moi, ça a boosté la campagne BDS : Boycott - Désinvestissement - Sanctions (voir chapitre 20). Si on s'inscrit dans la patience, dans le long terme, cette campagne est une première au cours des vingt dernières années. On est passé d'une simple dénonciation des crimes israéliens à un début de mouvement offensif *: « On va vous faire payer, vous ne respecteras les droits ? Vous serez sanctionnés. Nous allons mener une campagne qui va durer des années, voire des dizaines d'années pour pousser vos gouvernements et les institutions internationales à faire respecter ces droits ! »*

C'est une dette que nous avons envers les Palestiniens, envers l'humanité. Vivons-nous dans une jungle, ou bien dans un monde régulé par le droit et la sanction ? Cette campagne, Gaza l'a vraiment accélérée. Nous sommes seulement au début d'une grande campagne qui était marginale, il y a encore deux ans. L'opinion est là. Et maintenant, une grande action va faire payer Israël. Un chantage, dans le sens positif du terme : *« ou bien vous respectez les règles du jeu, ou bien vous serez considéré comme un État pestiféré »*.

À LIRE :

Michel Warschawski, *Programmer le désastre. La politique israélienne à l'œuvre,* La Fabrique, Paris, 2008.

Avi Shlaïm, *Le mur de fer : Israël et le monde arabe*, Buchet Chastel, Paris, 2008.


© International Solidarity Movement

Bâtiment détruit à Gaza, 12 janvier 2009.


© ISM Palestine

Mosquée détruite par les forces israéliennes, janvier 2009.

16

Le lobby pro-israélien

Sarkozy, Israël et les juifs : le livre de Paul-Eric Blanrue s'est très bien vendu en France, mais pas une ligne dans les médias français. Antisémite, peut-être ? Pourtant, quand on le lit, même d'un œil très critique, on n'y trouve rien de tel. Le lobby serait-il un sujet tabou ? Conditionne-t-il, à notre insu, la manière dont nous sommes informés ?



PAUL-ERIC BLANRUE

Ecrivain français, auteur de livres historiques et collaborateur à la revue *Historia*. Consultant et scénariste de cinéma. Son titre *Sarkozy, Israël et les Juifs* se veut un clin d'œil au *De Gaulle, Israël et les Juifs* de Raymond Aron. Pour mettre en garde contre les dangers de la nouvelle politique française envers Israël.

On entend souvent dire que le « lobby » juif a me très grande influence sur le conflit israélo-palestinien. Qu'est ce qu'un lobby et quelle est la véritable influence de celui-ci ?

Un lobby est un groupe de pression organisé. Le mot provient des États-Unis ; il signifie « salon » ou « couloir », par référence aux couloirs du Congrès américain à Washington ou de la Chambre des Communes à Londres, où des représentants de divers groupes constitués tentent d'influencer les parlementaires pour promouvoir leurs intérêts. Aux États-Unis, on évoque souvent, à tort ou à raison, le *Jewish lobby*.

Pour ma part, concernant le cas français que j'ai étudié de près, je n'emploie pas cette expression. Bien qu'un certain nombre de personnalités de la communauté juive de France l'utilisent sans complexe, comme l'ancienne directrice de *Proche-Orient.info,* Elisabeth Schemla ou Claude Barouch, président de l'Union des patrons et des professionnels juifs de France (UPJF), ou encore le comédien Roger Hanin, beau-frère du défunt président Mitterrand, qui a un jour prétendu qu'il existait *« un lobby juif comme existe un lobby des Bretons qui, montant à Paris au début du siècle, ont débarqué à la gare Montparnasse et ont installé tout alentour des crêperies* ».

En septembre 2009, réagissant à la défaite de l'Égyptien Farouk Hosni qui briguait le poste de directeur général de l'UNESCO (et qu'on critiquait pour des propos révisionnistes passés sur lesquels il était pourtant revenu), Serge Klarsfeld, «

figure emblématique de la lutte contre le nazisme depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale », ne s'est pas déclaré choqué par l'utilisation du terme «lobby juif ». Il a déclaré, au contraire: *«Il y a eu des prises dépositions de Claude Lanzmann, d'Elie Wiesel, de Simone Veil, de Bernard-Henri Levy et du CRIF : les Egyptiens en ont tiré les conséquences. Vous ne pouvez pas empêcher les Égyptiens de voir le soleil en plein jour... Il n'y a rien d'extraordinaire à remarquer que le monde juif s'est opposé en général à l'élection de Farouk Hosni. » Eux l'emploient, mais pas vous ?*

Le terme de « lobby juif » soulève toutefois la polémique, surtout s'il est employé dans un sens péjoratif. Par exemple, quand le ministre algérien des Anciens combattants, Mohamed Cherif Abbés, parla du « lobby juif », en critiquant le soutien qu'il apportait à Nicolas Sarkozy pour la présidentielle de 2007, il fut attaqué de toutes parts. Et désavoué par le président Bouteflika. Pourtant, en France même, un membre influent de l'UMP, Christian Estrosi, disait que celui-ci était le « candidat naturel des juifs ».

Or, selon moi, ce concept de « lobby juif » mélange deux choses distinctes : d'une part, le judaïsme, religion millénaire susceptible d'interprétations diverses ; et d'autre part, le sionisme, idéologie politique, nationaliste et colonialiste, qui ne date que d'un siècle. La formulation est malheureuse.

C'est dans le cadre du conflit israélo-palestinien que j'ai étudié la question. Ce que certains - y compris des sionistes fervents - nomment « lobby juif » n'est pas vraiment un groupe de pression qui défend les intérêts bien compris de la communauté juive au sens strict (comme, par exemple, le

lobby de la chasse défend les chasseurs). Je pense que ce lobby est, au contraire, un groupe (ou plutôt un ensemble de groupes), qui promeut avant tout les intérêts d'Israël ou la haute idée qu'ils se font du sionisme. Le lobby que je décris ne s'intéresse pas à la religion juive proprement dite : cela, c'est l'affaire du Consistoire israélite.

Donc, moi, je parle du lobby sioniste. Ou, mieux, encore des réseaux pro-israéliens. Cette dernière formulation me semble plus appropriée et moins polémique que celle de « lobby juif ». Elle a l'avantage de ne pas mettre en cause la communauté juive dans son ensemble. Il s'agit en effet de dissocier antisionisme et antisémitisme : quand on évoque le « lobby juif », cela suggère que ces réseaux agiraient pour le bien-être des juifs et que les juifs seraient coalisés. Ce que je conteste absolument : la communauté juive est diverse et en désaccord sur de nombreux sujets. Ensuite, ces réseaux contribuent au contraire à alimenter l'antisémitisme en assimilant tout juif à un Israélien, en ravivant les idées de « double allégeance » et en faisant de toute personne de confession juive un soutien potentiel des crimes de guerre de l'armée israélienne.

Et qui trouve-t-on dans ces « réseaux » ?

De nombreuses personnalités politiques, juives ou non : de Claude Goasguen à Patrick Devedjian, en passant par Hervé Novelli, Pierre Lellouche, Bernard Kouchner, le sherpa (représentant personnel) de Nicolas Sarkozy : Jean-David Lévitte... et Sarkozy lui-même. Également, des intellectuels comme Bernard-Henri-Lévy ou Alexandre Adler, le groupe d'amitié parlementaire France-Israël (l'un des plus importants de l'Assemblée nationale avec 113 députés sur 577), un certain

nombre d'associations, communautaires ou pas, comme le Cercle de l'Oratoire, l'association Avocats sans frontières ou France-Israël (dirigées toutes deux par le même homme, Gilles-William Goldnadel, chef pour la France du parti israélien de droite Likoud), ou encore la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), présidée par Patrick Gaubert, fondateur en 1985 du DAVID, « Décider et Agir avec Vigilance pour Israël et la Diaspora », un intitulé qui en dit long. Mais le principal organisme sioniste, rassemblant une soixantaine d'associations, est le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF). Son dîner annuel, institué dans les années 80 par son président Théo Klein, révèle l'important pouvoir qu'ont acquis les sionistes. En effet, y participent la plupart des ministres en place, d'anciens ministres, un grand nombre de parlementaires, les principaux responsables de partis politiques, des journalistes et des stars du *showbiz* En 2008, Nicolas Sarkozy lui-même, élu président, s'y est rendu pour tenir un discours officiel retransmis sur deux chaînes de télévision, ce qui est une première dans l'histoire de la République. Un philosophe comme Alain Finkielkraut, peu suspect d'antisémitisme, qualifie ce repas de *« tribunal dînatoire »*. On y conspue en effet tout opposant obstiné à la politique israélienne. En 2009, le Parti communiste français (PCF) en a été interdit : le CRIF a considéré cette exclusion temporaire comme un châtiment. A l'image de Louis XIV exilant un courtisan dans son fief…

A cet égard, l'article 1 des statuts du CRIF de l'année 2000 est significatif : *« Le CRIF manifestera à tous moments et par les moyens appropriés les sentiments de solidarité et d'attachement de la communauté juive de France envers*

l'État d'Israël ». Le but de cet organisme est donc clair. Il associe deux réalités différentes : la communauté juive, d'une part, et les sionistes, d'autre part. Cet amalgame permet de disqualifier automatiquement, par le biais d'un chantage permanent à l'antisémitisme, toute personne mettant en cause le projet sioniste ou la politique israélienne.

De même qu'on accusait d'« antiaméricanisme » ceux qui critiquaient la guerre en Irak ?

Oui, la même tactique a été utilisée lors de la guerre du Golfe, lorsqu'on entendait sur les ondes que les pacifistes étaient tous des « antiaméricains ». Or, je rappelle que critiquer Israël et le sionisme n'est pas un acte antisémite. On le constate fort bien en Iran : alors que les autorités iraniennes ne cachent pas leur hostilité à *« l'entité sioniste »,* les quelque 25.000 juifs qui résident dans ce pays ne subissent aucune mesure de rétorsion de la part des autorités.

Mais, en France, il faut passer sous les conditions du CRIF et de ses associés, sans quoi nous sommes diabolisés. L'influence des réseaux pro-israéliens est d'autant plus remarquable que désormais, avec Sarkozy, ceux- ci ont « leur homme » à la présidence de la République. Avec lui, la France a rompu avec sa politique gaullienne traditionnelle, que ses adversaires nommaient avec mépris la *« politique arabe »*. Le président français déclare être un *« inconditionnel de la sécurité d'Israël »*. Sur l'Iran, il se range à 100% sur la ligne de Tel Aviv. Il rêve d'être encore plus pro-israélien que les présidents américains ; et le comble, c'est qu'il est en passe d'y parvenir. C'est un *« Bush à la française »,* comme l'a écrit l'hebdomadaire Marianne.

En quoi le lobby pro-israélien est-il différent des autres lobbies ?

Sa principale différence tient dans le fait qu'il soit incritiquable. On peut être pour ou contre la chasse sans être diabolisé. Mais Israël est une question taboue en France. Critiquer l'État juif est devenu - précisément par le jeu des lobbies dont je mets l'action en relief - synonyme d'agression antisémite. Pis : cette critique, qui devrait aller de soi au « pays des Lumières », est aussi poursuivie sur le plan judiciaire, Des gens aussi insoupçonnables que le philosophe Edgar Morin ou le journaliste Daniel Mermet ont été inquiétés pour avoir simplement émis une opinion divergente sur le sujet. Ils ont fini par gagner leurs procès, mais au bout de longues années de procédure.

L'affaire Dieudonné n'a pas commencé autrement. L'humoriste a fait un sketch sur un colon israélien, qui a été jugé inadmissible par l'Etablissement : il a été aussitôt diabolisé par les médias qui, jusque là, l'encensaient. L'un des principaux animateurs de télévision de l'époque, Thierry Ardisson, lui a déclaré, en public, qu'il ne pouvait plus l'inviter dans son émission en raison des propos qu'il avait tenus. Aujourd'hui, lorsqu'il se rend en province, Dieudonné en est réduit à faire ses spectacles dans un bus, car les municipalités lui interdisent l'accès à leurs salles. Toutefois, ce qui est significatif, c'est que son propre théâtre ne désemplit pas. Les gens de la rue ne sont pas dupes.

C'est la grande faiblesse des pro-israéliens, leur discours est basé sur de fausses prémisses et sur un chantage moral : la fameuse association « sionisme = judaïsme », d'où l'on déduit

abusivement « antisionisme = antisémitisme ». Ils ont donc la grande majorité du peuple contre eux, même si celui-ci se tient tranquille pour l'instant.

Pourquoi votre livre a-t-il été boycotté en France ? *Pourquoi les professionnels ont-ils refusé de le diffuser ? A cause des pressions du lobby sioniste* ?

Il s'agit d'une censure de fait, non-officielle. Une méthode parallèle beaucoup plus insidieuse. Car si on avait simplement interdit mon livre, cela aurait, du jour au lendemain, provoqué des dizaines de milliers de réactions indignées. Tandis que ne pas signaler la publication d'un ouvrage revient à dire : *« Circule il n'y a rien à voir ! »*

Cela s'est passé comment, concrètement ?

Le propre diffuseur de mon éditeur a refusé de mettre mon livre en librairies, alors qu'il n'est ni attaqué ni poursuivi en justice ! Quant aux premiers éditeurs contactés, on ne peut pas dire qu'ils aient brillé par leur courage. Je suis donc allé me faire éditer en Belgique.

Mais la presse française n'en a pas parlé ?

Concernant la presse, on peut parler de néant quasi-absolu : six mois après la publication de mon livre (que j'ai délibérément voulu dépassionné, rationnel et référencé, puisqu'on *y* dénombre quelque 600 notes de bas de page), je n'ai pas obtenu une seule ligne dans les grands journaux. Le spécialiste du Proche-Orient, Alain Gresh, a signalé l'existence de mon livre sur son blog du *Monde diplomatique*, dans un papier où il reconnaît que la thèse que j'avance mérite le débat et non l'interdiction de fait qu'on lui fait subir. Mais le premier

quotidien imprimé à me consacrer une page a été un journal tunisien !

Comment expliquer cette censure de fait ?

Il est possible que quelques coups de fils aient été passés aux rédactions. Mais je ne crois pas à l'existence d'un vaste complot contre ce livre. D'abord, d'une manière générale, en France, les journalistes n'ont plus la liberté de parole nécessaire. A propos de moi comme de tout le reste : la concentration de la presse entre quelques mains n'a pas favorisé la liberté d'expression pour les discours en rupture avec la pensée dominante. Surtout quand les grands patrons sont des intimes du nouveau président.

Quand même, certains journalistes ne sont pas dupes…

Mais ils ont peur. Il y en a qui ont osé me l'avouer. C'est le phénomène classique de l'autocensure. Vu la façon dont ont été traités les quelques tares esprits qui sont entrés en résistance, ils se disent qu'il vaut mieux éviter de faire la promotion d'un tel ouvrage, sans quoi il risquerait de leur en cuire ; ce qui ne les empêche pas de me dire en privé que je vise juste, bien entendu. Le seul fait que mon livre n'ait pas été « chroniqué » par un grand journal, alors que l'année dernière, je passais dans une célèbre émission de télévision du soir pour parler de mon enquête sur l'affaire Kerviel (réalisée avec un journaliste de *Paris Match),* est révélateur de l'emprise des réseaux pro-israéliens sur la presse française. Mais ce qui est positif et révélateur aussi, c'est que la presse ne se vend plus, les critiques n'ont plus vraiment d'impact sur les ventes de livres et le public va maintenant glaner ses informations sur le net. Où la censure existe moins que dans les médias, désormais

totalement formatés.

Aux États-Unis, par contre, les lobbies défendant les intérêts d'Israël, comme l'AIPAC, sont reconnus comme tels. Tout le monde est au courant. Pourquoi cette différence ?

Parce que le lobby pro-israélien américain est beaucoup plus ancien, puissant et sûr de lui. Aux États-Unis, l'impact du lobby sioniste a acquis une sorte d'évidence : depuis trente ans au moins, il ne viendrait à l'idée d'aucun président américain de nommer un secrétaire d'État qui ne soit pas un fervent pro-israélien. D'ailleurs, c'est cette assurance qui autorise chez eux la libre discussion. On peut reprocher beaucoup de choses aux États-Unis, mais il faut convenir que, même sous le régime du *Patriot Act,* il demeure licite d'y parler d'Israël avec une certaine franchise.

En France, par contre, le phénomène de lobbying est beaucoup plus récent, du moins sous une forme constituée. Son sommet a été l'année 2007, avec l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République. Jusque là, même si les pressions des réseaux pro-israéliens s'exerçaient et même s'il arrivait à la France de s'y plier parfois, le Quai d'Orsay, grâce à des hommes comme Roland Dumas, Hubert Védrine ou Dominique de Villepin, avait résisté à l'assaut. Mais, une fois arrivé au pouvoir, Sarkozy a ouvert les vannes.

Le *lobby influence jusqu'à la nomination des ministres ?*

Bien sûr. Si Bernard Kouchner a été préféré à Védrine, c'est qu'il a été jugé plus « *israélo-compatible* » que son collègue, selon les mots d'un journaliste exceptionnellement inspiré.

Tout ça ne rend pas très optimiste !

Au contraire, il faut se rendre compte que les réseaux pro-israéliens français, bien qu'ils soient arrivés à leurs fins, ne se sentent pas très à leur aise dans leur nouveau rôle de grand inquisiteur. Ils savent pertinemment qu'ils n'ont pas le vent en poupe. On a vu les imposantes manifestations qui se sont déroulées, tant en province qu'à Paris, lors des massacres de Gaza en janvier 2009. Il suffit de lancer une discussion de trottoir pour s'apercevoir que nombre de Français sont révoltés.

En fait, les réseaux sionistes n'ont aucun intérêt à promouvoir le débat sur des questions gênantes pour eux. Donc, ils sont contraints d'entretenir le chantage moral, c'est-à-dire la police de la pensée. Comment débattre quand on a soutenu des criminels de guerre ? C'est impossible. Alors, le plus simple est de condamner par avance tout propos jugé non « politiquement correct ».

Mais l'histoire a prouvé qu'on ne gagne jamais le cœur d'un peuple en utilisant la force ou la peur. Lorsque la contrainte est abusive, les gens finissent toujours par se rebeller. C'est la raison pour laquelle, en prévention d'événements fâcheux, j'appelle la communauté juive à commencer par se libérer elle-même de ses propres « représentants ». Qui ne représentent au mieux qu'un sixième d'entre elle, tout en lui causant un tort considérable.

Cette communauté en a les moyens et elle doit comprendre que son intérêt réel n'est pas de défendre coûte que coûte un État qui pratique une politique d'apartheid, selon le juste mot du Prix Nobel de la paix Jimmy Carter. Mais plutôt de contribuer à l'émancipation de l'humanité comme certains de ses membres les plus éminents l'ont déjà fait par le passé. Plus

généralement, je recommande à tous les Français, quelle que soit leur appartenance religieuse, de ne plus avoir peur et de libérer leur parole. Toute société démocratique doit être fondée sur le débat.

Comment arriver à parler de tout cela sans crainte ?

Cessons de nous justifier sans arrêt. Se justifier, c'est déjà avoir perdu. C'est un réflexe de type pavlovien, créé par des années de conditionnement médiatique et politique. Nous devons au contraire attaquer, prendre la parole sans attendre qu'on nous la donne, dire ce que nous pensons en toute simplicité. Sans en rajouter inutilement, mais surtout sans reculer d'un pouce.

Nous n'avons pas à nous excuser d'être en faveur de la liberté de parole. Nous n'avons pas à nous défendre d'être horrifiés par les crimes contre l'humanité qui ont été perpétrés à Gaza. Nous ne devons pas avoir peur d'être pour la paix. Nous ne sommes pas des coupables, mais des pionniers, voilà la façon dont il faut penser. Et dans ce climat de conformisme généralisé, un peu d'esprit d'aventure ne fait pas de mal, je vous l'assure !

À LIRE :

Paul-Eric Blanrue, *Sarkozy, Israël et les juifs,* Éditions Oser dire, 2009.

John Mearsheimer & Stephen Walt, *Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, La Découverte, Paris, 2007.

17

Les médias sont-ils objectifs face à Israël ?

Ceux qui connaissent bien le conflit israélo-palestinien, la région, son histoire sont généralement effarés en regardant la télé ou la presse écrite : contre-vérités nombreuses, parti-pris flagrants, absence de contexte historique... Comment l'expliquer ? Ignorance, mauvaise foi, peur ? Nous avons demandé à un journaliste français, connaissant bien la situation et soucieux de son indépendance d'analyser la couverture des médias français...



DENIS SIEFFERT

Journaliste français, directeur de rédaction de l'hebdomadaire *Politis*. Couvre régulièrement les grèves en France. A réalisé plusieurs reportages au Liban, en Palestine et en Israël. A publié deux livres sur la façon dont les médias traitent ce conflit, ainsi que son impact sur la société française.

II est logique qu'un pays en guerre comme Israël diffuse sa propagande. Mais l'attitude des médias français par rapport à cette propagande est- elle logique ?

On ne peut en effet reprocher à un pays comme Israël d'utiliser la propagande comme arme de guerre. En revanche, le travail des journalistes devrait être de vérifier. Et là, on constate une faillite du métier, car on retrouve souvent tels quels des éléments de la propagande dans la diffusion médiatique.

Un exemple simple et factuel : la rupture de la trêve entre le Hamas et le gouvernement israélien au mois de novembre 2008, juste avant l'attaque contre Gaza. Selon la propagande israélienne, c'est le Hamas qui a rompu cette trêve, plaçant donc Israël dans un état de légitime défense. Or, quand on observe les faits, on constate tout d'abord qu'Israël avait mené un raid meurtrier dans le sud de Gaza le 4 novembre, tout en déclarant le soir même que la trêve continuait. La trêve, c'est donc ce qu'il y a avant et après les raids israéliens. De plus, cette trêve conclue en juin 2008 prévoyait un desserrement du blocus en contrepartie de l'arrêt des tirs de roquettes sur Sderot, la ville israélienne la plus proche de Gaza, Mais le blocus s'est au contraire aggravé durant cette période, et c'est ça qui a constitué le principal facteur de rupture de la trêve du côté du Hamas. Tout cela a été complètement occulté. On a répété indéfiniment que le Hamas avait rompu la trêve et qu'Israël était en état de légitime défense.

Pourquoi ? Les médias n'ont pas connaissance des faits ? Ou bien ils les mettent de côté ?

C'est un système à plusieurs éléments. D'abord, il y a la propagande israélienne avec ses diffuseurs naturels en Israël. Puis, des groupes d'intellectuels - particulièrement actifs en France - reprennent totalement cette propagande dans les tribunes de la presse écrite ou sur les plateaux de télévision où ils sont souvent invités. Ils martèlent des informations qui, même fausses, passent pour de véritables infos à force de répétitions et ne sont plus vérifiées.

Tous les journalistes font ça ?

II existe plusieurs catégories de journalistes. Certains, fortement idéologisés, reprennent consciemment cette propagande. Ensuite - et je crois que c'est pire - il y a les journalistes qui la diffusent inconsciemment. Par paresse, sans vérifier l'information. Parfois aussi par lâcheté, pour ne pas contredire l'opinion médiatique générale.

Votre livre analyse un thème fréquent de la propagande israélienne : à Camp David, Arafat aurait refusé les « propositions généreuses » de Barak (voir chapitre 10).

Si on s'en tient aux faits, Camp David a été un traquenard. En juillet 2000, Arafat a été sommé de venir négocier le statut final de la Palestine avec Bill Clinton et Ehoud Barak (à l'époque, premier ministre travailliste israélien). Mais que s'est-il passé ? On a demandé à Arafat d'approuver une carte comme il l'avait fait aux accords d'Oslo en 1993. A l'époque, il y avait 115.000 colons en Cisjordanie et 200.000 à Jérusalem-Est. Sept ans plus tard, à Camp David, on demande à Arafat de signer à nouveau une carte. Avec cette fois 195.000 colons en Cisjordanie. Ceci bafouait complètement les accords d'Oslo qui postulaient le gel des colonisations.

Des « négociations » qui servent en fait à faire reculer les Palestiniens chaque fois un peu plus ?

Absolument. J'ai appelé cela une sommation: Arafat n'avait pas le choix, il devait signer et prendre ses jambes à son cou. Evidemment, il ne l'a pas fait car il ne pouvait pas accepter ce nombre de colons supplémentaires alors qu'un gel avait été prévu. Mais les médias ont emboîté le pas à la propagande israélienne.

On a aussi dit qu'Arafat avait refusé le partage de Jérusalem...

En réalité, il n'y avait pas de partage. Un négociateur palestinien a fait cette comparaison : « On a parlé du partage de Paris, mais on leur a donné Créteil » (petite ville de la banlieue parisienne). Encore une fois, le problème n'est pas qu'Israël tente de diffuser cette propagande. Le problème, c'est qu'elle soit reprise. Malgré l'indignation des négociateurs palestiniens qui n'ont absolument pas eu voix au chapitre médiatique durant les négociations. La seule source qui semblait alors légitime - et ça pose problème - c'était le ministre israélien des Affaires étrangères, Shlomo Ben-Ami. Il a fallu attendre plusieurs mois pour qu'un grand quotidien - *Le Monde* en l'occurrence, sous la plume de Sylvain Cypel - produise les vraies cartes de Camp David et rapporte l'avis d'un négociateur américain, Robert Merret, qui démentait cette version. Mais en décembre, c'était trop tard, il y avait eu d'autres événements entre-temps.

Pourtant, aujourd'hui encore, ça continue : « Arafat a refusé les propositions généreuses de Barak ».

Oui, par exemple chez Bernard Guetta *(France-Inter)* alors qu'on sait qu'il n'en est rien, on a eu beaucoup de témoignages.

Présenter ainsi Arafat comme refusant les négociations, cela a-t-il une influence sur les événements qui suivent ?

Oui. Israël prétend avoir proposé à Arafat ce qu'il souhaitait depuis toujours : le partage de Jérusalem. S'il a refusé, c'est donc la preuve qu'il n'était pas sincère, qu'il voulait en fait la destruction d'Israël. Celui-ci n'a donc « plus de partenaire pour la paix ». La propagande s'est construite sur cette fausse information. A force d'être ressassée, cette formule s'est inscrite dans nos mémoires. On a ainsi littéralement abattu Arafat sur le plan politique : le camp palestinien a été disqualifié.

«Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose » ?

Un mensonge répété dix fois devient une vérité. C'est le principe même de la propagande avec des formules bien ciselées. *« On n'a plus de partenaire pour la paix »* sous-entend : *«Nous, on est toujours pour la paix »*. Cette formule a aussi été meurtrière pour la gauche israélienne. Étant donné qu'Israël n'avait plus de partenaire pour la paix, il lui fallait une politique plus musclée. Cette formule a donc fait le lit de Sharon et la droite.

La visite dudit Sharon à l'esplanade du Mur des Lamentations, en 2000, a aussi été présentée de façon curieuse…

Le message de l'époque prétendait que l'Intifada était planifiée de longue date par Arafat et qu'il attendait un prétexte pour la

déclencher car il avait décidé de faire capoter l'Accord de Camp David. La réalité est tout à fait différente : Arafat n'a pas du tout maîtrisé ce début d'Intifada. C'était une réaction spontanée. Pas tant à la venue de Sharon qu'à la répression très violente (treize morts) de la manifestation qui a suivi cette venue.

Parlons de la violence. Les médias ont souvent donné l'impression qu'elle venait des Palestiniens…

Les médias, surtout audiovisuels, privilégient la violence du sang et ses images choc. Par contre, la violence économique ou administrative, la violence des expropriations de terres ou des maisons saccagées, celle-là est passée sous silence. Bien sûr, il est plus difficile de montrer la colonisation qu'un attentat. La première est un processus tandis que le second est un événement avec des contours plus précis dans l'espace et dans le temps.

Il arrive aussi qu'on montre la violence israélienne. Mais alors en l'accompagnant d'un discours selon lequel Israël agit en état de légitime défense. On pourra donc avoir de la compassion pour les Palestiniens en se disant que la répression israélienne est excessive mais sur le fond, la légitimité de l'intervention - qu'on qualifie toujours de riposte - sera qualifiée de légitime. Pourquoi ? Parce que la violence palestinienne est considérée comme le fauteur du conflit. Et parce que la violence coloniale, qui selon moi est le nœud du problème, est totalement occultée.

Nos médias évacuent le fait qu'il s'agit une guerre coloniale?

Et la remplacent par une guerre de religions. Sharon a eu un coup de génie en déclarant au lendemain du 11 septembre : «

Nous avons notre Ben Laden, c'est Arafat ». Il a ainsi occulté la question centrale du conflit palestinien : celle du vol de la terre.

En le ramenant à une dimension religieuse, il en a fait un conflit idéologique planétaire dans lequel le mouvement palestinienne serait qu'une partie delà nébuleuse islamiste. C'est totalement faux pour Arafat qui, comme tout le monde le sait, était un nationaliste palestinien. Et c'est même faux pour le Hamas qui, avec une composante islamiste, reste essentiellement un mouvement palestinien de libération nationale.

Évacuer l'aspect colonial n'est pas nouveau. Les médias européens ont toujours fait ça.

Oui. Dans le meilleur des cas, on nous présente deux peuples qui n'arrivent pas à s'entendre sans que l'on sache pourquoi. Ce sont les juifs contre les Arabes. Ou les juifs contre les musulmans. Il est vrai que la question religieuse a toujours été en arrière-plan, mais elle a pris une autre dimension avec les attentats du 11 septembre. Le discours de Bush sur le choc des civilisations était une aubaine pour Israël, car il entre en résonance avec des peurs pas seulement israéliennes mais aussi occidentales sur la montée de l'islam.

Israël a ainsi réussi à faire passer l'idée qu'il faisait une guerre pas seulement pour se défendre, mais pour défendre aussi les valeurs occidentales. Et ça a plutôt bien marché puisque les reportages des médias français - *Arte* en particulier - sur le Hamas nous montrent toujours l'aspect violent et religieux. Ils ne parlent jamais des textes réclamant la libération nationale.

On nous présente deux peuples qui n'arrivent pas à

s'entendre, sans que l'on sache pourquoi. N'est-ce pas une démission des journalistes qui nous disent au fond que l'Histoire est inexplicable ?

Oui, c'est l'explication à l'africaine : *« Ces conflits ethniques, c'est décidément indéchiffrable ».* Bien sûr, les conflits ethniques sont une composante des problèmes en Afrique. Mais on ne dit pas qu'ils sont instrumentalisés, manipulés par les grandes puissances. C'est pareil pour le conflit israélo-palestinien : ce sont *« deux peuples qui se battent depuis la nuit des temps ».*

Mais, malgré tout, il y en a un qui nous ressemble plus que l'autre. On ne les renvoie donc pas dos à dos. Un de ces peuples a une tendance presque naturelle à la violence, c'est le peuple palestinien. Tandis que l'autre peuple appartient à notre civilisation judéo-chrétienne avec ses villes comme Tel Aviv qui ressemblent à nos villes occidentales. II y a donc un phénomène d'identification. La manière d'aborder le sujet est à la fois fausse et inéquitable.

L'explication par la haine ou le fanatisme religieux semble être une spécialité de certains intellectuels français...

Bernard-Henri Lévy, André Glucksmann, Alexandre Adler, Pascal Bruckner, Daniel Simoni... passent leur temps à essayer de transformer ce conflit en conflit religieux. A essayer d'en trouver les racines dans le Coran. On trouve effectivement dans le Coran certains textes qui peuvent être interprétés comme des appels à la violence. Mais on trouve aussi ce genre de textes dans la Bible. Et on trouvera également dans le Coran des textes tout à fait à l'opposé, des invitations à la sagesse et à la paix. Toutes ces interprétations sont donc

extrêmement malhonnêtes. Leur but est évidemment de détourner l'attention de la matérialité des faits : la question coloniale.

Dans tous les grands conflits où sont présents des intérêts occidentaux, on cache l'Histoire au public. Durant la préparation du présent livre, un vidéo-trottoir demandait à des gens, au hasard dans la rue : « Avant qu'Israël ne s'installe en 1948, qui était là ?» *Très peu savaient répondre. Au fond, après des années d'information, les gens ignorent l'essentiel...*

L'information est événementielle. Et le problème de l'information, c'est qu'elle a deux fonctions. L'une démocratique, et c'est la principale à nos yeux. L'autre commerciale. Les contradictions entre ces deux fonctions ne créent pas toujours de bonnes choses. De plus, la fonction commerciale prend de plus en plus le dessus : il faut vendre ! Donc, on hypertrophie l'événement, on le détache de l'Histoire. On verra donc la violence palestinienne sans savoir ce qui s'est passé avant. C'est la tragédie de l'information.

Mais pourquoi ces intellectuels sont-ils privilégiés dans nos médias ?

Cela renvoie aux privilèges dont Israël jouit de manière générale dans nos médias. La première réponse est assez simple : c'est le poids de la culpabilité - en France particulièrement - pour le génocide des juifs. Le poids de l'Histoire est encore très fort, et il y a une communauté juive qui est toujours là et qui a vécu le génocide.

Ensuite, il y a la place stratégique d'Israël qui a été conçue comme une sentinelle occidentale, proche de la France et des

États-Unis, dans les terres du Proche-Orient. Israël a été conçu comme un allié naturel, stratégique, militaire, économique et culturel des pays occidentaux (voir chapitres 11 et 12). Celui qui défend les intérêts d'Israël a donc une oreille très attentive, en particulier dans les cercles dirigeants. Certes, il y a eu des parenthèses dans l'Histoire, notamment avec De Gaulle. Mais en général, ces intellectuels jouent sur un terrain extrêmement favorable.

Préjugé favorable envers Israël et préjugé négatif envers le monde arabe et musulman ?

Oui, la grande tragédie des siècles passés est la colonisation par les grandes puissances. En France, la guerre d'Algérie a laissé des traces énormes. Les Arabes, et les musulmans en particulier, ont été longtemps identifiés aux rebelles algériens. Ils souffrent toujours de cette mémoire active, qu'ils soient des travailleurs immigrés en France ou des Palestiniens sur la scène internationale. De plus, ce préjugé défavorable est accentué avec la montée de l'islamisme. Tout cela crée des amalgames.

Votre livre analyse le processus qui consiste à diaboliser ou délégitimer l'adversaire. Comment ça se réalise ?

J'ai remarqué un jeu sur les anachronismes : on ne cesse de renvoyer les Palestiniens à un moment précédent de l'Histoire. Par exemple, on ne dialogue pas avec le Hamas parce qu'il ne veut pas abroger sa charte de 1988. Pourtant, le Hamas a produit depuis de nombreux textes qui contredisent totalement cette charte.

La même chose s'était produite il y a une vingtaine d'années

quand Arafat avait entamé le processus de reconnaissance d'Israël. Il entamait aussi son offensive diplomatique qui allait conduire à la conférence de Madrid et aux accords d'Oslo. Et que lui a-t-on reproché à l'époque ? De ne pas avoir abrogé la charte de l'OLP qui datait de 1964 ! L'Histoire se répète de manière incroyable 1 Evidemment, les chartes de l'OLP et du Hamas sont des chartes fondatrices et identitaires, donc extrêmes. Ce ne sont pas des éléments de négociation, elles comportent de la violence. Pourtant, on invoque ces textes pour nier chaque fois vingt années d'évolution. Un peu comme si certains réclamaient qu'on abroge la Marseillaise avant de négocier avec la France dans l'Europe. *«Qu'un sang impur abreuve nos sillons »,* ce n'est quand même pas très charitable comme texte !

Voilà donc un procédé de délégitimisation classique dans la façon de faire israélienne. Et qu'on retrouve souvent dans les médias. Sur *Arte* par exemple, le producteur Daniel Leconte propose souvent des émissions où on peut voir la charte du Hamas en surimpression... Ces derniers temps encore. On ne nous dit même pas que c'est un texte de 1988, que beaucoup d'autres choses ont été écrites depuis, que toute une fraction du Hamas s'est politisée, dans le bons sens du terme...

Diaboliser, n'est-ce pas aussi personnaliser le conflit ? Tout dépendrait d'Arafat (ou d'autres dirigeants), et le peuple n'aurait au fond aucun rôle...

Il faut dire qu'Arafat s'est beaucoup prêté à ce jeu. C'était un autocrate et on peut lui reprocher durant toute la période d'Oslo d'avoir dit à son peuple : *« Ne vous inquiétez pas, je m'occupe de tout. Ça va bien finir ».* Il s'est un peu piégé lui-

même en excluant le peuple de son histoire. De plus, je pense qu'il a fait beaucoup silence, entre 1993 et 2000, sur la colonisation qui se poursuivait. Tout cela a largement profité à Israël.

Il n'en reste pas moins vrai que les médias cherchent de leur côté à expliquer l'Histoire par les individus. Arafat serait lunatique, inconséquent, fourbe, ne tiendrait pas sa parole…

Tout cela renvoyant à des stéréotypes arabes. Et finalement, c'est la personnalité d'Arafat qui fait qu'on ne peut compter sur lui et qui expliquerait l'échec des négociations de Camp David.

Après avoir délégitimé Arafat, on délégitimise le Hamas. Par quels moyens ?

Dans notre regard occidental, le Hamas a un handicap par rapport au Fatah. Tous deux viennent des Frères musulmans, mais le Fatah a dépassé la composante religieuse pour devenir une organisation laïque. Pourtant, le Hamas a aussi marqué une rupture par rapport aux Frères Musulmans en ne faisant plus seulement de la prédication et de l'enseignement pour devenir une organisation politique. Mais le Hamas garde toujours une forte composante islamique qui cohabite dans sa culture avec la composante nationale : la revendication des territoires palestiniens. Un des procédés médiatiques pour délégitimer consiste donc à valoriser beaucoup plus la composante religieuse. Alors que, selon moi, la composante nationale est de plus en plus importante.

Par exemple, on invente des liens absolument faux entre le Hamas et Al-Qaïda. Ou bien on présente le Hamas comme un simple jouet dans la stratégie iranienne, une sorte de cheval de

Troie qu'on va armer tout près d'Israël, Mais ce n'est pas ça du tout. Certes, le Hamas entretient des relations avec l'Iran et reçoit de l'aide de ce pays, ça ne fait aucun doute. Mais le Hamas est un mouvement palestinien qui gère ses propres intérêts d'abord et ceux de la Palestine. Il ne gère pas les intérêts de l'Iran. De même, le pouvoir iranien, comme d'autres dans le monde arabo-musulman, utilise la question palestinienne pour sa propre image plutôt que de combattre réellement en faveur des Palestiniens. Mais la propagande grossit artificiellement ces liens si bien que le Hamas n'existe plus par lui-même. Il fait partie soit de la « nébuleuse islamiste », soit de la stratégie iranienne dont il n'est qu'un jouet. Le résultat de tout cela? On évacue du discours du Hamas la question palestinienne.

Les attentats-suicides ont quand même joué un grand rôle pour discréditer Je Hamas !

D'abord, le Hamas a rompu avec ces attentats depuis 2007. Des textes le disent mais on ne les cite jamais. L'essentiel de la délégitimation consiste à souligner le caractère terroriste : ces attentats sont irrationnels. Pour nous, du point de vue de notre culture, le suicide est irrationnel, fou et inacceptable, si j'ose dire. Mais l'idée de s'attacher à une bombe et de sauter avec, n'est pas non plus une singularité musulmane. Les kamikazes japonais l'ont pratiqué bien avant. Il y a une mauvaise foi occidentale.

Mais ce qui est important dans le cas du Hamas, c'est que la rationalité intervient à un autre niveau. Les attentats-suicides font toujours réponse à une attaque israélienne ou à quelque chose qui s'est produit avant. Ils sont bêtes et aveugles en prenant pour cible des innocents. Mais ils ne sont pas aveugles

du point de vue du moment politique.

Le premier attentat suicide du Hamas a lieu en avril 1994, après le massacre de Hébron où 29 musulmans en prière ont été tués par un fanatique juif, Tandis que la vague d'attentats en mars - avril 1996 correspond à l'assassinat sous Shimon Peres de Yahya Ayach, un dirigeant du Hamas. En plus, cet assassinat était survenu à un moment inattendu où tout semblait concorder pour aller vers une paix rapide. L'opinion publique israélienne était ouverte. Et soudain, il y a cet acte israélien et la vague d'attentats du Hamas.

Mais cette violence, qui est montrée comme irrationnelle et qu'on ne peut pas approuver, surtout lorsqu'elle vise des innocents, n'est pas irrationnelle sur le plan politique. Evidemment, pour donner leur rationalité à ces actes, il faut expliquer ce qui s'est passé avant, il faut expliquer ce qu'a fait Israël. C'est justement ce qu'on occulte. Voilà le procédé de délégitimation classique : présenter cette violence comme aveugle. Elle l'est à certains égards, mais d'un autre point de vue, elle ne l'est pas.

Tout ceci indique un parti pris dans les médias. C'est à cause du lobby ?

Il y a en effet la présence de lobbies qui instrumentalisent la mémoire du génocide. Mais le conflit israélo-palestinien est aussi un conflit Nord-Sud dans lequel Israël est perçu comme le Nord. Il y a donc chez nous un procédé d'identification.

Un conflit Nord-Sud ?

Israël est un pays qui a été conçu et organisé comme une sorte d'ambassade des puissances occidentales. II y a d'abord une

période fusionnelle avec la France dans les années 50. Puis, suite à l'échec de Sue2 en 1956, les États-Unis vont prendre le relais.

Au départ, la France freine Israël, car elle pense qu'il vaut mieux jouer la carte arabe. Mais avec la montée de Nasser et de la Syrie, les Français vont se rendre compte qu'ils ne peuvent plus contrôler les Arabes. La France se désengage (en tout cas intellectuellement) parce que la défaite de Suez, c'est une claque énorme. De plus, De Gaulle arrive deux ans plus tard et doit régler la question algérienne. La France va pour ces raisons passer aux États-Unis la tâche du soutien à Israël. Mais, pour les deux puissances, ce sont toujours les intérêts économiques, stratégiques, intellectuels et culturels des puissances occidentales qui comptent.

S'ajoute, en France, un phénomène particulier : il y a une très forte minorité juive en France et beaucoup ont de la famille en Israël. Si bien qu'on va à Eilat en vacances, à Tiberias pour les fêtes... Cela crée une intensité émotionnelle qu'il n'y a pour aucun autre pays. En France, d'une certaine façon, Israël n'est pas considéré comme un pays étranger. Et parmi ces minorités hypersensibles au sort d'Israël, il y a des personnes influentes de la société française. Génération après génération, elles sont arrivées à occuper des situations de pouvoir. Ces personnes comptent énormément et on ne eut pas les froisser.

Tout de même, certains médias se montrent parfois plus critiques envers Israël qu'il y a vingt ans. Comment expliquer cette évolution ?

Les arguments de la propagande israélienne ont été tellement ressassés qu'ils ont fini par perdre de leur efficacité. De plus en

plus de gens reconnaissent au moins qu'il y a un terrible déséquilibre des forces. On commence aussi à comprendre, et c'est assez récent, que les classes dirigeantes israéliennes ne veulent pas la paix. Longtemps, on a pensé qu'ils s'y prenaient mal et que, décidemment, les Palestiniens ne voulaient pas... Maintenant, on commence à comprendre que le fond du problème, c'est que les dirigeants israéliens ne veulent pas la paix.

Les images de la chaîne Al-Jazzera et sur Internet ont-elles aussi influencé cette évolution ?

Oui, ça s'est vu sur Gaza dont la couverture a connu deux phases. Dans la première, on prétend aux citoyens d'Europe occidentale que le Hamas est l'agresseur et qu'Israël agit en état de légitime défense. Dans la deuxième phase, que j'ai appelée compassionnelle, on laisse passer les images qui viennent des chaînes arabes. Là, dans le pire des cas, les gens se disent qu'Israël exagère. Il y a une réaction humanitaire : 1.400 morts, probablement mille civils, tant d'enfants, des hôpitaux détruits, cet épisode symbolique du médecin palestinien qui apprend en direct sur la télévision israélienne que ses trois filles viennent de mourir dans un bombardement... Toute cette violence a marqué l'opinion publique, elle s'est dit que ça ne pouvait pas être de la maladresse, des dégâts collatéraux ou le Hamas qui utiliserait la population comme bouclier humain.

Bref, l'opinion a changé et la diplomatie internationale va devoir en tenir compte. Car Israël a une caractéristique : c'est un pays qui commet beaucoup de crimes, mais qui en même temps revendique d'être aimé. L'avis de la communauté

internationale compte beaucoup. Or, avec Gaza et la guerre du Liban, ça fait deux fois qu'il y a des massacres de civils et le nombre de victimes est sans rapport avec les objectifs poursuivis. De plus, sur le plan militaire, ce furent deux échecs. Je pense donc que l'image d'Israël devient très mauvaise en effet. Et c'est un facteur positif dans l'évolution des consciences.

Cependant, une fois le choc de Gaza passé, le discours habituel reprend : « Pas de partenaire, c'est la faute du Hamas... ». Que faire ?

C'est une question difficile. Pour nous, journalistes, intellectuels ou universitaires, il faut essayer de décrire au mieux la réalité et la confronter à l'information dominante. Pour ceux qui n'ont pas le privilège de pouvoir s'exprimer sur des supports médiatiques, je dirais qu'il faut se rendre sur place. Je crois beaucoup aux vertus des missions civiles qui se rendent sur place et témoignent sans être journalistes. Il y a des livres de témoignages simples qui sont très forts. Par cercles concentriques, les opinions changent. Cela amène aussi les journalistes à bouger.

Les journalistes ! Faut-il les mettre tous dans le même panier ?

Non, il faut nuancer la critique des médias. Il faut distinguer. D'une part, il y a les journalistes très proches des intellectuels pro-Israël, ceux qui écrivent en chambre et qui sont très marqués par l'idéologie. D'autre part, il y a les correspondants sur place qui donnent un autre son de cloche. Malheureusement, ce ne sont pas eux les faiseurs d'opinion. Rares sont nos concitoyens qui lisent les pages intérieures des

journaux et les articles un peu cachés. Finalement, le pire c'est que beaucoup de choses sont écrites mais n'ont pas le même statut.

Les journalistes ne forment pas une catégorie homogène de pourris. Le problème c'est que la petite élite des faiseurs d'opinion contrôle les éditoriaux, les premières pages, les journaux télévisés. Ceux-là sont plutôt homogènes dans leur défense inconditionnelle d'Israël. Maïs ils ne reflètent pas toute la profession. Il ne faut pas faire d'amalgames.

Quand même une perspective optimiste ?

Plusieurs facteurs jouent. L'évolution démographique, favorable aux Palestiniens, va poser le problème du caractère juif d'Israël. Même Sharon, avec son Mur, a en quelque sorte livré un message au sionisme traditionnel : « Il va falloir qu'on arrête à un moment. Il y aura aussi des limites à notre expansion ». Je pense donc que la droite israélienne, peut-être même plus que la gauche, est consciente de ce problème démographique. Ils doivent se dire qu'il vaut mieux avoir un mur plutôt que de laisser jouer l'évolution démographique. C'est un facteur objectif, sur le long terme, c'est vrai, mais il peut amener les politiques à anticiper les cinquante prochaines années. Les dirigeants israéliens doivent se dire qu'il vaut mieux une paix moyenne pour Israël plutôt que de laisser faire ces processus qui seraient destructeurs pour leurs intérêts.

À LIRE :

Denis Sieffert & Joss Dray, *La guerre israélienne de l'information*, La Découverte, Paris, 2003.

Denis Sieffert, *La nouvelle guerre médiatique israélienne*, La Découverte, Paris, 2009.

Denis Sieffert, *Israël-Palestine, une passion française*, La Découverte, Paris, 2004.



Yasser Arafat, dirigeant de l'Organisation de Libération de la Palestine. En 2000, il a proposé une solution très généreuse que les dirigeants israéliens ont refusée. Mais c'est Arafat qui a été présenté comme intransigeant et jouant double jeu dans les médias français et internationaux…



La diabolisation d'Arafat a « justifié » l'agression de l'armée israélienne contre ses bureaux en 2002 (photo : siège de l'OLP détruit à Ramallah).



Caméraman palestinien agressé par un soldat israélien pendant une manifestation, Um Salamuna, 2007.



Khaled Mechaal, un dirigeant du Hamas a déclaré le 10 janvier 2007,
« Il va rester un État qui s'appelle Israël, c'est un fait. Le problème, ce n'est pas l'existence d'une entité qui s'appelle Israël. Le problème, c'est que l'État palestinien n'existe pas ».

18

Critiquer l'état d'Israël, est-ce de l'antisémitisme ?

« Si les musulmans sont solidaires des Palestiniens, c'est parce qu'ils sont musulmans. Il s'agit d'un conflit entre reliions. », entend-on souvent. Le conflit israélo-palestinien est-il une question religieuse ou une question politique ? Pourquoi l'argument d'« antisémitisme » est-il si fréquemment utilisé ? Et quel rôle peuvent jouer les musulmans dans le débat public en Europe ?



TARIQ RAMADAN

Intellectuel suisse, d'origine égyptienne, né en 1962. Théologien, islamologue, professeur à Oxford et consultant à Rotterdam. A analysé le conflit israélo-palestinien et ses répercussions dans la communauté musulmane en Europe. A publié, avec Alain Gresh, *L'Islam en questions en 2000*.

Quand on critique Israël, on est vite accusé d'être antisémite ?

Il ne faut pas généraliser, tout le monde ne réagit pas de cette manière. En particulier parmi les personnes de confession juive, les intellectuels ou les intervenants, il y en a qui sont tout à fait clairs sur les distinctions à apporter.

Par contre, d'autres veulent effectivement associer le destin de l'État d'Israël à l'appartenance au judaïsme. Lorsqu'on critique la politique de l'État d'Israël, on se fait taxer d'antisémitisme ou même d'antisémitisme caché. Comme si on utilisait la critique politique pour cacher un positionnement raciste et antisémite. Les personnes qui font cet amalgame savent ce qu'elles font, c'est un jeu politique et idéologique. Leur but est d'interdire la critique politique au nom de l'appartenance soit religieuse, soit culturelle.

Le conflit israélo-palestinien est-il politique ou religieux ?

Politique, mais il a des contours religieux. Face à cela, deux attitudes sont tout à fait contre-productives. La première consiste à ramener le conflit uniquement au religieux. C'est une grosse erreur, car cela revient à mettre en face des entités religieuses construites dans l'opposition. La seconde erreur, c'est de n'y voir qu'un conflit politique, sans tenir compte des dimensions religieuses. Aussi, dans mes interventions, depuis bien des années, je dis qu'il faut aborder la question palestinienne sous trois volets : religieux, humanitaire et politique.

Quant au premier volet, trois grandes religions monothéistes sont directement concernées par la question : le judaïsme, le

christianisme et l'islam. Je pense que par la voie de leurs représentants ou d'intellectuels, ces religions doivent dire clairement comment elles se situent par rapport aux lieux saints de Jérusalem et au vivre ensemble. D'un point de vue musulman, je dis que toute tentation de ne pas reconnaître le droit des juifs à être sur leurs lieux saints est totalement inacceptable. Car là, il s'agirait bel et bien d'antisémitisme ! Il faut reconnaître la légitimité des juifs à avoir accès à leurs lieux saints. Idem pour les chrétiens et les musulmans. Il faut donc une prise de position religieuse sur l'égalité et la légalité quant à l'accès et à la pratique religieuse sur les lieux saints.

D'ailleurs, lors de l'invitation des rabbins à Rome il y a deux ans, j'avais personnellement demandé au représentant de l'Église, Georges Cottier, qui était l'ancien conseiller du pape : *« Il faut absolument que la voie chrétienne se fasse plus entendre sur la question palestinienne parce que paradoxalement, plus la voie chrétienne se fera entendre, moins on rapportera ce confit à une prétendue opposition entre judaïsme et islam ».* C'est ça le piège ! J'ai donc demandé que les chrétiens s'expriment car il y a beaucoup de Palestiniens chrétiens.

En fait, nous tous, juifs, chrétiens et musulmans, devons dire clairement que la parole religieuse est une parole qui doit reconnaître la légitimité des trois religions à accéder aux lieux saints. II faut reconnaître le fait qu'il faut que nous vivions ensemble et que l'avenir est au vivre ensemble. Cela, c'est un volet religieux qu'on ne peut pas ignorer car certains extrémistes, chrétiens, juifs ou musulmans, ne tiennent pas des propos clairs sur ce sujet. Il faut donc absolument une parole religieuse qui reconnaisse clairement l'égalité.

Le deuxième volet, c'est la question humanitaire et solidaire. Le peuple palestinien a des besoins en termes de solidarité humaine, mais la question palestinienne n'est pas une question humanitaire. II faut absolument refuser que l'on fasse des Palestiniens des victimes qui dépendent de la charité des peuples à travers le monde. L'humanitaire et le religieux sont deux dimensions extrêmement importantes sur lesquelles il faut que nous soyons radicaux dans nos positions pour pouvoir nous concentrer sur la question centrale : la question politique.

C'est le troisième volet. Si on fait semblant qu'il n'y a pas de religieux, le religieux s'infiltrera par là où on l'a négligé. Si par contre on prend une position claire sur ce problème, on peut alors se concentrer sur les questions politiques centrales : celles de la colonisation, de l'autorité, du pouvoir, des égalités politique et sociale...

Certains prétendent que l'antisionisme est le faux-nez de l'antisémitisme. Pouvez-vous distinguer les deux termes ?

L'antisémitisme est une forme de racisme qui consiste à stigmatiser, à orienter son rejet à l'endroit des juifs pour la seule raison qu'ils sont juifs. C'est une forme de racisme qui touche à l'essence même de la personne.

L'antisionisme, par contre, est une prise de position critique à l'endroit d'un projet et d'une idéologie politique. Selon ce projet politique sioniste, un État doit se constituer sur un territoire qui ne lui appartenait pas. Mais selon une certaine lecture du fait historique religieux, le territoire lui appartient, car cela relève du droit divin. Il s'agit donc d'une lecture tout à fait idéologique et politique des textes religieux. Cette lecture détermine le fait que les juifs ont droit à un État et donc elle

qualifie aussi le caractère juif de l'État d'Israël. A partir de là, l'idéologie sioniste considère qu'il n'y a pas de colonisation des terres car ces terres étaient initialement la propriété exclusive des juifs. Critiquer le sionisme, c'est donc critiquer ce projet politique précis. Un projet d'État parfois laïque et parfois religieux, qui légitime la colonisation.

Justement, pensez-vous qu'Israël est légitime en tant qu'État des juifs ? Peut-on avoir une religion d'État dans un État dit moderne ? Cela envoie-t-il les Arabes israéliens au rang de citoyens de seconde zone ?

Il y a plusieurs éléments dans votre question. Faut-il reconnaître l'État d'Israël, est-il là historiquement ? Oui, il y a une reconnaissance de cet État, La légitimité historique de cet État, par contre, est discutée et discutable : cela a été un projet de colonisation. Comme tout projet de colonisation, il faut le soumettre à la critique historique. En ce qui me concerne, je ne cesserai de le faire.

Ensuite, une fois qu'on a fait la critique de la légitimité historique et qu'on a reconnu le fait de la présence de cet État dans l'histoire actuelle, il faut analyser ce qu'est cet État aujourd'hui. On le présente comme un État démocratique et laïque, mais il faut dire trois choses…

Tout d'abord, c'est un État présenté comme laïque, mais il est très fortement déterminé par des orientations religieuses.

Des partis religieux, des partis très conservateurs et des partis extrémistes jouent un rôle tout à fait déterminant dans l'orientation politique du pays.

Deuxièmement, comme le disait très justement Nelson

Mandela, le degré de démocratie d'un État se mesure à la façon dont cet État gère ceux qui se considèrent comme des minorités. Or aujourd'hui, la qualité juive de l'État d'Israël fait que des femmes et des hommes viennent de Russie ou d'Afrique et que leur seule qualité d'être juifs leur permet d'obtenir la nationalité israélienne. Et encore, quand il s'agit de personnes venant d'Afrique, si elles sont trop noires, il faut les reconvertir. Mais d'un autre côté, il y a des femmes et des hommes, des Arabes chrétiens ou musulmans, qui, bien qu'ils soient nés sur le sol de ce pays, rencontrent des difficultés pour obtenir la nationalité israélienne. Et quand ils l'obtiennent, leurs enfants n'ont pas pour autant automatiquement la nationalité israélienne. Dans un État démocratique contemporain et moderne, c'est un vrai problème. C'est une vraie discrimination à la citoyenneté et à l'appartenance. De plus, au nom des principes d'égalité, de démocratie et de transparence démocratique, il faut également critiquer le fait suivant : des citoyens israéliens chrétiens ou musulmans d'origine arabe, ou les Arabes israéliens comme on les appelle, ont un statut de citoyens de seconde classe.

La troisième chose à dire, c'est que pour un État démocratique, avec quand même une dimension d'État-nation, Israël n'a pas de frontières définies. On n'a pas déterminé un cadre légal ou une limite géographique à son extension. Donc, sans Constitution déterminée, sans limites géographiques déterminées, l'expansion du territoire est rendue possible de deux manières : soit par des politiques du fait accompli dans les colonies de peuplement ; soit par des colonisations qui ne disent pas leur nom dans ce qu'on appelle les territoires occupés. Nous sommes donc face à un véritable problème de

frontières. Où commence et où s'arrête la réalité ou la légalité géographique de ce pays ?

Le racisme antijuif est-il en augmentation ?

Quoi qu'il en soit, c'est une évidence qu'en Europe et en Occident aujourd'hui, les attitudes et les positionnements racistes, identitaires ou victimaires augmentent. Un certain nombre d'expressions du racisme augmentent effectivement. Il faut savoir qu'aujourd'hui, les populations les plus touchées par le racisme en Europe, et en particulier depuis l'intégration de nouveaux pays dans l'Union Européenne, ce ne sont ni les musulmans ni les juifs... Ce sont les Roms, les « gens du voyage ». Il y a des phénomènes semblables aux États-Unis vis-à-vis des Latinos ou des Indiens.

A l'ère de la globalisation, on assiste, en fait, à une montée de réflexes identitaires qui produisent plus d'expressions racistes. Et par la force des choses - sans que ce soit une exception - il y a une augmentation d'un potentiel antisémitisme, en effet. Mais qu'il soit en augmentation ou pas, le fait est que cet antisémitisme existe encore, et il faut le condamner. Comme il faut condamner toutes les formes de racisme, sans hiérarchie et sans instrumentalisation historique. Il ne faut pas négliger la souffrance du peuple juif qui a subi effectivement l'extermination en Europe. Il faut reconnaître cette souffrance pour ce qu'elle est.

Les médias exagèrent-ils à propos de l'antisémitisme ?

On a vu ces dernières années des situations qui étaient vécues comme des drames nationaux avec intervention du président français. Et on s'est rendu compte par la suite que c'étaient des coups montés. Je pense à l'histoire du rabbin qui aurait été

poignardé ou à cette jeune fille qui avait dit avoir été agressée dans le train. C'étaient des mises en scène inacceptables.

Et effectivement, il y a eu un gonflement autour de cela. Toutes les sensibilités politiques sont extrêmement craintives sur ce sujet. Si bien que lorsqu'il y a soupçon, on passe très vite à l'affirmation que quelque chose s'est réellement passé. Cela donne l'impression que la couverture médiatique et la réactivité politique sont beaucoup plus importantes quand on parle d'antisémitisme plutôt que d'autres formes de racisme. Cependant, autant on peut comprendre la sensibilité due à l'Histoire, autant on doit refuser la hiérarchisation des formes de racisme. Et le fait que certains instrumentalisent la question de l'antisémitisme pour empêcher qu'on critique la politique d'Israël. Ou encore la malhonnêteté de certains intellectuels sur la question israélienne.

Certains voient une similitude entre la stigmatisation du peuple juif au début du vingtième siècle et la perception du peuple arabo-musulman aujourd'hui en Europe. C'est ce que dit, par exemple, Estber Beabassa dans son livre La République face à ses minorités.

Il y a des parallèles tout à fait troublants entre les discours qui ont été tenus sur les populations juives au début du XXe siècle et ce qu'on entend aujourd'hui sur les musulmans. C'est tout à fait clair sur quatre dossiers.

Premier dossier, il y a des parallèles quand on dit : *« Ils ont une double loyauté ».* C'est à dire ; *« Ils sont avec nous, mais pas vraiment car ils sont avec la Oumma, la communauté des musulmans ».* Les musulmans seraient la cinquième colonne, les traîtres. Ensuite, il y a le « double discours, »

Combien de textes sont écrits sur l'impossibilité de faire confiance à ces musulmans parce qu'ils ont un double discours ! Ils disent ce qu'ils ne pensent pas et ils ne disent pas ce qu'ils pensent. C'est ce qu'on entend aujourd'hui et je suis bien placé pour le savoir, mais je ne suis pas le seul. En fait, quand vous n'avez pas d'arguments à faire valoir face à une pensée argumentée, il suffit de dire qu'il ne s'agit pas de la véritable pensée de votre interlocuteur. Alors c'est fini, et il n'y a plus de dialogue.

Le troisième dossier, c'est l'internationale. On dit des musulmans aujourd'hui ce que la rhétorique nazie employait autrefois à l'encontre de juifs. A savoir qu'ils ont une double loyauté et qu'ils participent d'une internationale, ils ont des connexions partout dans le monde.

Enfin, il y a la caricature. Lorsque vous observez l'expression caricaturée de cette présence musulmane, arabe ou même asiatique, vous constatez des parallèles tout à fait sidérants avec les caricatures qui étaient faites des juifs dans les années 30 et 40.

Je suis d'accord avec Esther Benbassa : l'Histoire se répète. Mais s'il y a des parallèles, il y a quand même une différence ; les populations juives étaient considérées comme peu nombreuses et très puissantes au vingtième siècle, tandis que les musulmans sont eux considérés comme politiquement et économiquement faibles, mais formidablement puissants du point de vue du nombre.

C'est important pour Israël de prendre la position de victime ?

J'ai écrit un texte *La politique émotionnelle ou la globalisation*

du syndrome israélien. La puissance se pose en victime. Israël, pour pouvoir coloniser et frapper Gaza, a dit : *« Nous sommes victimes de roquettes »*. Et donc, ce seraient les Palestiniens les puissants ! Alors qu'Israël est une hyperpuissance régionale, il se transforme en victime de tous ceux qui l'entourent ! L'environnement hostile à une superpuissance permet ainsi à cette dernière de se transformer en victime : c'est le sentiment victimaire.

On retrouve cela dans nos pays occidentaux par rapport à la présence musulmane. Et c'est de l'ordre de ce qu'on trouvait dans l'atmosphère délétère de l'entre-deux guerres à l'encontre des juifs,

On invoque souvent le génocide des juifs pour justifier l'existence et la politique d'Israël. Est-ce un argument valable ?

Cela ne peut pas être légitime : on ne construit pas le projet politique de voler une terre sur la légitimité, non discutée, d'une souffrance historique. En l'occurrence, le génocide, c'est une affaire européenne et pas une affaire moyen-orientale. Et on ne peut accepter, au nom de la culpabilité européenne, l'idée que cela légitimerait de faire souffrir, de spolier et de coloniser. Non seulement ce n'est pas légitime, mais c'est éthiquement immoral.

De plus, à partir de là, on nous présente l'armée israélienne comme la plus morale du monde. Mais le rapport Goldstone et Amnesty International ont dénoncé ses *« tortures de basse intensité »*... Nous sommes face à des pratiques éthiquement inacceptables. Aucune souffrance historique de la victime ne permettra de justifier les déviances du descendant devenu

bourreau.

Rejoignez-vous Jean Bricmont quand il dit que certains intellectuels occidentaux développent une culpabilité face à des crimes commis avant qu'ils ne soient nés, mais aucune culpabilité face à des crimes commis aujourd'hui ?

Je suis complètement d'accord avec ça. Il faut vraiment attaquer ces deux questions de front : la puissance intellectuelle de ceux qui soutiennent Israël et la puissance politique d'Israël à se transformer en une victime. Comme si cette situation de victime lui donnait étonnamment tous les pouvoirs éthiques. Il faut un vrai positionnement critique sur cela.

Vous vous adressez souvent aux communautés musulmanes en Europe. Pensez-vous qu'elles ont une bonne compréhension du conflit israélo-palestinien ? Reçoivent-elles leur place dans le débat public ou bien sont-elles victimes de mépris ?

Il faut clarifier la question. Tout d'abord, dans les communautés musulmanes d'Occident ou d'Europe, la perception de la question palestinienne n'est pas toujours très claire. Vous avez en fait plusieurs positionnements. Le premier est émotionnel et relève justement là aussi de la rhétorique de la victime : *« On n'aime pas les Arabes ou on n'aime pas l'islam »*. Vous avez ensuite des positionnements qui sont strictement religieux et d'autres qui sont politiques.

Enfin, il y a aussi des vraies résistances à la politique israélienne, mais avec parfois un manque de discours sur des solutions. Que veut-on exactement ? C'est très important, car

lorsque vous êtes dans la résistance à la politique, il faut quand même pouvoir proposer des éléments d'alternative. On ne peut rester uniquement dans l'opposition à un projet politique sans apporter une contribution à la réflexion éthique générale.

Quant au rôle des musulmans dans le débat public, voilà ce qui m'intéresse fondamentalement : que ces populations, les nouveaux citoyens européens ou américains, prennent position en fonction de leur appartenance citoyenne. Qu'elles ne tombent pas dans le piège en disant : *« Je vais avoir une position en tant que musulman »*. Ils pourraient le faire - d'ailleurs ça m'arrive - si et seulement si, ils arrivent à déconstruire l'ensemble du conflit selon les trois axes que j'ai dessinés plus haut. En disant : *« Voilà ma position sur les plans religieux et humanitaire. Maintenant, abordons la question politique et là, c'est en tant que citoyen que je prends position »*.

Malheureusement, ce n'est pas souvent le cas. Il faut que les nouveaux citoyens de confession musulmane développent une vision de ce que l'on veut pour la région. Je pense qu'un phénomène de maturation doit venir.

Quand des musulmans prennent position en faveur des Palestiniens, on les étiquette « islamo-gauchistes ». N'est-ce pas les considérer comme incapables de tenir un discours politique qui pourrait être universaliste ?

Tout à fait. Selon cette idée, à partir du moment où l'on a une position critique vis-à-vis des États-Unis ou d'Israël, on est dans la posture de la gauche contre l'axe américano-sioniste. On est alors soit « gauchiste attardé », soit « islamiste confirmé ». De plus, quand vous avez ainsi qualifié votre

opposant, vous le placez dans la radicalité politique, dans la non-légitimité du discours universaliste. C'est un véritable jeu politique qui consiste à faire avec les mots ce que d'autres font avec les armes, à délégitimer votre résistance intellectuelle. C'est pourquoi il faut la déconstruire. Si aujourd'hui je devais dessiner pourquoi je suis gênant dans le paysage intellectuel, c'est parce que je touche cette question là où elle fait mal. Je me positionne en effet dans un discours qui n'est absolument pas un discours d'enfermement.

Que conseillez-vous à ces communautés musulmanes pour jouer un rôle plus important dans la solidarité internationale ?

Le premier axe, c'est de bien comprendre que ces musulmans sont chez eux. En termes de citoyens, ils n'ont donc pas seulement des droits, mais aussi un devoir de contribution, de véritable participation à la fois intellectuelle, sociale et politique. Ce n'est pas uniquement par des manifestations dans les rues qu'on soutient les opprimés de la terre. C'est par le vrai développement d'une conscience intellectuelle, d'une compréhension des enjeux internationaux, d'une vraie mémoire historique et d'une vraie connaissance.

Le deuxième axe, c'est de ne jamais se positionner en termes de victime, mais en termes de sujet responsable de son histoire. Nous sommes situés dans une histoire que nous construisons et non pas dans une histoire que nous subissons. Nous ne sommes pas issus de l'immigration, nous en sommes les héritiers : c'est une richesse et une force. Nous ne sommes pas les victimes d'un système oppressif de discrimination sociale, nous sommes les agents de sa rectification et de sa réforme, Il faut s'engager dans tous les domaines et avoir une

présence active.

Enfin, le troisième axe, c’est d’être de tous les combats : autant du côté des résistants sud-américains que du côté des résistants africains ; autant du côté asiatique que du côté des gens qui sont immigrés et considérés comme des criminels en Occident et en Europe, du côté des sans-papiers… Être du côté de l’opprimé, dans la conscience éthique et, en ce qui me concerne, dans la conscience musulmane. Mais c’est tout aussi valable pour la conscience chrétienne, juive, bouddhiste, humaniste, athée ou autre… L’opprimé n’a pas de religion, l’opprimé n’a pas d’origine. L’opprimé n’a qu’un statut, celui d’être opprimé. Vis-à-vis de cela, on ne doit avoir qu’une seule attitude : soutenir sa résistance.

À LIRE :

Tariq Ramadan et Alain Gresh, *L'islam en questions,* Actes Sud, Paris, 2000.

Esther Benbassa, *La République face à ses minorités. Les Juifs hier, les Musulmans aujourd'hui, Mille et une nuits* - Fayard, Paris, 2004.

Norman Finkelstein, L’industrie de l’Holocauste. Réflexions sur l'exploitation de la souffrance des Juifs, La Fabrique, Paris, 2001.

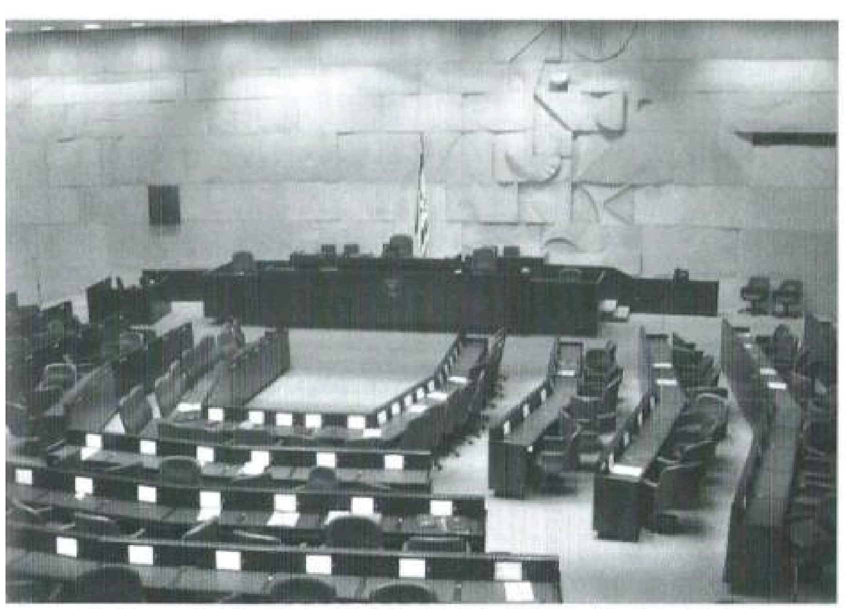


Tariq Ramadan *« On dit des musulmans aujourd'hui ce que la rhétorique nazie employait autrefois à l'encontre de juifs. »* (Affiche de propagande hitlérienne)



© Peter Mulligan

Des juifs orthodoxes manifestent contre l'existence de l'Etat d'Israël.



Parlement israélien. La constitution israélienne interdit à tout candidat ne reconnaissant pas le caractère juif d'Israël de participer aux élections.

19

Un conflit sans solution ?

« Ce conflit dure depuis des siècles et durera toujours », « Trop de haine a été semée » ; l'opinion est généralement pessimiste en Europe à propos de l'issue du conflit israélo-palestinien. Et parmi ceux qui cherchent quand même une issue, deux solutions s'affrontent : faut-il réunir juifs et Palestiniens en un seul État ou les séparer en deux États ? Or, un pays est déjà passé par là : l'Afrique du Sud où un apartheid féroce opprima les Noirs pendant des décennies. Un modèle ?



VIRGINIA TILLEY

De nationalité américaine, mais installée en Afrique du Sud, elle travaille actuellement au Centre d'études politiques de Johannesburg. Aux USA, ses cours abordaient le Moyen-Orient, l'Amérique latine, le développement. Son livre *La solution à un État* est une référence dans l'analyse du problème palestinien.

Quand on dit que le conflit israélo-palestinien dure depuis des siècles, et qu'il n'y a pas de solution, que répondez-vous ?

Eh bien, je pense qu'il y en a une. Les gens disent ça, car ils sont trompés par l'apparente intransigeance des deux camps ; en effet, si on regarde ça de l'extérieur, on a l'impression de voir deux objets immuables. C'est curieux, je lisais justement hier des comptes-rendus du parlement britannique, dans les années 60, à propos de l'Afrique du Sud… On disait exactement la même chose : « *Les Blancs ont tous les pouvoirs et n'y renonceront jamais* », « *Ca ne peut déboucher que sur la violence* », etc. A mon avis, ce n'est vrai que si on considère le problème comme « deux peuples dans un seul pays ». Parce qu'effectivement, un côté a tout le pouvoir et l'autre aucun, et il n'y a pas de raison que le plus puissant renonce à ce pouvoir. Cela peut sembler très décourageant. Mais le problème, ce sont les lunettes avec lesquelles les gens regardent ce conflit. Ils refusent de voir qu'Israël occupe en fait une position coloniale, alors que nous savons pourtant très bien ce que représente le colonialisme quand on le regarde du point de vue des peuples qui en ont souffert.

Si on change de point de vue, on constate qu'il s'agit d'une séparation artificielle opérée entre les gens, sur une base raciale, sur la base d'une idéologie colonialiste. Avec cette mentalité d'assiégés, bizarrement adoptée par cette société de colons. Vous savez, étant moi-même une personne qui s'est installée en tant que colon, je la connais bien cette mentalité des pionniers, tentant d'œuvrer à travers ce qu'ils considèrent comme une nature sauvage, en s'estimant attaqués par ces sauvages irrationnels (qui n'apprécient pas le dur labeur et les

belles vertus apportées par le colon)... Bref, tout cet effort pour créer une vie nouvelle pour la famille, et les vaches, et le chien. Tout ce mythe de l'innocence combinée avec la conquête. Donc, la réponse est évidemment d'attaquer ce racisme dont la société israélienne est imprégnée, d'attaquer tout ce discours sur « la civilisation contre la barbarie », tout ce bla-bla.

La solution généralement présentée, c'est deux États côte à côte : un Israélien et un Palestinien. C'est possible ?

Je ne crois pas que cela ait jamais été une bonne solution. Et en tout cas maintenant, ça n'est plus réalisable. Israël a construit des colonies urbaines à travers toute la Cisjordanie, et ce territoire est très petit. La comparaison avec l'Afrique du Sud est intéressante, car il s'agissait d'un grand pays et, même là, créer des territoires juxtaposés n'a pas fonctionné. Cela ne peut marcher pour toutes sortes de raisons, et en premier lieu, la très importante question de l'eau qui se trouve en Cisjordanie. Israël a besoin de cette eau s'il veut maintenir le niveau de vie exigé par sa population, mais la Palestine ne peut pas fonctionner sans eau non plus. Donc, géographiquement, quiconque regarde la situation sur le terrain voit que deux États, c'est impossible. On pourrait imaginer qu'Israël abandonne toutes ses colonies ou les transfère aux Palestiniens, mais je ne vois pas pourquoi ils feraient cela. Israël est soumis à de fortes pressions politiques internes, mais aucune pression extérieure ne le pousse à négocier. IL a de bonnes raisons politiques de garder 1a terre et l'eau, donc il n'abandonnera pas. La solution à deux États est morte depuis des années.

Alors, pourquoi cette solution des deux États garde-t-elle la

faveur des grandes puissances occidentales ?

Parce qu'Israël a persuadé les États-Unis d'aller dans cette direction, et le reste du monde aussi. Mais il est intéressant d'y regarder de plus près : Israël a dit qu'il n'était pas question de partager la terre et d'incorporer les Palestiniens ; ça signifie qu'il veut les exclure. Donc, le monde a adopté cette idée des deux États, mais Israël non ! Ils ont bien fait une ou deux déclarations sur « *deux États* », mais avec tant de conditions inacceptables pour les Palestiniens que cela devient une fiction.

Cependant, cette idée des deux États a été très utile pour certains : elle a empêché que l'opinion internationale s'engage dans une lutte anti-apartheid, dans une lutte pour une véritable démocratisation qui s'en prenne vraiment au racisme et à l'exclusivisme israéliens. Au lieu de cette lutte, on a le mythe que les Palestiniens pourraient bien gouverner de grandes parties du pays. Vous savez, ce genre d'autonomie qui consiste à gérer la collecte des ordures et l'entrée des écoles, sauf qu'Israël leur dira ce qu'il faut écrire dans les manuels scolaires. Dans de telles petites enclaves, séparées par des murs et des barrières qu'Israël contrôlera, on aura ce que 1 Afrique du Sud avait tenté en créant des « bantoustans » : des petites enclaves sans autonomie, ni viabilité sérieuse, Créer une soi-disant Autorité palestinienne ressemble tout à fait à la création des bantoustans par l'Afrique du Sud (voir chapitre 6).

Dans votre livre, vous proposez qu'il n'y ait qu'un seul État, lequel traiterait tous ses citoyens sur pied d'égalité, sans discrimination de nationalité ou de religion. Est-ce possible ?

Eh bien, je pense que c'est la seule réponse possible. En fait,

c'est ce que nous avons déjà maintenant. Israël a pris tout le pays, contrôle la terre et les ressources, les frontières, l'espace, les ports et les mers. Donc, nous avons actuellement une solution à un État, mais inégalitaire, oppressive et raciste, et d'ailleurs très semblable à l'apartheid en Afrique du Sud. Les Palestiniens reçoivent des petits bouts de territoire, avec un petit morceau d'autonomie. C'est la solution à un État que veut Israël. Mais le monde peut constater qu'elle est dangereuse, que c'est la recette pour une grande explosion. Cela ne vaut rien pour la sécurité internationale et cela viole toute une série de droits de l'homme. Donc, ma proposition, enfin c'est simplement un constat, est qu'il faut prendre cette solution israélienne d'un État et la transformer en une solution démocratique, non raciste : à l'intérieur des limites géographiques actuelles, tous les gens reçoivent la citoyenneté pleine et entière. Et le pays est géré sur base du principe « un homme, une voix ». C'est la démocratie qui apportera la stabilité dans cette colonie, comme cela s'est passé en Afrique du Sud. Et il n'y aura pas de stabilité tant qu'il y aura cette discrimination raciale, d'autant plus dangereuse qu'elle est institutionnalisée par l'État.

Certaines personnes estiment qu'il faudrait un État binational : deux nations ou nationalités partageraient le même État.

C'est un grand débat, mais je n'y suis pas favorable. L'identité ethnique, la culture, ça restera important, et il faudra négocier comment cela s'exprimera. Mais si on institutionnalise l'identité, alors ça finira par devenir un système où les gens ont intérêt à exciter la haine contre l'autre groupe, et il a été prouvé que c'est une mauvaise formule.

On vous dira parfois que la solution à un État fonctionne déjà

en Israël, que les Palestiniens qui vivent à l'intérieur d'Israël ont une carte d'identité et peuvent vivre dans un système démocratique...

On pourrait raconter ça, mais ce serait mettre de côté la discrimination institutionnalisée que subissent les Palestiniens qui sont citoyens d'Israël. Israël n'est pas - il le dit lui-même- l'État de ses citoyens, c'est un État seulement du peuple juif. Si vous n'êtes pas juif, vous pouvez être citoyen et bénéficier ainsi de certains droits et protections, mais la plupart des politiques de l'État sont réservées aux juifs, et refusées aux autres.

Il existe des limites très strictes imposées aux citoyens arabes : où ils peuvent habiter, quelle terre ils peuvent posséder, à quelles ressources ils ont accès. Pour ce qui est des moyens publics et semi-publics attribués à l'éducation, à l'emploi, aux formations, aux activités culturelles, ils sont des citoyens de seconde classe. Toutes sortes de privilèges existent pour entrer dans les services publics, et les Arabes en sont exclus. Je ne parle pas ici du privé, mais du public, ce sont les lois de l'État qui accordent des privilèges aux juifs et les refusent aux non-juifs. Donc, je ne dirais pas que le modèle appliqué au sein d'Israël est un modèle pour une solution à un État II prouve au contraire qu'Israël est un État pour un seul groupe ethnique.

Palestiniens et Israéliens peuvent-ils accepter de vivre ensemble après tant de conflits et de haines ?

C'est un souci très répandu et légitime. Je crois utile de regarder encore l'histoire de l'Afrique du Sud. Le problème était le même, et on était convaincu qu'après tant de brutalités

et de cruautés, de meurtres et de peurs, il serait impossible de vivre ensemble sous le même gouvernement. Mais de grands efforts ont été faits pour surmonter ces rancœurs. La commission Vérité et Réconciliation a circulé dans le pays, elle a permis aux gens de raconter leurs histoires, d’être entendus et de chercher certaines mesures de justice, les bourreaux confessant ce qu’ils avaient fait. Des mesures ont été prises pour surmonter l’héritage des haines.

Mais il faut aussi répondre ceci à votre question : il n’est pas nécessaire que vous ayez surmonté entièrement le racisme pour se fondre ensemble dans l'identité d’une nouvelle nation et d'une démocratie stable. Oui, le racisme est profond dans nos sociétés, et cela prendra des générations pour l’éradiquer. Alors, vous n’avez pas besoin d’avoir déjà changé entièrement la conscience de l’ensemble de la population pour créer une solution stable et démocratique. Ce dont vous avez besoin, c’est de retirer leur pouvoir aux gens qui ont la capacité d’en blesser d’autres. L’Afrique du Sud, par exemple, est loin d’avoir surmonté le racisme, il y en a partout. Mais ce qui compte, c’est que les gens peuvent passer outre, ils peuvent partager l’État, mener leurs affaires et entreprendre un projet à long terme afin de surmonter des siècles de discriminations et de racisme.

Qu’en pensent les 'Palestiniens ? Après tout, c’est à eux de décider quelle solution ils souhaitent.

Oui, et ce n’est pas simple. Car il existe de profondes divisions au sein de la société palestinienne. Elles se reflètent dans la scission entre Hamas et Fatah, mais aussi entre les gens qui vivent dans les différentes parties de la Palestine, en Cisjordanie, à Gaza, à l’intérieur d’Israël et les millions en exil

dans la diaspora. La perspective change selon les groupes.

Par exemple, un État ou deux États ? Les sondages menés dans les territoires occupés ont indiqué pendant longtemps entre 23% et 28% de partisans pour la solution à un État (alors qu'il n'y a même pas eu de discussion là-dessus). A l'extérieur, nous ne savons pas, il n'existe pas de sondages.

Mais les militants optent de plus en plus pour un État, car ils voient comment la colonisation progresse. Ils constatent sur le plan logistique que la solution à deux États est devenue impossible.

Et qu'en est-il des réfugiés expulsés du pays à différentes époques ? La résolution 242 de l'ONU exige leur retour depuis 1967, mais n'a jamais été appliquée. Parce que ce retour créerait un pays où les juifs seraient en minorité ?

Il s'agit d'une question importante, sur laquelle trop peu de recherches ont été effectuées. Il y a eu quelques sondages, assez récemment. On a demandé aux Palestiniens de la diaspora s'ils souhaitaient revenir. On a constaté qu'il y en avait environ huit cent mille. Il s'agit surtout des gens vivant dans les camps de réfugiés dans les États qui entourent la Palestine.

Une grande partie des Palestiniens de la diaspora se sont bien installés en Europe et aux États-Unis ou en d'autres endroits du monde ; ils ne veulent pas retourner, car ils ont pris racine là-bas. Donc, quelle serait l'ampleur du retour, on n'en sait pas assez pour le dire, mais ils ne seraient pas des millions à débarquer sur les rives d'Israël.

Actuellement, les Palestiniens représentent 20 % de la

population d'Israël. Même si ce pourcentage n'augmente pas, je pense qu'Israël va avoir un sérieux problème avec ses pratiques discriminatoires. Mais si le pourcentage augmente, alors cela deviendra carrément impossible. Donc, le retour des réfugiés implique automatiquement une démocratie pleine et entière, un État non raciste.

Certains disent que les Palestiniens pourraient aller en Cisjordanie…

Absurde, car la Cisjordanie et Gaza sont trop limités, surtout sans ressources en eau. Elles pourraient absorber tout au plus quelques dizaines de milliers de réfugiés, et même ça, dans les conditions actuelles, je ne vois pas comment ce serait possible. Donc, un État unique est la seule solution. L'autorité palestinienne a parlé de renoncer au retour, elle a essayé deux ou trois fois, mais elle a été tout de suite critiquée à tel point qu'elle a dû déclarer que ce n'était pas ce qu'elle avait voulu dire. Même si Israël fixe les règles du jeu, l'Autorité palestinienne ne peut trop ouvertement bafouer les principes palestiniens, elle n'y survivrait pas. Et ils savent que le droit des réfugiés au retour est incompatible avec une solution à deux États.

Mais dire que la majorité des Palestiniens ne reviendra pas, cela sous- entend-il qu'il serait inacceptable que les juifs soient en minorité dans le futur État ?

Actuellement, dans l'ensemble du territoire contrôlé par Israël (Israël plus les territoires occupés), le rapport entre Palestiniens et juifs est de 50 - 50. Si quelque huit cent mille Palestiniens rentraient, on arriverait à plus ou moins 60 - 40. Mais le principe de la création d'un État unique, c'est de créer

un système démocratique non racial, non ethnique, au sein duquel toute discrimination à l'égard des juifs serait inadmissible.

Bon, dans un tel État, je ne doute pas qu'un certain nombre de juifs s'en iraient, tout comme certains Blancs quittèrent l'Afrique du Sud lorsqu'ils ont été confrontés à la démocratie. Ils étaient persuadés que la future majorité noire serait un désastre et ils se sont dépêchés de s'en aller avant. Ils voulaient également vivre un certain style de vie, vivre au milieu des Blancs, d'une certaine manière, et ils étaient si effrayés qu'ils sont partis en grand nombre vers l'Australie afin de continuer à vivre comme ça. A mon avis, de la même façon, il y aurait des juifs craignant une majorité arabe. Ils auraient peur à cause de leurs idées racistes sur les Arabes et comment ceux-ci exerceraient le pouvoir.

Il existe un autre aspect : les juifs aiment vivre entre eux, ils veulent une communauté fermée où les autres ne peuvent entrer, et vivre ainsi à leur manière. Si Israël ne fonctionne pas comme ça, ou pas assez, alors ils préféreront retourner vivre à New York ou à Chicago.

Donc les juifs craindraient une vengeance. Vous avez une solution pour ça ?

Bien sûr : vous négociez. Vous négociez, vous construisez la confiance, vous menez un dialogue public et vous discutez tout. Cela a été fort difficile en Afrique du Sud, et certains n'y croyaient pas, ils pensaient qu'on leur trancherait la gorge. Mais la majorité des Blancs y a cru *: « On va essayer, le système ne peut pas continuer ainsi, ça doit changer… ».* Et je pense que Mandela a été très important, mais il ne faut pas

voir que lui, il y a eu un travail important sur la question des droits dans des commissions publiques, dans des réunions secrètes…

Ce qui veut dire qu'une direction palestinienne crédible et faisant une bonne offre serait une partie importante de la solution ?

Je le pense. Je n'aime pas tout réduire à la vision du « grand homme », je ne pense pas qu'un leader charismatique comme Mandela ou Gandhi soit nécessaire. Mais il faut une nouvelle direction, l'actuelle ne saurait réaliser ça. Elle n'a pas les capacités, pas de vision, ce ne sont pas des démocrates. Il me semble que la chute de l'Autorité palestinienne devra faire partie du scénario permettant la formation d'une nouvelle direction, qui en aura les capacités. Certains dirigeants viendront du Fatah, d'autres du Hamas, Et celui-ci devra mener son propre débat en interne, car cela touche à certaines vues islamiques concernant l'avenir de la Palestine, donc ils ont du boulot.

Il existe des gens, actuellement en marge, qui seraient heureux, je crois, de s'engager et de faire avancer les choses, mais on les met de côté. Un vieux proverbe dit que lorsque les temps sont mûrs, les dirigeants surgissent. Ce qui bloque l'apparition de ces visionnaires talentueux, ce sont la solution à deux États, l'Autorité palestinienne, et la censure sur le débat. Il faudra que les choses aillent plus mal avant qu'elles n'aillent mieux. Il faudra que ça craque afin de créer les conditions d'un nouveau discours politique.

Et vous croyez que ça peut bouger ? *Que dire aux gens qui restent indifférents* ?

Les tensions provoquées par le système à deux États deviennent de plus en plus dangereuses. Israël est de plus en plus agressif, au détriment même de sa propre sécurité : menaces contre l'Iran, implication dans l'attaque contre l'Irak ou le Yémen, agressions intolérables au Liban. Alors, je pense que même les gens qui se fichent de la Palestine devraient se rendre compte que le système à deux États n'est plus supportable pour l'ensemble de la communauté internationale.

Il faut bouger. Il faut remonter à l'origine du conflit, c'est-à-dire la doctrine raciste d'Israël : un État pour les seuls juifs au lieu d'un État pour tous ceux qui vivent sur ce territoire. Une véritable solution est urgente. Il est frustrant de voir la communauté internationale avancer dans une direction qui devient de plus en plus dangereuse pour nous tous.

À LIRE :

Virginia Tilley, *The One-State Solution: A Breakthrough for Peace in the Israeli-Palestinian Deadlock,* University of Michigan Press, 2005.

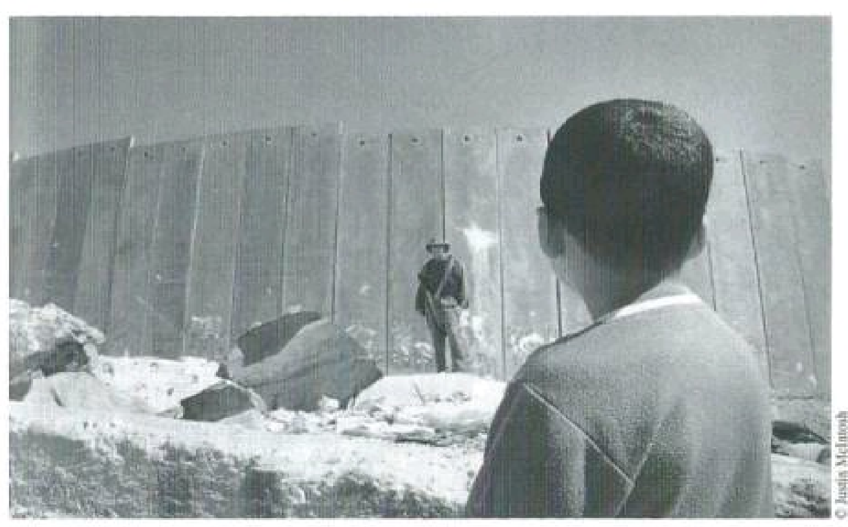
Michel Warschawski, *Israël-Palestine : le défi binational,* Textuel, Paris, 2001.

Noam Chomsky & Ilan Pappe, *Le champ du possible. Dialogue sur le conflit israélo-palestinien, entretiens dirigés par Frank Barat*, Éditions Aden, Bruxelles, 2008.



© Annepaq

Une manifestante proteste contre la confiscation des terres et le déracinement des arbres. La paix passe par un Etat sans apartheid, accordant des droits égaux aux juifs et aux Palestiniens.



© Justin McIntosh

Enfant palestinien devant le Mur et un soldat israélien. Ariel Sharon, ancien Premier ministre d'Israël, a dit à ses électeurs : « Chacun doit bouger, courir et s'emparer d'autant de collines qu'il est possible pour agrandir les colonies, parce que tout ce que l'on prendra maintenant restera à nous… Tout ce que nous ne prendrons pas leur restera. »

20

Peut-on boycotter Israël ?

Est-il possible de faire pression pour mettre fin à la colonisation ? Indignés par les crimes israéliens, de plus en plus de gens dans le monde cherchent comment faire pression pour imposer la paix, l'arrêt de la colonisation et le respect des droits des Palestiniens. Mais est-ce réaliste ?



SAMIA BOTMEH

Dirige le Centre des Études de Développement à l'université de Bir Zeit (Palestine). Anime la campagne *Boycott, Désinvestissement, Sanctions,* qui s'inspire des actions menées dans les années 70 pour mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud. Une campagne qui prend de plus en plus d'ampleur dans le monde...

Qui appelle à boycotter Israël ?

170 associations de la société civile palestinienne ont lancé cet appel à la solidarité en juillet 2005. Syndicats, associations, mouvements, partis représentant les trois composantes de notre peuple : Palestiniens réfugiés, Palestiniens vivant sous l'occupation et Palestiniens citoyens d'Israël.

Et pourquoi ?

A cause de l'impunité internationale d'Israël, qui persiste à violer les droits des Palestiniens et qui bafoue des centaines de résolutions de l'ONU depuis 1948. Il s'agit d'imposer des mesures punitives non-violentes afin de persuader - ou forcer - Israël à respecter le droit humanitaire, respecter les droits de l'Homme, mettre fin à son occupation et son oppression envers le peuple palestinien. En fait, nous n'avons pas d'autres moyens que les sanctions économiques.

A qui s'adresse votre appel ?

Aux peuples et aux organisations de la société civile internationale. Et aussi aux Israéliens conscients. Nous nous inspirons de la lutte qui fut menée contre l'apartheid en Afrique du Sud.

En quoi consiste ce boycott concrètement ?

Les trois lettres *BDS* signifient Boycott, Désinvestissement et Sanctions. Le boycott vise les activités économiques, sportives et culturelles ou académiques...

Mais certains disent que le sport favorise les contacts et les discussions...

Les événements sportifs jouent un grand rôle pour forger l'image d'un pays dans le reste du monde et lui conférer une reconnaissance internationale. Un boycott sportif d'Israël enverrait un message fort : l'occupation, les expulsions et le racisme pratiqués envers les Palestiniens sont inacceptables. Boycotter ses équipes sportives, exclure Israël de la Coupe du Monde ou des Jeux Olympiques vise à empêcher Israël de se faire valoir dans le monde comme un exemple de fairplay.

Il s'agit de rendre le public conscient de l'occupation et des discriminations. Il s'agit de défendre le droit des Palestiniens à participer aux compétitions sportives, ainsi que leur droit à l'identité et à l'autodétermination. Dans le passé, les boycotts sportifs ont été exceptionnels. L'exclusion de l'Afrique du Sud dans les années 70 a joué un grand rôle pour isoler ce régime et ses soutiens. Ce boycott signifiait « nous, communauté internationale, n'acceptons pas le racisme institutionnalisé pratiqué par votre régime ».

Mais une réaction fréquente est qu'il ne faut pas mélanger sport et politique…

La réalité est que, pour les Palestiniens, les deux sont étroitement liés. Israël a imposé une interdiction de fait sur les sports et les loisirs des Palestiniens. Dès lors, la liberté dont jouissent les équipes et les athlètes israéliens s'exerce au détriment des Palestiniens, qui sont privés du droit de participer aux sports, que ce soit au niveau international ou local.

Pourquoi boycotter aussi les universités et institutions culturelles ? Ne pourraient-elles pas servir de support aux échanges et débats ?

En réalité, les relations académiques et culturelles servent à « booster » l'image d'Israël à l'étranger. Refuser ces collaborations culturelles, artistiques et universitaires, c'est envoyer un message clair à Israël : nous n'acceptons ni l'occupation, ni les discriminations. En particulier, le boycott académique aura un impact significatif sur l'establishment israélien, car c'est lui qui fournit les théories et connaissances nécessaires à ces politiques d'occupation et de discrimination.

On sait qu'à travers leurs activités de recherche et de formation, les universités israéliennes sont profondément impliquées dans la machine d'oppression et de domination mise au point par l'État d'Israël. Universités et centres de recherche collaborent étroitement avec l'armée et les services de sécurité. Haim Russo, PDG d'Elbit, la plus grande société d'armement et numéro huit des entreprises du pays, a remercié les milieux académiques *« qui soutiennent à fond notre industrie »*.

Jamais, les universités israéliennes n'ont pris leurs distances avec le régime d'occupation bien que l'éducation en Palestine soit systématiquement étouffée depuis quarante ans. Elles n'ont pas bougé lorsque l'occupation israélienne a fermé nos universités et écoles pendant de longues périodes (quatre ans dans le cas de l'université de Bir Zeit). Les exemples sont nombreux…

Lors de son attaque contre Gaza, Israël a bombardé les bureaux de notre Association des professeurs d'université ainsi que l'université islamique, le ministère de l'Éducation et des dizaines d'écoles dont quatre des Nations Unies. Depuis 2004, Israël interdit aux habitants de Gaza d'étudier en

Cisjordanie. En 2006, la Cour Suprême a interdit à dix Palestiniens d'étudier la « thérapie occupationnelle » à l'université de Bethléem. Il est interdit aux Gazaouites de voyager, ce qui les limite aux facultés existantes à Gaza. En 2000, l'université de Bir Zeit comptait 350 étudiants de Gaza, beaucoup ont été déportés, d'autres sont restés « illégalement » en Cisjordanie et risquent à tout moment d'être déportés. Aujourd'hui, il en reste deux dans cette université. 411 étudiants ont été emprisonnés depuis novembre 2003. Jamais, les universités israéliennes n'ont condamné ces violations de la liberté d'étudier. Ni les discriminations envers les enfants de Palestiniens citoyens d'Israël. Elles se sont tues en juin 2007 lorsque le parlement israélien a amputé les bourses destinées aux enfants dont les parents n'avaient pas servi dans l'armée israélienne. Aux élèves palestiniens, on enseigne des programmes scolaires qui nient leur identité. Les activités politiques sont étroitement surveillées. Des professeurs sont écartés pour « raisons de sécurité ».

Mais certains avancent qu'un boycott violerait le principe universel de la liberté académique…

Les Palestiniens voient dans cet argument de l'indifférence et des préjugés. Comment pourrait-on placer la liberté académique d'un secteur de la société israélienne au-dessus du droit fondamental des Palestiniens à la liberté et à la dignité ? Est-ce que les universités palestiniennes ne sont pas concernées par la « liberté académique universelle » ?

On nous a également suggéré qu'il serait plus efficace de pratiquer un « engagement constructif » envers le monde académique israélien. Nous avons essayé cette méthode et

constaté qu’elle aboutit seulement à « normaliser » la relation entre Israéliens et Palestiniens, relation entre occupants et occupés. Et à blanchir l’occupation et les crimes israéliens.

Ce qui concernera le plus les citoyens européens, c’est le boycott économique. Que leur demandez-vous ?

Les consommateurs individuels peuvent montrer leur opposition à l’oppression en boycottant les marchandises et les services vendus par Israël. Cela a deux effets : 1. Une publicité négative. 2. Une pression économique en faveur du changement. L’idée, c’est de rendre les consommateurs conscients des conséquences de l'achat de ces marchandises.

Proposez-vous de boycotter tous les produits israéliens indistinctement ou est-il plus efficace de concentrer les efforts sur certains ?

Nous proposons de boycotter tous les produits israéliens, de faire pression sur les supermarchés pour qu’ils retirent de leurs étals tous les produits portant le code barre 729 (indiquant une origine israélienne). Agrexco, par exemple, commercialise en Europe et aux États-Unis des fruits et légumes sous la marque Carmel. Une grande partie est produite sur les terres de la vallée du Jourdain confisquées aux Palestiniens, et le gouvernement israélien possède 51% de cette société.

Il s’agit de créer un environnement où promouvoir les politiques d’Israël ne sera plus toléré. En Occident, les consommateurs sont de plus en plus attentifs à ce qu’ils achètent, à ce qu’ils mangent. Boycotter, c’est important, il est vital que l’opinion internationale soit avertie de la dimension morale de tels achats.

Venons-en aux autres actions BDS. En quoi consiste le Désinvestissement ?

Cela signifie mettre fin à des investissements engagés dans des sociétés israéliennes ou des sociétés étrangères qui soutiennent l'occupation et l'apartheid. Il s'agit d'encourager et de faire pression sur les individus, les compagnies et les institutions financières pour qu'elles retirent ces investissements. Il s'agit de faire baisser la courbe des profits des guerres d'Israël et de l'économie d'apartheid. Il faut rendre ces sociétés conscientes des politiques menées par Israël, et les amener à faire pression pour mettre fin aux discriminations et expulsions des Palestiniens.

Et le « S » de Sanctions, ça vise quoi ?

Israël dépend beaucoup du marché global, notamment pour la technologie et la recherche. Dès lors, des sanctions au niveau d'un État, d'une région ou d'une institution peuvent produire une pression très forte. Il faut ouvrir ce débat, alerter sur les violations du droit international commises par Israël, éclairer les complicités internationales. On doit arriver à sanctionner les relations commerciales, diplomatiques et militaires. Israël ne peut plus être membre des Nations Unies, de l'Organisation Mondiale du Commerce, de l'OCDE, de l'Organisation Mondiale de la Santé...

Et ça marche ? *On peut arriver à des résultats ?*

Oui, le désinvestissement a déjà remporté quelques victoires. Aux États-Unis, la *Campagne US pour mettre fin à l'occupation israélienne* a mis sous pression Motorola afin que cette firme cesse de vendre des équipements de

communication et de surveillance à l'armée israélienne et aux colonies. De nombreux prêtres et religieux sont intervenus à l'assemblée générale des actionnaires de Motorola qui a déjà dû céder un peu de terrain. Des fragments de bombes portant des numéros de série Motorola avaient été retrouvés dans les décombres des installations civiles qu'Israël a bombardées à Gaza.

Une autre cible, c'est Caterpillar. Israël emploie très souvent ses bulldozers afin de détruire des maisons palestiniennes et construire le mur d'apartheid. L'Église d'Angleterre a retiré l'argent qu'elle avait investi dans Caterpillar. D'autres églises et associations religieuses ont fait pareil. Une campagne a également visé les multinationales françaises Veolia et Alstom qui construisent un réseau de tram reliant Jérusalem occupée aux colonies israéliennes en Cisjordanie et qui sert à renforcer l'emprise d'Israël sur la terre palestinienne. En Suède, le fonds de pension public AP7 a retiré Veolia de son portefeuille d'investissements après une campagne de sensibilisation. De même, la Communauté urbaine de Bordeaux a annulé un contrat de 750 millions d'euros avec Veolia. La Ville a invoqué des facteurs commerciaux, mais l'annulation est survenue en pleine controverse sur le projet du tram. De même, les conseils urbains de Stockholm et Galway en Irlande n'ont pas renouvelé leurs contrats avec Veolia. Finalement, la pression est devenue tellement forte que cette firme a abandonné le projet de Jérusalem à cause des nombreux contrats qu'elle perdait ailleurs.

Ce n'est pas tout… Lors de ce qui a été décrit comme *« le plus grand mouvement de protestation étudiante depuis vingt ans »,* des étudiants ont occupé 34 universités en Grande-

Bretagne. Occupant les locaux pour présenter des films et tenir des discussions sur l'occupation. Les universités mènent des recherches qui profitent aux marchands de mort.

En 2009, aux USA, on a assisté à une première : le Hampshire College a accepté de désinvestir de six sociétés profitant de l'occupation. L'archevêque sud-africain Desmond Tutu a salué cette décision ; *« Ceci représente un pas en avant monumental et historique dans le combat palestinien pour l'égalité, l'autodétermination et la paix en Terre sainte à travers des méthodes non-violentes. Je considère ce que ces étudiants ont accompli comme l'écho du soutien que leur collège avait apporté à notre propre lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. »*

Justement, à propos de l'Afrique du Sud : le mouvement de solidarité avec l'Afrique du Sud avait connu un grand succès dans les années 70 et après. Mais en Europe, le boycott d'Israël semble rester un sujet tabou…

Détrompez-vous. En réalité, le mouvement de boycott de l'apartheid a mis longtemps à décoller. Les Sud-africains ont lancé leur appel en 1959, mais le mouvement n'a vraiment démarré qu'au milieu des années 70. Nous sommes en lien étroit avec les camarades de là-bas et ils nous disent que nous avons obtenu en cinq années ce qu'ils avaient mis quinze ans à atteindre. Donc, nous avons bon espoir.

Les Sud-africains soutiennent à fond notre mouvement BDS. En février 2009, les dockers d'Afrique du Sud, membres du Congrès des Syndicats d'Afrique du Sud (COSATU) ont refusé de décharger un navire israélien en route vers Durban. Sept autres pays ont suivi dont l'Irlande, la Nouvelle Zélande, et

l’Écosse. Ensuite, 1a confédération norvégienne (représentant un tiers des travailleurs de ce pays) a appelé son gouvernement à prendre la tête d’un boycott international si Israël continuait à violer les droits des Palestiniens. Puis, le très important Congrès des syndicats britanniques (six millions de travailleurs) a également voté pour le boycott. En France, la Fédération syndicale unitaire de 'enseignement a également soutenu BDS et appelé tous les syndicats européens à soutenir les sanctions. Au Canada, il y a eu l’Union des travailleurs de la Poste et la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec.

Certains disent que le boycott affectera les plus faibles, c’est-à-dire les Palestiniens. Que répondez-vous ?

J’aimerais citer le fameux article de la philosophe indienne Spivak : « *Les opprimés ont-ils le droit de parler* ? ». Cet argument fut largement utilisé dans le cas de l’Afrique du Sud. On disait que la communauté noire serait la plus affectée par le boycott, le désinvestissement et les sanctions. Comme le faisaient nos camarades sud-africains, j’aimerais répondre : les Palestiniens ont choisi BDS comme instrument de résistance. Ils demandent à la communauté internationale de faire preuve de solidarité en employant cette méthode. Même si nous devions en être affectés, nous en sommes conscients et sommes prêts à accepter les effets négatifs afin d’obtenir la justice et la récupération de notre dignité.

Ceci dit, le mouvement BDS n’a eu aucun effet négatif sur les Palestiniens, ni économique, ni autre. Au contraire. BDS permet à chacun de nous et à chacun dans le monde de passer à l’action directe contre l’oppression israélienne. BDS offre aux

gens de partout de prendre des responsabilités pour mettre fin à l'injustice.

Une autre objection : le boycott briserait les lignes de communication ; il vaudrait mieux « *maintenir le dialogue* »...

Paradoxalement, le boycott nous a permis d'avoir plus de contacts avec les universitaires israéliens. A présent, nous discutons non seulement avec les quelques enseignants et chercheurs considérés comme « extrémistes » dans leur pays, mais aussi avec ces universitaires qui ont été mis sous pression et interpellés par le reste du monde quant à leur complicité avec les atrocités d'Israël. Colonisateurs et colonisés débattent ainsi sans que soit « normalisée » l'image d'Israël.

On dit aussi que le boycott aurait un effet négatif, irritant les Israéliens qui se sentiraient haïs et rejetés de tous...

Le boycott vise Israël, un État colonial qui viole depuis plus de soixante ans les droits (internationalement reconnus) des Palestiniens. Comme ce fut le cas pour l'Afrique du Sud, faire pression sur les oppresseurs irritera certainement ce camp. Renoncer à des privilèges peut être irritant. Mais, si le prix à payer pour mettre fin à l'oppression et à L'injustice, c'est d'irriter les Israéliens, eh bien, qu'il en soit ainsi !

Israël s'est placé au-dessus des lois. Le boycott a pour fonction de communiquer à Israël que c'est inacceptable. Et s'il continue à violer les droits des Palestiniens, il ne sera plus accueilli à bras ouverts dans le monde.

Mais Israël a un certain pouvoir économique. Sera-t-il réellement affecté ?

Après l'attaque perverse menée contre Gaza, 20% des

exportateurs israéliens ont vu leurs commandes baisser. Le journal britannique *Guardian* indique : « *Les compagnies israéliennes ressentent l'impact des mouvements de boycott en Europe et, selon des sondages, le secteur israélien des affaires est très préoccupé par les campagnes déclenchées par l'attaque récente sur Gaza.* » Le retrait de Veolia a également porté un coup à Israël. Mais la campagne Boycott, Désinvestissement, Sanctions sous toutes ses formes vise surtout à éclairer l'injustice commise envers les Palestiniens et à isoler Israël sur la scène internationale.



Une partie de la barrière cisjordanienne en construction. De nombreuses multinationales US et européennes sont impliquées dans la colonisation et les activités militaires d'Israël.



13 février 2010, Carrefour Le Merlan de Marseille: plusieurs dizaines de personnes mènent une action de boycott des produits provenant des colonies israéliennes.



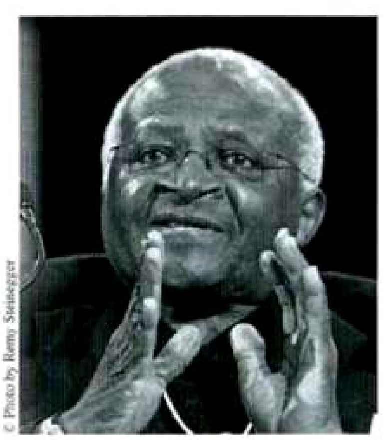
© Ozgurgerilla

Ken Loach, cinéaste britannique :
« Je soutiens l'appel des réalisateurs de film et artistes palestiniens pour boycotter les institutions culturelles israéliennes financées par l'Etat. J'invite d'autres artistes à se joindre à leur campagne. »



© Ministry of Truth

Naomi Klein, journaliste canadienne :
« Il est temps. Plus que temps. La meilleure façon de faire cesser l'occupation de plus en plus sanglante de la Palestine est qu'Israël devienne la cible d'un mouvement international de boycott similaire à celui qui a permis de mettre fin au régime d'apartheid en Afrique du Sud. »



© Photo by Remy Steinegger

L'archevêque sud-africain
Desmond Tutu :
« Il y a nécessité de frapper le régime d'apartheid au portefeuille, comme cela a été le cas en Afrique du Sud avec l'embargo sur les armes et le boycott économique. »



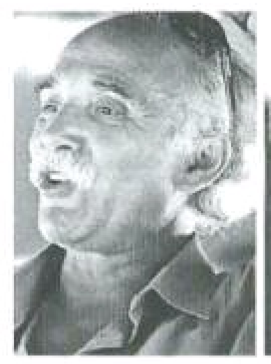
Jacques Gaillot, évèque français:
« A chaque attentat s'élève un concert de réprobation pour stigmatiser l'inqualifiable. Mais il ne suffit pas de condamner. Tant que l'injustice demeure, on ne va pas aux causes de la violence. »

21

Israël face aux révoltes arabes : qu'est-ce qui va changer ?

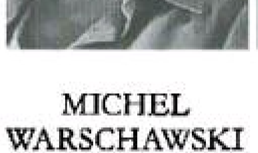
Débat entre Michel Warschawski à Jérusalem, Samir Amin au Caire et Mohamed Hassan à Bruxelles

2011 a apporté d'importants bouleversements dans le monde arabe. La Tunisie et l'Egypte resteront-elles fidèles à Washington ? Les révoltes arabes vont-elles changer complètement la donne au Moyen-Orient ? Israël pourra-t-il continuer sa politique habituelle ? Sur toutes ces évolutions, il était important de confronter les points de vue ici et là…









MICHEL WARSCHAWSKI

SAMIR AMIN

MOHAMED HASSAN

Comment a-t-on réagi en Israël face aux printemps arabes ?

MICHEL WARSCHAWSKI : Ici, la réaction, aussi bien au niveau des élites politiques qu'au niveau populaire, a d'abord été : *« Ça ne nous concerne pas »*. Puis, avec la chute d'Hosni Moubarak, une certaine crainte s'est manifestée. Après coup, les médias ont découvert que Moubarak était finalement un allié important pour Israël dans la région. Sa chute a donc été perçue comme préoccupante.

D'une façon générale, Israël - comme tous les États d'ailleurs - se sent à l'aise avec des régimes, amis ou ennemis, peu importe. A l'aise avec des armées, avec des gouvernements, mais dès que les peuples apparaissent sur la scène politique, alors Israël est complètement désarçonné. Surtout s'il s'agit des peuples arabes qui sont identifiés dans l'opinion publique et dans les discours officiels comme des masses fanatiques ou « fanatisables » et qui sont donc un problème.

Que les médias aient réagi avec retard, soit. Mais le gouvernement ? Il était quand même au courant de l'importance de l'allier Moubarak ?

MICHEL WARSCHAWSKI : Le gouvernement israélien savait bien que Moubarak était un allié important, mais on présente d'une façon générale l'ensemble du monde arabe, toutes directions confondues, comme une grande menace. C'est seulement dans un deuxième temps que l'on sépare les bons des mauvais. Ou plutôt les mauvais des moins mauvais.

N'y a-t-il pas un grand paradoxe ? Israël se présente comme

« la seule démocratie au Moyen-Orient ». Mais à présent, il s'inquiète à l'idée d'être bientôt entouré d'autres démocraties. N'aurait-il pas dû sauter de joie ?

SAMIR AMIN : Il ne faut pas parler du monde arabe comme d'un tout : les situations concrètes sont très différentes d'un pays à l'autre. Néanmoins, il y a quelques grands points communs. Une aspiration à une démocratie authentique, à des degrés divers bien sûr. Une démocratie allant au-delà de simples élections pluripartites, mais plutôt une démocratie avec une dimension de justice sociale (sans forcément opérer une critique fondamentale du capitalisme), et une démocratie avec une dimension anti-impérialiste. C'est-à-dire affirmant le droit des peuples arabes d'avoir des États indépendants, non alignés sur la stratégie régionale ou mondiale des États-Unis. Des États refusant donc de laisser à Israël les mains libres pour son expansion dans les territoires occupés. Ça, c'est une aspiration très claire et générale.

C'est pour cela que les puissances occidentales - les USA en tête, et derrière eux, l'Europe - ne veulent pas de la démocratie dans le monde arabe. C'est un mensonge gigantesque de dire que les Occidentaux sont satisfaits et qu'ils interviennent « aux côtés » des peuples qui réclament la démocratie. Au contraire, tous les efforts déployés par les Occidentaux - en alliance avec les forces réactionnaires locales dans tous les pays arabes - visent à faire avorter ce mouvement ou bien à le limiter au maximum pour conserver l'essentiel des systèmes autocratiques non démocratiques.

Pourquoi donc ?

SAMIR AMIN : Parce que des régimes non démocratiques

sont la condition pour que les pays de la région soient maintenus dans la soumission aux exigences économiques de la globalisation capitaliste et impérialiste, et aux exigences politiques de Washington. Les États-Unis et leurs alliés ne veulent pas de la démocratie. Dans les batailles en cours, ils n'interviennent pas en faveur des mouvements contre les régimes, mais avec les régimes pour sauver l'essentiel.

On vous sent en colère...

SAMIR AMIN : Oui, c'est une duplicité monstrueuse. Les Occidentaux sont contre la démocratie ! Le capitalisme contemporain impérialiste n'est pas démocratique, il est antidémocratique, par nature. Particulièrement à l'égard des peuples du Sud en général, et des peuples arabes en particulier.

MICHEL WARSCHAWSKI : Ceci est tout aussi vrai pour le régime israélien. Certes, il fait du thème « la seule démocratie au Moyen-Orient » son fonds de commerce, mais c'est une des grandes mystifications de ces cinquante dernières années.

En réalité, comme je le disais, le régime israélien peut traiter beaucoup plus facilement avec des régimes - même des régimes hostiles — qu'avec un mouvement populaire. La dernière chose qu'Israël voudrait, c'est que, dans les États qui l'entourent, les mouvements démocratiques s'amplifient.

Donc, la seule démocratie du Moyen-Orient ne peut être protégée que par des dictatures environnantes ?

MICHEL WARSCHAWSKI : C'est évident. Quand le monde arabe sera démocratique et ouvert, Israël apparaîtra comme ce qu'il est : un régime colonial d'oppression. De plus, cela aura

forcément un impact, tôt ou tard, sur le peuple palestinien et le mouvement national palestinien.

Et sur la société israélienne elle-même ?

MICHEL WARSCHAWSKI : Ça, je ne dis pas, car ce sera un processus malheureusement très long. Mais en tout cas, le gouvernement israélien sera obligé de resituer sa politique. Si je peux me permettre un pronostic, la réponse israélienne traditionnelle, lorsque ça bouge dans la région, qu'il s'agisse de mouvements militaires ou de mouvements populaires et démocratiques, la riposte israélienne classique, c'est qu'ils se préparent à la mobilisation générale. Au moment où nous parlons, en ce début avril, ils frappent déjà Gaza, c'est toujours le premier réflexe de bombarder Gaza, mais ils ne trouvent pas ça « suffisant », et alors les médias israéliens reparlent du « problème » que représenterait le Hezbollah au Liban.

MOHAMED HASSAN : L'Egypte est l'État le plus important dans le monde arabe et dans la région. Depuis quarante ans, la stratégie US vis-à-vis de l'Egypte est basée sur l'idée d'affaiblir l'Egypte de l'intérieur, de détruire l'économie et les conditions sociales caractéristiques de l'ancien régime de Nasser (entre 1952 et 1970). Aujourd'hui, 80% du budget de l'armée égyptienne sont financés par les USA. Toute cette stratégie d'affaiblissement a été mise en place pour que l'Egypte soit paralysée et contrôlée, et garantir ainsi la sécurité d'Israël.

Cela veut-il dire que les USA n'accepteront jamais de mouvements nationaux démocratiques en Egypte ?

MOHAMED HASSAN : En effet, car cela impliquerait une profonde réorganisation interne du pays. Je me souviens du

livre *Secret Channels* du grand journaliste égyptien Mohamed Hassanein Heikal. Il y évoquait les réactions des dirigeants israéliens après que les militaires progressistes ont pris le pouvoir en Egypte, en 1952. Le premier ministre israélien David Ben Gourion était très préoccupé par la vision politique de Nasser. Il avait donc demandé à des diplomates yougoslaves, roumains et britanniques de sonder Nasser et de lui faire dire ce qu'il pensait d'Israël. Nasser avait répondu aux diplomates de manière répétée qu'il ne s'occupait pas d'Israël.

Ce que ces diplomates, de retour en Israël, répétèrent à Ben Gourion : Israël n'était pas un sujet de préoccupation pour Nasser. Mais le dirigeant israélien déclara que c'était une très mauvaise nouvelle car Nasser allait donc pouvoir s'occuper de reconstruire l'Egypte de l'intérieur.

Aussi longtemps que l'Egypte sera sabotée de l'intérieur par des dirigeants corrompus à la solde de Tel-Aviv, elle sera en phase avec la politique US. Donc, je ne crois pas que les États-Unis laisseront s'installer un pouvoir démocratique souverain en Egypte.

SAMIR AMIN : Je suis tout à fait d'accord - et pas surpris - par ce que viennent de dire Michel Warschawski et Mohamed Hassan. Je voudrais ajouter qu'en Egypte, le clan de la contre-révolution travaille à fond à l'heure actuelle, d'une manière systématique. Face à face, nous avons deux blocs très clairs.

D'abord, le bloc démocratique et populaire, qui est anti-impérialistes à des degrés divers. Il comporte les jeunes, mais aussi la gauche radicale, non négligeable dans l'Egypte actuelle, et encore des éléments des classes moyennes démocratiques. Soit au sens plein du terme, soit tendant à une demi laïcité ou à

une certaine laïcité. N'acceptant pas, en tout cas, la perspective d'un régime d'Islam politique. Ce bloc est majoritaire d'une façon écrasante dans l'opinion publique : il a mobilisé jusqu'à quinze millions de personnes dans des manifestations quotidiennes pendant deux ou trois semaines. Ce n'est pas négligeable, même si évidemment tout le monde n'est pas politisé au même niveau, comme c'est toujours le cas lorsque tout un peuple manifeste.

En face, le bloc au pouvoir aspire à faire avorter le mouvement démocratique, social et anti-impérialiste. Ce bloc possède trois composantes : la direction de l'armée, la direction des Frères musulmans et la bourgeoisie compradore dans son ensemble. C'est le bloc réactionnaire, soutenu par les émirats du Golfe, avec des milliards et des milliards aujourd'hui déversés pour leur propagande politique islamiste. Ce bloc est aussi soutenu par les USA.

Pourtant, les États-Unis tiennent un discours en faveur de la laïcité et de la démocratie…

SAMIR AMIN : Pure duplicité ! Dès le premier jour du mouvement populaire, Barack Obama avait déclaré : *« Nous voulons une transition courte »*. Courte veut dire contrôlable et contrôlée.

Une transition rapide, ce n'est pas bien ?

SAMIR AMIN : Non, le mouvement populaire demandait une transition longue. Les classes populaires ont été maintenues hors de la politique pendant cinquante ans, elles ont été systématiquement dépolitisées et soumises à un matraquage de l'islam politique. Donc, nous insistons là-dessus : ce sera

une bataille continue avec une transition longue, donnant aux masses le temps de s'organiser en partis politiques, syndicats indépendants, organisations paysannes indépendantes, etc.

Le référendum de mars 2011 a été le premier acte du bloc contre-révolutionnaire. Il a permis de maintenir l'actuelle constitution antidémocratique, avec des amendements sans aucune importance et la préparation hâtive d'élections. De plus, une série de lois ultra- réactionnaires ont été prises par ce régime de transition : contre les grèves, contre l'organisation des nouveaux partis politiques, etc.

De tout ça, on ne parle pas dans les médias occidentaux...

SAMIR AMIN : Non, et il est amusant de constater qu'on a reproché à Bachar el-Assad de ne pas vouloir abolir l'état d'urgence en Syrie, alors que l'état d'urgence est toujours maintenu en Egypte ! Le mouvement populaire demande son abrogation, mais personne à l'extérieur, dans les médias dominants, ne le signale. La contre-révolution est donc déjà en place.

Comment cela va-t-il évoluer ?

SAMIR AMIN : Je n'ai pas de boule de cristal, mais je crois qu'à court terme la contre-révolution l'emportera. En tout cas, en apparence. C'est-à-dire que des élections auront lieu, elles donneront ce que les États-Unis veulent : une majorité, ou une forte présence, d'islamistes au parlement, et l'élimination de toute représentation populaire authentique, notamment des jeunes, et des nouveaux partis démocratiques et de gauche.

Comme je l'ai écrit dès le départ, le 5 février, le modèle pour les États-Unis, ce n'est pas le modèle turc. Dans ce pays,

l'armée n'est pas très démocratique, loin de là, mais elle est plus ou moins le garant de la laïcité. Pour l'Egypte, ce serait plutôt le modèle pakistanais, où l'armée a le pouvoir en dernier ressort, mais derrière les rideaux. Elle n'occupera plus la première place visible, les Frères musulmans étant chargés de la gestion politique immédiate. Voilà le plan américain pour l'Egypte.

Et ça va marcher ?

SAMIR AMIN : Ça peut marcher pendant les cinq ou six mois à venir, mais ça ne durera pas. Le mouvement populaire persiste, et il est de plus en plus conscient de la nature de ce bloc réactionnaire. Il est de plus en plus conscient que la bataille pour la démocratie est loin d'être gagnée.

MICHEL WARSCHAWSKI : Les prises de position de Barack Obama ou Hillary Clinton ont effectivement été très claires sur les limites des changements politiques que les États-Unis sont prêts à tolérer en Egypte. L'armée égyptienne ne se laissera pas dépasser.

Jusqu'ici, les États-Unis ont réussi à maintenir leur domination sur l'Egypte. Mais s'ils perdent ce contrôle, que va-t-il se passer ?

SAMIR AMIN : Cela obligera les peuples de la région - les peuples arabes, mais aussi le peuple israélien - à envisager leurs relations d'une manière radicalement différente.

MICHEL WARSCHAWSKI : Moi, je crois qu'Israël lancerait une offensive militaire pour empêcher une telle éventualité.

SAMIR AMIN : Oui, c'est tout à fait possible, je le crains.

MOHAMED HASSAN : Je pense que la puissance américaine

s'affaiblit. On arrive dans une nouvelle ère. Quand les États-Unis doivent s'allier avec la France, le Royaume-Uni et l'armée égyptienne pour mener la guerre en Libye, c'est une forme de faiblesse. Actuellement, la majorité des nations poussent à l'instauration d'un monde multipolaire, c'est une tendance forte. Le système unipolaire américain est en difficulté. Dans ce contexte, garder le contrôle de l'Egypte reste leur objectif principal. Mais je doute qu'ils y réussissent.

Pourquoi ?

MOHAMED HASSAN : D'abord, la situation de la population dans sept des onze provinces égyptiennes est très mauvaise. Les gens ne mangent qu'une fois par jour, la misère dans les campagnes est terrible. En 2008, selon le *Chicago Tribune*, des centaines d'étudiants égyptiens se sont suicidés. Globalement, la situation dans le pays est devenue incontrôlable.

Alors, les États-Unis peuvent bien s'appuyer sur la bourgeoisie compradore, sur les dirigeants islamistes et sur l'armée, je crois quand même que la révolution spontanée va progressivement développer différents types d'organisations. J'ai même entendu dire qu'une mobilisation s'opère en secret au sein même de l'armée, particulièrement parmi les petits officiers et les simples soldats, qui font aussi partie du peuple. Il y a de nombreux troubles dans l'armée et de nombreuses arrestations ont lieu. Personne n'en parle en Occident.

Je crois donc que les États-Unis et Israël éprouveront de grandes difficultés, à maintenir ces 85 millions de citoyens égyptiens dans la paralysie et le calme, comme ils l'espèrent. J'en doute vraiment !

Et s'ils échouent en Egypte ?

MOHAMED HASSAN : Alors, l'impact sur la région sera très important. Vous savez, l'Egypte fut une puissance régionale importante. Et même aujourd'hui, l'Egypte possède ses intérêts propres. Particulièrement au Soudan où ces intérêts ont été lésés avec la division du pays en deux, mais aussi dans la Corne de l'Afrique. En fait, l'Egypte est aujourd'hui le seul pays qui importe des céréales provenant du monde entier. Aujourd'hui, l'Egypte produit à peine 10% de ses céréales alors que, lorsque Nasser a quitté le pouvoir, l'Egypte produisait 85% de ses besoins alimentaires. Donc, la désorganisation et la destruction de l'Egypte sont incroyables.

Je ne crois pas que la population égyptienne acceptera un compromis quelconque. Et j'espère que la nouvelle organisation politique qui arrive sera assez mûre pour ne pas tomber dans un piège. J'espère qu'elle s'organisera intelligemment pour empêcher la bourgeoisie compradore et les forces réactionnaires de déclencher une guerre civile.

Mais les États-Unis ne risquent-ils pas de choisir la politique du pire ?

MOHAMED HASSAN : Oui, ils choisiront sans hésitation l'option de la guerre civile s'ils ne peuvent plus contrôler le pays. Pour eux, il vaut mieux voir exploser le pays plutôt que de perdre leur influence.

J'espère et je crois constater que les États-Unis s'affaiblissent, c'est une bonne chose et en même temps, cela comporte certains risques. La tactique choisie par Obama pour la guerre contre la Libye illustre la faiblesse actuelle des États-Unis. La population comme la presse dominante de ces pays n'étaient

pas favorables à cette guerre. C’est pourquoi Obama a adopté un profil bas dans les révolutions arabes, et il fera sans doute de même à l’avenir pour le Yémen et dans le Golfe…

Des craintes pour leur image ?

MOHAMED HASSAN : Oui, les États-Unis ne veulent pas être perçus par les pays arabes comme le principal ennemi. Globalement, je crois que le changement est là : il souffle un vent révolutionnaire, qui souligne la faiblesse des USA et du monde occidental.

Vous disiez qu'Israël avait toujours œuvré pour que l’Egypte soit faible ?

MOHAMED HASSAN ; Israël n’est pas le principal acteur de cette politique d’affaiblissement. Il a bénéficié de cette stratégie menée par les USA depuis quarante ans. Le raisonnement : si l’Egypte est faible, l’ensemble du monde arabe le sera aussi. L’Egypte ne pourra pas mobiliser le monde arabe et menacer Israël. Voilà en quoi consiste la politique de Washington.

Est-ce tenable à long terme ?

MOHAMED HASSAN : Non, c’est une politique faible : on ne peut pas détruire le peuple égyptien pour toujours, on peut seulement retarder son expression politique pendant quarante ou cinquante ans. Israël a été un instrument actif de cette politique en devenant très agressif et expansionniste.

Quant à la diplomatie égyptienne, elle a été une marionnette de la diplomatie israélienne. Elle a affaibli toute la diplomatie arabe, notamment en persuadant les Palestiniens d’accepter le prétendu processus de paix d’Oslo, et en leur faisant accepter

tout ce que l'administration israélienne avait mis sur la table. Il est donc important de voir que la faiblesse de l'Egypte a fragilisé l'ensemble du monde arabe et l'ensemble de la région.

Mais je crois sincèrement que cette étincelle, cette révolution égyptienne spontanée va continuer. Il sera très difficile de revenir en arrière, même si l'armée a été entraînée et organisée par les États-Unis depuis quarante ans...

Comment ça ?

MOHAMED HASSAN : Les officiers égyptiens ont été pris en charge par les États-Unis. Il fallait les convaincre psychologiquement qu'ils n'avaient pas de capacités propres de combat. Ainsi, l'armée égyptienne est devenue un pion aux mains de Washington, en participant à la guerre en Afghanistan, où les médecins égyptiens soignent les blessés des armées de l'OTAN. Au nom de cette « alliance contre le terrorisme », les soldats et experts égyptiens font, en différents endroits du monde, le sale boulot que les USA leur demandent. Ce n'est donc plus une armée nationale, mais une armée de mercenaires.

Michel Warschawski, voyez-vous de la même façon les relations entre l'Égypte et Israël ?

MICHEL WARSCHAWSKI : J'ai deux remarques. Je suis d'accord avec Mohammed Hassan à propos de l'affaiblissement de l'Égypte et du monde arabe tout entier dans ses relations avec Israël. Cela représente un avantage pour Israël. Mais, d'un autre côté, avec la chute de Moubarak, Israël risque de perdre un facteur de stabilité extrêmement important, à savoir les pressions permanentes du régime égyptien sur les Palestiniens : on leur interdit de déborder la «

ligne rouge » tracée par Israël et acceptée par le régime de Moubarak.

Ce problème est encore sous-estimé par les politiques et les commentateurs israéliens : cet affaiblissement de l'hégémonie américaine au Moyen-Orient laisse la place à d'autres acteurs globaux qui vont jouer un rôle de plus en plus important dans la région : la Russie revient, après une longue période où elle s'était un peu désinvestie de cette région, l'Inde et la Chine placent leurs pions dans la région… D'abord des pions économiques, puis ce seront des pions politiques.

Et ceci va changer complètement la donne en ce qui concerne l'actuelle hégémonie israélienne sur la région, puisque cette hégémonie régionale s'appuyait exclusivement sur la seule puissance hégémonique globale qui était les États-Unis d'Amérique. Il faut se préparer à un contexte totalement différent d'ici cinq à dix ans et ce sera très problématique pour Israël. Quel que soit d'ailleurs le gouvernement en place à Tel-Aviv.

Un monde multipolaire, c'est dangereux pour Israël ?

MICHEL WARSCHAWSKI : Tout à fait. Pour Israël, il y avait un patron dans la région, c'était les USA, et Israël, le sous-traitant. Même s'il y avait parfois des tensions entre les deux, par exemple, concernant l'Egypte justement. Plusieurs fois l'administration US - déjà avant Obama - avait dit à Israël : c'est notre intérêt et donc le vôtre de renforcer le régime Moubarak et non pas de l'affaiblir et de l'humilier. Ces tensions entre Washington et Tel-Aviv étaient réelles, mais limitées à un problème de tactique politique. Cependant, avec l'apparition de nouveaux acteurs globaux dans la région, Israël

risque de perdre son monopole d'intermédiaire de la politique globale dans la région.

SAMIR AMIN *:* Tout à fait d'accord avec les analyses qui viennent d'être faites. Je voudrais juste ajouter ceci à propos de la Libye : l'objectif des USA est d'y installer un régime de laquais, un Karzaï, qui leur donnera immédiatement une énorme base militaire. Les USA veulent mettre en place l'*Africa Command,* ce dispositif militaire leur permettant d'intervenir militairement sur tout le continent africain. Notamment pour y protéger leurs zones de pillage des ressources naturelles majeures. Jusqu'à présent, l'Union africaine a résisté aux demandes US, et aucun pays africain n'avait osé jusqu'à maintenant accepter l'installation de l'*Africa Command* chez lui.

La seule option sera, si les États-Unis arrivent à leurs fins, une Libye dirigée par un Karzaï aux ordres. N'oubliez pas qu'il y avait une base militaire américaine gigantesque en Libye jusqu'en 1969 et qu'elle a été évacuée à cause de Khadafi. Ils veulent y revenir, c'est l'objectif majeur des États- Unis, et c'est peut-être même leur objectif exclusif : récupérer cette base militaire en Libye.

Que pourrait faire Israël, si les États-Unis perdaient le contrôle sur la région ?

MICHEL WARSCHAWSKI : Israël va user de ce qu'il maîtrise le mieux, même si cela conduit toujours à des fiascos : la tension militaire. Les bombardements sur Gaza sont, à mon avis, un avant-goût. L'objectif à moyen terme reste le Liban.

Mais on parle régulièrement d'attaquer l'Iran ?

MICHEL WARSCHAWSKI : Courageux, mais pas téméraires. Les dirigeants israéliens attaqueront l'Iran par Liban interposé. Humilier l'Iran en portant des coups - espèrent-ils - au Hezbollah libanais. Voilà, à mon avis, ce qui nous attend pour la fin de ce printemps ou au début de l'été.

Qu'attendez-vous pour la période à venir ?

MOHAMED HASSAN : Les grands partis européens, comme les chrétiens ou les sociaux-démocrates, ou des ONG comme la Friedrich Ebert Stiftung (FES) se sont installés au Caire. Ils vont de village en village pour essayer de repérer les jeunes les plus éloquents, les recruter, leur donner de l'argent et des schémas d'organisation. Ils tentent de les endoctriner avec leurs nouvelles idées. La tactique est très simple : utiliser l'argent des grandes puissances impériales, particulièrement européennes, pour contenir ces jeunes éléments dynamiques. Ils les font discuter avec le gouvernement afin d'organiser une transition contrôlée, et plus tard, des élections. J'appelle ça une « démocratie de basse intensité » : ça permet de détourner la colère des masses égyptiennes, surtout celles qui ont des revendications économiques : les ouvriers, les paysans, etc. Il s'agit de les subordonner à la grande bourgeoisie égyptienne, qui est l'agent des puissances étrangères. Voilà le danger.

Et le gouvernement israélien jouera aussi ce jeu d'une « démocratie de basse intensité » avec un joli paquet, un peu de parfum, etc. Mais cette stratégie réussira-t-elle ? Je ne sais pas. Si vous prenez l'exemple de mon pays, l'Éthiopie, 80 millions d'habitants, d'immenses capacités agricoles, ce pays a été totalement détruit de l'intérieur ! Toutes ces ONG qui

promeuvent une « démocratie de basse intensité » ou une « démocratie de dépendance », ce sont des ONG qui font du commerce avec la misère des populations. Il faut donc être très prudent.

SAMIR AMIN : Tout à fait d'accord avec vous. Je pense que la gauche européenne a une grande responsabilité : faire comprendre tout ceci à l'opinion européenne. Ce n'est pas en soutenant une « démocratie de basse intensité », une pseudodémocratie que nous répondrons aux revendications des pays arabes, particulièrement de l'Egypte.

Pour conclure, je voudrais vous demander si vous êtes optimistes ?

SAMIR AMIN : Je suis optimiste à long terme, mais pas naïf pour le court terme. Je crois que le plan américain est mis en œuvre avec succès, mais pour une courte durée. Vous savez, l'Egypte, c'est un pays de révolutions longues. Vous avez eu une première vague démocratique et populaire de 1920 à 1955. Et puis, en 1952, le coup d'État militaire de Nasser, en fait, ce n'était pas une révolution, c'était la clôture d'une longue révolution opérée entre 1920 et 1955. Il y a eu pendant quarante ou cinquante ans une vague montante qui a abouti à un compromis historique, cette vague a produit ce qu'elle pouvait produire, le nassérisme, c'est-à-dire un régime anti-impérialiste, populaire voire populiste, mais non démocratique. Et puis nous avons eu ensuite, avec Sadate et Moubarak, quarante ans de soumission, de dépolitisation, d'inexistence. A présent, nous rentrons dans une deuxième vague qui va être très longue. Je ne sais pas si elle sera de quarante ans également, mais ce sera une vague très longue. Et je suis très optimiste quant aux possibilités de déploiement de cette vague

en Egypte et, sous des formes diverses, dans d'autres pays arabes. Mais les problèmes ne vont pas se régler facilement au cours des mois ou des années à venir. Ils ne seront réglés que dans une perspective plus longue.

MOHAMED HASSAN : Je voudrais d'abord remercier le camarade israélien. Il me semble que vous êtes un petit groupe, mais avec une conscience très forte. Vous contribuerez à l'avenir et à la paix dans la région.

Moi aussi, je suis optimiste sur le long terme. Ces révolutions arabes, surtout l'égyptienne, auront un impact sur la société civile israélienne, même si le régime israélien tente de cacher des choses. Je suis certain qu'il y aura un débat, ouvert ou pas, dans les familles, dans les rues, au travail, sur ce qu'Israël doit faire à l'avenir. Car cette stratégie, adoptée depuis quarante ans pour paralyser et détruire l'Egypte de l'intérieur, elle a échoué.

La nouvelle situation est explosive, c'est un volcan, et personne ne peut prédire comment ça finira. Je suis certain que la population israélienne débat, même si nous n'en voyons pas de traces écrites. Il m'arrive de lire des journaux israéliens en ligne, et je constate des différences d'opinion. Je suis optimiste, continuez à vous battre !

Une dernière question. Quels conseils donneriez-vous aux citoyens - d'Europe et d'ailleurs - qui veulent défendre les droits des Palestiniens ? Dans cette nouvelle situation politique, comment peuvent-ils agir concrètement là où ils sont ?

MICHEL WARSCHAWSKI : La réponse européenne peut se résumer en trois lettres : B-D-S. Boycott, Désinvestissement,

Sanctions. C'est une campagne internationale qui a pris son essor, même si certains pays européens ont un peu traîné la patte. Mais aujourd'hui, il existe une véritable stratégie citoyenne mondiale autour de cette politique de pression.

Je commencerai par le « S » : exiger des gouvernements et institutions internationales qu'ils prennent des sanctions contre un État qui ne respecte aucune loi, aucune résolution de l'O.N.U., aucune valeur de la diplomatie internationale.

« D », c'est Désinvestir, Il n'y a pas que les grands complexes capitalistes. Par exemple, les syndicats des pays nordiques ont investi énormément de leurs fonds de pension en Israël. Il y a aussi certaines Églises qui y investissent, et le mouvement de solidarité avec la Palestine a un impact sérieux sur cela, en Amérique du Nord notamment. Donc il y a un travail à faire pour les désinvestissements, surtout devant la tiédeur (là, je suis gentil) de la politique de sanctions internationales.

C'est là que le mouvement et l'ensemble des citoyens peuvent peser, soit individuellement, soit à travers les syndicats. Il faut, avec les associations, organiser des campagnes intelligentes de boycott d'Israël et de ses produits. Il faut intelligemment rendre ce mouvement de sanctions et de boycott le plus efficace possible en tenant compte des spécificités locales. Voilà, ça c'était pour le « B ».

SAMIR AMIN : J'ajouterai qu'il y a une responsabilité plus large de l'opinion publique européenne. Pour soutenir les Palestiniens, il faut soutenir aussi tous les peuples arabes dans leurs revendications démocratiques. Or, la conscience est très insuffisante sur ce point. Les opinions publiques européennes vivent, très largement, dans l'illusion que leurs

gouvernements ne sont pas si mauvais et qu'ils soutiennent les mouvements démocratiques arabes. C'est le contraire de la réalité.

Ça, il faut le dire, car c'est vraiment une très grande responsabilité des gauches européennes, Ces temps-ci, nous avons eu ici en Egypte de nombreuses visites de représentants des forces politiques, le parlement européen, la droite classique et la gauche (électorale, je veux dire). Tous se sont bien gardés de contacter le mouvement démocratique et populaire ! Non, ils ont centré tous leurs efforts sur les rencontres avec les gens du pouvoir, ils leur ont donné un chèque en blanc en les qualifiant de démocrates. Seuls les représentants du groupe de la Gauche unitaire européenne ont pris contact avec les mouvements populaires et la gauche égyptienne. La gauche européenne a donc une énorme responsabilité pour faire connaître mieux la duplicité des politiques des partis dominants européens - de droite et de gauche - dans leurs rapports avec le mouvement populaire égyptien et arabe en général.

22

Ce qu'ont dit les fondateurs et dirigeants d'Israël

Il est très instructif de lire et faire connaître les propres déclarations des personnalités qui ont préparé la création de l'État d'Israël et de celles qui ont dirigé cet État. De 1897 à aujourd'hui, ils ont exprimé le projet sioniste avec une grande franchise et une grande brutalité. Mais ces déclarations ne sont jamais rappelées dans les médias.

« Chassez la population pauvre au-delà de la frontière en lui refusant du travail. Le processus d'expropriation et de déplacement des pauvres doit être mené discrètement et avec circonspection. »

Herzl, fondateur du sionisme, 1895

« A-t-on vu un seul peuple abandonner son territoire de sa propre volonté ? De la même façon, les Arabes de Palestine n'abandonneront pas leur souveraineté sans l'usage de la violence. »

Jabotinsky, dirigeant sioniste, 1923

« Nous devons expulser les Arabes et prendre leur place.»

Ben Gourion, 1er Premier ministre d’Israël, 1937

« Politiquement, nous sommes les agresseurs et ils se défendent. Ce pays est le leur, parce qu'ils y habitent alors que nous venons nous y installer et de leur point de vue nous voulons les chasser de leur propre pays. Derrière le terrorisme (des Arabes) il y a un mouvement qui bien que primitif n'est pas dénué d'idéalisme et d’autosacrifice. »

Ben Gourion, 1er Premier ministre d’Israël, 1938

« Il n'y a pas de place pour deux peuples dans ce pays... Il n’y a pas d’autre possibilité que de transférer les Arabes d'ici vers les pays voisins - tous. Pas un seul village, pas une seule tribu ne doit rester. »

Weitz, chef de l'Agence Juive de Colonisation, 1940

« Nous devons utiliser la terreur, les assassinats, l'intimidation, la confiscation des terres et l'arrêt de tous les programmes sociaux afin de débarrasser la Galilée de sa population arabe. »

Ben Gourion, 1er Premier ministre d’Israël, 1948

«L’objectif ultime est la création de l'Empire israélien. »

Dayan, ministre de la Défense, 1952

« Des villages juifs ont été construits à la place des villages arabes. Vous ne connaissez pas le nom de ces villages et je ne vous le reproche pas; car les livres de géographie n'existent plus. Et non seulement les livres, mais les villages n'existent plus. »

Dayan, ministre de la Défense, 1969

« Les Palestiniens n'ont jamais existé. »

Meir, Premier ministre, 1969

« La thèse d'un danger d'un génocide qui nous menaçait en juin 67 et qu'Israël se battait pour son existence physique était seulement du bluff, créé et développé après la guerre. »

Pelet, général, 1972

« Si j'étais un leader arabe, je ne signerais jamais un accord avec Israël. C'est normal, nous avons pris leur pays... Il y a eu l'antisémitisme, les nazis, Hitler, Auschwitz mais était-ce de leur faute ? Ils ne voient qu'une seule chose : nous avons volé leur pays. Pourquoi devraient-ils l'accepter ? »

Ben Gourion, créateur de l'État d'Israël, cité dans « le Paradoxe Juif » de Goldman, 1972

« Lorsque nous aurons colonisé le pays, il ne restera plus aux Arabes qu'à tourner en rond comme des cafards drogués dans une bouteille. »

Eitan, chef de la Défense israélienne, 1983

« Nous devons tuer tous les Palestiniens à moins qu'ils ne soient résignés à vivre en tant qu'esclaves. »

Heilbrun, président du comité électoral du maire de Tel-Aviv, 1987

« Les Palestiniens seront écrasés comme des sauterelles… leurs têtes éclatées contre les rochers et les murs. »

Shamir, Premier ministre, 1988

« Israël aurait dû exploiter la répression des manifestations en Chine lorsque l'attention du monde s'est focalisée sur ce pays, pour mettre à exécution des expulsions massives parmi les Arabes. »

Netanyahu, député au ministère des Affaires étrangères, 1989

« On peut mentir, dans l'intérêt de la Terre d'Israël. »

Shamir, Premier ministre, cité dans « The violent life of Yitzhak Shamir » de Margalit, 1992

« Chacun doit bouger, courir et s'emparer d'autant de

collines qu'il est possible pour agrandir les colonies, parce que tout ce que l'on prendra maintenant restera à nous… Tout ce que nous ne prendrons pas leur restera. »

Sharon, ministre des Affaires étrangères, 1998

« Si nous avions pensé qu'au lieu de 200 morts palestiniens, 2.000 morts auraient mis fin au combat, nous aurions utilisé beaucoup plus de force… »

Barak, Premier ministre, 2000

« Israël peut avoir le droit de mettre d'autres en jugement, mais certainement personne n'a le droit de mettre le peuple juif et l'État d'Israël en jugement. »

Sharon, Premier ministre, 2001

23

Comment parler d'Israël ?

Michel Collon

Le moment est venu de faire la synthèse. Que nous ont appris les témoins et spécialistes interrogés dans ce livre ? Que l'opinion s'est fait manipuler. Depuis soixante ans et sur tous les aspects du conflit.

Sommes-nous impuissants ? Beaucoup de gens demandent comment il faut s'y prendre pour ouvrir les yeux de ceux qui se croient bien informés ou bien pensent que ça ne les concerne pas ou que de toute façon, ils ne peuvent rien y changer ? C'est ce que nous allons examiner pour conclure ce livre. L'enjeu est important : il s'agit de montrer le dessous des cartes, exposer les pages cachées de l'Histoire et les intérêts dissimulés. En un mot, faire reculer la désinformation, Ouvrir un véritable débat dans l'opinion est indispensable pour qu'une solution puisse être enfin trouvée.

Tel est l'intérêt des Palestiniens, bien sûr. Victimes d'une injustice historique qui doit être réparée. Mais c'est aussi l'intérêt des juifs d'Israël, intoxiqués par la propagande de leurs gouvernements, et qui ne pourront vivre en paix sans

que justice soit faite. C'est également l'intérêt des juifs du monde entier, soupçonnés de soutenir un colonialisme raciste et ses crimes de guerre.

Et c'est aussi l'intérêt des citoyens d'Europe ou des États-Unis. C'est avec leur argent qu'on arme Israël. Et si l'on sème la haine au Moyen-Orient, quelle partie du monde restera à l'abri ? Comme l'a dit un Israélien lucide, la Palestine est le baromètre de l'état du monde, du combat entre domination et liberté.

Il s'agit de proposer une méthode pour permettre à chacun, s'il le souhaite, là où il est, de peser sur l'information. Pour cela, il convient d'abord de bien saisir les quelques grands médiamensonges qui conditionnent l'opinion. Que nous dit-on, que nous cache-t-on, que répondre ?

Médiamensonge n° 1 : *« Israël a été créé pour offrir aux juifs un abri après le génocide de 40-45 »*

Faux. Ce projet a démarré bien plus tôt : en 1897, au Congrès sioniste de Bâle. Ce mouvement nationaliste de juifs européens décide alors de créer un nouvel État où pourront se réfugier les juifs. Lesquels subissent alors la misère et les violences du pouvoir en Russie ou en Pologne, ainsi que la montée du racisme anti-juifs en France (affaire Dreyfus en 1894). Mais les sionistes sont relativement faibles, et peu de juifs soutiennent ce projet, il faut donc l'appui d'une grande puissance impériale. Justement, la Grande-Bretagne s'empare de la Palestine en 1920 et elle soutient l'envoi de colons juifs. La « Déclaration Balfour » annonce au dirigeant sioniste Lord Rothschild que : *« Le gouvernement de Sa Majesté considère favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif»*. Quels sont les intérêts britanniques ? 1. Contrôler le canal de Suez, route stratégique vers les colonies indiennes. 2. Affaiblir l'Egypte. 3. Diviser le monde arabe en deux. Plus tard, intéressés par le pétrole, les États-Unis prendront le relais de la Grande-Bretagne comme « parrain » d'Israël. Le projet sioniste de conquérir la Palestine n'est pas une conséquence de 40-45, c'est un pur produit de l'époque coloniale.

Médiamensonge n° 2 : *« Les juifs retournent sur leur terre dont ils ont été exilés il y a deux mille ans »*

Faux. Cet exil n'a jamais eu lieu. De 1.000 avant J-C à aujourd'hui, les populations de la Palestine sont en gros restées sur place, bien qu'il y ait eu des migrations et des invasions, et donc des mélanges, comme partout. L'invention d'un « peuple juif » resté pur et qui aurait des privilèges divins et exclusifs sur cette terre promise est donc : 1. Absurde au point de vue génétique (quel peuple est resté « pur » après deux mille ans ?). 2. Antidémocratique au point de vue politique (il n'y a pas de « peuple élu »). 3. Et raciste puisqu'il exclut les populations non juives présentes sur cette terre depuis des siècles.

En réalité, les véritables descendants des juifs d'alors seraient plutôt les… Palestiniens ! Mais alors d'où sont originaires les juifs qui se sont installés récemment en Palestine ? Surtout de Russie, d'Ukraine et de Pologne. Mais aussi du Maghreb et d'Europe de l'Ouest. Et qui étaient-ils ? Tout simplement des populations locales qui s'étaient converties à la religion juive au cours des siècles. Scientifiquement, il n'existe donc pas de « peuple juif ». N'ayant ni la même histoire, ni la même langue, ni la même culture, et provenant d'États très divers, ces juifs qui se sont installés en Israël n'avaient en commun que la religion.

Tout ceci, les historiens et archéologues israéliens le savent, mais c'est caché à l'opinion. Car l'existence même d'Israël est justifiée par ce mythe du « retour ».

Médiamensonge n° 3 : *« Avant 1948, la Palestine était un désert, une terre sans peuple »*

Faux. La Palestine était très peuplée. En 1850, deux voyageurs européens racontent : *« Les greniers de la vallée du Jourdain sont inépuisables. Un océan de blé, un véritable océan de blé »*. Coton, froment, orge et sésame sont aussi cultivés. Avec l'huile d'olive, on fabrique du savon... Les oranges de Jaffa sont déjà très réputées. La population comporte 85% de musulmans, 11% de chrétiens et 4% de juifs. Naplouse est un grand centre économique et culturel. En 1914, la Palestine compte 1.236 usines et ateliers, 600 kilomètres de chemin de fer... En cinquante ans, les exportations se sont multipliées par dix. Pas vraiment un désert !

Mais l'Empire britannique prend le contrôle de cette économie en y implantant de nombreux colons, notamment juifs. Ceux-ci s'installent sur les terres achetées à de gros propriétaires étrangers par lord Rothschild et d'autres riches juifs d'Europe, puis par l'Association Juive de Colonisation. Dépossédés et ruinés, les paysans palestiniens se révoltent. Émeutes en 1921, grève à Jérusalem en 1929, grève générale de six mois en 1936. La Grande-Bretagne réprime et déporte les dirigeants palestiniens. Elle permet aux colons juifs de créer leur industrie, un enseignement et des hôpitaux strictement réservés aux juifs, de même qu'un marché du travail uniquement juif. Elle refuse tout cela aux Palestiniens. Après les émeutes de 1929, le commissaire britannique Sir John Simpson critique la politique de son propre gouvernement : « *II est erroné que le juif venant de Pologne, de Lituanie ou du*

Yémen soit admis pour remplir un vide, alors qu'en Palestine, il y a déjà des travailleurs capables de remplir ce vide, et qu'ils sont dans l'impossibilité de trouver un emploi. »

La Palestine n'était nullement une « terre sans peuple » qu'on aurait pu occuper sans léser personne. Pour la soumettre, il a fallu une colonisation britannique, puis sioniste très violente dès 1920.

Médiamensonge n° 4 : *« En 1948, les Palestiniens sont partis d'eux-mêmes ou à l'appel des dirigeants arabes »*

Faux. En 1948, Israël reçoit, par décision des Nations Unies, 54 % du territoire de la Palestine. Partage injuste, car les Palestiniens, jamais consultés, sont deux fois plus nombreux ; les colons juifs ne possèdent à ce moment que 6% des terres. Mais durant la guerre israélo-arabe, les forces israéliennes, plus puissantes et bien préparées, chassent de leurs terres sept cent mille Palestiniens. Après les combats, elles empêchent leur retour. De cette manière, Israël accapare 78 % du territoire de la Palestine.

Les historiens israéliens « officiels » ont nié cette *Nakhba* (« catastrophe » en arabe). Mais dans les années 90, les « Nouveaux historiens » israéliens (Morris, Pappe...) ont prouvé par de nombreux documents que les Palestiniens avaient bel et bien été chassés de façon violente et systématique. Ce qu'annonçait d'ailleurs, dès 1920, le dirigeant sioniste Jabotinski : *« Si on tente de chercher un seul cas de pays colonisé avec le consentement de ceux qui y sont nés, on n'y arrivera pas. »* Selon lui, il fallait donc choisir : renoncer au projet sioniste ou l'imposer par la force.

En 1948, Ben Gourion, premier ministre d'Israël, persuade ses partisans d'accepter le plan de partage : *« Dès que nous serons devenus puissants, me fois notre État établi, nous l'annulerons et nous nous étendrons sur tout le territoire d'Israël »* (c'est-à-dire de la Palestine). En 1967, Israël envahira et annexera de nouveaux territoires. Aujourd'hui

encore, il poursuit son expansion pas à pas. Son but : le plus possible de la Palestine et le moins possible de Palestiniens.

Israël est bien un État colonialiste, fondé sur le vol de la terre.

Médiamensonge n° 5 : *« Israël est un État de droit, la seule démocratie du Moyen-Orient »*

Faux. Avoir chassé les Palestiniens de leur pays en 1948 et refuser leur retour est illégal, affirme l'ONU. Conquérir de nouveaux territoires par la force est illégal. Empêcher les Palestiniens de vivre sur leurs terres, de travailler, d'étudier ou de circuler librement est illégal. Détruire leurs maisons et leurs oliviers est illégal. Emprisonner des enfants de douze ans est illégal. Construire un mur de séparation, voler l'eau et les terres des territoires occupés est illégal. Utiliser des armes au phosphore et au laser est illégal. Bombarder des maisons, des écoles, des hôpitaux, des ambulances, des missions de l'ONU est illégal. Torturer est illégal Assassiner les dirigeants palestiniens est illégal.

Israël n'est pas non plus une démocratie. C'est un État colonialiste basé sur le vol de la terre. Même si les voleurs discutent démocratiquement entre eux sur la manière de voler, jamais ils ne seront une démocratie. Le colonialisme est, en soi, une dictature. Et une dictature raciste puisque sa propre Constitution affirme : *« l'État d'Israël est l'État du peuple juif»*. Ceci rabaisse les Palestiniens au rang de sous-citoyens. Prétendre bâtir un « État juif » en Palestine, c'est nier les droits des autres populations.

Médiamensonge n° 6 : *« Les États-Unis soutiennent Israël pour défendre la liberté et la démocratie »*

Faux. Les États-Unis soutiennent les pires dictatures arabes (et autres) qui servent leurs intérêts. S'ils soutiennent Israël, c'est que celui-ci leur sert de base militaire au Moyen-Orient. Missions : 1. Protéger les dictatures pétrolières pro-US. 2. Briser tout État ou mouvement trop indépendant. Pour cela, Israël reçoit un soutien énorme des firmes US d'armement, des compagnies high-tech et de la CIA.

Washington a accordé son soutien inconditionnel à partir de 1967, lorsqu'Israël écrasa l'armée égyptienne. Vu leur défaite au Vietnam, les États-Unis cherchaient des « flics de quartier » se battant à leur place, mais avec les armes et le financement US. Aucun autre État de la région ne pouvait être aussi sûr, car Israël dépend entièrement des USA qui le subventionnent, bloquent les condamnations à l'ONU et empêchent une véritable négociation.

Pourquoi les multinationales US veulent-elles contrôler tout le pétrole de la planète ? Pour deux raisons : 1. L'économie capitaliste a besoin de faire croître sans cesse la consommation, même quand elle est inutile. Le gaspillage du pétrole est donc actuellement un moteur économique. 2. Monopoliser le robinet du pétrole permet d'exercer des pressions sur les rivaux : Europe, Japon, Chine... Dans ce cadre, Israël sert donc de « flic du pétrole ». Cette stratégie lèse les Palestiniens, les Arabes, mais aussi les citoyens israéliens aux prises avec la violence.

Qu'elles soient directes ou indirectes, les guerres du pétrole ne servent pas la démocratie, mais seulement les intérêts des multinationales.

Médiamensonge n° 7 : *« L'Europe est neutre et équidistante dans le conflit israélo-palestinien »*

Faux. D'abord, il y a la responsabilité historique. En 1948, la Grande-Bretagne coloniale a « offert » aux juifs d'Europe une terre qui ne lui appartenait pas. En 40-45, l'Europe a massacré ou laissé massacrer ses juifs. Après la guerre, elle a réglé le problème sur le dos des Palestiniens, expulsés de leur terre.

En 2009, le représentant de l'UE pour la politique étrangère a déclaré à Jérusalem : *« Israël, permettez-moi de le dire, est un membre de l'Union européenne sans être membre de ses institutions. »* L'UE a d'ailleurs lancé un plan d'action *« ayant pour but d'intégrer progressivement Israël dans les politiques et programmes européens, afin de refléter les intérêts et les priorités d'Israël. »* L'UE est le principal partenaire économique d'Israël. Loin de boycotter les produits illégalement fabriqués dans les territoires occupés, elle subventionne et favorise leur importation à travers ses nombreux programmes de coopération. Elle subventionne aussi les firmes israéliennes qui fabriquent les bombes lancées sur Gaza, les avions de combat, les drones, les systèmes radars.

Par contre, l'UE diabolise la résistance des Palestiniens. Qu'il s'agisse du Hamas, du FPLP ou du Fatah, tous sont ou ont été qualifiés de « terroristes » par l'UE et les USA. Mais les envahisseurs ont toujours qualifié les résistants de « terroristes », y compris Nelson Mandela que les USA n'ont

retiré de cette liste que quatorze ans après son élection comme président d'Afrique du Sud. De 1492 à 1960, l'Europe a colonisé brutalement le reste du monde et exploité les ressources naturelles. A présent, plus personne n'ose défendre cela, mais il reste une colonie : Israël. Et l'Europe garde son attitude coloniale et dominatrice : elle enjoint aux Palestiniens de voter, mais quand le résultat ne lui plaît pas, elle étrangle financièrement Gaza, ouvrant la voie à l'agression israélienne.

L'Europe doit admettre que le temps des colonies est terminé. Il faut traiter le reste du monde d'égal à égal.

Médiamensonge n° 8 : *« Ceux qui critiquent Israël, sont antisémites »*

Faux. Le racisme anti-juif doit être combattu, comme tous les racismes. Mais critiquer le gouvernement israélien n'est pas du racisme anti-juif, c'est simplement refuser le colonialisme, refuser qu'un État raciste viole l'égalité entre les hommes. Beaucoup de juifs critiquent Israël pour ces raisons et ne sont pas « antisémites ». Le gouvernement israélien utilise ce chantage à l'antisémitisme, car son dossier est indéfendable. Bush aussi a traité d'*« anti-américains »* ceux qui dénonçaient sa guerre en Irak. Le truc consiste à camoufler un conflit économique et politique en un conflit de religions ou un « choc des civilisations ».

On invoque le génocide et le « devoir de mémoire ». Pas question d'oublier ces victimes, qu'elles soient juives, tziganes ou slaves. Ni les dizaines de millions de victimes du colonialisme européen (traite des esclaves, génocide des Indiens, massacres de populations...). Mais pas question non plus d'utiliser les crimes nazis d'hier pour excuser les crimes israéliens d'aujourd'hui,

Critiquer Israël, ce n'est pas haïr les juifs, c'est au contraire vouloir la paix entre juifs et Arabes, et donc la justice.

Médiamensonge n° 9 : *« Le problème, c'est la violence des Palestiniens, surtout du Hamas »*

Ne posons pas le problème à l'envers. La violence première, c'est la colonisation. Le vol de la terre, la brutalité de l'armée israélienne, l'impossibilité pour les Palestiniens de mener une vie normale depuis plus de soixante ans…

Ceux qui donnent des leçons aux Palestiniens devraient indiquer par quel moyen ceux-ci peuvent obtenir satisfaction : ils ont tout essayé, y compris les méthodes les plus pacifiques, et Israël n'a jamais rien cédé. En réalité, les colonisés n'ont pas le choix, il y va de leur survie. D'ailleurs, les Nations Unies ont solennellement affirmé *« le droit inhérent des peuples coloniaux de lutter par tous les moyens nécessaires contre les puissances coloniales qui répriment leur aspiration à la liberté et à l'indépendance. »* (résolution 2621, 1970)

N'empêche que beaucoup d'Européens ont une mauvaise image de la résistance palestinienne ; ils la jugent dominée par le terrorisme ou le fanatisme. Mais la résistance a comporté dès les années 50 trois courants : nationaliste (Fatah), marxiste (FPLP) et islamiste (Hamas). C'est aux Palestiniens de décider quelles organisations les défendent le mieux. De toute façon, Israël a toujours diabolisé ces trois courants, emprisonnant ou assassinant des dirigeants de chacun. Il a aussi réprimé très brutalement les manifestations populaires spontanées : Journée de la Terre en 1976, Intifada en 1987 et en 2000.

Résister est un droit. La violence vient de l'occupant.

Médiamensonge n° 10 : *« Ce conflit durera toujours, il est sans solution »*

Faux. Israël prétend que les Palestiniens veulent *« jeter les juifs à la mer»,* mais ceux-ci ont proposé en 1968 de former un seul *« État démocratique, progressiste, non confessionnel dans lequel juifs, chrétiens et musulmans vivront ensemble en paix et en jouissant des mêmes droits. »* Ajoutant : *« Si nous combattons un État juif de type raciste, ce n'est pas pour le remplacer par un État arabe qui en retour expulserait les juifs. »* Mais Israël a toujours refusé de négocier réellement Pourquoi ? La paix impliquerait de renoncer aux territoires envahis et d'arrêter son expansion.

Pour arriver à la paix, faut-il un seul État, non confessionnel, laïque et égalitaire ou bien faut-il passer d'abord par deux États vivant côte à côte un certain temps ? Les deux solutions ont leurs partisans et c'est aux peuples de trancher. Mais en grignotant toujours davantage la Palestine, en la transformant en une série de confettis non viables, Israël a lui-même bloqué la solution à deux États.

Les haines accumulées empêcheront-elles la paix ? On le disait aussi en Afrique du Sud où sévissait un apartheid extrêmement cruel. Mais la réconciliation est arrivée même si elle nécessitera une ou deux générations pour aboutir pleinement. Comme en Palestine.

Peut-on accélérer l'avènement de cette solution ? Oui, en combattant la désinformation, en exigeant de nos autorités qu'elles respectent le droit international et en boycottant les

produits basés sur le vol de la terre.

Nous sommes tous des experts !

Voilà donc les dix grands médiamensonges résumant comment on nous informe dans les médias officiels... On cache l'Histoire, on cache le colonialisme, on cache les intérêts économiques et stratégiques, on inverse l'agresseur et l'agressé, on diabolise la victime et on discrédite les contestataires en les taxant d'antisémites.

Sommes-nous impuissants ? J'ai demandé à beaucoup de gens comment ça se passait quand ils essayaient de parler du conflit autour d'eux. Rachid, un lecteur de mon site, m'a écrit : « *Actuellement, il faut être un expert du sujet pour arriver à contre-argumenter avec un collègue ou un ami qui a récupéré ses arguments en regardant le journal télévisé. Sur un laps de temps très court (cinq minutes), pas le temps d'étayer mes arguments. Dans le meilleur des cas, il renvoie les deux parties dos à dos, mettant sur le même niveau l'agression israélienne et la riposte palestinienne...* »

Cinq minutes face à des années de télé, oui, c'est difficile. Mais possible. Et pas seulement pour les « experts ». En réalité, nous pouvons tous être des experts, et c'est même la seule solution pour résoudre le problème de l'info. Les questions à se poser me semblent être les suivantes :

1. Pourquoi notre info est-elle si manipulée ? Comment fonctionne le système des médias ?

2. Quels sont les techniques de la propagande pro-israélien- ne pour piéger le public ?

3. De quoi ont besoin les simples citoyens pour jouer un rôle actif dans cette bataille de l’info ?

Pouvoir d’informer, pouvoir de déformer

Sur les médias, j’entends énormément de plaintes. Que ce soit dans le courrier des lecteurs de mon site Internet ou dans les discussions avec le public lors de conférences. Un ras-le-bol compréhensible quand on examine le bilan des médias…

On nous dit qu’à Gaza, le Hamas a « *rompu la trêve* » alors que c’est Israël. On nous raconte qu’Arafat a « *refusé des offres généreuses* », alors que c’est l’inverse. On reproche aux Palestiniens d’être violents alors qu’Israël détruit leurs villages, occupe leurs maisons, emprisonne leurs enfants et tue des manifestants. On présente les États-Unis et l’Europe comme recherchant la paix alors qu’ils arment et financent l’armée israélienne.

Tout journaliste peut se tromper, ça arrive dans chaque profession. Mais soixante années d’erreurs, et toujours dans le même sens, c’est autre chose. D’où provient ce parti pris en faveur d’Israël ? Des journalistes ? Non, car ne sont pas eux qui ont le pouvoir dans les médias.

Trois familles dominent la presse française

Noam Chomsky et Ed Herman ont bien expliqué dans *La fabrication du consentement*[16] que la presse occidentale n'est libre qu'en apparence. Une analyse que nous avons développée et concrétisée dans *Attention, médias !* Dans le système actuel de l'information, les nouvelles sont filtrées par un ensemble de quatre facteurs : 1. Les propriétaires des grands médias (des multinationales puissantes, étroitement liées aux autres multinationales). 2. La publicité (énormes budgets et donc pouvoir de pression irrésistible aux mains des multinationales également). 3. Les liens entre ces multinationales et les directeurs ou les journalistes vedettes. 4. L'idéologie dominante qui influence les journalistes à leur insu et qui amène à justifier l'ordre établi.

Chacun de ces filtres joue un rôle important, et c'est leur ensemble, leur conjonction qui explique les divers phénomènes de censure, d'autocensure et de brouillage médiatique. Ayant déjà analysé ces filtres dans des textes précédents, nous nous concentrerons ici sur le premier facteur, le plus décisif : qui possède le pouvoir dans les médias ?

La presse française est dominée par trois familles immensément riches : Lagardère, Bouygues et Dassault. Toutes les trois font des profits grâce aux guerres françaises et étasuniennes, toutes les trois ont intérêt à ce que le contrôle du pétrole reste entre des mains occidentales, toutes les trois font du business avec Israël. Et toutes les trois piétinent la liberté de leurs employés journalistes. Pourtant, toutes les

trois prétendent nous informer correctement…

Dassault *(Le Figaro) : « Mes avions ont sauvé Israël ! »*

Serge Dassault, 87e fortune mondiale et cinquième de France, possède le groupe de presse du *Figaro*. Il a aussi contrôlé *l'Express* et un tiers de la presse régionale française avant de les revendre pour se spécialiser. En tant que fabricant des avions de combat *Mirage* et *Rafale,* Dassault est également un des principaux marchands d'armes de la France. Il a donc un intérêt direct dans les guerres de l'État français et de ses alliés.

Le groupe Dassault est étroitement lié à Israël. C'est en effet Marcel Dassault, le père de Serge et le fondateur du groupe, qui a fourni à ce pays ses premiers avions de combat. Et il s'en vantait : *« Grâce à nos avions, on a sauvé Israël ! »* (il parlait de la guerre de 1967 dans laquelle Israël a triplé son territoire, voir chapitre 5). C'est grâce à la firme Dassault qu'Israël a obtenu des plans secrets d'avions de chasse, de drones et de missiles. Souvent illégalement et la France a fermé les yeux. Aujourd'hui encore, le groupe Dassault investit des montants considérables dans des sociétés militaires et technologiques israéliennes.

Peut-être que Dassault, tout patron de droite qu'il est, respecte quand même la liberté d'expression de ses journalistes ? Pas vraiment. Selon lui, *« un journal permet de faire passer un certain nombre d'idées saines. Les idées de gauche sont des idées pas saines. »* Il a aussi lancé à une école parisienne : *« Cessez de former des journalistes de gauche ! »*. Après avoir racheté et mis au pas le *Figaro* en 2004, Dassault

a décidé de faire le ménage à *L'Express,* trop critique envers l'Elysée. Tous les membres indépendants du Conseil de surveillance du Figaro ont été virés et remplacés par des sujets de Dassault. Le plus piquant, c'est que ce quotidien tire son nom d'une pièce de Beaumarchais dont il reprend à la une cette très belle phrase : *« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur».*

Croyez-vous que les journalistes de Dassault auront le droit d'expliquer que leur patron est directement complice du massacre des Palestiniens et que tout ceci est financé avec l'argent des contribuables français ?

Lagardère, le « frère » de Sarkozy

Deuxième exemple des liaisons douteuses entre la guerre, la presse, Sarkozy et Israël : le groupe Lagardère, le plus puissant groupe médiatique français. Lagardère a publiquement présenté Sarkozy comme son « frère ». Voyons donc les activités de ce frère. Comme chez Dassault, elles ont deux volets : médias et armements.

Au niveau des médias, Lagardère, le plus gros monopole médiatique français, contrôle des télés *(MCM, CanalSatellite, Mezzo...)*, des radios *(Europe 1, RFM, Europe 2.. .)*, des quotidiens *(France Dimanche, Journal du Dimanche, Ici Paris, La Provence, Nice-Matin...),* des magazines *(Paris Match, Marie-Claire, Entrevue, Parents, Télé 7jours, Elle, Photo...),* des maisons d'édition *(Hachette, Hatier, Grasset, Fayard, Livre de Poche, Stock, Masque, Lattes, Harlequin, Calmann-Lévy...),* des distributeurs *(Relay, Press Shop, AMP, Payot, City Press, BDP, Curtiss, Naville...)*. Un empire.

Lagardère est-il démocratique dans la gestion de ses médias ? Sur le plan des conceptions, il vaut bien Dassault puisqu'il a osé déclarer en 2006 : *« C'est quoi l'indépendante en matière de presse ? Du pipeau. Avant de savoir s'ils sont indépendants, les journalistes feraient mieux de savoir si leur journal est pérenne. »* Entendez : pour survivre, obéissez aux intérêts des puissants.

Et c'est appliqué. Alain Genestar était rédacteur en chef de *Paris Match*. De beaux tirages avec des unes racoleuses et de

complaisants reportages sur les puissants de ce monde. Notamment pour aider un certain Nicolas Sarkozy à devenir président de la France. Seulement un jour, Genestar rate son coup. Apprenant que la propre femme du président élu n'était pas allée voter pour lui, il pense tenir un scoop juteux. Juteux, il le sera, mais fatal aussi. Furieux, Sarkozy téléphone à Lagardère et le rédac chef est viré. Si on se fait licencier pour avoir osé parler de choses finalement très secondaires, qu'est-ce qui se passerait si on voulait publier de vraies révélations sur les malversations financières des amis de Sarkozy ! Lagardère est aussi un énorme marchand d'armes avec EADS, principal consortium militaire européen. EADS contrôle Airbus (constructeur d'avions civils, mais aussi militaires), ainsi que le plus grand hélicoptériste mondial Eurocopter, le partenaire majeur du consortium Eurofighter (avion de combat européen) et détenant une partie du capital de la joint venture MBDA, leader mondial des systèmes de missiles.

Au niveau moral, Lagardère n'est pas très regardant. Sa société EADS collabore étroitement avec Israël Aircraft Industries, spécialisée dans la fabrication de drones. Ce partenariat opère avec la complicité de l'État français dont la Direction Générale de l'Armement (DGA) a mis sur pied un programme de deux milliards d'euros prévoyant la fabrication de 40 drones pour l'Europe. A quoi servent ces avions sans pilote ? A espionner la population palestinienne pour préparer les attaques de l'armée israélienne. Mais certains drones sont équipés de charges et peuvent frapper des cibles au sol. Ces prouesses sont fièrement décrites par le ministère français de la Guerre qui, en juin 2009, proposait *« de visiter l'Espace Défense, un stand innovant, ludique, concret et instructif »*.

Ludique : *« relatif au jeu »,* selon le dictionnaire.

L’industrie de la mort rapporte gros

Ce « jeu » consiste à financer l’industrie israélienne de la mort, à lui fournir le savoir-faire technologique des ingénieurs de Lagardère et, en retour, à profiter du savoir-faire acquis par Israël dans ses opérations militaires. Tout cela rapportant de merveilleux bénéfices sur les marchés internationaux. Exagère-t-on en parlant d’industrie de la mort ? Non. Par exemple, en juin 2006, ces drones israéliens ont servi au massacre de Joub Jannine. Durant leur agression contre le Liban, les Israéliens avaient donné la permission à des Libanais - dont les villages avaient été dévastés - de quitter Marjayoun, en spécifiant la route qu’ils pouvaient emprunter. Mais ensuite, ils les ont attaqués avec des drones sans pilote tirant des missiles : *« La première bombe a frappé la deuxième voiture du convoi »,* raconte Karamallah Dagher, un journaliste de l’agence Reuter. *«Je remontais la route, à mi-chemin, et mon ami Elie Salami se tenait là, me demandant si j’avais un peu d’essence en rab. C'est à ce moment-là que le second missile a frappé ; la tête et les épaules d'Elie furent arrachées. Sa fille Sally, qui a 16 ans, a sauté de la voiture et s’est mise à hurler:* “Je veux mon papa ! Je veux mon papa !” *Mais il n’était plus »*[17]. C’est avec ce genre d’exploits que Lagardère construit ses profits, c’est ce genre d’exploits qu’il occulte soigneusement dans ses médias, c’est ce genre d’exploits dont Sarkozy est complice en favorisant l’alliance militaire France-Israël.

Croyez-vous que les journalistes de Lagardère auront le droit

d’expliquer que leur patron est directement complice du massacre des Palestiniens et que tout ceci est financé avec l’argent des contribuables français ?

Bouygues (TF1) : *«Les images, c'est le pétrole de demain »*

La famille Bouygues est un poids lourds des médias. Elle contrôle la chaîne *TF1,* mais aussi d'autres chaînes : *LCI, Odyssée, Eurosport,, TPS Star, Cinétoile, Cinéstar, Télétoon, Infosport,* sans compter des participations dans *Série Club*, *TF6, TV Breizh*... C'est aussi le premier actionnaire de TPS qui diffuse plus de 200 chaînes pour un million d'abonnés. L'entreprise *TF1,* c'est également des sociétés produisant des films *(TF1* Film Production, 49% de Télérama, 50% de Film Par Film) et les distribuant (en partenariat avec Miramax du groupe Disney). *TF1* édite et distribue des cassettes vidéo, des DVD, des CD musicaux. C'est le premier éditeur vidéo français. Plus de nombreux produits dérivés, jeux de société, presse magazine *(Tfou Mag, Star Academy). TF1* prépare également son implantation dans la presse écrite quotidienne : 34% dans *Métro-France* et d'autres projets de gratuits spécialisés. Parmi les partenaires internationaux de Bouygues, on trouve notamment Silvio Berlusconi, le puissant groupe allemand Bertelsman, partenaire dans *M6,* et Rupert Murdoch, (propriétaire de News Corporation, numéro un mondial des médias de langue anglaise, grand soutien de George Bush et d'Israël).

Enthousiasmé par le splendide cadeau que lui faisait l'État français en privatisant la chaîne publique *TF1,* Francis Bouygues s'est écrié en 1987 : « *Les images sont le pétrole du siècle prochain, TF1 n'est que la station-service.* » La

comparaison avec le pétrole en dit long. Et de fait la privatisation a rapporté énormément aux Bouygues. En 2007, les héritiers, Martin et Olivier, grimpaient au rang de 177e fortune mondiale. Au moment de la privatisation, le même Francis Bouygues avait eu un grand élan de sincérité : *« Il y a des intérêts secondaires découlant de la possession d'un tel outil. »*[18] Intérêts, certainement. Mais pas secondaires, on va le voir.

De l’intérêt de contrôler la télé

Le business *TF1* s’est avéré tellement juteux que la famille Bouygues s’est facilement trouvé les alliés les plus prestigieux : Bernard Pinault, l’homme le plus riche de France (FNAC, Printemps...) détient 8% du capital de *TF1*. Un autre milliardaire, Bernard Arnault (LVMH) près de 5%. Les groupes Arnault et Pinault sont propriétaires eux-mêmes de nombreux médias. Bref, quand vous suivez *TF1*, autant le savoir, vous écoutez la voix des milliardaires, la voix des puissants. Puissants au point de faire et défaire les présidents. La preuve de leur pouvoir, c’est que tous ces milliardaires ont accouru avec joie au célèbre dîner du Fouquet’s, le 6 mai 2007, lorsque Nicolas Sarkozy a fêté sa victoire à l’élection présidentielle. Il avait juste invité 55 amis triés sur le volet. Comme l’écrivait l’hebdo Marianne ; *« La liste des invités est en harmonie avec l’ambiance du Fouquet’s. Nicolas Sarkozy ce n'est pas Travail, Famille, Patrie mais Argent, Famille et Amérique. Car le corps constitué le mieux représenté au Fouquet’s est sans conteste le CAC 40. D'un côté, le culte des vraies puissances financières — Bernard Arnault (7e fortune du monde), Martin Bouygues, Serge Dassault, Vincent Bolloré, Antoine Bemheim, Albert Frère, Jean-Claude Decattx, Paul Desmarais - de l’autre me tendresse particulière pour quelques fortunes vite faites, voire le versant un peu voyou du système : Stéphane Courbit, l'inventeur d’Endemol, Jean-Claude Darmon, l’empereur des droits télévisuels du foot, Arthur l’amuseur TV, Alain Mine, le marieur intéressant et intéressé du monde des affaires. »*[19]

Bref, Dassault, Bouygues, Pinault, Arnault, les milliardaires des médias, soi-disant neutres, étaient manifestement fort heureux de fêter la victoire de leur ami Nicolas, victoire qui leur promettait de belles affaires et de beaux profits. Rien de tel qu'un président de la République pour aider à décrocher les contrats les plus convoités sur les marchés internationaux.

Nicolas leur devait bien ça. En effet, qui a martelé pendant des années que la France vivait en insécurité (pas sociale bien sûr), qu'il fallait donc plus de flics et un homme à poigne comme Sarkozy ? En réalité, ce n'est pas Sarkozy qui a gagné l'élection présidentielle, c'est *TF1* qui a fait sa campagne pendant plusieurs années. D'ailleurs, juste avant d'ouvrir le JT de l'élection présidentielle, on a dû demander en catastrophe aux deux présentateurs vedettes de *TF1* de virer les coupes de champagne qu'ils avaient oubliées sur leur pupitre.

Bouygues complice de la colonisation israélienne

Les intérêts pas du tout « secondaires », récoltés par Bouygues ont permis au groupe d'élargir ses terrains d'activité. En 2006, il a racheté le constructeur Alstom, (65.000 employés dans 70 pays). De ce fait, Bouygues est complice de la colonisation israélienne. En effet, grâce aux services diplomatiques français, la filiale israélienne d'Alstom a obtenu, en compagnie du groupe Veolia, le contrat de la construction d'un tramway reliant Jérusalem à des colonies de Cisjordanie.

Cette ligne de tramway reliera Jérusalem-Ouest, partie israélienne de la ville, aux colonies israéliennes illégales de French Hill, Pisgat Zeev, et Neve Yaakov. Pour ce faire, elle traversera Jérusalem-Est et passera par des quartiers juifs construits dans un secteur de Jérusalem conquis lors de la guerre de 1967 et sur lequel la souveraineté d'Israël n'est pas reconnue par l'ONU. Amnesty International estime que : « *Le tramway va entériner des mesures illégales d'annexion et de colonisation adoptées préalablement par le gouvernement israélien.* » En effet, la 4e convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (1949) prévoit que : *« La puissance occupante ne pourra procéder à la déportation ou au transfert d'une partie de sa propre population civile dans le territoire occupé par elle. »*

C'est donc inégalement que le chantier du tramway a occasionné de nombreux ordres de démolition et d'expropriations d'habitations palestiniennes situées à

Jérusalem-Est. Ceci viole la résolution 465 adoptée en 1980 par le Conseil de sécurité des Nations unies : *«Toutes les mesures prises par Israël pour modifier le caractère physique, la composition démographique, la structure institutionnelle ou le statut des territoires palestiniens et des autres territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, ou de toute partie de ceux-ci n'ont aucune validité en droit. »* Ainsi, en reliant Jérusalem-Ouest aux colonies juives illégales de Jérusalem-Est, le tramway de Bouygues-Alstom, le tramway de la honte tente de rendre l'occupation irréversible. Alors que Jérusalem-Est devrait devenir la capitale d'un éventuel État palestinien. Croyez-vous que les journalistes de *TF1* auront le droit d'expliquer que leur patron Bouygues viole les conventions de Genève, les résolutions de l'ONU, qu'il aide une colonisation entièrement illégale et que tout ceci est financé avec l'argent des contribuables français ?

Mais ce n'est pas tout...

Haïm Saban, ami de Clinton, Sharon et Barak, et administrateur de TF1

En épluchant la liste des administrateurs de *TF1*, on trouve le nom d'un certain Haïm Saban. Un nom peu connu du grand public, mais qu'il faut sortir absolument de l'ombre... Saban est un homme d'affaires à double nationalité : USA et Israël. Né en Egypte, il est devenu un des hommes les plus puissants d'Hollywood en faisant fortune dans les séries télévisées et le dessin animé en partenariat avec Rupert Murdoch (voir plus haut). Tous deux ont finalement revendu *Fox Kids* (les Pokémons, Power Rangers, etc.) à Walt Disney pour 5,3 milliards de dollars.

Avec le pactole ainsi acquis, Saban a étendu son empire, rachetant notamment ProSiebensat, un des plus importants groupes de télévision européenne : plusieurs chaînes en Allemagne et en Autriche, en Belgique *(VT4),* en Hollande *(Véronica, Net 5, SB6),* au Danemark, en Bulgarie, en Finlande, en Norvège, en Roumanie, en Suède...

Sur le plan politique, Saban est un homme très influent aussi bien aux États-Unis qu'en Israël. Aux USA, il est un proche confident de Bill Clinton et d'Arnold Schwarzenegger. Et les plus hauts dirigeants politiques se pressent à ses réceptions et ses colloques. Son action en faveur d'Israël est menée à travers deux institutions très importantes : l'AIPAC et le WINEP.

Haïm Saban est un des gros financiers de l'AIPAC (American Israël Public Affairs Committee), le plus puissant lobby pro-

Israël des États-Unis. Dans ce cadre, il sponsorise des soirées pour jeunes juifs à Washington, formant des lycéens et des étudiants à la propagande pro-israélienne. Les campus universitaires américains sont le principal terrain d'action. Objectif : mettre fin aux campagnes de désinvestissement visant Israël.

L'autre outil idéologique de Saban, c'est le Washington Institute for Near East Policy (WINEP), chargé de définir des politiques à long terme pour les États-Unis et Israël. Au conseil d'administration du WINEP, on retrouve les pires criminels ayant sévi dans la politique des États-Unis... D'abord, Henry Kissinger, inspirateur du coup d'État de Pinochet au Chili et de l'Opération Condor (massacre d'opposants politiques en Amérique latine), ordonnateur des bombardements meurtriers sur le Vietnam, le Cambodge et le Laos dans les années 70, et instigateur de plusieurs coups d'État sanglants dans le tiers monde. A ses côtés, on trouve toute une série de responsables politiques qui ont eux aussi soutenu activement Israël dans son expansion, et ont également été impliqués dans diverses guerres des États-Unis : plusieurs anciens ministres des Affaires étrangères comme Alexander Haig, Lawrence Eagleburger, Warren Christopher et Georg Shultz, l'ancien directeur de la CIA James Woolsey, Robert McFarlane, conseiller de Ronald Reagan, et aussi Richard Perle, qui a inspiré à George Bush l'agression contre l'Irak...

Parmi ses employés, Saban compte Kenneth Pollack, un des grands avocats de la guerre contre l'Irak, accusé en 2005 par le gouvernement US d'espionnage au profit d'Israël. On comprend que le professeur Rachid Khalidi, directeur de

l'institut du Moyen-Orient à l'université de Columbia, estime que : « *WINEP représente le pire ennemi des Arabes et des musulmans, c'est le plus important outil de la propagande sioniste aux États-Unis»*

En Israël aussi, Saban est un des hommes les plus influents. Sur le plan économique, il contrôle Bezeq, l'opérateur qui détient le monopole du téléphone fixe et des infrastructures d'accès à Internet. Il est aussi actif dans la téléphonie mobile et la télé par satellite. Sur le plan politique, Haïm Saban est très proche de tous les grands dirigeants israéliens qui ont dirigé les guerres de ces vingt dernières années. L'ancien premier ministre Ariel Sharon a dit : « *Saban sera toujours un cher ami personnel pour moi.* » Un autre, Ehud Barak, a été soutenu dans sa campagne et conseillé par Saban lors de la formation de son gouvernement. De gauche, dit-il, dans sa jeunesse, Saban affirme à présent : « *Lorsqu'il y a une attaque terroriste, je suis avec Avigdor Ueberman (extrême droite israélienne), parfois même plus à droite.* »

Avec de tels intérêts dans un État colonial, on ne sera pas étonné d'apprendre que Saban a insulté comme « *détestant les juifs* » le cinéaste Ken Loach et les acteurs Danny Glover et Julie Christie qui avaient appelé au boycott d'Israël. A deux reprises, Saban a tenté de s'emparer de la chaîne *Al Jazeera,* ce qui démontre combien le mouvement pro-israélien cherche à neutraliser cette source d'information dérangeante.

En France, Saban a signalé lui-même qu'il possède de nombreux amis au plus haut niveau de divers grands médias français. Et il siège au conseil d'administration de *TF1*. On comprend mieux pourquoi cette chaîne soutient par tous les

moyens le colonialisme israélien.

Pleurer ou réagir ?

Bref, l'information est placée en France sous le contrôle de quelques milliardaires, qui contrôlent le pouvoir politique et qui, en outre, ont un intérêt personnel direct à protéger les crimes d'Israël. Mais ce n'est pas limité à la question d'Israël. Dans notre livre *Les 7 Péchés d'Hugo Chavez*[20], nous avons montré que ces mêmes médias (et aussi *Le Monde* ou *Libération)* étaient de mauvaise foi à propos du Venezuela, de la Bolivie et de l'Amérique latine en général. Et on pourrait multiplier les exemples.

Ceux qui se sont emparés du pouvoir d'informer sont donc juges et parties. Lorsque les grands médias nous informent sur une guerre Nord-Sud, c'est toujours un des deux camps qui parle : celui des multinationales. Et il ne sert donc à rien d'attendre que ces médias se transforment en leur contraire. Si les puissants contrôlent les médias pour servir leurs intérêts, il serait bien naïf d'espérer qu'ils renoncent un jour à ce formidable pouvoir.

On peut, et on doit, faire pression pour limiter les dégâts dans ce que ces médias publient. Mais les réformer est impossible. C'est donc notre rôle, à nous citoyens, de passer à l'action pour informer. De créer une information alternative de plus en plus large, qui touchera les gens d'abord sur Internet, et sera ensuite relayée à travers quantité de discussions à la base. Pour ça, la première démarche consiste à repérer les procédés classiques, toujours les mêmes, par lesquels s'opère la désinformation…

Les procédés de base de la désinformation

Ce genre de campagne se fabrique toujours en appliquant les « principes de la propagande de guerre »[21]. L'idée de base est très simple : si vous êtes une grande puissance cherchant à déclencher une guerre, il y a une chose que vous ne pouvez jamais dire : la vérité.

Vous ne pouvez jamais dire : « Nous faisons cette guerre pour nous emparer de telle richesse ». Ni : « Ce pays dérange notre suprématie régionale ou mondiale ». Et encore moins : « Cette guerre est nécessaire pour les profits de nos multinationales ». Pourtant, c'est bien de cela qu'il s'agit, on peut le prouver pour n'importe quelle guerre récente des États-Unis, de la France ou de la Grande-Bretagne : aucune n'était humanitaire, toutes étaient économiques et stratégiques. Mais ça, il faut absolument le cacher, car vous avez besoin du soutien de votre opinion publique. Il faut bien que quelqu'un paie ces guerres coûteuses, et ça ne peut être que le contribuable, même si ces milliards seraient mieux utilisés pour l'emploi ou le social. Il faut bien aussi que quelqu'un accepte de mourir dans ces guerres, et jamais les présidents ou les dirigeants des multinationales n'y enverront leurs propres enfants.

Donc vous, gouvernement d'une grande puissance, vous êtes obligé de mentir. Comment ?

Les 5 principes de la propagande de guerre

Ici interviennent les cinq règles de la propagande de guerre, pratiquées par tous les gouvernements de mauvaise foi:

1. Cacher les intérêts économiques.
2. Inverser la victime et l'agresseur.
3. Cacher l'Histoire.
4. Diaboliser l'adversaire.
5. Monopoliser l'info.

Ces règles, nous les retrouverons dans chaque conflit. Et il est important de les maîtriser afin de pouvoir à son tour les expliquer autour de soi. C'est ainsi que les gens pourront prendre de la distance par rapport aux informations et aux images qu'ils ont reçues.

1. Cacher les intérêts économiques

Si le Moyen-Orient n'était pas un champ de pétrole, mais un champ de navets ou de carottes, croyez-vous que les États-Unis dépenseraient chaque année trois ou quatre milliards de dollars pour faire d'Israël le flic de la région ? Si l'Irak ne contenait que du sable et pas du pétrole en dessous, les États-Unis se seraient-ils donné tant de mal pour déloger un dictateur alors qu'ils en protègent plein d'autres ? Si l'Iran n'était pas un producteur pétrolier qui entend rester indépendant, croyez-vous qu'il tracasserait tant Washington

alors que celle-ci a fourni sans problème l'arme nucléaire à d'autres pays ? Si le Venezuela n'était pas le principal fournisseur de pétrole des États-Unis, ceux-ci chercheraient-ils à se débarrasser d'Hugo Chavez par tous les moyens (coups d'État, subventions monstres de la CIA aux opposants, et même préparatifs de débarquement...) ? Si le Congo n'était pas une gigantesque mine de cuivre, de diamants, d'uranium, et d'autres minerais précieux, Washington aurait-elle assassiné Patrice Lumumba pour le remplacer par le dictateur Mobutu ?

Les guerres sont toujours économiques. Bien sûr, on jurera le contraire, on parlera d'humanitaire. Mais le ministre US Kissinger disait lui-même ; *« Les grandes puissances n'ont pas de principes, seulement des intérêts. »* Mais évidemment on ne peut dire qu'on fait la guerre pour le fric, alors il faut bien raconter des histoires...

Le premier principe de la propagande de guerre vise à faire croire que la guerre est morale.

2. Inverser la victime et l'agresseur

Si vous attaquez un peuple ou un groupe de gens, vous ne pouvez jamais admettre que vous êtes l'agresseur. Il faut toujours vous présenter comme étant la victime, ou le protecteur qui vole au secours de la victime.

Lorsqu'Hitler s'en est pris aux communistes et aux socialistes allemands, aux syndicalistes, aux juifs et aux roms, il les a tous présentés comme un danger, une menace. Le grand complot judéo-bolchévique contre lequel l'Allemagne devait se

protéger.

Lorsque les États-Unis ont attaqué le Vietnam pour maintenir leur position privilégiée en Asie grâce à des dictateurs militaires corrompus, ils ont présenté les Vietnamiens comme les agresseurs. Alors que ce pays, envahi successivement par le colonialisme japonais, français, puis US, cherchait seulement à obtenir son indépendance.

Lorsque Bush père a attaqué l'Irak, il a dit que celui-ci menaçait d'attaquer l'Arabie Saoudite et Israël. Alors que ce dernier ne cessait d'attaquer tous ses voisins depuis cinquante ans. Lorsque Bush fils a attaqué l'Irak (chose qu'il avait prévue de faire bien avant le 11 septembre), il a réussi le tour de force de présenter les États-Unis, la superpuissance mondiale, en position de victime. Alors que l'Irak n'avait aucun rapport avec le terrorisme.

Lorsque Israël passe à l'offensive pour annexer des territoires palestiniens, il prétend chaque fois agir en légitime défense contre les Arabes qui l'auraient attaqué ou se prépareraient à le faire. Dans le cas d'Israël, l'inversion entre agresseur et agressé fonctionne encore mieux. Car on a réussi à culpabiliser le public. S'il ne soutient pas Israël, c'est qu'il est antisémite et nie le génocide. Or, la création d'Israël a été décidée non en 1945, mais en 1897. De toute façon, justifier un crime présent par un crime passé, est une curieuse conception de la justice. Si on l'appliquait partout, le monde entier serait à feu et à sang jusqu'à la fin des temps.

Le deuxième principe de la propagande de guerre consiste à inverser l'agresseur et l'agressé pour se donner le beau rôle de la victime.

3. Cacher l'Histoire

Si une grande puissance veut intervenir dans une région convoitée, il lui faut un prétexte. Par exemple, un conflit entre deux États, ou bien entre un État et une minorité. Elle peut alors se présenter en arbitre, en pompier désireux d'éteindre le conflit local. C'est classique. En réalité, ces conflits ont été provoqués ou attisés par les grandes puissances coloniales elles-mêmes. Diviser pour régner.

En Irlande, la Grande-Bretagne se présente comme un arbitre entre catholiques et protestants. En réalité, c'est elle qui a, au 19ème siècle, implanté des colons protestants dans le but de s'emparer de l'Irlande et de ses riches terres agricoles.

Au Rwanda, France et Belgique se présentent comme neutres. En réalité, ces puissances coloniales ont, l'une après l'autre et de façon délibérée, dressé les ethnies les unes contre les autres afin de mieux diviser leur résistance.

En Amérique latine, l'Europe et les États-Unis jouent les innocents face à la pauvreté de ce continent et à ses révoltes. En réalité, ils en sont responsables, ayant tour à tour massacré les Indiens, pillé l'or et l'argent, déporté les esclaves et bloqué le développement de l'économie locale afin de monopoliser les richesses et s'enrichir sur le dos de ces populations.

Le troisième principe de la propagande de guerre veut empêcher le public de comprendre les antécédents et les causes profondes d'un conflit.

4. Diaboliser l'adversaire

Pour faire accepter une guerre, il faut persuader l'opinion qu'on cherche à la protéger, à éliminer une menace. Il faut donc diaboliser l'adversaire, en le présentant comme cruel, immoral et dangereux.

En 1956, la France a présenté le dirigeant anticolonialiste égyptien Nasser comme un nouvel Hitler. Les deux Bush ont attaqué l'Irak en *y* voyant tour à tour « la quatrième armée du monde », des « armes de destruction massive » ou « l'allié d'Al-Qaeda ». Obama continue à chercher « des terroristes » en Afghanistan alors que le terrorisme peut être partout et nulle part. Et Washington prépare l'opinion à une attaque contre Chavez, mais n'a pas encore déterminé quel sera le thème central de la diabolisation, donc elle en essaie plusieurs : terrorisme, drogue, alliance avec l'Iran... Des centaines de conseillers en communication sont ainsi chargés de rechercher les thèmes et les formulations — et surtout les images de télé - qui sèmeront le plus efficacement la peur ou l'indignation.

Le quatrième principe de la propagande de guerre vise à manipuler l'émotion du public pour l'empêcher d'analyser les intérêts réellement en jeu.

5. Monopoliser l'info

De manière générale, ces grands médias n'accordent la parole qu'aux sources et aux experts acceptables pour les intérêts dominants. Toute analyse critique sur l'info, qui montrerait les déformations et les médiamensonges, est écartée. Comme l'a montré Chomsky, il existe une véritable censure qui ne dit pas son nom et qui empêche un véritable débat sur le rôle des

multinationales, des USA et de l'UE au Moyen- Orient, comme en Amérique latine ou en Afrique.

Sauf de rares exceptions avec certains journalistes courageux mais à une heure tardive, les débats qui ont lieu à la télé portent seulement sur des divergences secondaires. Par exemple : *« En attaquant à Gaza, ne fait-on pas le jeu du Hamas qui passe pour le martyr ?* ,» Jamais : *« Les Palestiniens ont-ils le droit de résister à l'agression coloniale menée depuis 1948 ? »* ou *« Puisque les Palestiniens ont élu le Hamas pour résister au colonialisme, ne faut il pas discuter avec lui au lieu de h traiter de terroriste et de le bombarder ou d'assassiner ses dirigeants* ? » Pour que le public ne se pose pas trop de questions, on ne présente pas les témoins de l'autre camp, ni les analystes qui démontrent que ces guerres sont injustes et intéressées.

Le cinquième principe de la propagande de guerre vise à empêcher le public de se faire son opinion en confrontant les deux points de vue.

La nécessité d’un point de vue universel

Voilà donc les cinq grands principes de la propagande de guerre : 1. *Cacher les intérêts économiques*. 2. *Inverser la victime et l’agresseur*. 3. *Cacher l’Histoire*. 4. *Diaboliser l’adversaire*. 5. *Monopoliser l’info*. Faites l’expérience, vous les retrouverez appliqués dans chaque conflit Nord-Sud.

Et justement, pour être pleinement convaincant, il faut être capable de les expliquer de façon « universelle ». Appliqués aux divers grands conflits du monde contemporain, et pas seulement à tel ou tel. Si un Arabe dit à un Européen : *« On t'a mal informé sur le conflit israélo-palestinien »,* il risque fort de s’entendre dire : *« Oui, mais toi, tu soutiens les Palestiniens parce que tu es Arabe »*. Par contre, si cet Arabe peut faire la même démonstration à propos d’Evo Morales, d’Hugo Chavez ou d’autres résistants d’Amérique latine, d’Afrique ou d’ailleurs, alors il sera crédible. Parce qu’universel.

Ce conflit est-il trop compliqué ?

Pour préparer ce livre, Ihsane et Vinciane ont réalisé en été 2009 une enquête dans les rues de Bruxelles. Elles ont demandé au hasard à une cinquantaine de passants ce qu'ils savaient de l'histoire de ce conflit.

Les résultats ont été désastreux. La plupart des gens ignoraient qu'il y avait des Palestiniens sur cette terre et qu'ils en avaient été chassés par la création d'Israël ! Bref, après soixante années de télé et autre grande presse, les gens ignorent toujours les faits essentiels. Frappant aussi : la plupart des sondés jugeaient ce conflit trop compliqué pour se prononcer. Mais comment pouvez-vous assembler un puzzle si on vous en a retiré les pièces les plus importantes, celles qui sont décisives pour reconstruire l'ensemble ? Ces pièces sont au nombre de trois : le passé, l'intérêt et la solution.

Le passé du conflit, c'est le vol de la terre. Israël est la dernière colonie, le résidu d'une époque révolue.

L'intérêt, c'est celui des multinationales occidentales. Elles ont toujours cherché à contrôler le pétrole du Moyen-Orient.

La solution, c'est tout simplement le respect du droit. Juifs, musulmans, chrétiens et laïcs vivant ensemble et égaux, sans aucune discrimination, dans un État démocratique.

Dans tout conflit entre les grandes puissances et le tiers monde, il suffit de chercher ces trois pièces, et tout le puzzle se débloque. L'élément clé étant les intérêts. Une fois qu'on les a repérés, on peut voir comment ils se dissimulent pour leurrer

le public.

Le cœur du problème, c’est le colonialisme

Toutes sortes de débats se mènent autour de la Palestine. Certains sont fort utiles, d’autres sont des diversions. Ceux qui défendent les droits des Palestiniens peuvent avoir différents avis sur les questions religieuses, les questions économiques « un ou deux États ». Toutes ces opinions sont importantes et respectables.

Mais ce qui unit tout le monde, c’est l’idée que le colonialisme, le vol de la terre est intolérable. Qu’il fout réparer cette injustice. Si nous en venons au problème « comment parler de la Palestine ? », alors la réponse est là : distinguer le principal du secondaire et toujours centrer le débat sur le colonialisme. Les Européens ont dû abandonner toutes leurs colonies, pourquoi prétendent-ils maintenir celle-là ? Le rejet du colonialisme est un message clair, qui peut emporter l’adhésion de tous.

Avons-nous vraiment ôté notre casque colonial ?

Critiquant le complexe de supériorité des Européens en général, l'écrivain français Régis Debray a employé cette image frappante : *«On a enlevé le casque, mais la tête chez nous reste coloniale. Le monde doit nous ressembler, à défaut de quoi il sera déclaré arriéré ou sauvage. Si vous n'êtes pas Suisse, si vous n'avez pas pillé la planète pendant cinq siècles, si vous n'avez pas été alphabétisé, industrialisé, étatisé à la même époque que nous, vous relevez de la barbarie ».*

Régis Debray a raison sur ce point : en Europe, la mentalité coloniale n'a pas disparu. Avec son mépris pour « ceux qui ne sont pas comme nous », donc forcément moins bien que nous. Quelque part, ce n'est pas surprenant s'agissant d'un continent qui durant cinq siècles a envahi, exploité et opprimé le reste du monde : traite des esclaves en Afrique, génocide des Indiens en Amérique latine, génocide des aborigènes en Australie, massacres et crimes sans fin en Asie, le bilan des Européens sur le plan des droits de l'homme n'est pas joli joli. Alors, pour faire passer tout ça, il fallait l'enrober avec un manteau plus noble : nous avions pour mission d'apporter le progrès et la civilisation aux sauvages. Lorsqu'il coupait la main aux Congolais qui refusaient de travailler pour lui, Léopold II, roi de Belgique, prétendait leur apporter la civilisation chrétienne. Un peu partout en Belgique, des statues rendent encore hommage à son « œuvre ».

Au début, l'Européen a vu les Noirs et les Indiens comme des non humains que l'on pouvait tuer ou réduire en esclavage,

sans commettre un péché, rassurait l'Église. Ensuite, grand « progrès » : on a reconnu que c'étaient bien des humains, mais quand même très inférieurs. Cette Histoire a laissé des traces dans nos têtes. Les Européens continuent à penser qu'ils savent mieux ce qui convient aux autres peuples du monde. Et ce mépris envers (notamment) les Arabes les amène à se sentir plus proches des Israéliens. D'abord, ceux-ci nous ressemblent, ils sont de culture européenne, ils parlent nos langues et surtout les médias leur donnent une image positive, ils sont donc les « civilisés ».

Mais les médias ne disent pas que, lorsque les soldats israéliens quittent une maison palestinienne qu'ils ont occupée, ils jettent au sol les provisions des frigos, les remplacent par leurs excréments avec lesquels ils souillent aussi les murs de la maison... Vraiment, « civilisés » ? Et lorsqu'un haut dirigeant israélien qualifie les Palestiniens de « cafards », lorsque l'armée israélienne parle de « nettoyer un village », ils pratiquent ce qu'ont toujours fait les agresseurs : déshumaniser les peuples attaqués. Si ce ne sont pas des hommes, il n'y a pas faute. Warschawski l'a bien exprimé dans ce livre : *« Pour eux, Gaza, ce ne sont pas des êtres humains ! »*. Israël ne fait que prolonger ce vieux racisme colonial.

Pour réellement comprendre comment fonctionne le monde, il faut se placer du point de vue des victimes. L'Européen a donc besoin de se mettre à l'écoute des peuples du Sud. Sans se culpabiliser (ce n'est pas lui qui a décidé ces crimes), mais en laissant de côté son complexe de supériorité. Simplement, apprendre les uns des autres. A ces conditions, le monde se comprendra mieux et progressera vers la paix.

Briser les ghettos

Depuis les attentats du 11 septembre, l'administration Bush a voulu nous faire croire que nous vivions un choc des civilisations. D'un côté, les Occidentaux judéo-chrétiens, les civilisés. De l'autre, les Arabes musulmans, les barbares. Une théorie bien utile pour vendre à l'opinion publique les guerres contre l'Afghanistan et l'Irak. Certains y verraient aussi la cause du conflit israélo-palestinien. Mais si on regarde de plus près, ce choc des civilisations ne tient pas la route.

Comment expliquer que Bush soit parti en croisade contre les islamistes de Kaboul alors qu'il a toujours soutenu ceux d'Arabie Saoudite? Pourquoi les Israéliens auraient-ils des problèmes avec les musulmans de Palestine alors qu'ils ont noué une alliance très forte avec l'Egypte ? La question de la religion ne sert qu'à masquer les véritables enjeux de ces conflits : contrôle des richesses et projet colonial. D'ailleurs, quand les États-Unis menacent Chavez, ce n'est pas parce qu'il est musulman. C'est parce qu'il y a du pétrole au Venezuela.

Certes, aujourd'hui, beaucoup d'Européens voient clair sur les guerres de Bush. Mais son prétendu *« choc des civilisations »* a laissé des séquelles… Et l'Européen fera bien de se poser quelques questions… Par exemple, pourquoi les États-Unis se retrouvent-ils tout seuls pour sauver Israël de la condamnation quand on vote à l'ONU ? Pourquoi tous les pays et les peuples du tiers monde condamnent-ils sans équivoque Israël comme un État colonialiste, raciste et agresseur ? Ou bien pourquoi celui qui regarde *Al-Jazeera* connaît-il bien

l'Histoire d'Israël et celui qui regarde *TF1* et Cie, reste-t-il si ignorant comme on l'a vu ? Est-ce forcément l'Arabe qui a tort ou bien l'Européen aurait-il quelque chose à apprendre ?

Il y a bien sûr des exceptions, et de plus en plus, mais l'Européen en général pense encore qu'il n'a rien à apprendre de l'Arabe. Et celui-ci n'ose pas prendre la parole dans le débat. Le piège serait de rester chacun dans son ghetto. Les Européens enfermés dans leur complexe de supériorité, qui les empêche d'aller écouter les Arabes et de découvrir ce que leurs médias ont caché. Les Arabes restant entre eux, à pleurer ensemble sur le fait que les Européens ne comprennent rien au conflit. Mais pleurer entre convaincus ne fera pas avancer d'un centimètre la justice au Moyen-Orient.

La seule chose qui fait avancer, c'est de faire bouger les non convaincus. Donc, franchir la barrière et discuter avec l'Autre. Faire l'effort de s'adresser à un public plus large et vaincre les barrières culturelles qui nous séparent en Europe. Ce ne sont pas les Arabes qui les ont construites, c'est le racisme. Mais les Arabes ont trop tendance à les accepter et à les intérioriser.

Même si le colonialisme n'existe plus officiellement, ce qui se passe en Europe entre Européens d'origine et immigrants arabes en reste marqué profondément. S'appliquent donc toujours ces paroles profondes d'Albert Memmi, Tunisien juif et anticolonialiste, dans son *Portrait du colonisé,* écrit en 1957 : *«Que reste-t-il alors à faire au colonisé ? Ne pouvant quitter sa condition dans l'accord et la communion avec le colonisateur, il essaiera de se libérer contre lui : il va se révolter. Loin de s'étonner des révoltes colonisées, on peut être surpris, au contraire, qu'elles ne soient pas plus*

fréquentes et plus violentes. En vérité, le colonisateur y veille : stérilisation continue des élites, destruction périodique de celles qui arrivent malgré tout à surgir, par corruption ou oppression policière ; avortement par provocation de tout mouvement populaire et son écrasement brutal et rapide. Nous avons noté aussi l'hésitation du colonisé lui-même, l'insuffisance et l'ambiguïté d'une agressivité de vaincu qui, malgré soi, admire son vainqueur, l'espoir longtemps tenace que la toute-puissance du colonisateur accoucherait d'une toute bonté. »

C'est l'intérêt de tous — Arabes et Européens d'origine - de créer un espace de débat. Le colonisé peut apprendre des Européens. Du moins des Européens « d'en bas » qui ont mené depuis des siècles de nombreux combats pour imposer la démocratie et un peu de Justice sociale à ceux « d'en haut ». Une riche expérience. Mais l'Européen peut aussi apprendre beaucoup du colonisé. Le monde ne se comprend bien que vu d'en bas, du point de vue des victimes.

Ce rapprochement sera utile pour développer une solidarité plus forte avec les Palestiniens. Mais il sera aussi utile pour améliorer notre société européenne, qui se trouve à un tournant : durcir le racisme anti-arabe ou devenir riche de sa diversité ?

Pour jouer un rôle actif dans l'information

Beaucoup de gens, qui ne sont pas journalistes se demandent s'ils peuvent faire quelque chose pour contrer les médiamensonges. Je pense que c'est possible, et que c'est même la seule solution pour atteindre largement l'opinion publique. Pour cela, les citoyens ont juste besoin de trois choses : 1. De la confiance en soi. 2. Des connaissances. 3. Une méthode.

De la confiance : chacun est capable d'informer autour de soi, même sans diplôme de journaliste. Des connaissances : pas besoin d'avoir lu des bibliothèques entières ; en se formant assez simplement, on peut arriver à exposer les faits essentiels pour répondre aux principales questions. Une méthode : face aux médiamensonges qui dominent depuis si longtemps, il faut une stratégie.

Peut-on gagner la bataille de l'info ?

Bien sûr, on est impressionné face aux énormes moyens des empires médiatiques comme Lagardère, Bouygues et Dassault en France ou Murdoch, Berlusconi et Bertelsman dans le reste de l'Europe. Mais ces milliardaires ne sont pas tout- puissants, ils peuvent être mis en échec. Quatre exemples récents...

Au Venezuela, en avril 2002, un coup d'État *made in USA* renverse Hugo Chavez. Les généraux ferment les médias indépendants, tandis que les télés d'opposition font croire que Chavez a démissionné et censurent les énormes manifestations de résistance. Mais l'info circule quand même : à travers des SMS et des motards qui vont de quartier en quartier. Le coup d'État échoue.

En Espagne, trois jours avant l'élection du 14 mars 2004, un attentat terroriste a lieu dans la gare de Madrid. Par calcul électoral, le premier ministre Aznar l'attribue au mouvement séparatiste ETA, sans aucunes preuves et en contradiction avec l'enquête. Scandalisés, de nombreux Espagnols échangent les véritables infos par SMS et internet. Alors qu'il était favori, Aznar perd l'élection.

En France, en mai 2005, un référendum demande aux Français s'ils approuvent Le projet de Constitution européenne. Tous les médias font campagne pour le Oui. Mais sur Internet, se développe une contre-information critique qui va permettre un large débat populaire. Contre toute attente, le Non l'emporte.

En décembre 2008 - janvier 2009, Israël attaque Gaza. Les

médias européens l'excusent en prétendant que c'est le Hamas qui a rompu la trêve. Mais les Arabes d'Europe savent que c'est faux, à travers Al-Jazeera et d'autres chaînes. La version des médias européens est contestée dans les discussions personnelles et sur Internet. Dans un deuxième temps, les médias officiels reprendront ces images « arabes » et se distancieront un peu d'Israël, parlant de *« riposte disproportionnée »* et puis même de *« crimes de guerre »*. L'image d'Israël va se dégrader, même en Europe. C'est nouveau, et ça développe le débat.

Que montrent ces exemples ? Que l'info n'est pas un phénomène qui tombe du ciel et sur lequel les gens n'ont aucune prise. L'info, c'est une bataille entre deux camps. D'un côté, il y a un tas d'argent ; de l'autre, les gens.

Le talon d’Achille d’Israël

D’un côté, Israël est fort, car il a des parrains très puissants que le pétrole du Moyen-Orient motive à fond. Mais c’est aussi sa faiblesse. Israël ne pourrait survivre sans les milliards que lui versent chaque année les États-Unis et l’Europe, sans leur soutien diplomatique et militaire, sans la bonne image médiatique qu’ils lui assurent à travers les médias.

Ceci est son talon d’Achille, le point où il est extrêmement vulnérable. Comme le disait plus haut Denis Sieffert, « *Israël est un pays qui commet beaucoup de crimes, mais qui en même temps revendique d'être aimé. L’avis de la communauté internationale compte beaucoup.* ». Or, cette opinion même européenne est en train de comprendre que les classes dirigeantes israéliennes ne veulent pas la paix. Le soutien à Israël n’a cessé de diminuer depuis trente ans. Un sondage organisé auprès de la population européenne a même désigné ce pays comme étant le principal danger pour la paix dans le monde.

Et pourquoi Israël est-il fondamentalement faible ? Parce que les crimes coloniaux commencent à être mieux connus et que le colonialisme est indéfendable auprès des honnêtes gens. Voilà pourquoi les réseaux et lobbies israéliens tentent de conserver un contrôle sur l’info et d’empêcher un véritable débat. Chaque fois qu’un artiste, un journaliste ou une personnalité critique Israël en se basant sur des faits, ils crient à l’antisémitisme ou lancent même des procès en Justice.

Ce n’est pas une preuve de force, mais de faiblesse. Ils n’ont

pas d'arguments sur le fond. Et le gouvernement israélien organise en panique des séminaires de formation pour ses diplomates et ressortissants voyageant à l'étranger sur le thème « Comment expliquer Israël », il loue les services d'agence de marketing et de relations publiques pour redorer son blason, il produit des films où sont ridiculisés les journalistes européens en poste à Tel Aviv. Israël sent qu'il pourrait perdre la bataille de l'opinion, il craint l'extension du mouvement de boycott.

On peut gagner. Par un travail patient de contre-information et de discussion, nous pouvons avoir un impact. Pour cela, il faut disposer de certaines connaissances de base, et surtout d'un cadre d'analyse global.

De quelles connaissances a-t-on besoin ?

Le présent livre avait pour objectif de mettre à la disposition de chacun les connaissances essentielles. Le souhait est qu'il serve aussi de point de départ, incitant chacun à prolonger ses lectures. Assimiler les connaissances nécessaires sur ce conflit est une tâche qu'il ne faut ni exagérer, ni sous-estimer.

Pas besoin d'étudier des bibliothèques entières, et pas besoin non plus d'avoir un diplôme d'études supérieures pour étudier. Donnant régulièrement des séminaires, j'ai pu constater que des gens qui ont quitté l'école très tôt pour travailler, peuvent très bien, armés d'une méthode simple (par exemple en petits groupes d'étude collective), assimiler des textes de fond sur les grands problèmes du monde contemporain. D'autre part, se former un minimum est indispensable. Comme Tariq Ramadan le disait dans ce livre : « *Ce n'est pas uniquement par des manifestations dans les rues qu'on soutient les opprimés de la terre. C'est par le vrai développement d'une conscience intellectuelle, d'une compréhension des enjeux internationaux, d'une vraie mémoire historique et d'une vraie connaissance.* »

Il faut être capable de présenter le conflit israélo-palestinien dans un cadre global d'analyse du monde. Or, sur la question d'Israël, diverses explications s'affrontent. Et certains fantasmes diffusés sur Internet peuvent faire beaucoup de tort…

Ce n’est pas un complot juif, ni les Illuminati…

Le conflit Israël-Palestine n’est pas une guerre de religion, on l’a montré. Ce n’est pas non plus un complot juif. De nombreux juifs dans le monde, et certains même en Israël, s’opposent à l’existence et aux crimes de cet État. Ils participent aux actions de solidarité avec les Palestiniens. De nombreux juifs estiment, à juste titre, qu’Israël leur fait du tort en semant la haine et en attisant partout le racisme anti-juif. Reprendre des sites racistes anti-juif n’aide pas les Palestiniens, il sème leur doute sur leur combat.

Et ce n’est pas une conspiration diabolique. Sur Internet, circule abondamment la théorie des « Illuminati » : tous les maux du monde proviendraient de cette société secrète, se réunissant dans des caves plus ou moins diaboliques. Là-dessus, se greffent des fantasmes en tous genres.

Mais la réalité est bien plus simple. La réalité derrière Israël, c’est tout simplement notre système économique et social. Le capitalisme, de par ses lois économiques « naturelles », provoque inévitablement une grande accumulation de richesses à un pôle, et de pauvreté à l’autre pôle. Depuis sa formation, entre le XVIe et le XIXe siècles jusqu’à aujourd’hui, le capitalisme a créé des fortunes de plus en plus grandes et de plus en plus puissantes. Ces gens entendent contrôler les matières premières et le pétrole est la plus stratégique. Pour le contrôler, ils soutiennent les dictatures pétrolières arabes et Israël. Ce n’est pas un mystérieux « complot », c’est juste une question de logique économique.

Une analyse correcte du conflit est indispensable. Tout d'abord pour déterminer qui sont nos amis et nos ennemis. Ceux-ci sont en fait très peu nombreux. Ce sont les gens qui s'enrichissent avec le pétrole et les armements, et les conquêtes d'Israël. Ce sont les gens qui mentent délibérément. Ça fait très peu de gens. Moins d'1% de la planète ? Tous les autres sont a priori nos amis, même quand il leur arrive de dire des choses fausses parce qu'ils sont désinformés.

Avec haine ou avec amour ?

Nous allons aborder la troisième et dernière condition pour mener des discussions fructueuses : la méthode. Mais voyons d'abord l'attitude générale pour aborder la discussion concrète avec un interlocuteur qui défend Israël ou qui hésite ? Comment ne pas s'énerver en entendant dire des choses qu'on sait inexactes ? C'est le premier point à résoudre. Si on s'énerve, si on s'engage dans un affrontement agressif, on sait d'avance que la discussion ne mènera à rien.

Quand on discute avec des gens qui ne sont pas d'accord et qui répètent les arguments de la propagande pro-israélienne, i] ne faut pas les considérer comme des ennemis, mais comme des victimes de cette propagande de guerre. Donc comme des amis.

La colère est légitime devant les crimes d'Israël et les médiamensonges fabriqués par des professionnels. Cependant, ce n'est pas avec ces professionnels que vous discutez, c'est avec leur victime. Ce n'est pas votre interlocuteur qui a fabriqué ces médiamensonges, il les a juste avalés croyant bien faire et parce qu'il n'avait pas les connaissances pour se défendre.

La colère envers ceux qui commettent les crimes, mais l'amour pour celui qui se fait tromper. En essayant de lui faire prendre conscience, en lui apportant les informations qui lui manquent, vous défendez ses intérêts aussi, son droit à une information correcte.

Dans une de ses chansons, le célèbre cinéaste et musicien Emir Kusturica écrivait : « *I am a victim of a propaganda war* ».

(Je suis victime d'une guerre de propagande). Moi-même, quand j'avais vingt ans, j'étais pour Israël. Élevé dans un milieu européen, n'ayant guère voyagé et n'ayant comme source d'information que la presse belge et française, j'étais tombé dans le panneau. Je croyais, comme des millions d'Européens qu'Israël était un petit État victime de méchants voisins agressifs. Je ne connaissais pas l'Histoire, je ne savais rien de la Nakba, rien des projets colonialistes. En croyant soutenir le faible, j'étais tombé dans le piège. Les gens avec qui vous discuterez sont aussi dans ce cas. Manipulés.

Quatre points pour une méthode de discussion

Ayant eu l'occasion de discuter ce genre de questions avec des gens de toutes origines et toutes opinions, je voudrais résumer cette expérience en quelques conseils de base : 1. Écouter l'autre. 2, Aller à l'essentiel. 3. S'en tenir aux faits. 4. Faire réfléchir.

1. Écouter l'autre. Si on ne veut pas se limiter aux « convaincus », mais s'adresser à un public très large, il faut commencer par écouter l'autre. Comprendre d'où lui viennent ses informations, qui l'a influencé ? Et quels sentiments, quelles valeurs le poussent à prendre cette position ?

Chaque personne sera différente. Il y a le partisan très convaincu d'Israël, celui qui dit : « Les deux camps ont des torts », et celui qui est simplement en recherche d'informations. Forcément, ce seront des discussions très différentes, et pour convaincre, il faut d'abord écouter, analyser ce qui est dit.

2. Aller à l'essentiel. L'essentiel, c'est la question du colonialisme. Israël s'est construit sur le vol de la terre et l'expulsion de Palestiniens, les fondateurs et dirigeants d'Israël l'ont dit eux-mêmes à maintes reprises (voir page 297 notre document reproduisant leurs « meilleures citations »). Qui peut défendre le colonialisme ?

Pour éviter ce terrain sensible, Israël et ses idéologues vont parler d'autre chose : tel régime arabe, telle action des Palestiniens, l'antisémitisme, etc. Il faut écouter tout ce que dit l'autre, répondre si on connaît les faits, et si on n'est pas au

courant, ne pas hésiter à le reconnaître, proposer de se documenter pour y revenir plus tard… Mais il faut surtout ramener à l'essentiel : que chacun prenne position sur ceci : peut-on accepter le vol de la terre et le nettoyage ethnique pratiqué contre un peuple ?

3. S'en tenir aux faits. La méthode fondamentale pour convaincre, c'est de s'appuyer sur les faits. Pas sur des émotions. On ne convainc pas qu'une cause est légitime en écoutant quelqu'un proclamer son enthousiasme ou son indignation. S'affronter émotion contre émotion ne mène à rien. Si l'émotion votre interlocuteur a été produite par des infos manipulées, c'est seulement en rationalisant la discussion, en allant vérifier ensemble quels faits sont certains, quels éléments ont été cachés qu'on pourra trier ensemble le vrai du faux et progresser. D'où la nécessité de se former pour bien connaître tous les faits.

S'en tenir aux faits, c'est aussi faire preuve de rigueur. Ne jamais exagérer, ne jamais gonfler les chiffres, ne jamais affirmer des choses qu'on n'a pas pu vérifier. Utiliser n'importe quoi sous prétexte que « ça va dans le bon sens contre Israël », cela vous fera juste perdre votre crédibilité. Pas besoin d'en rajouter, les faits réels suffisent largement. Y compris les très parlantes déclarations des fondateurs et dirigeants d'Israël, rassemblées dans ce livre. Si eux-mêmes le disent…

4. Faire réfléchir. Discuter, ce n'est pas agiter la matraque du vrai contre le faux. C'est donner à réfléchir. Semer des graines qui avec le temps germeront dans l'esprit de votre interlocuteur.

Quel doit être le premier objectif d'une conversation avec une personne d'avis opposé ? Si elle a reçu beaucoup d'informations en sens contraire, si elle est convaincue de défendre un point de vue juste et des valeurs comme « défendre le faible » ou « résister au fanatisme », vous ne pourrez la faire changer d'avis en cinq minutes, il ne faut même pas essayer. Personne ne change ses convictions en cinq minutes, et ce ne serait pas un ralliement profond. Mais si vous parvenez à susciter la réflexion de votre interlocuteur, à lui faire voir qu'il y a des contradictions dans ce qu'il dit, afin qu'il se pose des questions, alors c'est gagné.

C’est à chacun d’agir

Ce livre qui s’achève veut encourager la participation citoyenne. Que chaque femme et chaque homme développent des initiatives personnelles.

On croit trop que seuls les « grands hommes », diplômés et experts, peuvent avoir une influence. C’est faux. Il existe plusieurs voies pour atteindre l’esprit des gens et la meilleure est de loin la discussion personnelle.

Si chacun en parle autour de soi, en étant documenté, ouvert et patient, alors nous pouvons changer l’opinion. De quoi se compose une vague puissante ? D’une multitude de petites gouttes qui vont toutes dans la même direction.

En quelques années, Internet a bouleversé et démocratisé la façon d’informer. Offrant la possibilité de contrer les médiamensonges auprès d’un large public. Le site www.michel-collon.info que j’anime avec l’équipe Investig’Action reçoit chaque mois davantage de visiteurs et d’encouragements. Nous cherchons à augmenter nos forces et nos activités. Et nous avons décidé de lancer plusieurs initiatives : une ligne d’information permanente donnant la parole aux Palestiniens, un dossier à l’usage des professeurs, un observatoire des médias, des formations pour discuter autour de soi et des séminaires d’étude de ce conflit.

Informer, c’est possible

Critiquer les médias ne suffit pas. Notre stratégie, c’est de créer un canal d’info alternative. Libre de pub et de toute pression, mais riche de la participation de nombreux citoyens. Créer une info indépendante permettra aussi de faire pression sur les médias en aidant les journalistes qui le souhaitent à mieux informer.

L’info est un droit pour lequel il vaut la peine de se battre. Comme disait le philosophe français Jean-Paul Sartre : *«La première chose sur laquelle on fait beaucoup d'erreurs, c'est qu'on croit que la liberté d'information, le droit à la liberté de la presse, c'est un droit du journaliste. Mais pas du tout, c’est un droit du lecteur du journal. C'est-à-dire que ce sont les gens, les gens dans la rue, les gens qui achètent le journal, qui ont le droit d'être informés. Ce sont les gens qui travaillent dans me entreprise, dans un chantier, dans un bureau qui ont le droit de savoir ce qu'il se passe et d'en tirer les conséquences ».*

La Palestine n’est pas un problème à part. C'est le baromètre de l’état du monde. Avec la crise économique et l’appauvrissement de populations entières, avec les États-Unis qui entendent rester les maîtres du monde, celui-ci va vers de grands affrontements.

Il est donc très important de savoir ce qui l’emportera au cœur du Moyen-Orient : la démocratie ou le colonialisme ? L’apartheid a pris fin en Afrique du Sud, il est temps qu’il cesse aussi en Palestine.

Et dans cette bataille pour l'info, dans cette bataille pour la liberté, nous avons tous un rôle à jouer.

Imprimé en Belgique

ISBN 978-2-87003-567-2

www.michelcollon.info

---

[1] L'orthographe française impose une majuscule pour les nationalités et une minuscule pour les religions. Suivant cette logique, nous écrirons donc dans ce livre : un juif, un chrétien ou un musulman. Mais un Israélien, un Palestinien, un Arabe.

[2] « Entre nationalisme, sécularisme et islamisme », interview par Monique Etienne, avril 2005, site Association France Palestine Solidarité.

[3] Nicolas Dot-Pouillard, Un islamisme ouvert sur sa gauche : Centre Tricontinental, janvier 2009.

[4] Situation d'oligopole : lorsque sur un marché il y a un nombre très faible d'offreurs (vendeurs) et un nombre important de demandeurs (clients). Les multinationales sont des oligopoles.

[5] Par exemple, A/RES/63/26 du 26 novembre 2008, préambule, 1er alinéa.

[6] Droit international humanitaire coutumier, règles I ss.

[7] Charte des Nations Unies, art. 51.

[8] Règlement annexe à la Convention de La Haye de 1907, art. 23e ; normes du droit international humanitaire coutumier telles que codifiées par le Comité

International de la Croix-Rouge, règle 70.
[9] Droit international humanitaire, règles 15
[10] Règlement de La Haye, art. 23, a, et droit international humanitaire coutumier, règle 72 ; art. 3 commun aux quatre Conventions de Genève.
[11] Charte des Nations Unies, art. 39 et ss.
[12] Statut de la Cour pénale internationale, art. 27.
[13] Statut de la Cour pénale internationale, art. 12, § 2.
[14] Statut de la Cour pénale internationale, art. 12, § 3.
[15] Traité portant sur la constitution européenne, art. 23 et ss.
[16] Ed. Herman & Noam Chomsky, *La fabrication du consentement*, Agone, Paris, 2008.
[17] Robert Fisk, *The Independent*, 23 août 2006.
[18] Cité par Pierre Péan et Christophe Nick, *TF1, un pouvoir*, Fayard, Paris, 1997.
[19] *Marianne*, 1er novembre 2007.
[20] Michel Collon, *Les 7 péchés d'Hugo Chavez*, Investig'Action - Couleur livres, Bruxelles, 2009, chapitre 18.
[21] Concept introduit par l'historienne Anne Morelli, *Principes élémentaires de propagande de guerre*, Labor, Bruxelles, 2001. Basé sur un exposé du diplomate anglais lord Ponsonby opposé à la guerre 14-18.